

La reconquête du Nord par M. Habré et la contre-attaque de Tripoli

## Paris étudie une riposte au bombardement de l'aviation libyenne au Tchad

Fuite en avant

Le camouflet infligé au gouvernement français par le colonel Kadhafi est sévère. En faisant bombarder la localité d'Arada, dans une zone théoriquement protégée par le « parapluie » du dispositif militaire Epervier, le chef de la Jamahiriya libyenne a tenté — et réussi — une riposte en forme de provocation, après les revers subis par ses troupes dans le nord du Tchad. Pour la deuxième fois — en février dernier un Tupolev libyen avait « tranquillement » lâché des bombes au-dessus de l'aéroport de N'Djaména — la Libye traite par le mépris le déploiement de forces de l'armée française.

Le plus étonnant est moins la fuite en avant du président libyen que l'apparente incapacité du gouvernement français à tirer les leçons du passé, c'est-à-dire à essayer de cerner un peu mieux la personnalité et la psychologie de ce chef d'Etat atypique. La journée des dupes qu'a constituée la rencontre en Crée du président libyen et de M. Mitterrand, le président du bombardement de la piste de N'Djaména et, surtout, les défilés des troupes libyennes à Zouar et à Fada n'auraient-ils pas dû conduire à une mise en état d'alerte maximale des forces françaises basées au Tchad ? Si l'on s'en tient à la version présentée par les militaires libyens, selon laquelle le radar de l'armée souvre avait bien repéré les Nig libyens, comment ne pas s'interroger sur l'efficacité d'un tel tour et si coûteux des opérations ?

Paris n'a d'autre solution, le mal étant fait, que de « réparer », c'est-à-dire lancer une riposte, puisque celle-ci a toujours été présentée comme « automatique » si les troupes libyennes franchissaient le 16<sup>e</sup> parallèle. Celle-ci devra nécessairement être massive, à la fois parce que la France doit sauver la face et aussi parce qu'un nouveau bombardement libyen ne gênerait pas durablement les troupes du colonel Kadhafi. Après le raid lancé en février dernier contre la piste de Ouadi-Doum, quelques mois ont suffi à Tripoli pour remettre cette base en état. Enfin, il y va de la crédibilité de l'armée française non seulement envers le gouvernement de N'Djaména mais aussi à l'égard des alliés africains de la France.

Mais, aujourd'hui encore, toute riposte porte en germe un risque d'internationalisation du conflit. En faisant parvenir un « message urgent » au gouvernement français, le président libyen cherche visiblement à provoquer une réaction qu'il sait pourtant inéluctable. Paris, dont l'attitude a été marquée jusqu'à par le souci d'éviter une confrontation directe avec Tripoli, va donc devoir choisir une « riposte graduée ».

Bien sûr, le moindre mal serait de pouvoir revenir à « statu quo ante », c'est-à-dire au maintien d'une sorte de « ligne rouge » fictive à la hauteur du 16<sup>e</sup> parallèle. Libyens et Tchadiens s'affrontent dans la seule partie nord du Tchad et la France se contentant d'un soutien logistique à l'armée de N'Djaména. Ce scénario est pourtant bien fragile depuis la reconquête du nord entreprise par le président Hissène Habré.

Grâce à leurs succès dans le Tibesti et l'Ennedi, les forces tchadiennes envisagent la reprise de Faya-Largeau. Entraînés toujours plus avant dans un conflit qui a changé de nature, Paris ne pourra pas éternellement se satisfaire de demi-mesures.

Alors que, à Paris, le gouvernement français étudie une riposte possible après le bombardement effectué dimanche, au sud du 16<sup>e</sup> parallèle, par l'aviation libyenne, les autorités de Tripoli ont transmis un message « urgent » aux dirigeants soviétiques. Le colonel Kadhafi a, d'autre part, fait parvenir un autre message « urgent » aux autorités françaises. Sur le terrain, les forces du président Habré ont repoussé de nouvelles attaques libyennes dans le Tibesti, à Zouar et dans l'Ennedi, à Fada.



(Lire nos informations page 3.)

La spéculation sur la monnaie allemande

## La RFA devrait être amenée à réévaluer le mark

A défaut de baisser ses taux d'intérêt, la RFA devrait être amenée à réévaluer le mark, estiment les experts internationaux. Cependant le franc s'était légèrement redressé, le lundi 5 janvier, à Paris, passant de 3,3120 F pour un deutschemark — son record historique de vendredi — à 3,3075 F. La spéculation qui fait suite à l'accord de stabilisation des taux de change entre le dollar et le yen est à l'origine de la hausse de la monnaie allemande.

Cela ne peut pas durer ou du moins pas très longtemps. La faiblesse du franc sur les marchés des changes, aggravée par les conflits sociaux, contraint la Banque de France à le défendre en intervenant directement par vente de devises ou plutôt, c'est sa nouvelle manière, en relevant brutalement le loyer de l'argent sur la place de Paris. En quelques semaines les taux à court terme sont passés de plus de 7 % à près de 9 %, conséquence logique, les taux à long terme (obligations) ont dépassé 9 % pour les emprunts d'Etat et 10 % pour les autres, contre 7,5 % et 8 % au début de septembre.

Du coup, le marché obligataire est en pleine déroute. Nous voici donc ramenés neuf mois en arrière. Si cette situation se per-

pétue, l'ensemble des taux d'intérêt français, qui enregistrent une baisse continue depuis le début de 1982 avec une dernière phase de décalage en mai dernier, vont devoir se réorienter à la hausse, avec tous les inconvénients que ce phénomène implique. Le relèvement inévitable du taux de base des banques pénalisera au premier chef les PME, qui ne peuvent guère se financer par l'émission de billets de trésorerie sur le marché, comme le font, au moins, les grandes entreprises. Quant aux particuliers, ils risquent de voir se racher les prêts au logement dont la baisse continue a fini par dégrader un peu le marché immobilier.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

La majorité, l'opposition et le conflit à la SNCF

## Les exigences de la « conscience sociale »

Présentant ses vœux aux élus parisiens, M. Chirac a souligné, faisant allusion aux conflits dans les services publics, le lundi 5 janvier, qu'au niveau des autorités de l'Etat, il y ait une claire conscience de ce qu'est le devoir de chacun face « aux exigences de l'unité nationale et de la cohésion sociale ».

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, a fait dimanche une constatation d'évidence : « Il faut un temps à ne pas mettre un gouvernement dehors. » Mais M. Jacques Chirac, qui se dit décidé à ne pas plier sous la bourrasque sociale, et qui entend réaffirmer sa propre détermination le mardi 6 janvier au micro d'Europe 1, a au moins enregistré ce week-end, dans le flot des prises de position, un motif de satisfaction : aucune des grandes formations politiques, à l'exception du Parti communiste — cohérent avec lui-même, — ne conteste le bien-fondé du postulat économique sur lequel il fonde sa détermination face aux cheminots en grève.

Aucun socialiste, en particulier, n'a jusqu'à présent contesté qu'un recul du gouvernement face aux revendications salariales des conducteurs de trains irait à l'encontre, par ses répercussions prévisibles, de la lutte contre l'inflation farouchement défendue par M. Edouard Balladur. M. François Mitterrand avait lui-même inscrit cet impératif au nombre des « grandes causes » nationales dans son message de Nouvel An, et les deux anciens premiers ministres socialistes, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, qui se sont exprimés samedi, n'ont pas contredit le président de la République ; ils n'ont pas chicané le gouvernement sur ce point. Comment pourraient-ils soutenir le contraire après avoir milité eux-mêmes, de 1982 à 1986, en faveur d'une politique de rigueur, contre l'avis, déjà, des communistes ?

L'existence de ce relatif consensus n'est pas pour autant un gage de succès pour M. Chirac. D'abord parce qu'il n'est pas prouvé qu'en matière de relations sociales l'intransigeance soit la meilleure réponse au jusqu'au-boutisme. De même que

l'impopularité de la grève ne saurait suffire à persuader tous les cheminots de reprendre le travail, il est douteux que la stratégie de fermeté mise en œuvre par le gouvernement favorise un dénouement rapide de la crise. Ce n'est pas en affirmant que cette grève « n'est plus légitime », comme l'a déclaré dimanche le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, prêtant à son tour des arrière-pensées politiques aux cheminots, avec l'intention de les isoler, voire de la discréditer, que toutes leurs revendications, et surtout les revendications relatives aux conditions de travail et à la promotion professionnelle, peuvent perdre *ipso facto* toute légitimité pour les principaux intéressés. A exiger d'eux une capitulation pure et simple, le gouvernement ne ferait assurément que semer les germes de conflits encore plus durs, et à trop recourir à la méthode Coué, il prendrait le risque de remporter une victoire à la Pyrrhus.

Ensuite, il apparaît que la complexité même de ce nouveau conflit social rend aléatoire à la fois la stratégie gouvernementale et le recours aux remèdes classiques. Par la spontanéité de son

déclenchement, par son autonomie vis-à-vis des grandes centrales syndicales, confirmée au cours du week-end par les réticences observées chez de nombreux grévistes à l'égard de la riposte politique préconisée par la CGT, la grève des cheminots présente avec le mouvement étudiant du début décembre des analogies qui plaident en faveur d'un traitement particulier. Sur ce terrain, M. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas loin d'être « en phase » avec M. Mitterrand.

L'ancien président de la République soulignait opportunément, dimanche que le « trait commun » entre le conflit de la SNCF et les récentes manifestations étudiantes résidait dans la « fragilité psychologique de ces secteurs », comme cela avait été également le cas, il y a une dizaine d'années, dans le monde des petits commerçants et artisans, dont les membres, « qui se sentaient menacés dans leur vie professionnelle, avaient des réactions de défense très vives... »

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8 et nos informations pages 36 et 37.)

Ennuis de santé, Congrès hostile, « Irangate »

## M. Reagan face à l'adversité

WASHINGTON de notre correspondant

M. Reagan a commencé la nouvelle année à l'hôpital après avoir achevé 1986 dans la tourmente des premières révélations sur le financement de la guérilla antisandiniste par des ventes d'armes à l'Iran.

Ce n'était que pour un examen de routine, le troisième auquel il était soumis depuis son opération d'un cancer du colon il y a un an et demi. Les quatre nouveaux polypes qui ont été trouvés, dimanche 4 janvier, dans son intestin n'ont pas paru, à ses médecins de l'hôpital militaire de Bethesda, plus inquiétants que les cinq retirés en janvier et juin derniers.

Les résultats des analyses ne devaient cependant être publiés que lundi — jour où M. Reagan devait également subir une opération de la prostate. Banales et pratiquées sous anesthésie locale seulement, cette intervention ne présente, *a priori*, aucun danger, et le président américain devrait avoir regagné la Maison Blanche jeudi au plus tard.

La non plus, on ne peut toutefois exclure la possibilité que soit découverte une nouvelle tumeur maligne, et les croquis de glandes, boyaux et crânes divers ont ainsi remplacé, dans les quotidiens et journaux télévisés, les schémas de diversion des fonds iraniens vers les « contras ».

M. Reagan ne gagne politiquement rien à cet extracte médical. S'il lui attire peut-être quelques

regards de sympathie, il souligne en effet crânement son âge (soixante-seize ans le mois prochain), au moment même où chacun à Washington, conservateurs et libéraux, hommes politiques et journalistes, évoque à tout bout de champ ce qu'un chroniqueur bien élevé de *Washington Post* appelait récemment « la vigueur intellectuelle limitée » du président.

Pour exonérer à l'avance M. Reagan de toute illégalité ou bien, au contraire, pour mieux l'accuser de s'être laissé conduire par des idées trop simples à des solutions qui l'étaient plus encore, l'argument avancé maintenant est toujours le même : l'ignorance du président et son aversion pour les détails.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

**ALEXANDRE**  
FOURRURES

**SOLDE**

L'ENSEMBLE  
DE SA COLLECTION  
JUSQU'À ÉPUISEMENT  
DU STOCK

376, rue St-Honoré, PARIS (1<sup>er</sup>) - 42.60.03.78/04.44



# Etranger

La tension entre Israël et le Liban

## • Jérusalem lève le blocus de Jounieh • Raid israélien contre des positions du Hezbollah

Alors que l'aviation israélienne lançait, le dimanche 4 janvier, un raid contre des « positions du Hezbollah » dans le Sud libanais, Israël a levé ce week-end le blocus maritime qu'il avait imposé vendredi aux liaisons entre Chypre et le port de Jounieh. Ce blocus, rapporte notre correspondant à Beyrouth, Lucien George, a, durant quarante-huit heures, scindé la confusion par les voyageurs du « réduit chrétien ». Sans ce cordon ombilical qui les relie au reste du monde, les chrétiens, faute de pouvoir utiliser l'aéroport de Beyrouth situé en secteur musulman, se sentent pris dans une souricière. Le service Larnaca-Jounieh a donc repris dimanche, et la milice chrétienne, les Forces libanaises, a démenté les

accusations israéliennes selon lesquelles elle aurait favorisé — en leur accordant l'accès à Jounieh — le retour au Liban des combattants palestiniens de M. Arafat.

A Tunis, le Comité arabe de bons offices, constitué au sein de la Ligue arabe pour mettre fin à la « guerre des camps » du Liban, a annoncé samedi que les autorités libanaises et syriennes avaient finalement accepté de le recevoir. Aucune date n'a toutefois été arrêtée pour les déplacements des médiateurs. Beyrouth et Damas, souligne notre correspondant à Tunis, Michel Douré, s'étaient montrés hostiles à la création de ce comité par le Conseil de la Ligue (Le Monde du 24 décembre). Aussi reste-t-il mainte-

nant à savoir si les deux capitales vont manifester un peu plus d'empressement afin de permettre au comité de remplir sa mission, dont le premier objectif est d'obtenir un réel cessez-le-feu entre Palestiniens et miliciens chiites qui s'affrontent depuis plus de trois mois.

Enfin, Pépoune d'un des otages français au Liban, M<sup>me</sup> Éliane Fontaine, qui séjourne depuis quelque temps dans la capitale libanaise, a assuré dimanche que le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Mohamed Medhi Chameidine, qu'elle venait de rencontrer, lui avait promis « un dévouement heureux très bientôt ».

## Une mise en garde aux chrétiens et aux Palestiniens

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

En décidant d'intercepter deux navires chypriotes assurant la liaison régulière entre Larnaca et le port libanais de Jounieh (Le Monde daté 4-5 janvier), Israël a voulu lancer une double mise en garde aux chrétiens du Liban. Mais l'Etat juif dément avoir soumis Jounieh à un blocus naval.

La double interception de vendredi constituait donc, souligne-t-on de source militaire, un « signal » adressé sans équivoque aux chrétiens libanais. Israël attend des Forces libanaises qu'elles cessent de favoriser le retour en force des combattants de l'O.L.P. « Tous les ports libanais sont sous notre surveillance », ajoute-t-on de même source. Plusieurs responsables israéliens dont le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ont nié avoir imposé un blocus devant Jounieh. « Nous n'intervenons de manière préventive, en arguant qu'elle faisait suite à « plusieurs événements » transmis

par différentes voies » aux Forces libanaises, la milice chrétienne qui contrôle Jounieh. Pour Jérusalem, il ne fait guère de doute que les chrétiens libanais facilitent en effet le transfert via Jounieh des hommes du Fath et monnaient chèrement ce service rendu à Yassar Arafat. La presse israélienne fait état du versement périodique par le Fath de fortes sommes pouvant aller jusqu'à 200 000 dollars.

La double interception de vendredi constituait donc, souligne-t-on de source militaire, un « signal » adressé sans équivoque aux chrétiens libanais. Israël attend des Forces libanaises qu'elles cessent de favoriser le retour en force des combattants de l'O.L.P. « Tous les ports libanais sont sous notre surveillance », ajoute-t-on de même source. Plusieurs responsables israéliens dont le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ont nié avoir imposé un blocus devant Jounieh. « Nous n'intervenons de manière préventive, en arguant qu'elle faisait suite à « plusieurs événements » transmis

nous possédons des informations dignes de foi faisant état du déplacement maritime de terroristes ».

En avril 1985 la marine avait coulé en haute mer un cargo suspect, l'*Altavira*, et tué vingt membres sur vingt-huit d'un commando du Fath qui se trouvait à bord. Les huit autres Palestiniens avaient été faits prisonniers. Ce groupe armé avait l'intention de débarquer en Israël pour y commettre une série d'attentats à l'occasion de la célébration des fêtes de l'Indépendance. En août et septembre 1985, Israël arraisonna plusieurs navires marchands transportant des combattants du Fath en provenance d'Algérie.

### Raid au Liban sud

En outre, des hélicoptères israéliens ont bombardé, dimanche, trois immeubles dans les villages sud-libanais de Khirbet-Selim et Kalbikha. Ces bâtiments, selon Israël, abritaient des membres du

mouvement chiite pro-iranien Hezbollah, qui ont participé à des « activités terroristes dans la zone de sécurité » (installée par Israël au-delà de sa frontière avec le Liban).

Ce raid israélien au Liban — le premier de l'année — était une riposte directe à l'attaque meurtrière lancée vendredi par environ quatre-vingts membres du Hezbollah contre une position de l'armée du Liban sud (ALS) située près de Barachite, dans le centre de la zone. Les assaillants avaient tué six des huit défenseurs de cette position. Le porte-parole militaire a rappelé, dimanche, qu'Israël épaulera l'ALS chaque fois que celle-ci n'aura pas les moyens de se défendre seule. Vingt soldats de l'ALS ont été tués par le Hezbollah au cours des six derniers mois.

Selon des témoins sur place, quatre hélicoptères ont participé à cette opération au cours de laquelle une quinzaine de personnes ont été blessées.

J.-P. L.

La visite de l'archevêque de New-York à Jérusalem

## L'exercice d'équilibre diplomatique de Mgr O'Connor

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Rarement visite « privée » d'un homme d'Eglise en Terre sainte aura suscité autant de commentaires publics peu charitables. Celle qu'achève, le lundi 5 janvier, le cardinal John O'Connor, archevêque de New-York, frise même l'incident diplomatique.

Invité en septembre 1985 par M. Shimon Pérès, alors premier ministre, à venir sur place « écouter le point de vue d'Israël », le cardinal avait initialement prévu de rencontrer à Jérusalem les principaux personnalités du pays. Malentendu ? Etworidie ? Mauvais conseil ? En préparant sa visite, l'archevêque avait omis l'essentiel : le caractère hautement sensible et passionnel des rapports entre Israël et le Vatican.

Tout en entretenant avec l'Etat juif des contacts officiels par l'entremise d'une délégation apostolique, le Saint-Siège n'a jamais noué avec lui de relations diplomatiques formelles au grand dam des Israéliens, qui réclament depuis toujours un échange d'ambassadeurs. En outre, le pape est demandé pour Jérusalem tout entier un statut « internationalement garanti » protégeant l'exercice du culte dans les Lieux saints et souhaite « une patrie » pour le peuple palestinien.

Bref, le Vatican n'entendait pas donner sa bénédiction à des rencontres officielles entre les responsables israéliens et un dignitaire d'autant plus important qu'il anime l'archevêché de la métropole où vit la plus grande communauté juive du monde. Lorsqu'à la veille de son départ pour la Jordanie, première étape de son voyage proche-oriental, le cardinal transforma sa visite en un séjour « pastoral et privé », les Israéliens en conclurent logiquement que ce changement de programme émanait de Rome.

A Jérusalem, on prit fort mal la chose. Le président de l'Etat,

M. Herzog, déclara qu'Israël n'avait nul besoin d'un tel « message de la paix ». M. Shamir, premier ministre, et M. Pérès, ministre des affaires étrangères, se dirent peus à recevoir le cardinal, mais uniquement dans leur bureau respectif. A moins que le visiteur, ajouta M. Pérès, choisisse de venir en simple pèlerin dans la plus grande discrétion.

Dès son arrivée à Jérusalem, le cardinal voulut faire amende honorable. Il exprima ses « profondes excuses au peuple juif » pendant une messe en vieille ville où il cita les écrivains juifs Elie Wiesel et Martin Buber et « le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob » devant un auditoire palestinien plutôt surpris. Il essaya des larmes au Mémorial de l'Holocauste, près du Mur des lamentations et s'entremit avec les parents de soldats disparus au Liban. Les Israéliens ne sont pas restés insensibles à ses mea culpa. Grâce, semble-t-il, à la bienveillante médiation de l'ambassadeur américain et de M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille, on elabora un compromis.

L'archevêque n'a pas vu M. Shamir, mais M. Pérès le reçut lundi à son domicile. Outre M. Kollek, maire de Jérusalem et son interlocuteur protocolaire, M. Hammer, ministre des cultes, le prélat a rencontré M. Herzog au siège de la présidence de l'Etat, lequel est aussi sa résidence. Le visiteur et son hôte ont ainsi pu qualifier à leur gré cette visite de « privée » ou d'« officielle ».

En acceptant ces accommodements, le cardinal O'Connor a-t-il suivi ou ignoré les conseils du Vatican ? Le Saint-Siège, en tout cas, a mis dès dimanche les points sur les « i » en soulignant que « la visite de courtoisie » rendue par le dignitaire à M. Herzog « n'avait aucun caractère politique ».

JEAN-PIERRE LANGELETT.

La préparation du sommet islamique

## Démarche koweïtienne auprès de la Syrie et de l'Irak

Le Koweït accomplit d'ultimes démarches pour s'assurer le maximum de participants au sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui doit se réunir sur son territoire à partir du 26 janvier prochain.

Ainsi, le ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Sabah al Ahmad al Sabah, s'est rendu successivement ce week-end à Damas puis à Bagdad afin de solliciter la participation au sommet des présidents Hafez al Assad et Saddam Hussein, ennemis déclarés et qui n'ont pas encore fait savoir s'ils prendraient la tête de leur délégation à Koweït.

La tâche des Koweïtiens est rendue difficile par l'Iran. La République islamique, accusant le Koweït de soutenir l'Irak dans la guerre du Golfe, refuse de se rendre à la conférence et multiplie les pressions pour que le sommet ait lieu ailleurs — au Pakistan, par exemple.

Apparemment, la campagne iranienne rencontre un certain écho. Jeudi dernier, le journal pro-gouvernemental *Moroc-Saïr* jugeait souhaitable que le sommet soit reporté en raison de l'évolution du conflit irano-iranien, et le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, s'est rendu samedi à Koweït, vraisemblablement pour aborder cette question. — (Reuters.)

ÉGYPTÉ

## Arrivée au Caire d'une délégation militaire saoudienne

LE CAIRE  
de notre correspondant

Une importante délégation militaire saoudienne est arrivée, le dimanche 4 janvier, au Caire, pour une visite d'une semaine en Egypte. La délégation, qui est conduite par le cheikh Malek Abdel Hafiz, conseiller du ministre saoudien de la défense, doit s'entretenir avec les responsables de l'armée égyptienne « des moyens de promouvoir la coopération militaire entre les deux pays », indique un communiqué officiel publié au Caire. Le communiqué ne donne aucune précision. Cette délégation saoudienne est la première à venir en Egypte depuis la rupture des relations diplomatiques entre Ryad et Le Caire en avril 1979, après la signature du traité de paix avec Israël.

On indique au Caire que les entretiens de la délégation saoudienne concernent deux questions : la récente escalade dans la guerre du Golfe et la relance de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (OAI).

En ce qui concerne la guerre du Golfe, l'Arabie saoudite apporte une aide économique substantielle à l'Irak, tandis que l'Egypte vend à Bagdad d'importantes quantités

d'armes. Les entretiens porteraient donc sur un accroissement des ventes de matériel militaire par l'Egypte à l'Irak et dont l'Arabie saoudite se chargerait de régler la facture.

L'OAI est une organisation qui permet la fabrication en Egypte d'armes occidentales sous licence. Les principaux actionnaires de l'OAI — l'Egypte mise à part — sont l'Arabie saoudite et le Koweït.

La visite de la délégation saoudienne témoigne de la nette amélioration des relations entre l'Egypte et l'Arabie saoudite. Le président Mubarak, lors de sa visite d'Etat à Paris début décembre, avait rencontré le prince Salman Ben Abdel Aziz, frère du roi Fahd et gouverneur de Ryad, présent en France à l'occasion du sommet de la conférence islamique de janvier prochain au Koweït.

ALEXANDRE SUCCIANI.

### EN BREF

● ETATS-UNIS : douze morts dans une collision ferroviaire près de Baltimore. — Au moins deux personnes ont été tuées et plus de cent blessées autres blessées, selon un bilan provisoire, dans l'incident d'un train de voyageurs qui a dévalé, dimanche 4 janvier, après avoir percé un convoi de trois locomotives près de Baltimore (Maryland).

Ce bilan pourrait encore s'accroître, les équipes de secours n'ayant pas terminé de déloger les carcasses de plusieurs voitures enchevêtrées, notamment la voiture-bar.

La collision s'est produite à quelques kilomètres au nord de Baltimore entre le train rapide qui venait de Washington et se rendait à Boston, avec environ trois cent cinquante passagers à bord, et un convoi de trois locomotives. — (AFP.)

● SRI-LANKA : les rebelles tamouls vont ériger un parti politique. — Le plus important mouve-

ment indépendantiste tamoul formera bientôt un parti politique pour appuyer ses demandes de création d'un Etat indépendant, a annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, M. Sathasivam Krishnakumar, un des dirigeants des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE). M. Krishnakumar, plus connu sous son nom de guerre de « Kitti », a cependant précisé que le parti porterait le nom de Front populaire des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul. — (Reuters.)

● PAKISTAN : démission du cabinet de la province du Sind. — Le cabinet de la province pakistanaise du Sind a démissionné, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, deux semaines après le mort de cent quatre-vingt-trois personnes au cours d'émeutes intercommunautaires à Karachi. Les ministres de la province ont remis leur démission pour permettre au ministre principal, M. Syed Ghous Ali Shah, de former un nouveau cabinet. — (Reuters.)

336 pages - 46 F.

## Clément Rosset L'anti-nature



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75432 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 636572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-46-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Burro-Méry (1944-1969) Jacques Furet (1969-1982) André Lacroix (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Burro-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Saler

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Monthenay, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 795-910) is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde c/o Spediteur, 45-46 26th Street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spediteur U.S.A., P.O. Box 48-28 26th Street, L.C.I. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
RF 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 390 F
IL - SUISSE, TUNISIE	394 F	772 F	1 104 F	1 390 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changement d'adresse difficile en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez noter l'obligation d'ordre sur les mandats postaux en espèces d'abonnement.

## Le Monde

### TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037

هكذا من الأصل



# Afrique

## La reconquête du nord du Tchad par les forces de M. Hissène Habré

### Le gouvernement français étudie une riposte au bombardement libyen

Une nouvelle étape dans le conflit tchadien a été franchie dimanche 4 janvier, avec le bombardement par l'aviation libyenne de la localité d'Arada, située à la hauteur du 15<sup>e</sup> parallèle, soit environ 110 kilomètres au sud du 16<sup>e</sup> parallèle. Ce raid des avions libyens, qui a été mené par quatre Mig-23, à 14 heures, a fait un mort et quatre blessés graves parmi la population de cette localité, qui compte environ cinq cents habitants.

Les autorités tchadiennes ont indiqué qu'en remontant vers le nord les Mig libyens ont largué une bombe à la hauteur d'Oum-Chalouba, soit à une trentaine de kilomètres au sud du 16<sup>e</sup> parallèle. Oum-Chalouba est située à proximité de Kalak, qui constitue la plus grande base de l'armée tchadienne sur l'axe est. C'est là que les militaires français du dispositif Epervier ont installé, il y a quelques jours, un dépôt logistique pour ravitailler les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) qui affrontent les troupes libyennes dans la zone de Fada. (Le Monde daté 4-5 janvier).

En envoyant ses bombardiers dans la partie du territoire tchadien théoriquement protégée par le «parallèle» français, le colonel Kadhafi a voulu à la fois répliquer à l'offensive de l'armée du président Hissène Habré dans le Tibesti (Zouar et Bardat) et l'ennemi (Fada), et montrer au gouvernement français qu'il ne craignait pas le dispositif dissuasif de l'opération Epervier. Déjà, le 17 février 1986, au lendemain du raid lancé par les Jaguar français contre la piste de

Quaddi-Doum, un avion Tupolev libyen avait lâché plusieurs bombes sur la piste de l'aéroport de N'Djamena.

La démonstration du colonel Kadhafi est, de ce point de vue, réussie, puisque les quatre Mig-23 n'ont, apparemment, pas été détectés par la France dans la capitale et à Moussour, et, en tout cas, ils n'ont pas pu être interceptés. Le chef de la Jamahiriya libyenne a donc délibérément choisi de provoquer Paris, sachant qu'une telle action ne laisserait pas la France sans réaction.

Le gouvernement français, qui, à maintes reprises, a affirmé que ses troupes n'interviendraient pas tant que les forces du colonel Kadhafi ne franchiraient pas le seizième parallèle, se trouve placé devant un choix délicat. A Paris, divers scénarios d'une riposte possible sont actuellement étudiés. Le ministère de la Défense a indiqué, dimanche, que la France était en train d'évaluer l'importance du raid libyen pour savoir si celui-ci représentait «une volonté d'escalade du conflit» ou simplement «une façon pour la Libye de sauver la face» après la défaite de ses troupes à Fada, localité reprise par les FANT vendredi.

Cette déclaration traduit l'embarras du gouvernement français, qui a tout fait jusqu'à présent pour ne pas se laisser entraîner dans un conflit ouvert avec la Libye. On confirmait, lundi matin, dans les milieux militaires, que la doctrine française prévoyait bien une riposte «automatique» en cas de franchis-

sement du seizième parallèle par les troupes libyennes. On souligne, d'autre part, que le choix d'Arada, par Tripoli, n'est pas anodin. C'est, en effet, dans cette localité qu'était installé la base la plus au nord des troupes françaises sur l'axe «Ech» (Est), au moment de l'opération Manta. Le caractère provocateur du raid libyen est donc patent. Le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, a confirmé dimanche que la France «tiendra ses engagements et prendra, dans les heures qui viennent, les mesures appropriées pour soutenir le gouvernement tchadien».

#### Des combats très violents

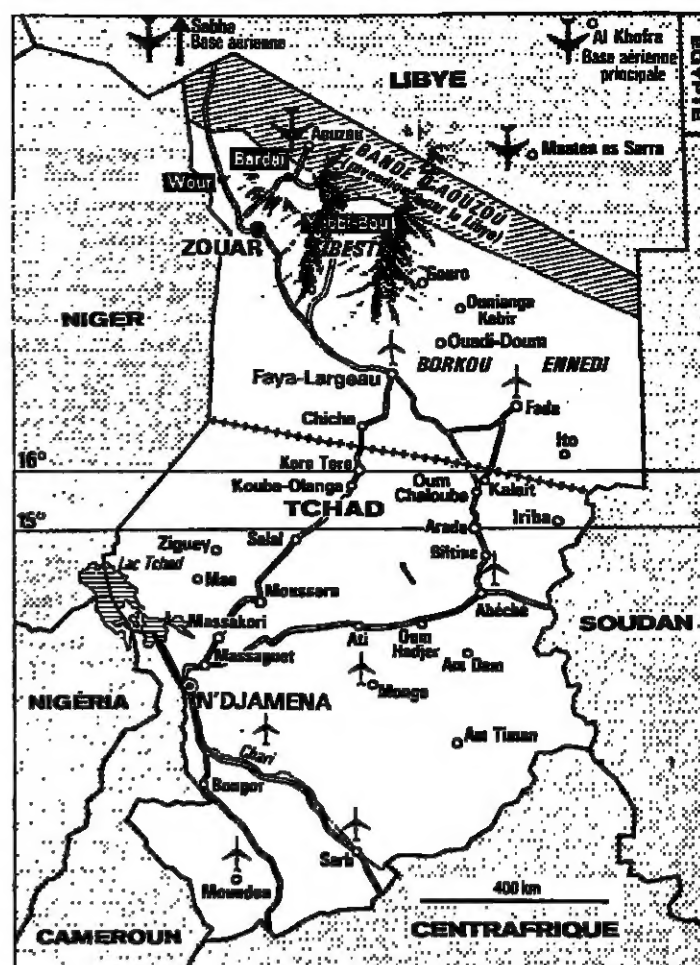
A Tripoli, où l'ambassadeur de France a été convoqué pour recevoir un «message urgent» pour le gouvernement français, et où le commandement général des forces armées a lancé un appel à tous les militaires démobiliés pour que ceux-ci rejoignent leurs unités respectives, afin de «participer efficacement à l'opération de fortification des côtes» libyennes, l'agence de presse Jana a accusé Paris d'avoir «renforcé son intervention militaire directe au Tchad». Tripoli a, d'autre part, démenti que son aviation ait bombardé les localités de Kalak-Oum-Chalouba. De source française, on reconnaît que les Mig-23 libyens ne se sont pas livrés à un bombardement, mais à ce que les militaires appellent un «largage de précision», consistant, pour des avions entrant de mission, à se débarrasser de leurs bidons de carburant et de leurs bombes restantes.

Ce raid de l'aviation de Tripoli intervient après la prise, vendredi 2 janvier, de la ville de Fada par les FANT. On indique, de sources concordantes, que la victoire des

troupes tchadiennes a été acquise après une douzaine d'heures de combats très violents. Les autorités de N'Djamena ont publié un communiqué de victoire, faisant état de la mort de 781 soldats libyens, contre 18 morts et 54 blessés dans les rangs des FANT. Les forces du président Hissène Habré ont saisi une importante quantité de matériel, notamment des chars, une station de radar, des missiles, des canons, de nombreux véhicules, ainsi que six avions d'attaque au sol Marchetti SF-260, de fabrication italienne. A Paris, dans les milieux militaires, on confirme qu'il y a bien eu une «débandade» des troupes de Tripoli.

Le lendemain de cette victoire, l'aviation libyenne s'est livrée à un violent bombardement de Fada, ainsi que de Zouar, dans le Tibesti, localité reprise par les éléments des Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei, soutenus par les FANT, il y a quelques jours. A Zouar, ce bombardement a été suivi d'une nouvelle attaque terrestre des forces libyennes, qui, selon N'Djamena, a été repoussée. Alors que la reprise de Fada est confirmée de sources occidentales, les éléments du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) de M. Achekil Ibn Omar, toujours alliés à Tripoli, ont affirmé samedi qu'ils contrôlaient toujours la localité. Tripoli a également démenti avoir bombardé Fada et Zouar, ainsi que la perte d'un hélicoptère de combat dont les troupes tchadiennes ont revendiqué samedi la destruction.

Le colonel Kadhafi continue de nier que ses forces soient présentes au Tchad. Dans une interview publiée, lundi 5 janvier, par Libération, le chef de la Jamahiriya libyenne présente une explication savoureuse des combats qui se



déroulent dans le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti). Selon lui, les partisans de M. Goukouni Oueddei ont «enlevé une vingtaine de techniciens libyens qui coopèrent avec la GUNT». «Pour tenter de retrouver ces hommes, explique-t-il, nous n'avons aucune nouvelle, nous avons envoyé une unité militaire libyenne encercler l'endroit où ils étaient susceptibles d'être détenus».

Le colonel Kadhafi, qui affirme que M. Goukouni Oueddei est toujours son «ami», affirme, d'autre part : «Le retour des forces françaises au Tchad nous donne automatiquement le droit d'y revenir».

Nous avions convenu également (avec M. Mitterrand lors de la rencontre de Crète) que, si les combats touchaient le nord du Tchad, la Libye pouvait y revenir.

Le président libyen reconnaît que «six soldats libyens» sont morts au cours des «opérations d'encerclement» et plaide en faveur de rapports normaux entre la France et la Libye, soulignant : «Il faut qu'ils existent. Le problème tchadien est éternel. C'est stupide de sacrifier nos intérêts à un conflit sans fin».

### Le Mig-23 : l'appareil de base de l'aviation d'attaque libyenne

Le Mig-23 est l'appareil de base de l'armée de l'air libyenne qu'elle utilise dans ses versions destinées à l'interception (à raison de cent quarante exemplaires) ou à l'appui tactique (à raison d'une soixantaine d'exemplaires), sans compter les Mig-23 pour l'entraînement des équipages (dix-huit exemplaires). Certains de ces avions sont stockés, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas directement opérationnels, et d'autres constituent un escadron pilotes par des Syriens. Mais tous les Mig-23 libyens ont été directement livrés par leur constructeur soviétique.

La version destinée à l'attaque au sol, le Mig-23 dit Flogger F selon la dénomination de l'OTAN, est un monoplace à flèche variable, c'est-à-dire que sa voilure se déploie à l'atterrissage et au décollage pour se replier, le long du fuselage, aux grandes vitesses (deux fois la vitesse du son). La partie avant du fuselage a été modifiée pour recevoir un télémètre laser (pour les tirs de

grande précision) et, dans la partie inférieure de ce fuselage, a été installé un canon de 30 mm à huit tubes.

Le Mig-23 possède, en outre, cinq points d'accrochage sous la voilure mobile et sous le fuselage qui lui permettent d'emporter des roquettes, des bombes, des missiles ou des conteneurs de contre-mesures électroniques pour déjouer les radars. Son rayon d'action maximal est de 2 300 kilomètres environ, sans l'apport de bidons supplémentaires de carburant qui peuvent l'accroître.

Selon toute probabilité, les Mig-23 libyens qui ont bombardé principalement la palmeraie d'Arada ont fait une escale à Quaddi-Doum qui avait été attaqué, le 18 février 1986, par des Jaguar français basés à N'Djamena et à Bangui (Centrafrique), en prélude à la mise en place de la force «Epervier» au Tchad. Depuis, la piste avait été remise en état par le génie libyen.

#### ALGÉRIE

### Le chef de l'activisme intégriste a été tué au cours d'un accrochage avec la police

Alger (AFP). — Le chef d'un réseau intégriste, Mustapha Bouali, qui, depuis près de dix-huit mois, était insaisissable pour les services de sécurité, après un vol d'armes dans une caserne de la police, a été tué le samedi 3 janvier dans son fief de Larba, à 35 km d'Alger, lors d'un accrochage.

Vers 22 heures, surpris par les services de sécurité, Mustapha Bouali et les six hommes qui l'accompagnaient ont refusé de se rendre et ont ouvert le feu à l'arme automatique, selon des informations officielles. Les forces de l'ordre, en riposte, ont «anéanti le groupe», tuant quatre hommes, dont Bouali, et en blessant trois autres, indique le communiqué officiel, qui ne fait état d'aucune perte dans les rangs de l'armée ou de la gendarmerie.

Mustapha Bouali, quarante-six ans, ancien combattant de la guerre d'indépendance, était considéré depuis trois ans par les services de sécurité comme le chef de l'activisme intégriste en Algérie. Après l'indépendance, il avait milité au sein du FLN (parti unique) et avait même pu devenir candidat à l'Assemblée nationale avant de s'orienter vers l'intégrisme religieux.

Selon des informations dignes de foi, il avait basculé dans l'illégalité totale à la fin de 1982, à la suite de la mort d'un de ses frères tué dans

un accrochage avec les forces de sécurité après un vol d'explosifs à Cap Djinet (70 km à l'est d'Alger). Il avait alors organisé en Algérie le Mouvement islamique, groupement qui fut démantelé au début de 1983.

Lors du procès des membres ou sympathisants de ce mouvement devant la Cour de sûreté de l'Etat en avril 1985, Bouali avait été condamné par contumace à la réclusion perpétuelle avec deux de ses lieutenants, eux aussi en fuite.

Selon les services de police, Bouali dirigeait lui-même sur le terrain les opérations de ses commandos, à la tête desquels il avait attaqué, pour voler des armes et des uniformes le jour de l'AIM 1982 (27 août), une caserne de la police à Soumaa, à 50 km au sud-ouest d'Alger, tuant l'un des policiers de garde. Depuis, il défiait les forces de l'ordre dans la région de Larba, où vivait sa famille et où il avait constitué des caches d'armes et de vivres.

Toutefois, il avait été repéré à plusieurs reprises et, lors d'un accrochage, en octobre 1985, cinq gendarmes avaient été tués. Des lors, ses hommes — une vingtaine, selon des informations parcellaires — furent arrêtés ou tués par petits groupes ou séparément, lui-même échappant aux recherches jusqu'à samedi soir.

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Centrafrique

### Décès d'un Français à la prison de Bangui

Bangui (AFP). — Georges Boneris, ressortissant français âgé de cinquante-deux ans, est mort, le samedi 3 janvier, d'un arrêt cardiaque à la maison d'arrêt de Ngarabga, à Bangui, a-t-on appris dimanche de source diplomatique dans la capitale centrafricaine. Ancien gendarme en retraite, originaire de la région de Melun, il était détenu à Bangui depuis environ un an pour «tentative d'escroquerie», a-t-on précisé de même source.

Plusieurs autres ressortissants français sont détenus actuellement dans cette même prison pour diverses tentatives d'escroquerie. Deux jeunes gens originaires de la région de Roubaix, Stéphane Chron et Philippe Lecomte, s'y trouvent depuis octobre. Accusés par les autorités centrafricaines de s'être rendus à Bangui afin de «préparer le retour de Bokassa», ils ont été inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

La situation à la prison de Ngarabga, à l'époque où Jean-Bedel Bokassa était chef de l'Etat, a fréquemment été évoquée au cours des audiences de son procès. De nombreux témoins ont décrit dans le détail les sévices infligés aux prisonniers à cette époque, en particulier les régimes alimentaires draconiens qui avaient entraîné la mort de plusieurs prisonniers.

##### Porto-Rico

### L'incendie de l'hôtel Dupont-Plaza

San-Juan (AFP, Reuters). — L'incendie qui a ravagé l'hôtel Dupont-Plaza de San-Juan de Porto-Rico la veille du Nouvel An et qui a fait au moins quatre-vingt-seize morts était d'origine criminelle, a annoncé, le dimanche 4 janvier, le secrétaire porto-ricain à la justice, M. Hector Rivera Cruz. «Nous avons déterminé l'origine de l'incendie et le fait dont il s'agit, nous avons la certitude qu'il s'agissait d'un incendie volontaire», a-t-il

déclaré. Les indices, qui n'ont pas été révélés, devaient être envoyés aux experts du bureau des alcools, tabacs et armes à feu de Washington pour être analysés.

Les dirigeants syndicaux porto-ricains, démentant une nouvelle fois toute responsabilité des employés de l'hôtel dans l'incendie, malgré l'échec des négociations entre le syndicat et la direction quelques minutes avant le début du sinistre, ont, en revanche, mis en cause les responsables de l'hôtel, en les accusant d'avoir stocké des combustibles inflammables dans la cuisine pour faire face à la grève qui menaçait. Le directeur du Dupont-Plaza, M. Bruce Shulman, réfutant ces accusations, a affirmé avoir reçu plusieurs lettres anonymes dans les jours qui ont précédé l'incendie.

##### Afrique du Sud

### Un ministre métis se baigne sur une plage réservée aux Blancs

Cent cinquante métis sud-africains ont exprimé leur irritation devant la lenteur de la mise en place des réformes raciales annoncées par les autorités blanches en se baignant, le dimanche 4 janvier, sur une plage réservée aux Blancs à Port-Elizabeth. Aucun incident n'a marqué cette protestation, conduite par le pasteur Allan Hendrickse, ministre sans portefeuille et chef du Parti travailliste, la plus importante formation politique des 2,5 millions de métis sud-africains (pour 4,5 millions de Blancs, 900 000 Indiens et 23 millions de Noirs). La baignade a duré une demi-heure, surveillée par des policiers en civil, qui ne sont pas intervenus, ainsi que par des militants d'organisations blanches d'extrême droite, qui eux aussi en sont contents de regarder. Le pasteur Hendrickse avait menacé vendredi le président Pieter Botha de se retirer du gouvernement si les réformes raciales ne s'accéléraient pas.

D'autre part, trois femmes noires ont été blessées, dont une grièvement, par une explosion survenue samedi dans un quartier de bureaux du centre de Johannesburg. Les services d'information du gouvernement ont fait savoir que cette explosion était «véritablement due à une mine ventouse». — (AFP.)



Christine Ockrent

**“Le Point, je sais pourquoi je le lis.”**

“Ce qui m'a intéressé particulièrement dans Le Point de cette semaine, c'est l'analyse détaillée de ces fameux “privilèges” des salariés de la fonction publique, à la SNCF et ailleurs. Une enquête édifiante qui permet de mieux saisir les raisons des conflits sociaux qui paralysent périodiquement les services publics.

Et puis un dossier-anniversaire, celui de la France qui a mille ans cette année, auquel Le Point consacre des articles signés Fourastié, Chaunu, Miquel, Glucksmann, Revel, Nora, avec une présentation de Claude Imbert. Décidément, les contradictions sociales et politiques de la France ne datent pas d'aujourd'hui !

En politique : les résultats d'un sondage de l'IFOP qui donnerait, en toute hypothèse, la victoire à la gauche en cas de présidentielles.

Et encore, dans Le Point de cette semaine, la suite du feuilleton de l'“Iran-gate” qui pourrait bien faire tomber Reagan. Encore une fois, là-bas, la presse est un contre-pouvoir. Comme chaque lundi, Le Point, je sais pourquoi je le lis.”

**LE POINT**

Alles.



## Europe

## RFA : à trois semaines des législatives

## Le chancelier Kohl appelle au « redressement moral » du pays

Après une pause de deux semaines, tous les partis politiques ouest-allemands se sont lancés ce dernier week-end dans la phase finale de la campagne pour les élections du 25 janvier.

**DORTMUND**  
de notre envoyé spécial

Porté par une situation économique exceptionnellement favorable et des sondages qui lui prédisent une victoire écrasante, le Parti démocrate-chrétien avait amené ses troupes par trains et bus spéciaux le dimanche 5 janvier à Dortmund, en plein cœur de la Ruhr, pour un grand rassemblement mi-féerie populaire mi-show à l'américaine, dans l'immense champ de foire du Westfalenhalle. Cinquante-cinq mille personnes, selon les organisateurs, se pressaient dans les divers chapiteaux pour apporter leur soutien au chancelier Helmut Kohl et au président du parti frère bavarois, M. Franz-Josef Strauss. La présence de très nombreux jeunes, aussi bien parmi les spectateurs que parmi les participants aux divertissements organisés en marge des discours officiels, témoignait de la vitalité du Parti démocrate-chrétien.

Près de quinze mille personnes soigneusement triées sur le volet écoutèrent, sous le chapiteau central, le discours du chancelier Kohl. Ovationné à plusieurs reprises, le chef de l'actuelle majorité à jadis les registres qu'il affectionne : l'appel aux valeurs traditionnelles pour poursuivre l'effort engagé depuis quatre ans, sous sa direction, afin d'assurer le « redressement moral » du pays. Par opposition aux « chimères » de la gauche, ce redressement est pour lui la condition sine qua non de la résolution des problèmes économiques et sociaux, du chômage, de la garantie des retraites, du maintien d'une croissance stable. Il passe par le renou-

veau des valeurs du travail et de la famille. « Une famille saine est la condition d'un Etat sain », a-t-il réaffirmé.

## La fierté nationale

Son second thème de prédilection est la fierté d'être Allemand dans le monde d'aujourd'hui. En tant que troisième puissance industrielle mondiale à côté des Etats-Unis et du Japon, l'Allemagne d'Helmut Kohl n'entend pas se laisser dicter ses choix par ses amis et doit faire valoir auprès d'eux ses intérêts propres. Réaffirmant le rôle essentiel joué par la réconciliation franco-allemande dans la construction de l'Europe, le chancelier a également souligné avec force l'importance de l'engagement de la RFA aux côtés des Américains dans l'alliance atlantique. « Sans le dévouement des nouveaux missiles américains en RFA, a-t-il déclaré, il n'y aurait pas eu de rencontre au sommet entre Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev à Reykjavik ». Si la RFA est prête, avec M. Kohl, à développer ses relations avec l'URSS, Moscou doit savoir qu'elle ne renoncera pas à défendre la cause des droits de l'homme et qu'elle ne perd pas de vue l'objectif de la réunification, même si celle-ci n'est pas actuellement à l'ordre du jour de la politique internationale. Tout doit continuer à être fait pour améliorer les relations entre les deux Etats allemands. Mais le gouvernement de Bonn n'oublie pas, dans son dialogue avec Berlin-Est, qu'il discute avec des dirigeants qui n'ont pas leur liberté d'action. M. Kohl a, au passage, accusé la RDA de maintenir deux mille prisonniers politiques dans des « camps de concentration », expression qui lui vaut une fois de plus ce ton de vives critiques, notamment des socialistes-démocrates.

Le même thème a été abordé en termes encore plus directs par

M. Strauss. « L'image qu'ont les Allemands d'eux-mêmes, de leur histoire et de leur avenir, doit être pour nos électeurs, mais également pour nos voisins en Europe et au-delà pour tous les autres, de nouveau claire et compréhensible. Cela veut dire que, sans oublier les leçons de l'histoire, nous devons enfin sortir une fois pour toutes de l'ombre du III<sup>e</sup> Reich ».

« L'Europe », a-t-il ajouté, citant une conversation avec un diplomate français, a besoin d'une conscience nationale intelligible des Allemands. »

Contrairement à M. Kohl, qui avait préféré s'abstenir de toute polémique avec l'opposition, le ministre-président de Bavière n'a pas ménagé ses mots à l'égard du Parti social-démocrate, qu'il a accusé de ne pas vouloir se démarquer des Verts. Défendant avec vigueur ses prises de position en faveur de l'énergie nucléaire, mais aussi d'un renforcement de la sécurité publique face au terrorisme, il a décliné à plusieurs reprises les applaudissements enthousiastes de la foule.

Si cette rhétorique typiquement bavaroise ne fait pas l'affaire de tous au sein du Parti démocrate-chrétien, du moins est-on uni pour agiter l'épouvantail d'une coalition entre Verts et « rouges », qui avait si bien fonctionné en juin dernier lors des élections générales de Basse-Saxe.

M. Heiner Geissler, spécialiste du genre, ne s'est pas privé de brocarder sur ce thème le candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Johannes Rau. C'est par une exclamation de voix que celui-ci a inauguré samedi à Kassel une série de manifestations visant à remobiliser un parti sérieusement affecté par les flottements apparus ces derniers mois à sa direction.

HENRI DE BRESSON.

## ITALIE

## Le bilan du terrorisme en 1986 est le moins lourd depuis 1969

ROME  
de notre correspondant

Le bilan du terrorisme en Italie a été en 1986 le plus bas depuis dix-sept ans : un mort, le maire de Florence, Lando Conti, assassiné par les Brigades rouges, et deux blessés, dont un conseiller économique de la présidence du conseil, M. Antonio Da Empoli. La brigadiste Wilma Monaco avait été tuée par le chauffeur du haut fonctionnaire. On est loin, avec trente attentats sur toute l'année 1986, des « années de plomb », ponctuées par deux mille cinq cent treize attentats en 1979 et mille cinq cent deux l'année suivante. Les groupes d'extrême droite et ceux de provenance du Proche-Orient ne se sont pas manifestés. Il est vrai qu'à l'orée de cette année, le 27 décembre 1985, quatre terroristes venus semble-t-il de Damas avaient attaqué l'aéroport de Rome-Fiumicino, faisant seize morts et soixante-quinze blessés.

En dix-sept ans, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1969, le terrorisme a été responsable en Italie de quatorze mille cinq cent quatre-vingt-neuf attentats faisant quatre cent quinze morts et cent quatre-vingt-un blessés. 1980 a été l'année la plus sanglante avec cent vingt-cinq morts et deux cent trente-six blessés, parmi lesquels les nombreuses victimes de l'attentat d'extrême droite du 2 août en gare de Bologne.

(Indéfini.)

## BIBLIOGRAPHIE

## Manuel de Irujo, le « ministre basque » de la République espagnole

Le livre que Paul Vignaux vient de consacrer à Manuel de Irujo, mort en 1981, n'a rien à voir avec la mode des biographies. L'historien de la philosophie donne ici la main au militant syndicaliste qu'est aussi l'auteur pour témoigner d'une amitié nouée dès 1937, en rendant compte de l'action du « ministre basque » des gouvernements Largo Caballero et Negrin, d'octobre 1936 à août 1938, au cœur de la guerre civile.

Irujo est le seul nationaliste basque qui ait jamais siégé dans un gouvernement espagnol : symbole mais aussi paradoxe. Rien, a priori, ne destinait le PNV, expression du nationalisme basque, à rejoindre un gouvernement issu du Front populaire, dont il était resté à l'écart. Ne s'était-il pas dressé dès ses origines contre l'idée d'une nation espagnole, contre l'Etat qui prétendait la représenter ? N'avait-il pas rompu avec les fondateurs de la II<sup>e</sup> République, à la fois par refus de leur politique ultralibérale et pour sanctionner leurs stéréotypes face à la revendication d'un statut d'autonomie d'Euzkadi ?

La réaction de Manuel de Irujo, député du Guipuzcoa, au soulèvement militaire du 18 juillet 1936 est pourtant immédiate : opposition à l'action des « rebelles » et appel radiodiffusé à la « défense du régime démocratique ». Son choix va être celui de son parti. C'est que ce Navarrais, suivant l'exemple de son père, a embrassé la cause basque en rompant avec la tradition de l'intégrisme carliste, prédominante dans sa terre natale, et en se réclamant de l'esprit du fédéralisme républicain. L'idéologie du « national-catholicisme » brandie par la rébellion militaire est inacceptable pour le nationaliste, le démocrate, le chrétien qu'il veut être indissolublement.

Pour autant, sa place au gouvernement ne sera pas facile. Lui qui revendique le « principe de l'autodétermination des peuples » collabore avec des hommes pour qui l'unité de l'Espagne est un postulat. La tension est vive entre le souci du gouvernement d'unifier la conduite des opérations militaires et la volonté des milices basques de ne se battre que pour défendre leur terre. On comprend l'épreuve que fut pour lui, en août 1937, après la chute de Bilbao, la capitulation de ses frères d'armes à Santona, au terme de négociations secrètes menées à son insu, où les chefs du PNV s'étaient fait piéger par la diplomatie fra-

ncaise. Par-delà la défaite de la résistance basque, sa participation au gouvernement veut confirmer la solidarité de son peuple avec une cause juste contre un ennemi commun.

Son action ne se limite pas à la défense des aspirations basques — ainsi que catalanes — au sein du gouvernement républicain. Paul Vignaux consacre un chapitre substantiel au combat d'Irujo pour rétablir la liberté religieuse dans l'Espagne républicaine. Le chrétien qu'il était sut faire partager sa volonté de tolérance à des ministres imprégnés pour la plupart d'une culture anticléricale, tout en bravant l'engagement de la quasi-totalité de l'épiscopat dans la « croisade » franquiste et les pressions de la diplomatie vaticane.

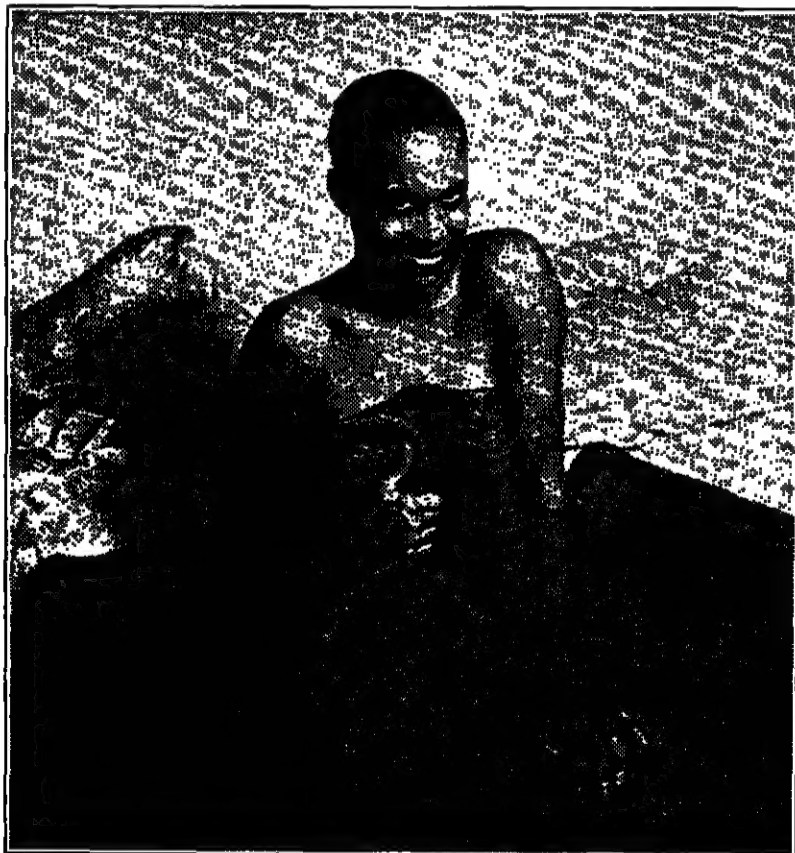
Un autre aspect méconnu de son action gouvernementale fait de lui un militant des droits de l'homme, notamment comme ministre de la justice de mai à décembre 1937. A ses yeux, « les droits de la personne humaine constituent le fonctionnement social » de la démocratie, même quand elle combat contre l'agression totalitaire. Leur défense passe pour lui par le refus des exécutions sommaires — les sinistres passeurs, l'humanisation des prisons, un large exercice du droit de grâce des condamnés à mort, l'ériction des polices parallèles, comme celle mise en place par les communistes pour supprimer anarchistes et militants du POU. Son intransigeance sur le respect des droits de l'homme l'amène à s'opposer à la création de juridictions d'exception où les droits des accusés ne sont pas garantis : sa démission du gouvernement, en août 1938, exprime cette exigence, sans remettre en cause son soutien à la politique de résistance du gouvernement Negrin jusqu'à l'exode de février 1939.

Le combat nationaliste de Manuel de Irujo s'affirme ainsi, dans ces années tragiques, inséparable de sa « solidarité de la démocratie péninsulaire » et de la défense de valeurs démocratiques de portée universelle. On mesure ce que la cause basque gagnerait aujourd'hui à être servie par des hommes de cette stature.

JEAN-PIERRE AMALRIC.

• Paul Vignaux, Manuel de Irujo, ministre de la République dans la guerre d'Espagne, 1936-1939, Beauchesne, 1986, 546 pages, 297 F.

## VOICI COMMENT CHANGER D'HOMME SANS CHANGER DE LIT...



## NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE

UN FILM DE SPIKE LEE  
(SHE'S GOTTA HAVE IT)

A partir du mardi 6 janvier

**RIVES**  
maroquinerie

**SOLDES**  
sacs, bagage, petite maroquinerie

156, rue de Rivoli (sous les arcades) - M<sup>o</sup> Louvre

(Publicité)

**LES TROIS INSTRUMENTS DE MOSCOU DANS LE MONDE ARABE**

Le Kremlin est-il, au Moyen-Orient, un « semeur de troubles », un « facteur de nuisance », qui tire profit de multiples conflits pour imposer son hégémonie ?

L'URSS cherche-t-elle au contraire à calmer le jeu, dans une zone sensible, située dans son voisinage immédiat ?

Paul-Marie de la GORCE dévoile la stratégie soviétique, dans le numéro 1 d'ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

**B P&F BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Depuis 1731

« Domaine du Château de Bezaune »  
• 52 hectares dont 71 hectares de Premières crues et Grands crus •

Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père et Fils au Château Bezaune 71-32362 BEZAUNE CEDEX Tél. 03 82 14 41 - Télex Bouchard 204 128 F

19, av. Victor Hugo - 16<sup>e</sup>

**SOLDES D'HIVER**

**Barnett**  
Chemisier Habilleur

MANTOU 52% Cashm. 2200F 1400F  
COSTUME Pure Laine 2500F 1800F  
SLAZER Pure Laine 350F 600F  
IMPERMEABLE 1400F 800F  
VESTE Hérès Tweed 1800F 1200F  
Echarpes, gants, chemises, pulls etc.

Offre spéciale :  
RAYON MESURE INDUSTRIELLE  
Pure Laine Peignée COSTUME 2500F

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

**Les Flacons de la Séduction**

L'art du parfum au XVIII<sup>e</sup> siècle

Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 166 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F

2 place de l'Odéon - 75006 Paris  
Tél. (1) 45 33 15 15

سكنا من الأصل



# Madame, Monsieur, Avant de devenir actionnaire, faites le tour du propriétaire.



• Dublin • Londres • Amsterdam • Bruxelles • Paris • Genève • Madrid • Barcelone • Lisbonne • Monte-Carlo • Hambourg • Francfort • Düsseldorf • Stuttgart • Luxembourg  
• Rome • Milan • Turin • Athènes • Stockholm • Copenhague • Oslo • Moscou • Casablanca • Abidjan • Le Caire • Port-Gentil • Luanda • Lagos • Libreville • Téhéran  
• Beyrouth • New Delhi • Manama • Doha • Abu Dhabi • Dubai • Mascate • Sharjah • Hong-Kong • Bangkok • Singapour • Djakarta • Kuala Lumpur • Pékin • Shangai  
• Canton • Tianjin • Séoul • Tokyo • Osaka • Manille • Taïpeh • Sydney • Melbourne • Nouméa • Papeete • San Francisco • Los Angeles • Denver • Montréal • Toronto • Chicago  
• Houston • Dallas • Washington • New York • Miami • Mexico • Panama • Quito • Bogota • Lima • Santiago • Buenos Aires • Rio de Janeiro • Sao Paulo • Nassau • Caracas.

*Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.*

## GROUPE PARIBAS

Une note d'information (vis C.O.B. n°86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) **46.24.11.11** ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

... le ministre basque  
... République espagnole

RIVES

SOLDES

... petite mar...

SOLDES  
D'HIVER

Barnett

LES PLACONS  
de la  
Sédution



## Amériques

## CANADA

## Montréal fait face à un afflux massif d'immigrants illégaux

MONTREAL  
correspondance

La traditionnelle hospitalité canadienne, citée en exemple l'an passé par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, est mise à rude épreuve depuis quelques semaines avec l'arrivée massive d'immigrants illégaux en provenance notamment de Turquie et du Chili, à l'aéroport de Montréal-Mirabel.

Durant le seul mois de décembre, le Québec a accueilli, bon gré mal gré, près de mille huit cents personnes en situation irrégulière, dont la moitié entre Noël et le Nouvel An. Cet afflux a littéralement pris de court les services d'immigration et les organismes d'accueil, contraints de louer des chambres d'hôtel à Montréal, pour loger temporairement ces nouveaux arrivants.

Montréal est apparemment devenue une destination privilégiée pour les candidats à l'entrée de certains pays pauvres, à l'heure où la majorité des pays occidentaux verrouillent leurs frontières. Depuis 1984, le nombre d'immigrants illégaux arrivés au Québec a doublé chaque année pour atteindre quatre mille personnes en 1986, un chiffre qui se rapproche de celui (quinze mille) des immigrants en situation irrégulière, rigoureusement sélectionnés avant leur départ.

Bon nombre de ces illégaux ont demandé le statut de réfugiés, évitant ainsi l'expulsion jusqu'à ce qu'un tribunal administratif se prononce sur leur cas. Or, ce délai peut prendre jusqu'à quatre ans, les services concernés étant débordés.

La presse montréalaise a mis en évidence les abus que ces derniers commettent et a souligné que « les étrangers en attente de statut » coûtent fort cher aux contribuables (prestations sociales, soins de santé gratuits en particulier). Le ministre canadien de l'emploi et de l'immigration, M. Benoît Bouchard, a promis de veiller à l'accélération des procédures, tout en réaffirmant que son pays tenait à sa réputation de « terre d'asile pour les personnes persécutées dans leur pays d'origine ».

Ottawa a, en général, accordé, ces derniers mois, le statut de réfugié aux ressortissants du Chili, du Salvador, du Guatemala, du Sri-Lanka, de l'Afghanistan, de l'Iran et des pays de l'Est.

L'immigration turque, très récente au Canada, pose d'autres problèmes. Ces illégaux, en majorité des travailleurs agricoles, ont quitté leur pays pour des raisons économiques et ne réclament pas, à leur arrivée, le statut de réfugié.

Le fait que la plupart d'entre eux soient originaires de la province de Denizli, en Asie Mineure, a permis de découvrir que des agences de voyages peu scrupuleuses menaient vraisemblablement une véritable campagne dans cette région pour convaincre leurs clients potentiels qu'ils pourraient s'installer au Canada sans trop de problèmes.

Pour ne pas « mécontenter la Turquie, pays ami de l'OTAN », M. Bouchard a exclu pour le moment le recours à des expulsions ou à l'obligation d'un visa. Cette dernière mesure avait été appliquée avec succès au printemps dernier pour freiner l'immigration illégale portugaise.

MARTINE JACQUOT.

(Suite de la première page.)

Le « grand communicateur », le président « le plus populaire de l'histoire des États-Unis », l'homme qui, il y a deux mois encore, au lendemain même de la défaite de son parti dans les élections parlementaires du 4 novembre, semblait être entré vivant dans la légende de son pays, a, en conséquence, perdu toute sa magie. Ce n'est pas que l'Amérique, du jour au lendemain, le déteste ou le méprise. On conserve plutôt une certaine tendresse pour lui, mais on en parle désormais comme de n'importe quel président en fin de mandat et au passé : sans ménagements et au passé.

Si le retour en arrière est brutal et profond, ce n'est pas à cause de cette « chute » ou de ce « jugement » excessif dont les Européens sont si prompts à dédaigner. Les Américains, mais parce que le désenchantement latent ne demandait qu'une crise pour s'exprimer, ne s'en sont pas rendus compte. De même que l'Amérique de la guerre du Vietnam ne pouvait pas fermer les yeux sur le carnage de la Watergate parce qu'elle aspirait à retrouver une morale.

L'Amérique qui ne s'était nullement offusquée, il y a deux ans, du minage des ports nicaraguayens par la CIA, est aujourd'hui choquée par l'affaire dite « Iran-contra » parce que la contradiction entre les faits et les déclarations était devenue trop criante.

M. Reagan s'était fait dire en promettant de réduire le poids de l'État, et l'endettement fédéral a été que doublé sous sa présidence, dépassant déjà les deux mille milliards de dollars, alors que le déficit budgétaire ne recule que très lentement et devrait encore s'élever à plus de cent millions en 1991, l'année où l'on espérait, il y a encore un an, qu'il serait résorbé.

## ÉTATS-UNIS

## M. Reagan face à l'adversité

M. Reagan savait mieux que personne chanter le « retour de l'Amérique », mais ce retour à la grandeur est cruellement démenti par les chiffres accablants du commerce extérieur (plus de 150 milliards de déficit en 1986) qui n'ont plus rien d'abstraits pour la population. Concrètement, ils signifient fermeture d'usines, recul des emplois, déclin des salaires, et pour ceux qui ont des emplois sous-payés et sans garanties sociales, ventes de fermes aux enchères.

L'euphorie qui prévalait partout après la reprise de 1983 a désormais fait place à l'angoisse dans certaines régions et à une préoccupation dans d'autres, car l'on n'espère plus que la croissance reparte mais seulement qu'elle ne retombe pas plus encore. Sur cette toile de fond, l'échange, à l'automne dernier, d'un espion soviétique contre un correspondant américain à Moscou, arrêté par le KGB pour servir de monnaie d'échange, avait troublé.

Le déroulement et le dénouement du sommet de Reykjavik (accepté à la hâte dans la foulée de cet échange) avait laissé perplexe, même si le pays, dans un moment indécidablement difficile, avait serré les rangs derrière le président.

Mais trop c'est trop, car vendre des armes à l'Iran pour lui racheter des otages c'était non seulement traiter avec un État qualifié de « terroriste » au moment où on bombardait la Libye, mais aussi et surtout céder à un régime qui avait si profondément humilié l'Amérique sous M. Carter qu'elle avait porté M. Reagan à sa présidence. C'était, en quelque sorte, insulter la source même de la légitimité, et cela le meilleur des experts en relations publiques ne pouvait le faire admettre.

M. Reagan n'est donc pas parvenu. Il se retrouve, son aura per-

due, en position de totale faiblesse face au nouveau Congrès qui commence à siéger mardi, et dont les deux Chambres sont contrôlées par les démocrates. Cela ne signifie pas obligatoirement que tout ce qu'il proposera sera rejeté car il y a assez de démocrates favorables, par exemple, à l'aide aux contras ou à l'initiative de défense stratégique, pour que si l'une ou l'autre (et surtout pas la seconde) puisse être aujourd'hui considérée comme enterrée.

Cela signifie en revanche que la Maison Blanche devra maintenant tout négocier : que le budget 1988 n'aura pas grand-chose à voir avec le projet que M. Reagan présentait, lundi, au Congrès ; que la pression en faveur du compromis avec l'URSS dans le domaine du contrôle des armements sera beaucoup plus forte et que des législations protectionnistes seront presque à coup sûr adoptées cette année.

## Espoirs

## dans le camp démocrate

La conduite de la politique américaine échappe, en d'autres termes, à la Maison Blanche et passe au Congrès — ce qui est particulièrement ironique pour un président presque unanimement loué depuis six ans pour avoir redonné force et prestige à l'institution présidentielle.

Le retour en arrière est si complet que, avec M. Reagan, le grand perdant de toute l'affaire est le vice-président Bush, dont la cote a brutalement dégringolé dans les sondages alors qu'il était jusqu'à présent le mieux placé, et de très loin, des candidats républicains à la succession. Troisième victime de la nouvelle donne : M. Kemp, le très jeune et très conservateur représentant de l'État de New-York qui espérait s'imposer à son parti en le prenant depuis sa droite et au nom de

l'orthodoxie républicaine et qui semble aujourd'hui avoir perdu la bataille avant de l'avoir vraiment entamée.

Grand gagnant, en revanche, M. Dole, chef de file des républicains au Sénat et modérément conservateur, qui a tout de suite su se distancier de M. Reagan sans l'écarter et qui a fait, lui, un tel bond dans les sondages qu'il passe aujourd'hui pour le plus solide des candidats à l'investiture républicaine.

Dans le camp adverse, cher les démocrates, c'est la fébrilité. On y avait vaguement repris espoir dès le début de l'année dernière, mais maintenant la Maison Blanche semble à portée de main et les ambitions s'affrontent. Pour l'heure, deux hommes sont nettement en tête de liste : le gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo, et l'ancien sénateur du Colorado, M. Gary Hart, qui avait été à deux doigts d'emporter l'investiture en 1984. Le premier incarne la tradition démocrate au ce qu'elle a de meilleur et les espoirs des syndicats et des libéraux traditionnels. Le second demeure le porte-drapeau des partisans d'un renouveau moderniste du parti, c'est-à-dire d'un inflexionnement vers le centre.

Très largement semblable à celui qui traverse les gauches européennes, le débat sera finalement tranché par l'ampleur du contre-coup provoqué par l'affaire iranienne. Plus les positions idéologiques du libéralisme économique en seront profondément érodées, plus grandes seront les chances de M. Cuomo et inversement.

La bataille qui va s'ouvrir dans quelques mois au plus devrait être aussi riche que violente des deux côtés. Elle a toute chance de s'imposer très vite comme le centre du débat politique, et cela risque fort de repousser plus encore M. Reagan à l'arrière de la scène.

Il lui reste pourtant une possibilité au moins de ne pas rapidement passer pour un locataire abusif de la Maison Blanche : parvenir à réamorcer le dialogue avec Moscou et à mener à bien la négociation d'accords de réduction des armements. L'hypothèse n'est pas à exclure car l'intérêt de M. Gorbatchev ne serait pas d'attendre encore trois ans au moins pour savoir s'il pourra s'entendre avec le président américain qui sera élu en 1988. Il n'aurait donc qu'à attendre la perche que l'actuel président, en position de faiblesse, ne demanderait qu'à saisir sans pouvoir en revanche faire le premier pas.

Dès la semaine dernière, certains des collaborateurs de M. Reagan faisaient état, dans des déclarations officieuses, de nouvelles approches du Kremlin, et Newsweek faisait dire, lundi, à des officiels soviétiques que M. Gorbatchev serait disposé à proposer l'organisation d'un nouveau sommet.

BERNARD GUETTA.

## CHILI

## La légalisation des partis politiques

SANTIAGO-DU-CHILI  
correspondance

La loi réglementant l'existence des partis politiques chiliens pourrait être approuvée très prochainement par la Junta des commandants en chef, qui, en l'absence d'un Parlement élu, exerce le pouvoir législatif. Rendait compte devant la presse des travaux de l'année écoulée, l'amiral Merino a indiqué que le désaccord entre la Junta et la présidence avait été finalement surmonté par les dernières propositions du pouvoir exécutif.

D'après le projet de loi, il suffirait de cent signatures de parlementaires pour pouvoir constituer un parti politique, à condition toutefois d'en réunir, dans les six mois suivants, une quantité équivalente à 0,5 % de l'électorat des régions où ce parti sera présent. Ce qui, au total, devrait représenter à peu près trente mille signatures pour une formation politique de dimension nationale.

Or, il y a deux ans, le président Pinochet avait fixé la barre à cent cinquante mille signatures, chiffre que la Junta avait jugé excessif. Le chef de l'État ayant fait marche arrière, les partis devraient bientôt avoir une existence légale, à l'exception des organisations « marxistes » déclarées anticonstitutionnelles.

L'amiral Merino a d'autre part déclaré que la Constitution pourrait être modifiée, mais qu'il n'existait pour le moment aucun projet de réforme particulière. Interrogé sur la volonté de réconciliation manifestée par l'Église, à trois mois de la visite du pape, l'amiral a répondu : « Au Chili, comme dans le reste du monde, il y a des êtres humains et des humanités. Les humanités sont ceux qui appartiennent au parti communiste. Entre les humains et les humanités, il n'y a pas de réconciliation possible. »

GILLES BAUDOU.

## Asie

## CHINE : la contestation étudiante

## Les réformes se poursuivent sur fond de rappels à l'ordre

Plusieurs centaines d'étudiants de l'université de Pékin ont brûlé, ce lundi 5 janvier, des numéros du *Quotidien du Pékin* en accusant ce journal officiel d'avoir « déformé la vérité » sur les manifestations d'étudiants en faveur de la démocratie de ces dernières semaines. Un dazibao (affiche manuscrite) apposé sur le campus a reproché au journal municipal de chercher à opposer les étudiants au Parti communiste afin de les isoler de la population. Par ailleurs, la presse officielle a annoncé, dimanche, que douze personnes au total, toutes étrangères au monde universitaire, avaient été arrêtées depuis le 9 décembre pour des actes d'hostilité envers le régime. Enfin, la direction de la radio la Voix de l'Amérique (VOA) a démenté avoir incité les étudiants chinois à manifester, comme l'en ont accusé les autorités chinoises (le *Monde* daté 4-5 janvier). — (AFP.)

PÉKIN  
de notre correspondant

Après le remue-ménage de la semaine dernière, le calme semble revenir dans la capitale chinoise. Si la place de la Porte-de-la-Paix (Tiananmen) est encombrée, c'est aujourd'hui par les embouteillages causés par les travaux de voirie qui viennent d'être entrepris. Les examens ont commencé, lundi, dans les universités, et ils seront suivis d'un mois de vacances à l'occasion du Nouvel An chinois, la fête du printemps.

Toutefois, les autorités ont intensifié leur campagne pour isoler les étudiants. Sans grandes déclarations, sans que les dirigeants montent au créneau, la presse, la radio et la télévision ne cessent de donner la parole à des gens du peuple, des intellectuels et des hommes d'affaires, qui répètent tous la même antienne : il faut que les étudiants travaillent, il faut préserver l'unité et la stabilité, la situation n'a jamais été meilleure, les réformes avancent à un bon pas, il ne faut pas être trop impatient, « il n'y a pas de démocratie socialiste sans la direction du parti », comme le titre le *Quotidien des ouvriers*.

L'ancien « capitaliste » Rong Yiren formule le souhait que « les jeunes retiennent la leçon du passé

et assumeront leurs devoirs pour la prospérité du pays ». Un nommé Bao Tong écrit dans le *Quotidien du peuple* qu'il faut être patient, que « l'on ne peut faire de comparaison non qualifiée » ou qu'on n'obtiennent « pas la confiance du public » pourront être mutés ou rétrogradés.

Le *Quotidien de Pékin* est bien plus menaçant : il accuse les étudiants de violer les principes du régime selon la méthode d'une « poignée d'ennemis de classe habitués à abattre le drapeau rouge en se servant du drapeau rouge ». C'est un avertissement pour ceux qui défient en chantant l'Internationale. D'autant que des journaux ont aussi vu derrière les manifestations la main d'agents de Taiwan... Plus prudente, et réaliste, l'édition en anglais du journal procommuniste de Hong-kong, *Ta Kung Pao*, a reconnu qu'une des raisons de certaines de ces manifestations était la carence de la presse locale qui poussait les étudiants à écouter des radios étrangères, comme la Voix de l'Amérique ou la radio de Taiwan.

## Des réformes trop lentes

Ces gens qui répètent tous la même chose à la télévision semblent réciter une leçon laborieusement apprise sans toujours bien savoir de quoi il s'agit. Car les médias critiquent les étudiants mais n'ont toujours pas dit ce qui s'était vraiment passé le 1<sup>er</sup> janvier à Pékin. Ce qui encourage des rumeurs telle celle selon laquelle les manifestants auraient crié « A bas le parti ! » ou « A bas Hu Yaobang ! », le secrétaire général du PCC. Voilà de quoi inquiéter ceux qui, même s'ils peuvent avoir quelque sympathie pour les étudiants, craignent avant tout un retour aux temps troubles de la révolution culturelle. « Je comprends leurs revendications, mais je ne veux pas que la situation dégénère comme en Pologne. De toute manière, ils ne parviendront pas à braver l'omnipotence du parti », a-t-on pu entendre.

Malgré tout, le régime n'a pas arrêté le char des réformes. D'autant qu'un récent sondage publié par le *Quotidien des ouvriers* indique que 41 % des personnes interrogées estiment que les réformes avancent lentement, 10 % trop lentement et seulement 21 % d'entre elles jugent le rythme approprié. Plus de 70 % des personnes critiquent par ailleurs le système actuel d'attribution autoritaire des emplois,

demandent le droit pour chacun de choisir et une plus grande mobilité.

La dernière réforme a été annoncée, lundi, dans le *Quotidien du peuple*. Elle prévoit que les cadres « non qualifiés » ou qui n'obtiennent « pas la confiance du public » pourront être mutés ou rétrogradés. Leurs subordonnés devront se prononcer chaque année par un vote. Si celui-ci est négatif, une enquête, « encouragée de toutes les garanties légales », pourra être ouverte. Les plus mauvais cadres pourront être renvoyés à la base et perdre leurs avantages matériels. « Cette nouvelle politique a pour but de créer un environnement compétitif, de stimuler et revitaliser les rangs du parti et de l'administration », écrit le journal.

Ces réformes, tout comme l'agitation étudiante, laissent cependant froide toute une frange de la société née de l'ouverture du monde extérieur et de l'apparition soudaine d'un secteur privé : jeunes patrons de petits commerces, chauffeurs de taxi ou de bus pour touristes, guides pour étrangers, qui touchent souvent un bakchich en devises, interné-diaires... Eux, qui dansent le soir dans des « clubs », au droit d'entrée équivalent à 40 % de la bourse mensuelle d'un étudiant, rêvent d'être admis dans les boîtes de nuit des grands hôtels pour étrangers, qui leur sont toujours interdites. Il y a désormais plusieurs jeunes en Chine : celle qui travaille, celle qui étudie et celle qui s'amuse.

PATRICE DE BEER.

## AFGHANISTAN : les offres de paix de Kaboul

## M. Najibullah précise les conditions d'un cessez-le-feu

Le Conseil révolutionnaire afghan, réuni le samedi 3 janvier à Kaboul, a confirmé qu'un cessez-le-feu unilatéral entrerait en vigueur le 15 janvier pour une période de six mois reconductibles. L'agence Tass, qui a été la première à donner l'information, a également rapporté que le Conseil a adopté une déclaration sur « la réconciliation nationale en Afghanistan » qui comporte également une « amnistie générale ». La session du Conseil a ensuite été suivie d'une réunion de la « Commission extraordinaire pour la réconciliation nationale » au cours de laquelle M. Najibullah, numéro un afghan, a notamment invité « toutes les parties belligères à cesser le feu et à entamer un processus de renouveau national ».

En dépit du rejet par la guérilla de ses offres de paix (le *Monde* du 3 janvier), Kaboul a ainsi réaffirmé son intention d'appliquer unilatéralement un cessez-le-feu jusqu'au 15 juillet, tout en précisant que cet « armistice » doit être « observé par les deux parties », auquel cas « il pourra être prolongé ». Le Conseil révolutionnaire, ajoute la déclaration, « confirme que tous les citoyens de l'Afghanistan qui se sont trouvés dans le camp ennemi ou qui ont quitté le pays après avoir été trompés, mais sont devenus conscients de leur devoir patriotique et ont déposé les armes, se verront accorder le pardon ».

Cette paix des braves semble conçue par Kaboul comme le préalable à des négociations avec la résistance puisque le document du Conseil révolutionnaire ajoute : « Nous sommes prêts à une compréhension mutuelle, à des pourpar-

lers, à des compromis et même à des concessions ». Précisant que « l'islam est notre religion », la déclaration poursuit : « Nous pouvons faire ce pas vers la paix parce que nous sommes plus forts que jamais. Le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible ».

Les propositions de M. Najibullah, qualifiées d'« audacieuse initiative politique » par l'agence Tass, semblent s'inscrire dans le cadre de l'offensive diplomatique lancée par Moscou, en octobre, avec le rapatriement de six régiments soviétiques. Cette diplomatie subira son véritable premier test à l'occasion de la reprise, le 11 février à Genève, des pourparlers « indirects » entre l'Afghanistan et le Pakistan sous l'égide de l'ONU. En attendant, Tass a accusé Washington, qui a rejeté la trêve proposée par M. Najibullah, de tenter de faire échouer tous les efforts visant à un règlement politique du conflit.

Sur le terrain, enfin, la « reconstruction » du tunnel de Salang, sur la route reliant l'Afghanistan à l'URSS, s'est achevée après deux ans de travaux, a annoncé, dimanche soir, la télévision soviétique. Le 30 octobre 1982, selon des sources occidentales, un attentat de la résistance, à l'intérieur du tunnel, avait fait un millier de victimes, dont 700 mille prisonniers soviétiques. Pour leur part, les Pakistanais ont affirmé qu'un raid aérien afghan contre la localité pakistanaise proche de la frontière commune avait fait cinq morts et quinze blessés, samedi, parmi des réfugiés afghans. — (AFP, Reuter.)

## PHILIPPINES

## Progrès dans les négociations avec les insurgés Moro

Les représentants du gouvernement philippin et du Front national de libération Moro (FNLM) ont signé, le samedi 3 janvier, à Djed-dah, un accord pour ouvrir des négociations en vue d'accorder à l'île de Mindanao (sud de l'archipel) et à quatre îles voisines un statut d'autonomie, à l'issue de discussions tenues sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Cet accord représente une concession importante de la part de l'insurrection Moro (musulmane), qui exigeait auparavant l'indépendance totale des îles de Mindanao, Sulu, Basilan, Tawi-tawi et Palawan. L'accord a été signé par le représentant du gouvernement de Manille, M. Aquilino Pimentel, et le chef du

mouvement des intégrés, M. Nur Misuari.

D'autre part, le gouvernement a rejeté, dimanche, dans un communiqué, de son négociateur avec la guérilla communiste, M. Teofisto Guin-gon, l'ensemble des positions avancées par les insurgés en vue d'une solution politique à la guerre civile. Les communistes avaient notamment proposé leur participation à un mouvement de coalition, le démantèlement des bases militaires américaines de Clark et Subic Bay et la libération immédiate de leur dirigeant, M. Rodolfo Salas, emprisonné depuis septembre. Le gouvernement réagissait à un communiqué des communistes publié la semaine

dernière, affirmant que les deux parties n'avaient pu trouver « un terrain d'entente » dans les négociations qui devaient reprendre, ce lundi, à Manille.

La présidente Aquino a, enfin, nommé un nouveau ministre du travail et de l'emploi en la personne de M. Franklin Drilon, qui remplace M. Augusto Sanchez. M. Sanchez, un des ministres représentant la gauche au sein du gouvernement, était critiqué par les militaires et par les milieux d'affaires. Le nouveau ministre est, pour sa part, contesté par le principal syndicat de gauche, le Mouvement du 1<sup>er</sup> Mai, qui avait menacé d'appeler à la grève générale au cas où M. Sanchez serait remplacé. — (AFP.)



# MERCI\* A TOUS CEUX QUI FONT DU CHEMIN AVEC NOUS.

Et la route est longue. Tellement longue qu'elle nous conduit tout droit au XXI<sup>e</sup> siècle. Sans détour, sans cahot. Une très belle route. Parce que depuis des années, nous sommes heureux d'aller dans votre direction. Parce que depuis des années, vous êtes nombreux à être transportés par VOLVO.

En 1986, 21.000 automobilistes français ont choisi la qualité VOLVO. Ils sont 1.000 de plus qu'en 1985. 4.000 professionnels de la route ont investi dans les camions VOLVO, ce qui nous a permis de réaliser une pénétration de 11% du marché français. 2.650 marins français ont opté pour la longévité et la fiabilité des moteurs VOLVO PENTA. De nombreux transporteurs ont retenu la rentabilité des autocars VOLVO.

Sans oublier les 229 concessionnaires et les 374 agents qui ont construit le succès de VOLVO cette année.

Les 1.000 collaborateurs de VOLVO FRANCE, qui par leur travail et leur disponibilité auprès des clients, ont contribué au développement de leur marque.

Les investisseurs qui ont fait confiance aux actions VOLVO. Et toute l'industrie française à laquelle nous apportons notre étroite collaboration.

Merci de votre confiance et bonne année 1987.

\*Tack en Suédois!

## VOLVO

Volvo - 49, avenue d'Iéna - 75116 Paris  
Tél. : 47.23.72.62



# Politique

Les répercussions politiques du conflit de la SNCF

## L'UDF s'interroge de nouveau sur la cohabitation

La politique entre le gouvernement et la gauche, au sujet de la grève à la SNCF, s'est enrichie de quelques échanges, à la fin de la semaine dernière, sans prendre, toutefois, la dimension d'une confrontation majeure. Les deux anciens premiers ministres socialistes, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, ont répliqué à l'argument principal du gouvernement, qui estime que, face aux revendications des cheminots, il doit défendre sa politique économique, fondée sur la préservation des grands équilibres et l'amélioration de la situation de l'emploi.

« Il ne peut y avoir de réelle politique économique sans politique sociale », a déclaré M. Mauroy, qui a reproché au gouvernement de vouloir organiser la France « avec une première et une deuxième classe ». Pour M. Fabius, le gouvernement a, par son comportement, « aggravé » le conflit à la SNCF, conflit qui ne trouvera d'issue rapide « ni dans l'affrontement ni dans le pourrissement ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, a dénoncé un « gouvernement fauteur de troubles ».

La réponse est venue, d'abord, de M. Jacques Douffaigne, ministre délégué aux transports,

selon lequel M. Fabius, lorsqu'il était premier ministre, « n'a jamais rien vu », pas même le Rainbow Warrior, ce qui explique qu'« il n'ait vu passer devant lui le blocage des salaires des cheminots en 1984, ni le projet de grille d'avancement à l'automne 1985 ».

Le débat porte plutôt, du côté de l'UDF surtout, sur la cohabitation. A deux jours de l'intervention de M. Raymond Barre à « L'heure de vérité » d'Antenne 2 et alors que les vœux de nouvel an donnent au président de la République et au premier ministre plusieurs occasions de s'exprimer, M. Valéry Giscard d'Estaing, tout en

regrettant que M. François Mitterrand ait reçu des représentants des grévistes de la SNCF, le 1<sup>er</sup> janvier, observe que les Français plébiscitent la cohabitation et estime que celle-ci doit s'approfondir.

M. Jacques Chirac, qui, avant de s'exprimer, mardi soir, sur Europe 1, aura réuni l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Matignon, aura ainsi l'occasion de ressouder, sinon le gouvernement, qui, selon lui, est unanime, du moins sa majorité, face aux critiques soulevées par sa gestion du conflit à la SNCF.

### M. Valéry Giscard d'Estaing : pas de libéralisme économique sans conscience sociale

Les Français ne refusent pas le libéralisme. Invité le dimanche 4 janvier du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a consacré l'analyse selon laquelle les conflits sociaux actuels traduisent un rejet du libéralisme en France. « Il n'y a à l'heure actuelle, a-t-il relevé, aucune aspiration en France au retour vers le socialisme. Aucun sondage, aucune indication ne permet de penser que, pour les Français, la politique socialiste, c'était beaucoup mieux. C'est donc une difficulté d'adaptation. » S'attardant sur la récente contestation étudiante et le conflit à la SNCF, l'ancien président de la République a jugé que ces deux mouvements se produisaient dans deux secteurs « psychologiquement fragiles » : l'un, plutôt la coexistence d'un « système de méthode et de calendrier » de la politique gouvernementale. Méthode ? M. Giscard d'Estaing est contre « les grandes lois qui traumatisent les catégories ». Calendrier ? « Quand il y a des mesures qui sont prises à un moment de fragilité sociale, il faut faire très attention ». Insistant donc sur la nécessité d'une « norme préventive psychologique », M. Giscard d'Estaing a dit et répété que « le libéralisme ne peut être un libéralisme économique sans conscience sociale... parce que la France a une



sensibilité et que cette sensibilité est celle d'un pays qui du point de vue social est extrêmement attentif à toutes sortes de détails ou de situations. » Pour en finir avec la grève à la SNCF, le député du Puy-de-Dôme a souligné « des efforts de la part de tous le monde ». De la part de la direction de la SNCF, qui doit, selon lui, négocier avec les grévistes sans attendre la reprise totale du travail. « Assurer ensuite la liberté du

travail s'agissant d'un service public, désamalgamer les revendications, faire un effort d'innovation dans le dialogue social au sein de l'entreprise » et « donner des signes visibles d'un engagement de l'entreprise dans un processus d'évolution qui permettra à l'avenir de traiter différemment ces problèmes ». Enfin, M. Giscard d'Estaing a désapprouvé catégoriquement l'entretien accordé récemment par M. Mitterrand à des cheminots grévistes au Fort de Brégançon. « Je n'approuve pas, a-t-il commenté, le fait qu'il les ait reçus. Un président de la République, quand il est arbitre, ne reçoit pas son domicile les parties du conflit. »

Autre préoccupation de M. Giscard d'Estaing pour l'année qui s'ouvre : la rédaction du mandat présidentiel de sept à dix ans. « En 1987, a-t-il dit, il faut abréger la durée du mandat présidentiel. C'est une réforme qu'il faut réaliser cette année et par référendum. J'irai même plus loin en vous amonçant qu'il aura lieu. Ce référendum aura lieu parce qu'il est dans la logique des choses. Si on le fait maintenant, il faudra attendre huit ans, car on sait qu'on ne le fait pas, pour des raisons diverses, en cours de mandat présidentiel. Il s'agit d'une modernisation nécessaire. La France souffre toujours du fait que toutes les modernisations se font avec un temps de retard. Voilà une modernisation simple sur laquelle deux Français sur trois sont d'accord... Ce sera l'occasion, à un moment où l'on a senti une certaine fragilité de la société française, de montrer la cohésion nationale autour des institutions de la V<sup>e</sup> République. »

[Contrairement à ce que M. Giscard d'Estaing a déclaré, sur la foi, a-t-il précisé, d'un coup de téléphone passé au Alphonse ou une voix féminine l'a assuré qu'il n'y avait jamais eu de grève dans les chemins de fer allemands, un grave conflit social avait en partie paralysé les services publics allemands en février 1974. Des grèves de travail avaient touché les transports urbains et le trafic ferroviaire. Des revendications salariales étaient à l'origine du mouvement.]

DANIEL CARTON.

### Exigences

(Suite de la première page.)

Si l'influence des groupuscules d'extrême gauche n'est pas contestable dans le développement de la grève des cheminots, elle n'explique certainement pas l'ampleur du mouvement qu'elle cherche à exploiter. Là encore la comparaison avec le mouvement étudiant a quelque valeur.

M. Giscard d'Estaing paraît donc fondé à réclamer, comme le font les socialistes, un « effort d'innovation sociale ». Or c'est justement en ce domaine que le gouvernement semble particulièrement démuné. M. Chirac se trouve même confronté, sur ce terrain, à un front où certains dirigeants de l'UDF rejoignent les socialistes. Quand M. Giscard d'Estaing souligne qu'il ne saurait y avoir de bon libéralisme économique « sans conscience sociale » sans à provoquer des « situations de rejet », il dit à peu près la même chose que M. Mitterrand. Quand M. Giscard d'Estaing dit « bien entendu, il y a insuffisance du dialogue », il ne dit pas, sur le fond, autre chose que M. Mauroy, pour lequel « l'archaïsme, aujourd'hui, c'est l'absence de dialogue ».

Au nom du gouvernement, M. Juppé avait certes raison de répliquer que le traitement équitable des affaires sociales n'épousait pas l'artificialité du clivage droite-gauche et que personne ne peut prétendre au fameux « monopole du cœur » naguère contesté par M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand. Mais, de leur côté, les socialistes ont-ils tort de faire observer que les appels à la raison lancés par M. Chirac et ses ministres seraient peut-être mieux entendus si le gouvernement n'avait pris, dès son installation, un certain nombre de décisions fiscales et financières — et en particulier la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes — dont la charge idéologique, en tout cas perçue comme telle, a, au contraire, ralenti ce dialogue ? Problèmes d'alignement.

Cela n'aura pas été le moindre enseignement des épreuves infligées aux dirigeants politiques français, successivement, par les étudiants et les cheminots en colère, que d'avoir mis en évidence, à quinze mois de l'élection présidentielle, l'urgence, encore confuse, mais bien réelle, de nouvelles attitudes aussi culturelles qu'économiques et sociales, au sein de la société française.

ALAIN ROLLAT.

**LA FAIT FRANÇAIS dans le monde**  
**LA FRANCE**  
**3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE**  
Les Anglo-Américains, les Russes et sans doute la France dans le monde : nucléaire, spatial, pétrolier, bancaire et autres forces. Dictionnaire de géographie : les zones climatiques et météorologiques. Dictionnaire : 2<sup>e</sup> édition, 1986, 1000 pages, 100 fr. (chez Fayard).  
**FRANÇOIS DE PREUIL**  
4560 NUEL-SUB-LAYON  
10, rue des Pyrénées (75)  
Librairie Océane / 01-55-55-55-55  
Librairie Dupont / 45-55-55-55  
27, rue Dupont (75)

### M. Gaudin : « Il y a insuffisance du dialogue »

La « plus importante » cause des « difficultés que rencontre le gouvernement » est l'« ombre portée de l'Elysée sur toutes les décisions que prend le gouvernement », a estimé, le dimanche 4 janvier, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui était l'invité du « Forum » de RMC.

« Qu'est-ce que le double jeu du président de la République ? » a poursuivi M. Gaudin. Voilà que, le soir de la Saint-Sylvestre, on voit le président de la République apparaître sur le petit écran, tenir des propos de rassemblement, faire une déclaration qui, d'ailleurs, pourrait être faite

sur ce point. En revanche, s'agissant des conditions de travail, d'hygiène, et les grilles de salaires, le porte-parole du gouvernement a affirmé que « ce sont des questions qui peuvent se négocier dans les entreprises. Et cela a été fait, il y a des concessions qui ont été faites ».

Le ministre s'est également interrogé sur le point de savoir si la

« montée au créneau de la CGT » ne cachait pas une « manœuvre politique ». « Beaucoup de Français commencent à se poser la question », a expliqué M. Juppé avant de s'étonner de la « spontanéité » des mouvements de grève : « Il y a des professionnels de la spontanéité ». Les pouvoirs publics et les organisations syndicales devraient, selon M. Juppé, « s'interroger sur les conditions, par exemple, dans lesquelles on vote dans ces assemblées générales du terrain spontané ».

M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget et porte-parole du gouvernement, a estimé dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 », que la grève de la SNCF devait s'arrêter « car elle n'est plus légitime ».

« Ce qui est en cause », a ajouté le ministre, c'est la redéfinition de la France. (...) Il est vital qu'il n'y ait pas de dérapage de l'inflation », a insisté M. Juppé en rappelant que « la position du gouvernement sera totalement résolue » sur ce point. En revanche, s'agissant des conditions de travail, d'hygiène, et les grilles de salaires, le porte-parole du gouvernement a affirmé que « ce sont des questions qui peuvent se négocier dans les entreprises. Et cela a été fait, il y a des concessions qui ont été faites ».

M. Mauroy : « L'archaïsme, c'est l'absence de dialogue »

M. Pierre Mauroy, qui recevait la presse à l'occasion des vœux, le samedi 3 janvier à Lille, a notamment affirmé : « En neuf mois, ce gouvernement a conduit la France d'une période de cinq ans de paix sociale à une situation d'explosion sociale. Les raisons en sont simples : il ne peut y avoir de réelle politique économique sans une politique sociale. L'archaïsme, aujourd'hui, c'est l'absence de dialogue ; c'est surtout d'avoir pendant dix mois accordé les privilèges d'une minorité de Français. Il est plus urgent que jamais de renouer le dialogue social. Il faut abandonner l'idée d'organiser la France comme le sont les trains, avec une première classe et une deuxième classe. » (Corresp.)

### Le grand médiateur

DEPUIS son retrait forcé de l'Elysée, M. Giscard d'Estaing a toujours ressenti le besoin et le devoir d'être utile. Comment ? Pendant des mois, tarabulé par l'obsession de sa liquidation politique, il a semblé chercher ses mesures, hésitant sur l'arc et la manière d'échapper tout à la fois, comme il le dit lui-même, « au statut morose d'ancien président de la République », sans pour autant tomber « dans les grenouillages » de la politique de tous les jours. Sans doute était-il essentiel que le temps fasse son œuvre. Cinq années sont passées. Comme il le soulignait, certaines menaces ont été jetées à la rivière, son septennat est désormais soumis qu'à son seul jugement de l'histoire et de son personnel de revanche à fini par s'épuiser. Un lent mutation dans son esprit, mais aussi dans l'opinion s'est imperceptiblement opérée. Petit à petit, M. Giscard d'Estaing occupe sur la scène politique une sorte de magistrature morale, édifiée sur son expérience et sa sagesse. Petit à petit cette classe politique reconnaît que cet ancien président de la République n'embarasse plus, mais qu'il peut encore intéresser.

Se participation au « Grand-Jury RTL-le Monde » vient de montrer que M. Giscard d'Estaing d'aurait finalement été deux missions. Vis-à-vis du gouvernement et de la majorité : celle de grand vigile libéral. Ayant suffisamment de poids politique pour se permettre, sans insulter le procès du libéralisme ni remettre en cause l'expérience de la cohabitation, de

ramener le gouvernement à plus de « conscience sociale », de contester les vues optimistes de M. Balladur en matière économique, particulièrement pour ce qui est du « quasi-désastre » de notre commerce extérieur, et d'insister l'UDF à ne pas plus vigoureusement face au RPR.

Mais M. Giscard d'Estaing entend aller plus loin. Après depuis longtemps de la désapprobation, partisan optimiste de la cohabitation, pélerin de la réconciliation, l'ancien président tente de tenir le rôle de grand médiateur de la classe politique, estimant que grâce à ses fonctions anciennes et à son désintéressement nouveau, pouvait être l'un des rares à servir de passerelle entre la majorité et l'opposition, voire entre l'Elysée et Matignon. L'Europe est devenue pour lui un terrain de consensus, qu'il faut maintenant labourer en tout sens. Il ressort sa vieille idée développée dans son livre Deux Français sur trois du recroisement du mandat présidentiel à six ans et par voie de référendum.

L'idée peut-elle embarrasser MM. Barre et Chirac ? Il semble n'en avoir cure, jugeant que la modernisation de nos institutions ne peut attendre. Mieux, il promet que cette réforme se fera cette année, une manière de laisser croire qu'il ne s'avance pas sans la bénédiction écrite de M. Mitterrand. Ses amis acceptent-ils ce genre de hardiesse ? Si oui, cela signifierait que M. Giscard d'Estaing est parvenu à se replacer durablement sur la scène.

DANIEL CARTON.

**SPECIAL  
DECouvertes**

# JACQUES CHIRAC

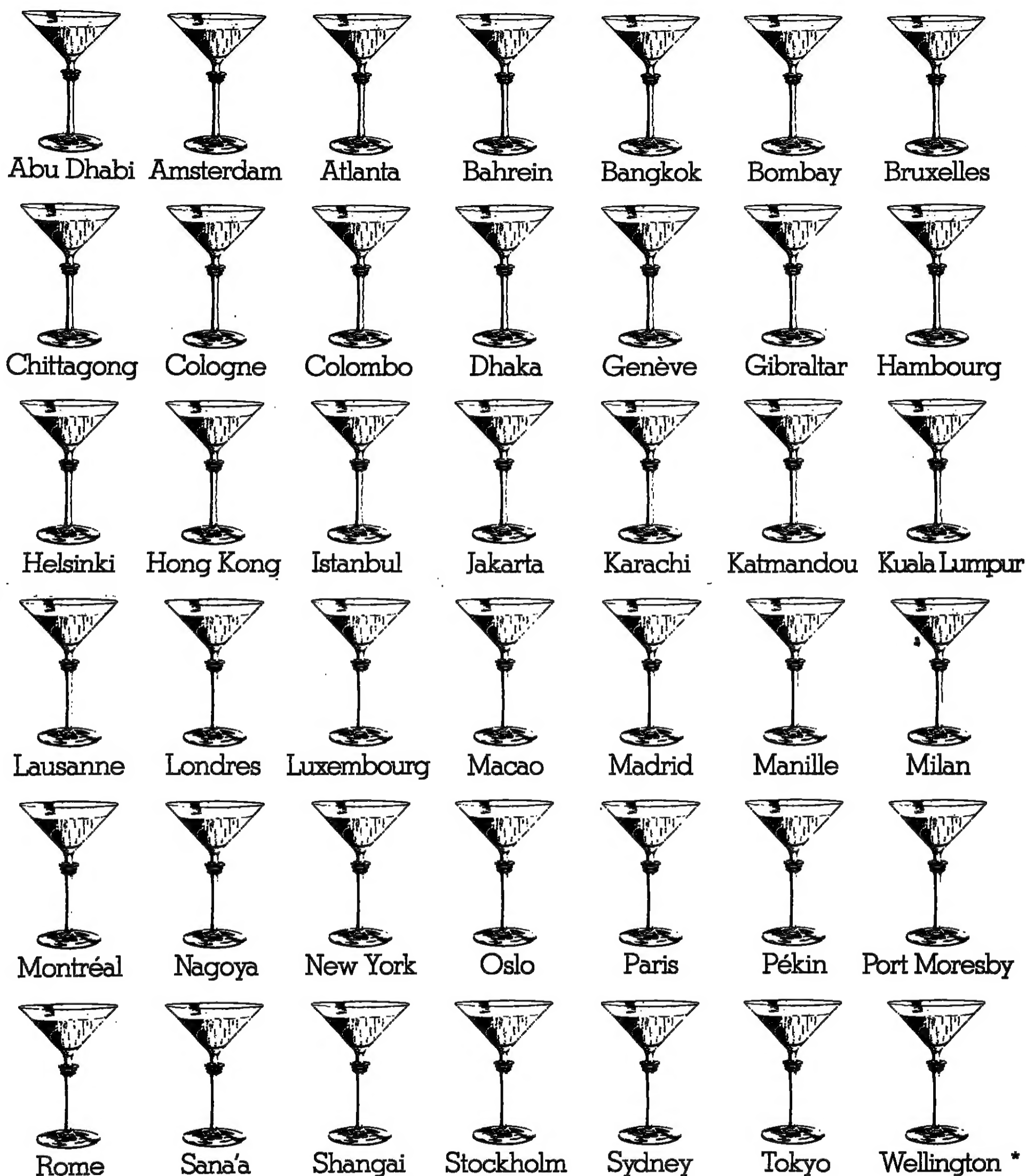
UNE INTERVIEW EXCLUSIVE  
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH

MARDI 6 JANVIER DE 18H A 20H

Sur  
**EUROPE 1**



# Qui a dit que le monde des affaires était triste?



1987. Toute une année d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

\* Et dans 66 autres villes à travers le monde.

rac

RAC

DOPE 1



(Publicité)

## COMMUNIQUÉ D'UN GROUPE DE CADRES DE LA SNCF

# Avant tout, acceptez nos excuses

Familles partant en vacances, chefs d'entreprises, étudiants regagnant vos foyers pour les fêtes, banlieusards... vous tous, clients de la SNCF, avez connu une gêne considérable du fait de la grève qui paralyse le trafic depuis la mi-décembre.

Au nom d'une grande partie de nos collègues cheminots, nous souhaitons vous présenter directement nos excuses.

Sachez que nous sommes consternés du préjudice qui vous a été imposé et que nous en souffrons autant que vous-mêmes.

Il risque, en effet, d'anéantir des années d'efforts pour redresser commercialement et financièrement la SNCF.

Sachez aussi que la SNCF — votre SNCF — n'a rien à voir avec la présentation anachronique et corporatiste qu'en donnent, sur toutes les ondes, une minorité d'agents.

La grande majorité des cheminots — plus de deux cheminots sur trois — ne se sont pas joints au mouvement.

Elle essaie de faire encore circuler le plus de trains possible, malgré les entraves et les menaces.

Elle est consciente de l'enjeu qui est celui de l'avenir même de l'Entreprise.

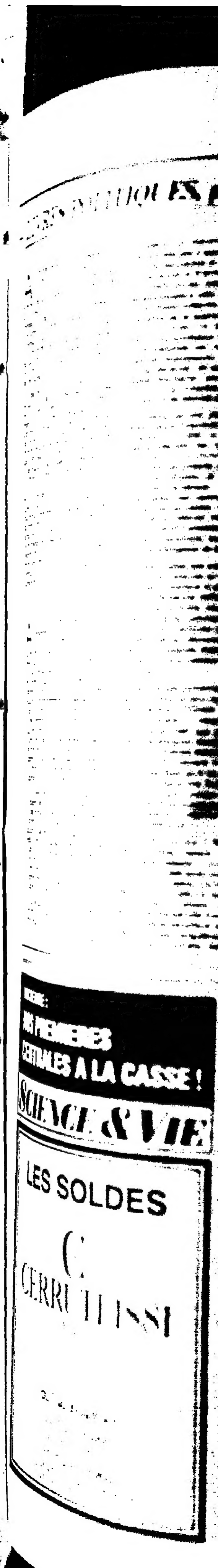
Une Entreprise qui doit évoluer et se transformer pour équilibrer sa gestion — ce devait être le cas dès 1989 — et financer son développement.

Une Entreprise pour laquelle l'avenir compte plus que l'ancienneté.

### Un groupe de cadres

SNCF, Division commerciale voyageurs  
Région Paris/Saint-Lazare  
20, rue de Rome, 75008 Paris.

مكتبة الامن الاصل





# Politique

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

**A**U terme de son récent passage à l'émission « L'heure de vérité », Michel Rocard regrette de n'avoir pas eu le temps et l'occasion de s'exprimer sur deux sujets qui lui tenaient à cœur, et qu'il avait vraisemblablement potassés : l'Europe et la défense. L'actualité, ce jour-là, avait d'autres urgences ou d'autres curiosités, au point de laisser en suspens ces questions de fond qui, il est vrai, se posent en permanence.

Aussi bien, lorsque l'occasion s'offre de les traiter, les responsables politiques ne s'y prêtent pas forcément s'ils estiment qu'ils n'ont rien à y gagner. Il n'y a pas toujours adéquation entre l'attente de l'opinion, à un moment donné, et les intérêts personnels de ceux qui quittent ses suffrages. Le contenu du débat politique courant s'en ressent et se languirait dans une grande monotonie si ne se développaient, en marge de lui, une réflexion déliée des contraintes médiatiques et électorales. On va en examiner quelques exemples qui n'émanent pas, comme c'est souvent le cas, de spécialistes désireux de divulguer leur savoir et leurs thèses dans leur domaine de prédilection, mais d'auteurs qui prétendent faire émerger, fût-ce contre l'air du temps, des conceptions politiques plus générales.

**A**INSI Gisèle Charzat, député au Parlement européen, membre du CERES, surprendra nombre de ses amis, et bien d'autres, lorsqu'elle prendra connaissance du processus qu'elle analyse dans un petit mais inquiétant ouvrage sur la « militarisation intégrale ». Dans le débat sur la défense, volontiers précautionneux — sous prétexte de consensus — trop vague quand il ne s'enferme pas dans la technique, souvent confus, cet essai a l'éclat et la dureté de l'épée. Il tranche, comme peut le faire une démonstration froide dans un domaine où les sentiments, les préjugés, la morale et la conformité ont tendance à déborder les données de fait.

L'auteur rompt avec la démarche traditionnelle des politiques — et de la plupart des écrivains militaires — qui consiste à prendre la France comme point de départ de leur réflexion pour dire ce qu'il est possible, ou souhaitable, de faire, à son échelle ou à celle de l'Europe, dans le cadre d'une alliance plus ou moins resserrée avec les États-Unis et en tenant compte de contingences diplomatiques et budgétaires connues.

Gisèle Charzat n'aborde la question nationale qu'au terme d'une enquête minutieuse sur l'évolution du concept de défense depuis l'avènement du

nucléaire. La documentation technique sur laquelle elle s'appuie ne lui sert pas à évaluer les mérites et insuffisances de tel ou tel système d'armes, mais à montrer comment on est passé de la stratégie opérationnelle à celle des moyens, puis à la stratégie intégrale, qui sort du seul domaine de la guerre pour en englober bien d'autres. La démonstration se réfère aux prodigieux efforts technologiques déployés par les États-Unis, qui sont les homologues, pour les rattraper ou les devancer, de ceux de l'URSS : les plans Manhattan pour le nucléaire et Apollo pour l'espace, et, maintenant, l'initiative de défense stratégique.

« Mieux qu'une planification qui ne peut prévoir l'imprévisible — écrit Gisèle Charzat, — l'IDS, « concept stratégique », identifie les technologies pour accélérer, en fonction d'efforts regroupés et intégrés par rapport à des objectifs militaires, le potentiel de progrès de l'Amérique. (...) Avec l'IDS, l'unification des canaux d'impulsion et de décision se réalise. À présent, le secteur de la défense rassemble dans la confrontation l'ensemble des forces du dedans, l'ensemble des forces de progrès technologique de la société civile. »

Ainsi, quelles que soient les interrogations et les réserves qu'elle inspire, l'IDS « fait de l'Amérique le plus grand laboratoire de recherche militaire du monde ». Elle instaure « une nouvelle donne qui s'impose à la communauté internationale », et en particulier aux pays les plus développés, qui découvrent que « la militarisation intégrale établit en faveur des États-Unis une relation de suprématie mondiale ».

Faute d'une authentique volonté politique et compte tenu de la faiblesse de ses moyens, l'Europe n'est pas, en l'état, capable — selon l'auteur — de répondre au défi que représente l'IDS dans les secteurs décisifs : la coopération des industries électroniques et informatiques, l'armement, l'entente franco-allemande. Bien qu'il ne s'oppose pas à l'IDS, le programme Euréka, qui vise à mettre en place l'Europe de la technologie civile, et les autres programmes multinationaux de recherche ne constituent que des prémices.

Il en faudrait plus — insister la coopération dans l'espace et réaliser une défense antissile — pour se maintenir au niveau du défi américain. Cet effort, la France doit, selon l'auteur, l'assumer seule, comme elle l'a fait, en d'autres temps, avec l'atome, en attendant d'être relayée par une Europe autonome. Le coût de sa sécurité et de son indépendance en sera singulièrement aggravé, mais, outre qu'elle bénéficiera des

retombées économiques de son effort, elle évitera le déclin qu'implique tout renoncement devant le nouveau niveau de la compétition.

Gisèle Charzat se réclame de François Mitterrand, pour son volontarisme européen et son refus de subordination à l'IDS, et du général de Gaulle, qui fut,

dos à dos les pacifistes, voués, selon lui, à accepter la « paix totalitaire », et les militaristes, qui, eux aussi, se trompent, fût-ce moins gravement, en méconnaissant le caractère insidieux du totalitarisme. Il s'efforce, plutôt, de définir une attitude intellectuelle et morale susceptible de déboucher sur une politique.

Résister au totalitarisme, explique-t-il, « c'est un combat de conscience ». Il passe par l'affirmation d'un certain nombre de valeurs et de refus, dont le premier consiste à récuser l'appropriation de l'histoire par l'adversaire.

S'il ne propose pas un modèle de résistance au totalitarisme — car il y en a plusieurs, — l'auteur énumère les erreurs ou les illusions les plus fréquentes : réduire le totalitarisme à une seule de ses dimensions (menace militaire, pression diplomatique, négation des droits de l'homme) ; miser sur l'« échec du marxisme » lequel, de toute façon, se perpétue comme système bien au-delà d'un accident de l'histoire ; tout attendre d'un retour au religieux, phénomène réel mais ambivalent ; guetter l'éclatement de l'empire.

## Singulières audaces

L'esprit de résistance impose de dépasser le couple fascination-mépris à l'égard du régime soviétique pour affirmer et approfondir ces valeurs européennes que sont la démocratie, la liberté, la nation et l'individu. L'auteur croit aux chances de l'Europe, une Europe indépendante qui resterait, suivant la vision gaulliste, celle des nations, car il préfère la logique de la diversité à celle de l'intégration. C'est la même démarche qui lui fait chanter les mérites de la démocratie à partir de ses imperfections. Elle est, écrit Xavier Strauss, l'ordre de la vérité. « Elle l'est de par son incapacité proclamée à s'approprier la totalité des choses et des êtres et la totalité du temps. Elle l'est par son agnosticisme intrinsèque. Elle l'est par la séparation maintenue du droit et du fait. »

**L**A défense se conçoit et s'organise par rapport à la guerre. Elle peut rendre « impossible » l'ouverture d'un conflit sans, pour autant, contenir toute la menace, dans sa globalité, s'il est vrai que la guerre n'est pas nécessaire pour atteindre à terme l'objectif visé. Le vrai danger pour l'Europe ne serait pas, dès lors, l'Armée rouge, mais une domination en douceur qui ferait l'économie de l'affrontement armé.

Tel est le point de départ de l'essai de Xavier Strauss, conseiller d'État, sur l'« esprit de résistance » qu'il convient, selon l'auteur, de forger face aux visées soviétiques, lesquelles correspondent à des besoins objectifs : l'utilisation des richesses financières et technologiques de l'Europe.

Xavier Strauss ne jette pas les bases d'une stratégie moyenne en renvoyant

Dans son *Louis XX, contre-enquête sur la monarchie*, Thierry Ardisson ne reprend pas dans les mêmes termes le flambeau de Maurras, après son enquête sur la monarchie et la fondation de l'Action française. Dans les mêmes termes, c'est peu dire : le monarchisme de Thierry Ardisson est du genre « braché ». Ainsi rejette-t-il l'objection classique opposée au principe héréditaire : « Et si c'est un con ? Cette notion de poste suprême, répond-il, est récente. Pas besoin de tête d'œuf pour y poser une couronne. Que celle du premier ministre soit bien pleine, c'est plus sûr. Que celle du souverain soit bien faite, cela suffit. Roi, c'est un métier qui s'apprend. »

Le modèle proposé est celui des monarchies existant en Europe, en plus grand nombre que les républiques, note l'auteur. Les authentiques familles royales lui paraissent plus acceptables que leurs ersatz, style Monaco, « qui confondent dynastie et « Dynasty » (le feuilletton télévisuel).

Thierry Ardisson illustre son plaidoyer par de longs flash-back sur les malheurs des derniers rois de France. De Louis XVI à Charles X, décrit comme « une star avant de devenir un loser », il participe à la lecture, fort en l'honneur en ce moment, de la Révolution, dont on va célébrer le bicentenaire. Il entend rompre, notamment, « l'étrange absence dans la mémoire collective des Français d'un petit Henri V, comte de Chambord, petit-fils de Charles X, qui rata de peu la restauration en 1873 », car, nous assure l'auteur, « en pur monarchiste, il a refusé le césarisme ».

Pour Thierry Ardisson, le septennat républicain, c'est « la monarchie à temps partiel, le roi à trône déjectable ». Pourquoi ne pas rétablir l'institution dans sa vérité et, tant qu'à restaurer le roi, « autant dire le vrai, l'authentique, l'ainé ». En revenant, dit l'auteur, à la filiation de Louis XIV, via son deuxième petit-fils, Philippe V d'Espagne, Alphonse XIII et leur descendance, qui s'incarne dans le prince Louis, né en 1974, « un gosse en jean et en basket qui fait du skate sur une avenue chic de la banlieue madrilène » : le futur Louis XX ? La question est posée et elle appelle une autre : troublerait-elle des stratégies présidentielles qui, pour l'heure, restent très républicaines ?

★ *La Militarisation intégrale*, de Gisèle Charzat, L'Harmattan, 156 p., 120 F.

★ *L'Esprit de résistance*, de Xavier Strauss, Fayard, 236 p., 79 F.

★ *Louis XX, contre-enquête sur la monarchie*, de Thierry Ardisson, Olivier Orban, 257 p., 89 F.

NUCLÉAIRE :  
NOS PREMIERES  
CENTRALES A LA CASSE !

SCIENCE & VIE

LES SOLDES

DE



CERRUTI 1881

PARIS

du 3 au 10 Janvier

BOUTIQUE HOMME

27, RUE ROYALE

BOUTIQUES FEMME

15, PLACE DE LA MADELEINE

42, RUE DE GRENELLE

PRINTEMPS

Sur les  
grandes  
marques,  
et dans  
tous  
les rayons.

de  
-30%

à  
-50%

les  
saldes  
du printemps

Jusqu'au 10 janvier



# Société

## ÉDUCATION

Campagne d'affichage et implantation dans les lycées

### L'UNEF-ID voit grand

La trêve des confiseurs tout juste terminée, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) n'aura pas attendu longtemps pour tirer les enseignements du mouvement étudiant qui a contrainct le gouvernement à retirer, le 4 décembre dernier, le projet de loi de M. Devaquet. Et c'est un ton résolument offensif qu'il a adopté, le 4 janvier, le collectif national du principal syndicat étudiant.

« Ne comptez pas sur nous pour laisser tomber » : Tel est d'ailleurs le thème de l'appel aux étudiants qui sera diffusé cette semaine dans les universités. Tel sera le slogan de la campagne d'affichage public — réalisée par des professionnels — que l'UNEF-ID a l'intention de lancer d'ici à la fin du mois de janvier à Paris et peut-être dans quelques grandes métropoles régionales. Tel est enfin le message qu'entend désormais faire passer l'UNEF-ID, non seulement dans la communauté universitaire, mais auprès des pouvoirs publics et des forces politiques et syndicales.

Cet optimisme est cependant loin d'être béat. Sans doute le mouvement étudiant de novembre-décembre a-t-il obligé le gouvernement à reculer, et l'UNEF-ID peut se targuer d'y avoir joué un rôle central, sinon exclusif. Sans doute le mouvement et la victoire des étudiants ont-ils, comme le souligne la résolution adoptée par le collectif national du 4 janvier, « modifié les relations entre le milieu étu-

diant et l'ensemble de la société », transformé les rapports « entre l'organisation syndicale et le milieu étudiant », définitivement brossé « l'image d'un syndicalisme étudiant à vocation universalitaire », bref « considérablement renforcé l'UNEF-ID, qui a repris sa place aux côtés des organisations syndicales et associatives de ce pays ».

Maia, comme l'a clairement indiqué M. Philippe Darrulat, il s'agit davantage, pour l'instant, d'une « modification d'image » qu'il faut désormais concrétiser et d'un élan qu'il est nécessaire de prolonger en multipliant les initiatives à tous les niveaux.

Dans le milieu universitaire, tout d'abord, en ouvrant largement le syndicat à tous les animateurs du mouvement étudiant de l'automne dernier. La cooptation de David Assouline, principal porte-parole de la coordination nationale étudiante, comme membre du bureau national de l'UNEF-ID est à cet égard symbolique. Mais surtout en se plaçant au centre de l'inevitable débat sur l'avenir de l'Université. Sans attendre les états généraux que la dernière coordination étudiante de décembre avait prévus pour le mois de mars, l'UNEF-ID va déployer, dès le 19 janvier à Dijon, une série de meetings qui se poursuivront dans toutes les villes universitaires pour présenter ses revendications et ses pro-

positions « pour une Université de deux millions d'étudiants ». (Le Monde daté 21-22 décembre).

D'autre part, l'UNEF-ID veut battre la fer tant qu'il est chaud. L'hypothèse d'une nouvelle loi universitaire étant levée, la loi Savary retrouve tous ses droits, et le syndicat étudiant entend mener la bataille pour que des élections aient lieu dans toutes les universités qui n'ont pas encore adopté — ce qui est resté — les statuts Savary. La première test, à cet égard, pourrait bien être l'université Paris-IV-Sorbonne.

### Qu'en sera-t-il ?

Ce plan d'action sur le terrain indique que c'est « à la base » que l'UNEF-ID entend se développer et se renforcer. Si l'ouverture à de nouveaux courants du syndicalisme étudiant n'est pas exclue (notamment à telle tendance de l'autre UNEF, Solidarité Étudiante), Philippe Darrulat estime inutile « les appels incantatoires à la réunification par le sommet » des trois syndicats étudiants (l'UNEF-ID, proche des socialistes, l'UNEF-SE, à dominante communiste, et PSA — Pour un syndicalisme autogestionnaire — proche de la CFTD).

Enfin, l'UNEF-ID souhaite élargir son champ d'action en direction des lycées : « Dans un premier temps, notre objectif ne peut être la constitution d'un syndicat de masse des lycéens ». La première étape sera donc la constitution d'un réseau de « correspondants » dans les lycées. Mais dès le prochain congrès de l'UNEF — qui pourrait se tenir à Lille, début mai 1987, date du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du syndicat — l'UNEF-ID envisage de modifier ses statuts afin d'intégrer ce nouveau terrain d'action.

Il ne s'agit pas, précise Philippe Darrulat, de se transformer en « syndicat de masse de la jeunesse », mais en « syndicat de la jeunesse scolaire ». Ce qui n'est tout de même pas rien !

GÉRARD COURTOIS.

## SCIENCES

### Température record en supraconductivité

Après des années d'efforts infructueux, deux succès viennent de couronner les recherches entreprises pour élever la température où apparaît la supraconductivité. Cette dernière — absence totale de résistance électrique dans un métal où circule un courant, donc absence de dissipation d'énergie — est une caractéristique de nombreux métaux et alliages quand leur température est très proche du zéro absolu (— 273,15° Celsius). Mais elle disparaît en général dès que la température s'élève de quelques kelvins (degrés mesurés à partir du zéro absolu). Le record de température à longévité stable aux alentours de 23 kelvins, pour un alliage de niobium et de germanium. Il vient de sauter à 40 kelvins.

C'est une équipe américaine de l'université de Houston qui a annoncé cette percée, obtenue en utilisant un composé contenant du lanthane, du barium, du cuivre et de l'oxygène. Soumis à une très forte pression, de l'ordre de cent mille fois la pression atmosphérique, cet alliage devient supraconducteur à 40,2 kelvins (— 233° Celsius).

Au plan pratique, un autre progrès annoncé simultanément par une équipe du Bell Laboratory, dépendant de la firme ATT, pourrait être plus important. Elle a observé la supraconductivité à 36 kelvins dans un matériau analogue, mais sans exercer de pression.

A ces températures, le refroidissement peut être assuré en baignant le matériau supraconducteur dans l'hydrogène liquide, moins coûteux et plus aisé à produire que l'hélium liquide actuellement utilisé. Mais surtout il paraît envisageable d'élever encore la température de supraconductivité et d'atteindre 77 kelvins, température de l'air liquide. L'utilisation de la supraconductivité à grande échelle serait alors aisée. Actuellement, le coût du refroidissement dépasse nettement les économies d'énergie qu'elle permet et la supraconductivité n'est en pratique utilisée que dans des cas très spécifiques, comme la production de très forts champs magnétiques.

M. A.

## ENVIRONNEMENT

L'échouement du « Kini-Kersten » dans le Cotentin

### Le miracle du Rozel

LE ROZEL. de notre envoyé spécial

A marée basse, le Kini-Kersten repose presque droit sur la plage, la proue maintenant dirigée vers cette pointe rocheuse où il aurait pu se fracasser.

Sur cette pointe de Rozel, justement, a été érigée une Vierge de ciment qui regarde la mer, une bonshommes sur le cœur. « C'est elle qui a protégé le bateau », répètent les marins et les paysans de la côte. Un miracle, en effet. 5 kilomètres au nord, c'était le contrôle nucléaire de Flamanville. 500 mètres au sud, c'étaient les rochers. Mais la coque de 100 mètres de long, chargée de conteneurs pesant chacun entre 30 et 40 tonnes, s'est retrouvée doucement sur le sable à 0 h, en saison, s'étaient parqués et transportés ! Pour la demo et atterrirait dans le camping de ranch où hivernent quelques caravanes battues par le vent. Il y a vraiment un Dieu pour les victimes de révolutions... qui s'endorment à la terre !

Les deux premiers jours, le porte-conteneurs allemand a tenté de s'en tirer tout seul à marée haute. Peine perdue. Trop lourd. Il n'a réussi qu'à se mettre en long, parallèlement à la plage, le nez vers les rochers. Après Abeille International qui a renoncé, c'est finalement Smit International, la société de sauvetage de Rotterdam mondialement connue, qui a relevé le défi. Son remorqueur est arrivé dimanche à l'ancre, sur recommandation de ses inspecteurs venus deux jours plus tôt repérer les lieux.

### Cratage impossible

Pendant ce temps, sous l'autorité du préfet de la Manche, les opérations de déchargement ont commencé. Une grue de 165 tonnes a été acheminée sur place, et une « voie romaine » empierrée a été aménagée pour accéder jusqu'à la plage de la coque. Durant toute la nuit de samedi à dimanche, on a débarrassé le pont de cargo. Seize camions

remorques ont fait la navette avec Cherbourg. A l'aube du dimanche, plus de trente conteneurs avaient regagné la terre ferme, soulageant le navire de quelques 500 tonnes. Mais le vent se levait alors, rendant tout grutage impossible. Les hommes de la Smit n'avaient plus qu'à tenter le remorquage à mi-charge.

Après la sortie des camions dans les dunes à la lumière des phares, ce fut donc un ballet d'engins sur la plage à marée basse pour tirer les câbles du remorquage, au milieu des badauds qui bravaient le temps glacé de janvier. On est arrivé de Cherbourg, de Valognes, de Carantec — où l'incendie de l'Abbaye de Flamanville, un autre spectacle, offrait pourtant un autre spectacle, — pour contempler « l'épave ». Des chiens, des poulets, des vaches, des infirmes avec leur chaise, une foule paysanne qui a remis ses bottes après la messe pour venir à pied voir cette carcasse sous perfusion, et des hommes en ciré jaune ou en bleu de travail huileux, s'efforçant de pomper le carburant en réserve.

Le petit remorqueur de la Smit s'est approché au maximum pour apporter à terre les films. Des engins tirent les câbles, qui finissent par sortir de l'eau, bien fêlés à première vue si l'on songe à la masse à remorquer. « On finira par l'avoir », dit tranquillement Dave Balx, le chef de l'équipage Smit. Sans attendre les grandes marées du 31 janvier, le navire, sous contrôle de la marine française, sera remorqué jusqu'à Cherbourg pour une visite de conformité.

Le maire du Rozel, M<sup>me</sup> Constance Vrac, a l'air de voir partir ce bateau « qui pollue la plage tant qu'il reste là ». Cette commune de 250 éleveurs et maraîchers, qui avait toujours refusé de vendre des terrains à la centrale de Flamanville, est considérée comme « la commune la plus écologiste de France » — entre 27 % et 40 % de voix « vertes » depuis 1978. Et la voilà maintenant qui découvre son sable pollué par le fuel et ses dunes éventrées par les bulldozers !

ROGER CANE.

### Œil fixé sur le « rail »

Comment se fait-il qu'à 15 kilomètres de la station du CROSS (1) de Jobourg, chargée de surveiller la navigation dans cette partie de la Manche, un navire de 100 mètres de long puisse se jeter sur la côte sans déclencher la moindre alerte ? « Nous avons une mission qui prime toutes les autres », explique l'officier de permanence, c'est de surveiller le « rail », ce que nous appelons la zone de séparation du trafic. Chaque jour, quelque deux cents navires vont et viennent dans ce couloir long de 38 kilomètres. Les hommes du CROSS ne savent individuellement que les navires à cargo sont dangereux — pétroliers, méthaniers, transporteurs chimiques. Les autres ne sont repérés à l'ordre que s'ils mettent en danger la circulation dans ce couloir.

La Kini-Kersten devait emprunter le « rail » mais il ne l'a pas fait. Son errance entre les îles d'Aurigny et de Guernesey n'a suscité aucune crainte particulière. « On ne peut pas juger un bateau au radar. Il faut lui parler, mais on ne peut pas obliger un navire à nous répondre lorsqu'il ne présente pas une menace, dit-on au CROSS. En plus, nous avons des pertes d'écho dans certaines sections, comme celle de Flamanville ».

Les marins de faction dans la nuit de la Saint-Sylvestre affirment en tout cas avoir, eux, conservé tous leurs esprits devant leurs micro et leurs écrans radar.

R. C.

(1) Centre régional opérationnel de secours et de sauvetage.

## JUSTICE

### Le juge Pascal prend sa retraite

M. Pascal prend sa retraite. M. Pascal, magistrat aux fonctions de conseiller à la cour d'appel de Douai, quitte la magistrature, dont il fut, des années durant, une figure symbolique et contestée. Juge d'instruction à Béthune (Nord) pendant vingt ans, M. Pascal avait été chargé de deux affaires qui en firent, un temps, une vedette de l'actualité : le meurtre de Brigitte Dewèvre en 1972, à Brissy-en-Artois, et la catastrophe minière de Liévin, (quarante-deux morts en 1974). Mieux les séquelles sur la place publique, partisan de la « transparence » de la justice, M. Pascal fut finalement destitué de ces deux dossiers.

Dans l'affaire de Brissy-en-Artois, il inculpe un notaire, M<sup>re</sup> Pierre Leroy, qui obtint un non-lieu puis la condamnation du « petit juge » pour violation du secret de l'instruction.

Il y a deux ans, M. Pascal avait abandonné ses fonctions de magistrat instructeur pour venir conseiller à la chambre sociale de la cour de Douai. Promotion modeste et tardive qu'il avait demandée de guerre lasse, sur une ultime bravade : « Ce n'est pas parce qu'on me donne une carotte qu'on changera mes façons de faire ».

M. Pascal était bavard, trop bavard. Il se trompait parfois. Mais à la différence de M. Jean-Michel Lambert, le magistrat chargé de l'affaire Villenot, il avait su poser — mal — de vraies questions sur le rôle de la justice et le secret de l'instruction.

R. L. G.

## SÉCURITÉ

A Toulouse

### Deux ressortissants jordaniens sous le coup d'une mesure d'expulsion

MM. Mohammed Al Oglah et Ibrahim El Roussan, deux Jordaniens vivant depuis une dizaine d'années à Toulouse, et dont les noms ont été éliminés lors de la découverte d'une cache d'armes dans la banlieue parisienne, à Aubry-sous-Bois, sont sous le coup d'une mesure d'expulsion « selon la procédure d'urgence », pour appartenance « à une organisation intégriste projetant des actions violentes ».

TOULOUSE

de notre correspondant

Tout commence le 18 décembre dernier. La police découvre dans le box d'un appartement d'Aubry-sous-Bois une importante cache d'armes et de munitions. L'occupant des lieux, un architecte marié à une syrienne, M. Hafez Mohammed Izar, est, selon la police, en voyage à l'étranger au moment de la perquisition (Le Monde du 23 décembre). Placé en garde à vue pendant une journée, la femme de M. Izar s'est rapidement vu notifier un arrêté d'expulsion, ainsi qu'un autre Syrien dont l'identité n'a pas été révélée.

Les deux Jordaniens de Toulouse, pour leur part, ne veulent pas retourner dans leur pays. L'un parce qu'il s'affirme déserteur de l'armée jordannaise, l'autre parce qu'il redoute les difficultés d'insertion de sa femme palestinienne. M. Moham-

med Al Oglah est en France depuis 1976. Il est aujourd'hui sans travail. Sa compagne apprend le français à l'université du Mirail et élève leurs deux enfants. Ils habitent dans la grande cité de ce quartier toulousain un deux pièces que leur louait M. Izar, propriétaire de l'appartement. M. Ibrahim El Roussan demeure dans le même bloc d'habitation. Arrivé en France en 1975, salarié, il avait alors valablement demandé l'asile politique. Lui aussi connaît bien l'homme d'Aubry-sous-Bois, comme il connaît les quatre frères de M. Izar qui vivent tous à Toulouse avec leur famille.

Outre les liens de solidarité créés par l'exil, ces hommes ont été membres de l'Association des étudiants islamiques. M. Izar en fut même le président quand M. Al Oglah y tenait un poste de responsabilité. Religieux, ces Jordaniens revendiquent leur foi, mais se défendent de tout militantisme intégriste.

Les deux hommes se demandent s'ils ne sont pas les victimes des services secrets syriens qui seraient montés toute l'affaire pour discréditer l'opposition au régime du président Hafez el Assad. M<sup>re</sup> Marie-Christine Estelin, leur avocat, pour faire échec à une mesure qu'elle trouve sans fondement juridique, a fait appel de la décision du ministère de l'Intérieur devant le tribunal administratif.

G. V.

## FAITS DIVERS

Aux Mureaux (Yvelines)

### Incendie criminel dans un immeuble habité par des travailleurs immigrés

Quarante-huit personnes ont dû être évacuées par les pompiers, pendant la nuit du samedi 3 au dimanche 4 janvier, d'un immeuble en flammes aux Mureaux (Yvelines), habité essentiellement par des travailleurs immigrés, âgés des Narciasses, dans le quartier des Bougmonts.

Selon les premières constatations, l'incendie aurait une origine criminelle : les pompiers ont, en effet, découvert la présence de plusieurs foyers dans les caves du bâtiment de cinq étages où était entreposé un important stock de peinture.

Sur les quarante-huit personnes évacuées, quarante ont été examinées sur place par les médecins du SAMU, et sept d'entre elles, ainsi qu'un pompier, ont été admises à l'hôpital de Mantes-la-Jolie à la suite d'intoxications par la fumée. Cinq familles, dont le logement a été totalement détruit, devront être relogées.

● Prise d'otage à l'hôpital central de Nancy. — Employé dans une usine de Laxou (Meurthe-et-Moselle), un quinquagénaire, Norbert Vaino, a

été retenu en otage pendant six heures son ancienne amie, Joëlle Guillot, vingt-neuf ans, dans la soirée du samedi 3 janvier, à l'hôpital central de Nancy.

Le forcené, muni de deux pistolets, avait fait irruption, une arme dans chaque main, dans la chambre où était hospitalisée la jeune femme depuis le 31 décembre après un accident de la circulation. Norbert Vaino n'a accepté de se rendre qu'au bout de deux heures de négociations avec la police et le médecin de sa famille.

● Vol de Meurthe : le directeur d'un magasin d'Ivry tué par un malfaiteur. — Le directeur d'un magasin d'Ivry (Val-de-Marne), M. Jacques Nard, cinquante-cinq ans, a été tué, dans le matin du samedi 3 janvier, d'un coup de fusil, lors d'un hold-up commis par deux malfaiteurs.

Les deux hommes, dont l'un était armé d'un fusil à canon scié, avaient fait irruption dans le magasin de M. Nard. Sous le menace de l'arme, ils ont réclamé la caisse à l'épouse de M. Nard. Le mari, qui se trouvait dans l'arrière-boutique, a rejoint le magasin et s'est alors retrouvé derrière les deux individus. L'homme armé s'est retourné et a tiré sur M. Nard, le tuant sur le coup. Les deux malfaiteurs ont pris la fuite à pied.

● Un militaire reconnu avoir mis le feu à l'hôtel de ville de Carantec. — Fabrice Ménage, dix-huit ans, militaire du contingent, a reconnu avoir provoqué l'incendie qui a partiellement détruit l'hôtel de ville de Carantec (Morbihan) pendant la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier. Le jeune homme placé, dimanche, en garde à vue, devait être déféré lundi au parquet.

La sinistre s'était déclarée vers 1 heure du matin au premier étage de la mairie, un ancien couvent de religieuses datant du dix-septième siècle et classé monument historique. Selon des témoins, le bâtiment d'environ quarante mètres de long s'est embrasé en quelques minutes jusqu'aux combles. Quelques quatre-vingt pompiers ont lutté pendant trois heures, mais le majore partie de l'hôtel de ville a été la proie des flammes.

Alore que l'incendie faisait rage, les pompiers ont découvert le jeune homme dans les combles, au bord de l'hypothermie. Transporté à l'hôpital maritime de Cherbourg, il n'a pu expliquer les raisons de son geste.

## REPÈRES

### Catastrophes

#### Cyclone sur les îles Cook

Les îles Cook (dans le Pacifique, à environ 1 200 kilomètres au sud-ouest de Tahiti) ont été balayées, le 2 janvier, par le cyclone tropical Sally. L'île principale, Rarotonga (67 kilomètres carrés, 10 000 habitants environ), a été l'une des plus touchées. On ne déplorait aucune victime, mais les dégâts matériels sont estimés, pour tout l'archipel, à 25 millions de dollars (182 millions de francs). La Nouvelle-Zélande — qui a la responsabilité des relations extérieures et de la défense de ce micro-Etat — la France et les États-Unis ont offert leur aide au gouvernement des îles Cook. — (AFP.)

### Religions

#### M. Shakespeare au Vatican

Le nouvel ambassadeur des États-Unis au Vatican, M. Frank Shakespeare, remettra le jeudi 8 janvier au pape ses lettres de créance. Né le 9 avril 1928, M. Shakespeare a mené l'essentiel de sa carrière à la chaîne de télévision CBS, dont il a été nommé président en 1967. Proche du président Richard Nixon, il a été directeur de l'Agence américaine d'information de 1969 à 1973. Le président Reagan en a fait un ambassadeur au Portugal, puis au Vatican. M. Shakespeare devient ainsi le deuxième ambassadeur des États-Unis auprès du Saint-Siège depuis le rétablissement des relations diplo-

matiques entre les deux États, le 10 janvier 1984. Il remplace M. William Wilson, ami personnel du président Reagan.

### SIDA

#### Deux morts par jour à San Francisco

740 personnes sont mortes des suites du SIDA à San Francisco en 1986, soit une hausse de 58 % par rapport à l'année précédente. Au cours du mois de décembre, uniquement, il y a eu 81 décès, ce qui constitue un nouveau record. « Cette hausse va se poursuivre dans un avenir proche. Nous n'avons pas atteint le sommet », a déclaré un responsable du département de lutte contre le SIDA. — (AP.)



# Premier.

Avec vous, en 1986, RENAULT a pris la tête des ventes dans toutes les catégories de voitures. Petites, moyennes, moyennes supérieures, haut de gamme, véhicules utilitaires. RENAULT est le premier groupe français avec 32,8% du marché.

**PREMIER** de la catégorie des petites voitures avec la Supercinq, 11,4% du marché.  
La Supercinq est la voiture la plus vendue en France.

**PREMIER** avec la RENAULT 9 et la RENAULT 11 qui dépassent toutes leurs concurrentes de même catégorie avec 6,4% du marché.  
De plus, les nouvelles RENAULT 9 et RENAULT 11 viennent tout juste d'être lancées.

**PREMIER** avec la RENAULT 21 dans la catégorie moyenne supérieure avec 7,2% du marché.

**PREMIER** avec la RENAULT 25 qui domine très largement le segment haut de gamme avec 3,6% du marché.

**PREMIER** avec la RENAULT EXPRESS et la RENAULT SUPERCINQ SOCIÉTÉ sur le marché des petites utilitaires. Et avec le RENAULT TRAFIC dans sa catégorie.

Depuis Janvier 86, les ventes RENAULT ont ainsi progressé deux fois plus vite que le marché. Oui, merci les voitures à vivre se portent bien.

Les chiffres mentionnés, arrêtés à fin novembre 1986, proviennent de la Chambre Syndicale des Constructeurs Automobile.



LIVRES  
A VENDRE

LE TOUR DU MONDE

C 0011  
PUBLIS



## MUSIQUE

« Heinrich Schütz », par Martin Gregor-Dellin

## Le génie, cent ans avant Bach

Les tricentenaires de Jean-Sébastien Bach, de Haendel, de Domenico Scarlatti ont quelque peu éclipsé en 1985 le quadricentenaire d'Heinrich Schütz, qui écrit pourtant un « chapitre monumental de l'histoire de l'esprit allemand ».

Il est à peine croyable que Heinrich Schütz, ce compositeur qui domine son siècle, ait disparu si longtemps de la mémoire humaine. Mais lorsque il mourut, âgé de quatre-vingt-sept ans, les Italiens triomphaient à Dresde, cette ville où il a été le maître de chapelle le plus célèbre de toute l'Allemagne. Sa musique n'indiquait plus personne ; il ne lui restait qu'une petite fille, qui vendra tous ses biens un an après, et ses quatre arrière-petits-enfants ne l'auront jamais connu. Ses manuscrits sont dispersés, d'autres disparaissent dans des incendies, et l'on estime que la moitié de son œuvre au moins est perdue, notamment sa *Daphné*, qui fut le premier opéra germanique, et toute sa musique profane, à l'exception des *Madrigaux italiens* imprimés à Venise en 1611.

L'ignorance de sa personnalité était telle au dix-septième siècle qu'on ne trouve pas trace de son nom dans les écrits d'un de ses successeurs illustres à la cour de Saxe, Richard Wagner, qui ne le cite même pas dans un toast porté pour le tricentenaire de la chapelle royale en 1848.

Les anniversaires ont tout de même du bon. En 1885 commença la publication de la première édition complète de ses œuvres, suivie de nombreux travaux musicologiques, en particulier sa première biographie due à un Français, André Fétis. Et 1985 nous a valu une biographie magistrale, qui n'a pas dix ans à franchir le Rhin, dans une traduction excellente, alerte et poétique, d'Odile Demange. Son auteur, Martin Gregor-Dellin, avait obtenu en 1982 le Grand Prix du Syndicat de la critique musicale en France pour son *Wagner* (éd. Fayard). Mais l'entreprise était cette fois plus ardue, car si les documents sur Wagner abondent, pour Schütz ils ne permettent guère de jauger son existence avec une relative précision et nous disent peu sur sa vie intérieure. Après le travail fondamental de Hans-Joachim Moser, qui date de 1934, l'ambition de Martin Gregor-Dellin était de retrouver l'homme à travers son époque, sa musique et les maigres écrits qui nous restent.

En romancier qu'il fut tout d'abord, Dellin cherche à ressusciter le personnage par un minutieux travail historique sur les lieux, les événements, les hommes célèbres que Schütz a rencontrés, les livres qu'il a dû lire, les conditions dans lesquelles

on voyageait à son époque, etc., n'hésitant pas à imaginer la vie quotidienne de son héros et ce qu'il pouvait penser, sans cacher la part d'arbitraire inévitable de cette reconstruction. Mais, écrit-il, « si l'on ne cherche pas à retrouver le passé dans des détails aussi fragmentaires, on se rend compte que Schütz, un pays imaginaire, peuplé de toiles d'araignée et de spectres, auprès desquels on ne peut chercher l'origine d'une histoire ou d'une culture, il faut simplement remettre soigneusement les débris du miroir où on les a pris ».

Le résultat, c'est un ouvrage d'une vie extrême, captivant comme un roman et un livre d'histoire, où le côté hypothétique est toujours sa-

poxytologique. Cela nous vaut des pages saisissantes sur cette guerre que l'on connaît mal en France, dans ce pays où l'on brûlait encore les sorcières par centaines et où catholiques et protestants, les impériaux de Wallenstein et les Suédois de Gustave II Adolphe, ravageaient tour à tour villes et campagnes.

La vie de Schütz s'était ouverte cependant sous les plus brillants auspices. Distingué à l'âge de treize ans, pour sa voix « délicieuse », dans l'ambroisie de son père, par le landgrave de Hesse qui se chargea de son éducation, il progressa rapidement dans l'art musical et fut envoyé par son protecteur à Venise pour travailler avec Giovanni Gabrieli : dès 1611, il publiait, comme diplômé de fin d'études, ses

apocryphes. Cela nous vaut des pages saisissantes sur cette guerre que l'on connaît mal en France, dans ce pays où l'on brûlait encore les sorcières par centaines et où catholiques et protestants, les impériaux de Wallenstein et les Suédois de Gustave II Adolphe, ravageaient tour à tour villes et campagnes.

Il aura cependant la joie de retourner à Venise et ce séjour, marqué par la rencontre de Monteverdi, nous vaudra les puissantes *Symphonies sacrées*, toujours vivifiées par le génie italien, puis, tandis que la situation des musiciens s'aggrave à Dresde, il fera plusieurs séjours à la cour de Danemark, considérant « son talent, non comme un bien propre, mais comme un don de Dieu qui lui devait faire valoir ».

Ses œuvres ne cessent ensuite de s'approfondir, de se concentrer sur l'office sacré (en particulier dans l'opus *Gesammelte Chormusik*), sur la méditation des textes évangéliques (*Les Sept Paroles du Christ*, *l'Oratorio de la Nativité*, les trois *Passions a cappella*) et du Psautier ; celui-ci l'a vraiment accompagné toute sa vie et il l'a magnifié de cent manières, notamment dans ce *Psautier de Becker* de 1628, où s'expriment toute sa douleur après la mort de sa femme, et jusqu'à ce « chant du cygne » qui égrène un à un les cent soixante-seize versets du *Psautier* 119 avant de s'envoler vers le ciel sur un dernier *Magnificat* ; c'était en 1671, un an avant la mort de Schütz, « presque aveugle et à peu près sourd ».

Sa musique austère est, avant celle de Bach, une synthèse précieuse de l'art européen, de la lumière italienne, « catholique », et du profond mysticisme luthérien. Praticien magistralement toutes les formes de musique de son époque, profanes et sacrées, mêlé par une piété fervente, vivant au milieu des lères les plus brillantes et de la misère la plus profonde, il a légué dans son œuvre la richesse de sa sensibilité, la tendresse de son cœur, l'inquiétude et la force de son esprit scrutant les Écritures ; il a tendu à l'extrême l'expressivité de la ligne mélodique et magnifié la nouvelle polyphonie vénétrée, avant de vivifier les vieilles formes de siècle précédent en s'identifiant à la piété des croyants dans le culte, avec un dépouillement total. Telle est la grandeur d'une œuvre, déjà largement diffusée sur le disque, que le public finira bien par reconnaître comme naguère celle d'un Mahler.

JACQUES LONCHAMPT.



Heinrich Schütz

généusement indiqué. Et ce portrait intérieur de Schütz est toujours géré sur sa musique même. On peut certes regretter que les œuvres ne soient pas analysées systématiquement, alors qu'elles sont si mal connues, et sur ce point il faudra recourir à l'excellent petit livre de Roger Tellart qui n'a toujours pas d'équivalent en français (1), mais le courant musical affleure partout.

C'est un très grand personnage, inébranlable dans sa foi en Dieu et en son art, qui émerge de sa solitude, au milieu de l'horreur et des décombres de la guerre de Trente Ans, et l'on sent bien que Martin Gregor-Dellin a été soutenu dans sa recherche par l'idée que cet homme a transcendé une époque aussi abominable que celle où lui-même a vécu à travers le nazisme et son crépuscule

splendides *Madrigaux italiens*, et son maître, avant de mourir, lui fit don de sa plus belle baguette.

La landgrave fut mal récompensé de ses soins, car son zélateur, le prince-électeur de Saxe, Jean son dévoué sur Schütz, et il fut contraint, la mort dans l'âme, de lui céder son protégé en 1615. Désormais la carrière du musicien se confond avec la chapelle de Dresde, glorieuse tout d'abord, puis de plus en plus dramatique avec les ravages de la guerre de Trente Ans, au bout de laquelle il ne restera que quelques instrumentistes et chanteurs végétant dans la misère.

Schütz lui-même, après une période heureuse marquée par la composition des éblouissants *Psautiers* de David, de la fervente et lumineuse *Histoire de la résurrection* et des *Cantates sacrées*, voit sa

« Un concert à Bercy ? Non merci ! », s'écrit le mélomane lorsqu'on lui parle du Festival Garthwin, que l'Orchestre national de France doit donner au Palais omnisports sous la direction de Lorin Maazel, lundi et mardi (*Ouverture cubaine*, concerto en fa, *Chapelle de Bess*, *Un Américain à Paris*, des extraits de *Porgy and Bess*), d'autant que, le 5, il pourra aller écouter la *Pastorale de Noël*, de M. A. Charpentier, et *Jephthé*, d'E. Jacquet de la Guerre en l'église Saint-Louis-en-l'Île, interprétés par d'excellents musiciens et chanteurs.

Jeu de nuit (ou samedi après-midi), il se réjouissait d'aller

entendre Siegfried alle Playal, avec l'Orchestre de Paris, H. Behrens (Brünnhilde), E. Lawrence (Erda), S. Jérusalem (Siegfried), et D. McIntyre (Wotan), sous la direction de D. Baranboim. Mais, apprenant qu'on donne seulement l'acte 3, il se demande où sont passés les autres. Faut-il, le dragon du deuxième acte, les aura sans doute mangés.

Comme il n'est souhaitable une poursuite des grèves pour pouvoir entendre, sans être dérangé par le passage des trains, l'Orchestre national de Paris, l'Orchestre national de Paris, qui se produira le 9 janvier dans la grande salle de

la Vilette, le mélomane préférera aller écouter le même soir, au grand auditorium de Radio-France, le Nouvel Orchestre philharmonique avec le grand Ferdinand Leitner, qui dirigera les *Variations sur un thème de Haydn*, la *Deuxième Symphonie* de Brahms et le *Concerto pour violon numéro 1*, de Bruch (Boris Beldin).

Enfin, le samedi, il se rendra à Chailly, où l'on donne l'opéra d'Aperghis, *Libetost*, en version de concert, malgré la rétrospection en direct sur France-Musique, car il faut bien sortir un peu.

GÉRARD CONDÉ.

DU 6 AU 18 JANVIER

**LA GRANDE MADONNA**

di Eduardo de Filippo regia di Giorgio Strehler

Piccola Teatro di Milano

soirées 20h matinées 14h30

ODEON THEATRE NATIONAL - Tél. 43.25.70.32

● Hommage à Serge Lifar à la Cinémathèque. — La Cinémathèque de la danse rendra hommage à Serge Lifar le mardi 6 janvier à 21 heures à la salle du palais de Chailly.

Au programme, des reportages et films rares sur son œuvre chorégraphique : extraits de la *Symphonie en blanc*, de l'*Après-midi d'un faune*, extraits, documents d'actualité. Première sélection du film *Lifar à Paris*, de Patrick Benaïd, tourné en 1986 lorsque le chorégraphe dirigeait une reprise de *Mirages* à l'Opéra, film coproduit par la Cinémathèque de la danse et L'Espresso-Productions.

Enfin, à 22 h 45, projection de la *Mort du cygne*, de Jean-Benoît Lévy (1937), avec Janine Charrat, Yvette Chauvigné, Misa Slezacek.

## CINÉMA

## La « belle époque »

Des années 40 à la fin des années 50, on dit que c'était la « belle époque », celle des comédies sophistiquées, qui reviennent, plus ou moins bien vieillies, mais toujours témoins des mœurs.

## « Vous ne l'emporterez pas avec vous » de Frank Capra

Ce que vous n'emporterez pas avec vous, c'est ce qui précipite les hommes dans les villes, l'argent, cet abstrait qui fait qu'on passe à côté de la vie. Telle est la leçon que Capra vous salue en deux heures à travers le duel qui oppose le pauvre M. Vanderhof au banquier Kirby. M. Kirby veut la totalité des pâtés de maisons autour de l'usine de son dernier rival en affaires, M. Ramsay, afin de l'étrangler tout à fait. Hélas ! M. Vanderhof habite une de ces maisons et refuse de la vendre malgré les carottes et les bâtons brandis par le banquier.

Bien sûr, le banquier terrible et féroce a un fils séduisant et désinvolte (James Stewart) qui est amoureux de la fille de M. Vanderhof, sa secrétaire (Jean Arthur). Les méchants seront ridicules avant de se convertir à l'auarisme bon enfant du très fantasque M. Vanderhof. La caricature est un peu som-

maire et très démagogique, on est dans le burlesque plus que dans l'humour, mais l'intéressant est ailleurs : dans la description, dès 1936, de tout ce qui sera l'idéologie et le mode de vie hippy, au cours d'un bal endiablé où se mêlent un carreau, un banquier jouant de l'harmonica, une romancière d'occasion, un artificier, un lutteur xylophoniste, un grand-père lanceur de flechettes. Et s'il y a beaucoup de bons sentiments et de trop longues tirades, on relève aussi de belles répliques, comme celle du grand-père menacé par un sordide agent du fisc : « Pourquoi n'avez-vous pas payé vos impôts sur le revenu depuis vingt-deux ans ? » Et lui, avec un bon sourire d'athlète : « Parce que je n'y crois pas. » Il paraît que c'est démodé, cet esprit baby. Pour longtemps ?

MICHEL BRAUDEAU.

## « Elle et lui », de Leo McCarey

Nicolas Ferrante est un play-boy de haut vol (Cary Grant) sur le point d'épouser 600 millions de dollars et une héritière des plus sympathiques, quand il fait la connaissance de Terry Mac Kay (Deborah Kerr), à bord du *Constitution*. Ce beau navire avance assez lentement pour permettre à Cary Grant de faire sa cour auprès de Deborah, prude, farouche, plutôt coincée. Il faut une escalade à Villefranche pour dénouer un peu la dame. Cary possède en effet dans ce coin du monde, la France, où les indigènes assez sales portent des bérets et poussent des brochettes, une acquies grand-oncle en pleurs, qui prie sur son défunt époux dans la chapelle pittoresque de son lovely petit jardin.

Là, on se dit que Leo McCarey, en faisant lui-même, en 1957, un remake de sa *Love Affair* de 1938 (avec Irène Dunne, Charles Boyer) pousse le bouchon un peu loin. Le scope couleur prend parfois des teintes de tarte au citron meringuée et tournée, et quand la même attaque au piano une romance, des doigts artistiques à étonner, on

éprouve un petit plaisir louche devant tant de mauvais goût naïf.

Heureusement les choses se gâtent. La comédie tourne au mélodrame au bout d'une heure. Après le débarquement (très jolie scène de dupes), des encore jeunes amoureux s'accrochent par leur moitié promise, sur le quai de New-York. Deborah passe sous une voiture et louppe du même coup son rendez-vous d'amour avec Cary en haut de l'Empire State Building, symbole d'amour passionnément érigé. Mais ces malheurs ne suffisent pas à sauver le film.

Cary Grant — irrésistible, inquiet, comme toujours — est peu crédible en peintre maudit (alors qu'il est parfait en parasite), et joue assez gauchement la douleur (morale). Quant à Deborah Kerr, elle dégage autant d'érotisme qu'un congélateur vide et débarrassé et se révèle une chanteuse exaspérante. Mais l'ensemble, malgré des longueurs, par sa manière sucrée de chahuter dans le larmoyant, illustre à minima un genre, une époque, qui eurent beaucoup de charme.

M. B.

## « Infidèlement vôtre » de Preston Sturges

Rex Harrison, célèbre chef d'orchestre britannique et qui n'a plus vingt ans, vient d'épouser Linda Darnell, qui les a à peine dépassés. Situation mélodramatique, trépidante par Preston Sturges, en comédie d'humour noir, selon la mode de l'époque — 1948. Mais ça ne vaut pas *Arensis* et vieilles dentelles, encore moins *Honni soit qui mal y pense*.

Premier handicap : le scénario, pour le moins faible. Après une exposition languissante, Rex Harrison soupçonne sa femme de le trahir avec son jeune et blond secrétaire. Tout en dirigeant un concert, porté par les différentes musiques, il imagine différentes vengeances : crime parfait, pardon magnanime culpabilisant, suicide à la roulette russe. Naturellement, quand il veut passer à l'acte, tout rate. Linda Darnell le calme avec des explications qui ne rassurent pas le plus crédule des naïfs. Mais quoi... Second handicap : Linda Darnell. Un veau.

COLETTE GODARD.

20 h 45

à partir du 6 janvier

création à Paris

**LES CRACHATS DE LA LUNE**

TRAGI-COMÉDIE DE GILDAS BOURDET

MISE EN SCÈNE GILDAS BOURDET

PAR LA SALAMANDRE

coproduction Théâtre de la Ville

2 PL. DU CHATELET - 42 74 22 77

Vous préparez un voyage à l'étranger, vous êtes étudiant, homme d'affaires et vous souhaitez apprendre à parler et comprendre l'américain ?

**COURS INTENSIFS DU 6 JANVIER AU 15 MARS**

PRÉPARATION AU TOEFL

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

**AMERICAN CENTER**

261, rue de Valenciennes - 75004 Paris

01 43 32 22 22

**GRAND CONCOURS SHOP PHOTO**

pour tous les adhérents de l'American Center

1<sup>er</sup> PRIZ

2 aller-retour Paris-New-York



## Culture

### CINÉMA

« Le Japon des avant-gardes » à Beaubourg

## Racines littéraires

Cent films pour rappeler que là-bas comme ailleurs la littérature est depuis soixante ans une source essentielle de la production cinématographique.

Dans l'histoire du cinéma japonais, il serait très difficile de trouver des réalisateurs qui n'auraient pas puisé dans la littérature matière à scénario. Romans, nouvelles, pièces, œuvres classiques et contemporaines, littérature « pure » et populaire ont tellement alimenté la production cinématographique que l'adaptation littéraire a été considérée pratiquement comme un genre spécifique du cinéma japonais. C'est dire l'importance de cette manifestation exhaustive. Et plutôt que de privilégier tel ou tel genre, les programmeurs du cycle, Max Tessier et Hiroko Govers, ont choisi un panorama en réduction : une centaine d'œuvres, comme une « reconstitution » de quarante-quatre réalisateurs avec trente-sept auteurs du siècle, représentant les tendances essentielles de la littérature japonaise. Avec Kawabata, Tanizaki et Mishima en vedettes naturelles.

Tout a commencé dans les années 20, quand il a fallu trouver autre chose à filmer que le kabuki. Mais de cette époque il ne reste presque rien si ce n'est quelques films de Mizoguchi et une curieuse de 1926, retrouvée par le réalisateur Kinugasa lui-même dans son grenier. Il s'agit d'une page folle, tournée d'après un scénario original de Kawabata, l'un des auteurs japo-

naïses les plus connus en Occident et le plus adapté dans son pays (par Goshô et Naruse surtout) et en anglais puisé *Tristesse et Beauté*, réalisé en France par Joy Fleury, est tiré de son roman du même nom. Kawabata dont Mishima disait que l'œuvre distillait « une odeur rappelant celle du pourrissement d'un fruit trop mûr ».

Autre géant de la littérature japonaise, souvent traduit en français, Tanizaki avait, dès le début des années 20, officié comme conseiller littéraire d'une compagnie cinématographique et écrit des scénarios originaux, avant de voir nombre de ses romans et nouvelles portés à l'écran par tous les grands cinéastes, de Mizoguchi (1) et Naruse à Shindo et Ichikawa en passant par Kinugasa et Masumura, ce dernier pour *Manji*, repris l'an dernier par Liliana Cavani sous le titre de *Berlin affair*. Tanizaki, l'écrivain plus célèbre pour ses œuvres sulfureuses que pour son style proche de la perfection.

### Crise de production

Mishima, le troisième monstre sacré de la littérature nipponne, s'est, lui aussi, très tôt intéressé au cinéma. Présent comme acteur dans plusieurs adaptations de ses romans (en statue humaine dans *Le Léopard noir*, de Fukasaku), il signe même en 1965 la réalisation d'un court métrage, *Patriotisme/Rites de l'amour et de la mort*, œuvre véritablement prémonitrice, puisqu'il mettait en scène, cinq ans avant le sien, le suicide d'un officier de la

garde impériale. Ce film n'est malheureusement plus visible depuis que sa veuve en a interdit toute projection. Mishima, l'homme des choix impossibles et du tragique destin de la beauté.

Kawabata, Tanizaki, Mishima, trois noms qui pourraient, aux yeux de l'Occident, résumer la littérature « écramée ». Il y en a évidemment bien d'autres, et l'on est même surpris de découvrir des écrivains totalement inconnus en France comme Yamamoto, qui a pourtant été adapté à trois reprises par Kurosawa avec *Sanjuro*, *Barberousse* et *Dodescaden*, trois films largement diffusés dans notre pays. Au Japon, Yamamoto, qui a écrit plus d'une cinquantaine d'œuvres (romans, nouvelles, essais), est considéré comme le romancier populaire par excellence, mais en France il n'a jamais été traduit. Le cas n'est pas rare, et il faut voir probablement une conséquence de la notion inflationniste de cinéma d'auteur qui, refusant une fois pour toutes de s'écrire au pluriel, privilégie le réalisateur au détriment de l'éventuel écrivain. D'autant que très rapidement le cinéma a revendiqué sa liberté de manœuvre et son indépendance par rapport au matériau littéraire — au grand dam de la critique — et que les relations entre romanciers et cinéastes ont rarement été exemptes de conflits, même si ces relations ont connu une certaine durabilité, signe d'une estime réciproque autant que d'une inspiration voisine.

Tel est le cas de la « rencontre » (2), qualifiée d'« idéale » entre le romancier Hayashi et le réalisateur Naruse qui, de 1951 à 1962, a produit six films dont le plus étonnant reste *Nuages flottants*. De même, entre l'écrivain fantaisiste Abe et le cinéaste Teshigahara, une collaboration de six années s'est traduite par la réalisation de quatre films, dont le célèbre *La Femme des sables*. Mais l'échec commercial du dernier film entraîne la rupture, et cela dut donner à réfléchir aux autres réalisateurs, car plus personne ne se risqua à adapter Abe.

Aujourd'hui, alors que le cinéma japonais connaît une crise de production et de fréquentation, et alors que ses réalisateurs les plus célèbres en Occident ont les plus difficultés à tourner dans leur propre pays, l'influence de la grande littérature tend à diminuer au profit de l'adaptation de best-sellers, de romans policiers érotiques ou de la bande dessinée. Une évolution qui risque de modifier sensiblement l'image que le cinéma japonais avait progressivement acquise au contact de la littérature.

JEAN-LOUIS MINGALON.

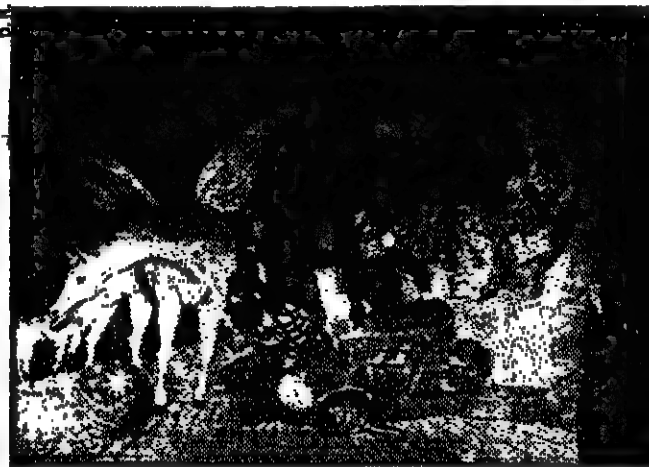
(1) Il s'agit de *Mits Oyo*. Les problèmes de transposition littéraire que se posait Mizoguchi et son scénariste Yoda sont évoqués dans l'indispensable ouvrage de la collection « Cinéma/analyse », du Centre Georges-Pompidou, publié sous la direction de Max Tessier : *Cinéma et littérature au Japon de l'ère Meiji à nos jours*.

(2) Rencontre au-delà de la mort puisque Hayashi disparaissait l'année même de la première adaptation réalisée par Naruse.

« Salle Garance du Centre Georges-Pompidou, séances à 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30, jusqu'au 5 mars.

### ARTS

## Picasso en « Parade »



Soixante-dix ans après son exécution, on peut revoir le prodigieux rideau de scène peint par Picasso pour le spectacle de *Satie et des Ballets russes*.

18 mai 1917 : première de *Parade* au Châtelet. Musique de Satie, chorégraphie de Massine, décor et costumes de Picasso, idée originale de Cocteau. Le public s'énerve. Il n'y comprend pas grand-chose. Il y a des personnages tubulés en grèce-antique, un faux cheval qui parle, un Chinois, deux acrobates et un vase de sirènes, de machines à écrire, des bruits d'avion et d'express.

Les plus agacés crient « Sales Boches ! » aux auteurs et aux acteurs. Diaghilev et sa troupe. Les plus conciliants veulent voir dans *Parade* ce qu'Apollinaire y annonce, la première manifestation d'un « sur-réalisme » foetal. Et rares sont ceux que n'effraie pas le travail de Picasso, cet énorme rideau de scène, haut de 10 mètres, large de 17 mètres, où l'on reconnaît pile-mêle un Pégase, une ballerine qui pourrait être Olga, un Arlequin, un torero

guitariste, un nègre enturbanné et des éléments d'architecture antique.

Soixante-dix ans plus tard, aux yeux de ce qui vit le musée Picasso, cette abondance de personnages traités à la manière classique de perdu de son pouvoir de surprise. *Parade*, on l'a dit cent fois, préfigure l'évolution du peintre vers un style électricien, tarot cubiste, tantôt ingénu, fait d'assimilation de collages de citations et d'éloquence.

Mais, en 1917, quand le cubisme systématique à la Gris passe pour le dernier mot du moderne, la toile de Picasso a des airs de reniement, d'anti-modernisme pictural bien fait pour égarer un peu plus les spectateurs.

Résultat : en raison de sa complexité, le travail de Picasso a fini par dégoûter ceux du musée et des danseurs, et l'on finirait par croire qu'il a conçu *Parade* à lui tout seul. Apollinaire n'avait pas tort d'écrire que « Picasso va bien plus loin qu'eux tous ; on le verra dans *Parade*, avec un étonnement qui deviendra vite de l'admiration ».

PHILIPPE DAGEN.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Jusqu'au 28 janvier.

## Braque et Monet à Copenhague

Le Fonds Carlsberg, alimenté par les bénéfices des brasseries du même nom, vient d'offrir à deux musées de Copenhague de magnifiques étonnantes qui leur permettront de compléter leur collection déjà riche de peintures françaises. Le Musée de Braque de la période fauve, le *Port de l'Estaque* (1906), payé environ 4 millions de francs. Quant à la Glyptothèque, elle s'est vu doter d'un Claude Monet, *Moulin à vent*, peint au cours d'un séjour de l'artiste aux Pays-Bas, acheté lors d'une vente à Londres pour un peu plus de 1 million et demi de livres sterling, la somme la plus élevée

jamais payée pour une œuvre entrée dans un musée danois.

Il y a quelques mois, le Fonds Carlsberg avait remis à la Glyptothèque son vingt-troisième Gauguin, *Paroisse dans le pays de Frederiksborg*, un tableau réalisé pendant le séjour que le peintre avait effectué au Danemark en 1884 avec sa femme et ses enfants. Cette œuvre, qui avait été exposée l'année suivante à l'un des salons de la capitale nordique, avait pu être « enlevée » à New-York pour une somme relativement raisonnable, car elle appartenait à une période antérieure à la grande époque tahitienne.

CAMILLE OLSEN.

### FESTIVALS

## Menaces sur Villeneuve-lès-Avignon

Une déclaration de M. Jacques Rigaud

Suite à notre information relative aux projets, pour l'été prochain, de la Chartraine de Villeneuve-lès-Avignon (le *Monde* du 27 décembre 1986), M. Jacques Rigaud, qui préside la section du Centre international de recherche, de création et d'animation (CIRCA), nous a fait la déclaration suivante (nous amonçons notamment le transfert du centre Acanthes d'Aix à Villeneuve et la venue de Patrice Chéreau et de ses élèves) :

« Cas perspectives me réjouissent fort si j'avais la certitude de pouvoir maintenir des activités à la Chartraine. Or il est possible que, dès cet été, le Centre soit mis en sommeil.

« Dans ce monument appartenant à l'Etat, un centre culturel a été créé il y a plus de dix ans sous l'égide de la Chartraine. L'Etat, ministre de la culture à l'époque, pour réaliser une expérience sans précédent : faire d'un haut lieu du patrimoine un centre de création de prestige international. Les crédits du département et de la région, s'ajoutant à ceux de l'Etat, ont permis une restauration exemplaire des bâtiments. Ils leur ont permis de devenir des lieux de vie et de culture des fortunes financières diverses.

« En l'absence d'un fonds de roulement, nous sommes donc, nous autres, forcés de tabler sur des subventions versées a posteriori, contraints de faire appel aux banques, et donc soumis aux aléas du crédit. Le déficit est aujourd'hui de l'ordre de 6 millions de francs. Il ne doit pas être imputé à des erreurs de gestion, mais bien aux lourdeurs de l'administration.

« Nous avions obtenu, du temps de Jack Lang, une augmentation substantielle de nos subventions : elles ont été portées à 6 millions de francs sur un budget approximatif de 15 millions. Nous espérons davantage, mais les négociations menées par Dominique Vallon auprès des instances locales n'ont pas abouti. Et fin 1985, le déficit n'était toujours pas résorbé.

« A ma demande, le secrétaire d'Etat à la culture, M. de Villiers, a dépêché à Villeneuve une mission d'inspection à l'issue de laquelle le ministère serait amené à prendre une décision. Il a proposé de maintenir sa subvention à 6,5 millions de francs à condition que nous en consacrons la moitié à rembourser notre dette. C'est la sagesse même, d'une certaine façon. Mais avec un peu plus de 3 millions, le Centre ne peut pratiquement pas fonctionner. Il peut à la rigueur accueillir cet été des activités comme celles du Centre Acanthes, qui dispose de son propre financement. Mais l'hébergement de créateurs sur une longue durée, et les activités de recherche, devraient s'interrompre.

[Une dizaine de créateurs, écrivains, plasticiens, cinéastes et vidéastes, étaient en effet hébergés chaque année

## Communication

Un pirate encombrant sur la FM parisienne

## La radio du vice-président syrien a commencé à émettre

« Radio-Assad », la station privée parisienne commanditée par Rifaat, frère du président Assad de Syrie et lui-même l'un des trois vice-présidents de ce pays, s'est fait connaître alors qu'elle n'existait encore que sur le papier, en entreprenant une action judiciaire contre une autre station arabophone de la capitale, Radio-Orient (le *Monde* des 21, 24 et 29 octobre 1986).

Depuis décembre, « Radio-Assad » a un nom et une existence sur les ondes : « RTM, saout el Arab men Baris », « Radio tiers-monde, la voix des Arabes depuis Paris ». Et entre 105 et 106 MHz sur la bande FM tournent les variétés arabes et françaises de ce « média à vocation culturelle », mais qui n'a pas encore de programme permettant à l'auditeur de décoder son vrai message.

Encore une radio libre non autorisée sur les ondes parisiennes, déjà surencombrées, encore une radio libre non autorisée, constatent, désabusés, les spécialistes, car RTM comme, par exemple, Radio-Monde arabe, qui émet depuis quelques temps à partir du quartier Latin avec, dit-on, certains appuis algériens, tunisiens et autres — n'a pas repoussé l'impression officielle. A-t-elle en revanche obtenu un accord « officieux », « politique », comme le laisse filtrer certains proches du vice-président Assad ?

Des responsables français des affaires proche-orientales s'en défendent, tout en ne niant point que le frère du président Assad, malgré sa réputation sulfureuse, ne manque rien à l'émission de la radio à l'été. « Quand il s'agit de Rifaat il y a continuité et entente du pouvoir avant et après le 16 mars », assure un cadre de la police. En « visite prolongée » en France depuis dix-huit mois, le vice-président syrien, qui accompagne depuis quelque temps certaines personnes, dont trois de ses quatre épouses et une forte escouade de gardes du corps turcs, n'est pas un hôte de tout repos, mais les autorités françaises l'ont jusqu'ici ménagé, estimant que sa carrière

politique en Syrie est loin d'être terminée.

Omrane Adham, puissant homme d'affaires syrien installé à Paris depuis 1975 et opposant rallié récemment au président Assad, nous a assuré que « le vice-président retourné en Syrie dans les prochains semaines et qu'il n'y a pas de problèmes entre lui et son frère ». M. Adham, qui a notamment à son actif la venue temporaire en France d'enfants franco-algériens retenus outre-Méditerranée et la vente de blé français à la Syrie en pleine phase de tension, estime que « RTM n'est qu'une affaire sans importance, car ce qui compte, ce sont les grands projets à partir de la France et du Luxembourg d'une radio et d'une télévision couvrant le Maghreb et le Machrek (l'Orient), et que souhaite réaliser M. Rifaat el Assad ».

En attendant, le groupe, surnommé « Rifaat médias » parmi ses concurrents potentiels, a essayé, avec des salaires mirobolants, de débaucher des animateurs de plusieurs radios parisiennes, et déjà il utilisait les services de certains employés de Radio-Monte-Carlo. L'« homme-orchestre » du groupe est un ressortissant tunisien, Farraj Bergaoui, connu dans les cercles arabes pour avoir servi l'armée libyenne (et comant les gâches de ces deux pays) pour lutter contre les régimes tunisien et saoudien, et pour avoir, ces dernières années, animé à Paris une radio privée arabophone, appelée précédemment Radio-Tiers-monde. Ses slogans violents ont été typiques du jargon kaadhafien, l'intrant par valeur à cette station d'être littéralement cassé par des visiteurs musclés de diverses provenances, dont, dit-on, certaines organisations juives.

A l'image de son parrain, le vice-président syrien, la « Voix des Arabes depuis Paris » ne peut pas être une radio privée comme les autres. Un dossier corsé sur le bureau de la Commission nationale de la communication et des libertés, qui se serait sans doute passé de ce nouveau conte des Mille et Une Nuits revu par « le Masque ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## Accord entre Hachette et la SET-Press

### pour la reprise de TF1

Un protocole d'accord a été signé, le 31 décembre, entre le groupe Hachette et la Société d'étude de la télévision par la presse (SET-Press), qui regroupe divers éditeurs nationaux (Bayard Divers, Média, etc.) et des quotidiens régionaux (la *Voix du Nord*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, etc.) et représente plus de 15 % du chiffre d'affaires de la presse quotidienne et périodique française.

La SET-Press, qui souhaite investir 200 millions de francs dans TF1, participe aux côtés d'Hachette à deux « structures de coordination » (comité de programme et de l'information, comité d'orientation de la politique commerciale). L'accord stipule que, au cas où Hachette et la SET-Press seraient choisis comme repreneurs de TF1 par la Commission nationale de la communication et des libertés, la SET-Press aurait un représentant au conseil d'administration plus un comité de direction de la chaîne, et disposerait d'une participation importante au capital de la régie publicitaire.

La SET-Press, créée le 3 septembre, a l'intention de fédérer nationale de la presse hebdomadaire et périodique, continuera à accueillir les journaux extérieurs au groupe Hachette (dix-neuf d'être candidats à TF1). Mais le groupement rassemblera aussi des partenaires industriels et des banques : le groupe Suez y figure déjà à hauteur de 10 % du capital.

## Les émissions régionales de FR3 changent d'horaire

Nouvelle année, nouveaux horaires : les émissions régionales de FR3 ne sont plus diffusées à partir de ce lundi 5 janvier, à 18 heures, mais à 12 h 20. Par ce transfert, la chaîne espère séduire les téléspectateurs déjeunant chez eux, fort nombreux en province. Ainsi, après les émissions de « Tribune libre » (12 heures) et un flash national d'information (12 h 15), les régions prendront l'antenne à 12 h 20 et ne l'abandonneront qu'à 13 h 15 pour « La clef des nombres et des tarots », suivi cinq minutes plus tard par le magazine « La vie à plein temps », en direct de la rédaction de FR3 Toulouse. A 18 heures, les téléspectateurs de la chaîne retrouveront la série « Inspecteur Gadget » suivie de l'insupportable feuilleton américain, « Flippier le dauphin ».

Enseignement supérieur privé et formation continue.

# CESCE

Centre d'Etudes Supérieures de la Communication d'Entreprise

## Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique.

Préparation à la Direction de la communication des entreprises, associations et collectivités.

**SESSION DE 6 MOIS : Février-Juillet / Septembre-Février**

Enseignement théorique et pratique, stage

Admission sur titre : licence, grandes écoles ou équivalent

Admission sur concours : niveau DEUG

40 places par session.

Renseignements-Inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS Tel. : (1) 45 85 99 21







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 5 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Prolongation jusqu'au 24 janvier 87  
DANS VOTRE BH  
**TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT SUR TOUT**  
AVEC LA CARTE BH  
Sciez vos chèques de plus de 2000 F  
dans votre banque ou chez nous

- 20.35 **Cinéma** : *Garçon !* ■  
Film français de Claude Sautot (1983), avec Yves Montand, Jacques Villeret, Romy Varet, Nicole Garcia, Dominique Laffin, Marie Dubois, Bernard Freson, Hubert Deschamps.  
La vie bien remplie d'un serveur d'une grande brasserie parisienne, grand séducteur et ami loyal. Sautot a changé son terrain d'observation sociale, descendant dans l'échelle socio-professionnelle et délaissant les cadres. Il y a de beaux moments, un populisme très « grand guignol » mais, malgré une belle distribution, les personnages manquent de profondeur. Inégal.
- 22.15 **Magazine** : *Acteur studio*.  
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouanno.  
Avec Louis Carax, Juliette Binoche et Denis Lavant pour *Mano à main*.
- 23.30 **Journal**.
- 23.50 **Magazine** : *Première page*.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**
- 20.35 **Série** : *Les cinq dernières minutes*.  
La peau du rôle.  
Avec Jacques Dubarry, Marc Eyraud, Judith Magre, Philippe Ogouz.  
L'accusé d'un complot conduit le commissaire Calvot et l'inspecteur Méroux dans les coulisses d'un théâtre.
- 22.00 **Documentaire** : *Paul Delvaux, le surréalisme de la peinture*.  
Ce film d'Adrian Maben a obtenu le Grand Prix de la Biennale de la Peinture à la Biennale de Venise.
- 23.10 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.30 **Cinéma** : *Le Sursis du Mississippi* ■■■  
Film français de François Truffaut (1969), avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve, Michel Bouquet.  
Cherchant une femme par petites annonces, un riche Français tombe amoureux d'une jeune femme qui, elle, cherche un mari riche. Truffaut période noire : une adaptation de William Inge qui transcende l'univers du polar pour devenir un magnifique film d'aventure. Un des meilleurs Truffaut : un vrai chef-d'œuvre.
- 22.25 **Journal**.
- 23.00 **Documentaire** : *Pierre-Dominique Gaisseau, aventurier*.

## CANAL PLUS

- 20.35 **Cinéma** : *Obsession* ■■ film américain de Brian de Palma (1976), avec Cliff Robertson, Genevieve Bujold, John Lithgow, Sylvia « Kimba » Williams, Wanda Blackman.  
22.10 **Documentaire** : *22.15 Etelles et les 22.45 Les KO de Canal Plus*. 23.45 *Football américain*. 0.50 **Cinéma** : *Billy Ze Kink* ■ film français de Gérard Mordillat (1985), avec Francis Perrin, Zabou, Corine Elce, Marie-France, Dominique Lavanant, Patrice Valota. 2.15 **Série** : *Les mensonges*.

## LA « 5 »

- 20.30 **Série** : *L'inspecteur Derrick*. 21.45 **Série** : *Kojak*. 22.40 **Série** : *Supercopter*. 23.40 **Série** : *La chaine des mensonges*. 0.35 **Série** : *L'inspecteur Derrick*. 1.45 **Série** : *Kojak*. 2.40 **Série** : *Supercopter*.

## TV 6

- 20.30 **Série** : *Les enchaînements*. 21.30 **Série** : *Les enchaînements*. 22.05 **6 Tonic**.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Documentaire** : *Le somnifère d'Elton et les Les poissons rouges*, de Gilles Plazy. 21.30 **Musique** : *Latitudes*. Musique traditionnelle. Nina de Los Pecos, chanteuse de flamenco. Les traditions religieuses dans la Russie contemporaine. La lyre harmonique. 22.30 *La nuit sur un plateau*. Images de corps, avec Marc Le Bot.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Résumé** : *Concert sur Apollo*. Concert (donné le 12 mars 1986 à Berlin) : Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, op. 64, de Mendelssohn ; Symphonie n° 6, en la mineur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Riccardo Muti ; sol. Leon Spierer, violon ; à 23.08. Ce film d'Adrian Maben a obtenu le Grand Prix de la Biennale de la Peinture à la Biennale de Venise. 24.00 *Les salutes de France-Musique*. Franco Folini.

Mardi 6 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14.40 **Feuilleton** : *Le secret*.  
15.15 **Série** : *Le secret*.  
16.00 **Série** : *Le secret*.  
16.30 **Série** : *Le secret*.  
17.00 **Variétés** : *La chance aux chansons*.  
17.25 **La vie des Botes.  
17.50 **Feuilleton** : *Huit, ça suffit*.  
18.20 **Mini-journal**, pour les jeunes.  
18.40 **Jeu** : *La roue de la fortune*.  
18.50 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*.  
19.00 **Cocoricochoboy.  
20.00 **Journal**.  
20.15 **Loto sportif**.  
20.35 **Feuilleton** : *Dallas*.  
21.25 **Série** : *Chapeau melon et bottes de cuir*.  
22.20 **Documentaire** : *Quel roman que ma vie !*  
Portrait d'Alphonse Boudard (en deux parties). Réalisé par Daniel Costello. 1<sup>re</sup> partie : *La carie*.  
22.20 **Paris-Dakar** : résumé.  
23.25 **Journal**.  
23.45 **Magazine** : *C'est à lire*.****

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14.45 **Magazine** : *Ligne directe*.  
Série de l'actualité sur les cent polaires au monde.  
15.40 **Feuilleton** : *Le secret*.  
16.10 **C'est encore mieux l'après-midi.  
17.30 **Révisé A 2**.  
18.05 **Série** : *Ma sorcière bien-aimée*.  
18.30 **Magazine** : *C'est la vie*.  
18.50 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.  
19.15 **Actualités régionales.  
19.40 **Le nouveau théâtre de Boulevard.  
20.00 **Journal**.  
20.35 **Les dossiers de l'écran**.  
**Cinéma** : *Boat People* ■  
Film chinois d'Am Hui (1982). Avec Lam Chi-Chung, Kam Miao.  
Un journaliste de retour au Vietnam cherche à comprendre le phénomène des « boat people ». Efficace, dramatique, convaincant, par l'émotion et donc souvent impudique, Boat People est un film parfait difficilement soutenable. Réalisé ou roman ? A vous de juger. Cabaret.******
- 22.20 **Sur le thème** : *« Charité internationale ou solidarité business ? »* Avec Amadou Mahiar M'bow, directeur général de l'UNESCO ; le docteur Claude Mahiar, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme ; le docteur Bernard Kouchner ; le docteur Jean-Christophe Rufin ; André Glucksmann, écrivain ; Rupert Newdeck, journaliste allemand ; Jacques Pasquier de la Croix-Rouge et Lionel Kottage de Band Aid.
- 23.25 **Journal**.

Les amours tumultueuses d'un journaliste sportif et d'une destinataire de mode, chacun des deux époux gardant ses amis, son univers et son passé. Le couple individuel formé par Gregory Peck et Lauren Bacall est une vraie réussite, et la vie mouvementée du mariage est présentée à une brillante comédie. Une petite merveille.

22.20 **Réclames des années 50** et dessins animés. Tom et Jerry, Tex Avery.

23.05 **Journal**.

23.35 **2<sup>e</sup> film** : *Le Glorieux et le Fier* ■  
Film américain de Lewis Milestone (1959), (v.o.). Avril 1953 : à la fin de la guerre de Corée, l'Amérique et Corée se disputent la colline Pork Chop (littéralement : de la Côte de porc). Les forces armées américaines et chinoises s'affrontent. Un film classique. La mise en scène pesante du réalisateur Milestone embourbe le tout dans les pétales asiatiques.

## CANAL PLUS

- 14.00 **Cinéma** : *Les Misérables* (1<sup>re</sup> partie) ■ film français de Jean-Paul Le Châtelier (1958), avec Jean Gabin, Bernard Blier, Danielle Delorme, Fernand Ledoux, Bourvil, Elfride Floria. 15.25 **Cinéma** : *Les Misérables* (2<sup>e</sup> partie) ■ film français de Jean-Paul Le Châtelier (1958), avec Jean Gabin, Bernard Blier, Gianni Esposito, Béatrice Altariba, Bourvil, Silvia Monfort. 17.30 **Série** : *Beethoven*. 17.50 **Série** : *Les mensonges*. 18.50 **Flash d'informations. 19.05 **Variétés** : *Sandwich*. 19.15 **Jeu** : *Les affaires sont les affaires*. 19.45 **Top 50. 19.55 **Zénith. 19.55 **Flash d'informations. 20.05 **Star Trek. 20.35 **Cinéma** : *Le mariage de Figaro* ■ film français de Philippe Gaultier (1975), avec Anouk, Thierry Lhermitte, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy, Martin Lamotte. 22.05 **Flash d'informations. 22.15 **Cinéma** : *Saint Paul, adieu le trésor* ■ film italien de Sergio Corbucci (1991), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Saxon, Louis Bessier, Sal Borgese. 23.55 **Cinéma** : *Marriage royal* ■ film américain de Stanley Donen (1950), avec Fred Astaire, Jane Powell, Peter Lawford, Sarah Churchill, Keenan Wynn, Albert Sharpe (v.o.). 1.30 **Téléfilm** : *Resurrection* ■ film de 2.05 **Série** : *Hollywood blues*.************

## LA « 5 »

- 13.55 **Série** : *L'inspecteur Derrick*. 15.05 **Série** : *Chapeau melon*. 16.00 **Série** : *K 2000*. 16.55 **Série** : *Shérif fais-moi peur*. 17.55 **Série** : *Supercopter*. 18.55 **Série** : *Happy days*. 19.25 **Série** : *Star Trek*. 20.30 **Cinéma** : *Les Surdoués* de la première compagnie ■ film français de Michel Gérard. 21.55 **Série** : *Supercopter*. 22.55 **Série** : *Les Grands*. 23.55 **Série** : *La chaine des mensonges*.

## TV 6

- 14.00 **6 Tonic**. 17.00 **Système 6**. 18.50 **NRJ 6**. 19.40 **Série** : *Max la Menace*. 20.10 **Feuilleton** : *Le temps des copules*. 20.30 **Cinéma** : *Mon épouse favorite* ■ film américain de Garson Kohn. *Quiproquo dans une famille américaine* : quand une exploratrice qu'on croyait disparue retrouve son foyer, elle s'aperçoit que son mari s'est remarqué. Une joyeuse comédie américaine. 22.00 **6 Tonic**.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Le journal de corps**. L'homme nait à la mer ; Douder : Le handicap, l'accès et le droit au travail. 21.30 **Musique** : *Diagonales*. Rencontres avec Lionel Poirier et Aishwarya Yapanqui. 22.30 *Nuits et péripéties*. La nuit et le moment ; production : Miroir. 0.10 *De jour en lendemain*.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (en direct de Palais des concerts de Paris-Bercy). Ouverture ouïssine, Porgy and Bess (extraits), Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, Rhapsody in blue, Un Américain à Paris, de Gershwin, par l'Orchestre national de France, dir. Loris Maunz, sol. : W. Fernandez, soprano, John O'Connor, piano. 23.00 *Les salutes de France-Musique*. Le concert de minuit, Symphonie n° 8, en fa majeur, op. 93, de Beethoven, Transilvania (ouverture et lacharme), de Wagner ; La force du destin (ouverture), de Verdi, par l'Orchestre symphonique de la NRC, dir. Arturo Toscanini (enregistré le 8 novembre 1952) ; Sérenade n° 1, en ré majeur, op. 11, allegro molto et Concerto n° 2, pour piano et orchestre, en si bémol majeur, op. 83, de Brahms, avec Vladimir Horowitz (enregistré le 23 octobre 1948).

# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 janvier à 0 heure et le mardi 6 janvier à midi.

Un flux de nord-ouest puis de nord va circuler mardi sur la France ; de l'air froid et instable va s'étendre sur le pays ; les régions du nord-est et de l'est seront les plus exposées au mauvais temps.

Mardi matin, éclaircies et nuages se partageront le ciel ; des averses seront observées ; il neigera à basse altitude sur toutes les régions de l'est et du nord-est ; neige parfois forte sur le relief de l'est.

Les averses seront moins fréquentes du sud Bretagne à l'Aquitaine, mais les nuages couvriront les Pyrénées.

Près de la Méditerranée, le ciel restera plutôt dégagé mais le mistral et la tramontane souffleront fort.

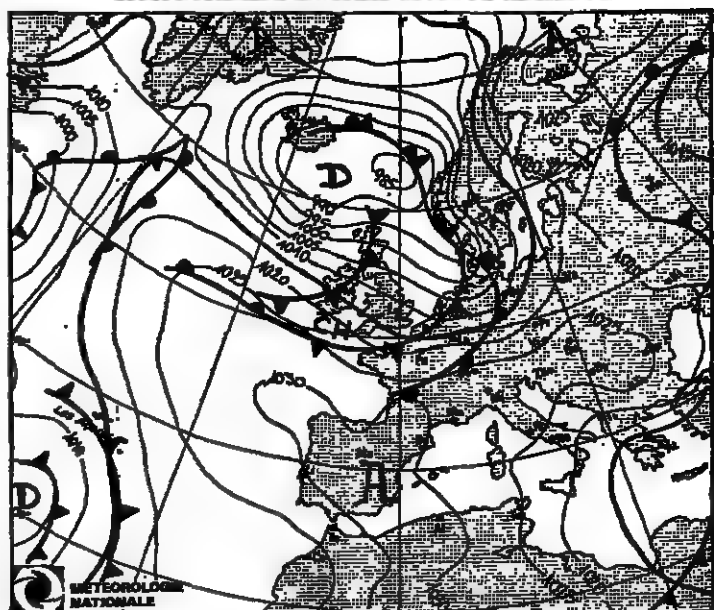
En cours de la journée, peu d'évolution du temps ; le vent de nord-ouest soufflera fort près de la Manche ; des giboulées de neige se produiront en plaine sur les régions de la moitié nord-est.

Les températures minimales, post-

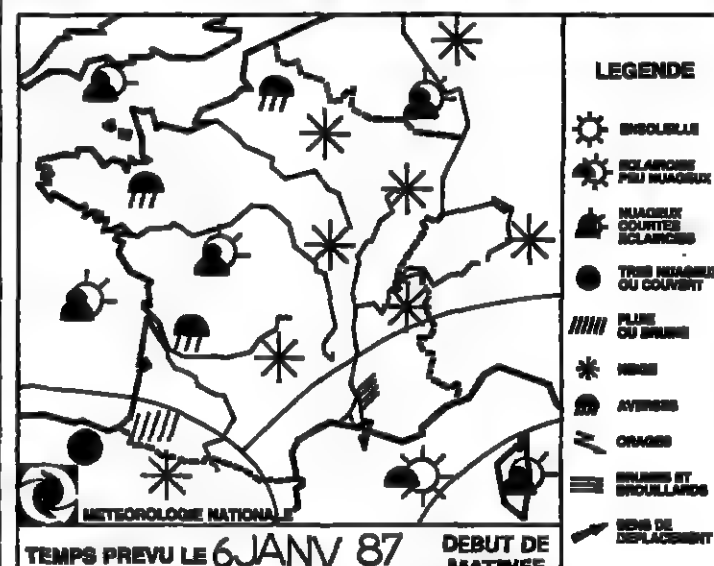
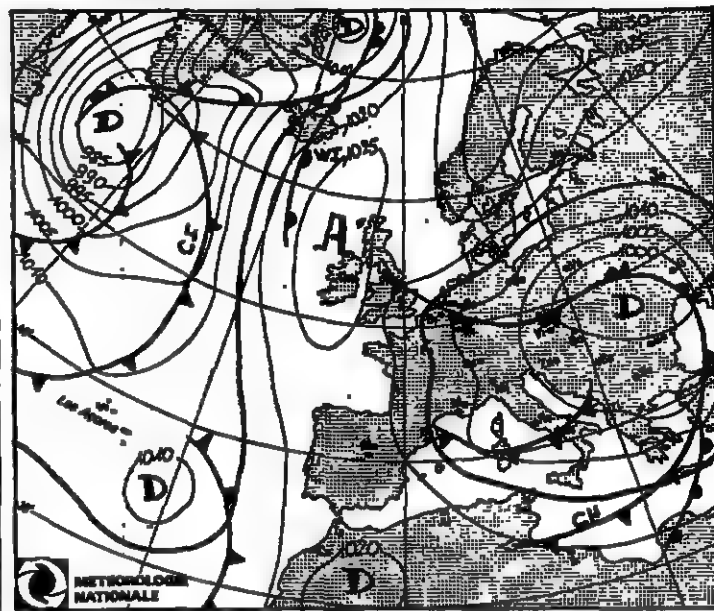
tives de la Bretagne à l'Aquitaine et à la Méditerranée, seront voisines de 0° sur les autres régions.

L'après-midi, les températures atteindront 0 à 4° en général, 0 à 10° près des côtes atlantique et méditerranéenne.

SITUATION LE 6 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 2-1-1987

FRANCE		ÉTRANGER	
ALGER	14	ALGER	14
BARCELONE	14	BARCELONE	14
BELGRADE	14	BELGRADE	14
BOMBAY	14	BOMBAY	14
BRAZILIA	14	BRAZILIA	14
BUEENOS AIRES	14	BUEENOS AIRES	14
CAIRO	14	CAIRO	14
CHICAGO	14	CHICAGO	14
COPENHAGUE	14	COPENHAGUE	14
DALLAS	14	DALLAS	14
DELHI	14	DELHI	14
GENEVE	14	GENEVE	14
HONGKONG	14	HONGKONG	14
KARACHI	14	KARACHI	14
LAHORE	14	LAHORE	14
LONDRES	14	LONDRES	14
MADRID	14	MADRID	14
MANGHAT	14	MANGHAT	14
MUSKAT	14	MUSKAT	14
NEW DELHI	14	NEW DELHI	14
OSLO	14	OSLO	14
PALMIRA	14	PALMIRA	14
PARIS	14	PARIS	14
PRAGUE	14	PRAGUE	14
REIMS	14	REIMS	14
ROME	14	ROME	14
SINGAPOUR	14	SINGAPOUR	14
STOCKHOLM	14	STOCKHOLM	14
SYDNEY	14	SYDNEY	14
TOKYO	14	TOKYO	14
TUNIS	14	TUNIS	14
YARVOU	14	YARVOU	14
YERRE	14	YERRE	14
YOKOHAMA	14	YOKOHAMA	14

A B C D N O P T \*  
serein brume ciel couvert pluie neige

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AVIATION :  
**LE PILOTE QUI VOIT L'INVISIBLE**  
**SCIENCE & VIE**







L'ABEILLE-PAIX - GROUPE VICTOIRE  
 ABRI  
 ALLIANZ  
 ALPINA  
 ASSOCIATION GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS (A.G.S.A.A.)  
 ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE (AGF)  
 ASSURANCES MUTUELLES DE SEINE-ET-MARNE  
 ASSURANCE MUTUELLE DES COMPTABLES ET FONCTIONNAIRES PUBLICS  
 L'ALSACIENNE  
 LES ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL (ACM)  
 LES ASSURANCES FÉDÉRALES  
 LA BALOISE  
 BLACK SEA AND BALTIC  
 CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE (CAMIA)  
 CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BÂTIMENT  
 CAISSE GÉNÉRALE D'ASSURANCES MUTUELLES (CGA)  
 CAISSE INDUSTRIELLE D'ASSURANCE MUTUELLE  
 CAISSE MUTUELLE D'ASSURANCES ET DE PRÉVOYANCE (CMA)  
 CIGNA FRANCE  
 COMMERCIAL UNION  
 COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES, AÉRIENNES ET TERRESTRES (CAMAT)  
 COMPAGNIE CONTINENTALE D'ASSURANCES  
 CONTINENTAL INSURANCE OF NEW YORK  
 LA CÉLÉRITÉ  
 LA CONCORDE  
 LE CONTINENT  
 THE CONTINGENCY INSURANCE  
 DÉFENSE AUTOMOBILE ET SPORTIVE  
 LA DÉFENSE CIVILE  
 DROUOT ASSURANCE (AXA)  
 EAGLE STAR - L'INDÉPENDANCE  
 L'ÉQUITÉ  
 F.A.S.A. ELI SÉCURITÉ ANTAR  
 FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES (F.F.S.A.)  
 LA FRANCE  
 LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (GMF)  
 GÉNÉRAL ACCIDENT  
 G.E.S.A. (GROUPE EUROPÉEN S.A.)  
 GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE (GAMF)  
 GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES (GAN)  
 GROUPE HENRI HEULIEZ  
 GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES (GFA)  
 GROUPEMENT DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES À CARACTÈRE MUTUEL (G.S.A.C.M.)  
 GUARDIAN ROYAL EXCHANGE  
 HANNOVER INTERNATIONAL FRANCE - (HIF)  
 HELVETIA  
 LA LUTÈCE  
 LA MÉDICALE DE FRANCE  
 LA MÉTROPOLE  
 LA MUTUALITÉ GÉNÉRALE RISQUES DIVERS (AXA)  
 LA MUTUELLE  
 LA MUTUELLE DE L'ALLIER ET DES RÉGIONS FRANÇAISES  
 LA MUTUELLE DE L'INDRE  
 LA MUTUELLE DU MANS  
 LA MUTUELLE DE MARSEILLE  
 LA MUTUELLE DU POITOU  
 LA MUTUELLE PARISIENNE DE GARANTIE  
 MUTUELLE ASSURANCE ARTISANALE DE FRANCE (M.A.A.F.)  
 MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE (M.A.C.I.F.)  
 MUTUELLE ASSURANCE DES TRAVAILLEURS MUTUALISTES (M.A.T.MUT)  
 MUTUELLE CENTRALE D'ASSURANCES  
 MUTUELLE D'ASSURANCES DU CORPS SANITAIRE FRANÇAIS  
 MUTUELLE D'ENTRAIDE ET DE PRÉVOYANCE MILITAIRES  
 MUTUELLE ÉLECTRIQUE D'ASSURANCES  
 MUTUELLE DE L'OUEST  
 MUTUELLE DE POITIERS  
 MUTUELLE DES PROVINCES DE FRANCE  
 MUTUELLE GÉNÉRALE D'ASSURANCES  
 MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE (MUTUELLE DU MANS)  
 MUTUELLE PARISIENNE DE GARANTIE  
 MUTUELLE SAINT-CRISTOPHE  
 MUTUELLES RÉGIONALES D'ASSURANCES  
 MUTUELLES DES TRANSPORTS  
 MUTUELLES UNIES (AXA)  
 NATIONALE SUISSE  
 NEM ASSURANCES DES RÉGIONS FRANÇAISES (NEMARF)  
 NEW HAMPSHIRE  
 LA NORMANDIE  
 NORWICH UNION  
 LA NOUVELLE MUTUELLE DES HAUTS MÂCONNAIS, CHABOLLAIS ET BEAUJOLAIS  
 PRÉSENCE ASSURANCES (AXA)  
 PRÉSERVATRICE FONCIÈRE ASSURANCE (PFA)  
 LA PATERNELLE - ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS  
 LA PRÉVOYANCE MUTUELLE "MACI"  
 LA PRÉVOYANTE-ACCIDENTS  
 LA PROTECTRICE  
 LA PRUDENCE  
 PRUDENTIAL ASSURANCE  
 RHÔNE-MÉDITERRANÉE  
 ROYAL INSURANCE  
 ROYALE BELGE  
 LA SAUVEGARDE  
 LA STRASBOURGEOISE  
 SOCIÉTÉ ANONYME DE DÉFENSE ET D'ASSURANCES (SADA)  
 SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MODERNE DES AGRICULTEURS (SAMDA)  
 SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RECOURS  
 SOCIÉTÉ HOSPITALIÈRE D'ASSURANCES MUTUELLES  
 SOCIÉTÉ LILLOISE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES  
 SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS  
 SEPT PROVINCES  
 LA SUISSE  
 LA UNION ET LE PHÉNIX ESPAGNOL  
 L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS (UAP)  
 L'UNION GÉNÉRALE DU NORD  
 VIA ASSURANCES  
 WINTERTHUR  
 ZÜRICH



86% de mémorisation (spontanée et assistée)\*



92% de mémorisation (spontanée et assistée)\*



82% de mémorisation (spontanée et assistée)\*

\*Étude PHONIX Nov. 1986

# LA PRÉVENTION ROUTIÈRE REMERCIE ...

ses 500.000 adhérents  
 et les entreprises qui ont contribué  
 au financement de cette  
 campagne



**LA PRÉVENTION ROUTIÈRE**  
 Association privée reconnue d'utilité publique



## Sports

## AUTOMOBILISME : le rallye Paris-Alger-Dakar

## Tous feux éteints

Deux bécosses, une voiture en feu, la première épreuve spéciale du neuvième Paris-Dakar, qui a eu lieu le dimanche 4 janvier entre Ouargla et El Goléa, a creusé les écarts entre les concurrents. Si les leaders sont présents chez les motards, der-

EL GOLÉA  
de notre envoyé spécial

D'abord la pluie surprit les concurrents au pied d'Alger. Un petit frimas matinal juste bon à humecter les véhicules à leur sortie des bateaux. Quelques dizaines de kilomètres plus loin, la neige était au rendez-vous. Heureusement, la route des gorges de la Chiffa avait été dégagée. Mais les candidats à l'aventure n'étaient pas au bout des changements de température. Cinq cents kilomètres de soleil écrasant les attendaient avant de pouvoir enfin se reposer sur le sable de Ghardaïa.

Ce premier bivouac du rallye, dans cette cité du Sud algérien, n'est pas le plus agréable, affirment les vieux routiers de l'épreuve. Ils estiment qu'il y a là encore trop de concurrents. « On se bouscule autour des camions de ravitaillement », lancent-ils avec des clins d'œil entendus. Ils évoquent la Marmite, la fin du parcours et les camps de réfugiés s'étendant par les abords.

Samedi 3 janvier, le bivouac de Ghardaïa affichait complet. Dans le soleil couchant, les premiers concurrents de l'épreuve de liaison Alger-Ghardaïa se cherchaient une place. Certains choisissaient un replis de terrain pour pouvoir mettre leur duvet à l'abri du vent, d'autres préféraient s'installer près des cuisines, les solitaires montant de petites tentes en forme d'igloo loin du campement. Mais, à mesure que la nuit se faisait plus noire et que les ardeurs se multipliaient, le moindre espace était occupé par une automobile ou un camion.

Heureux de descendre enfin de sa moto après huit heures de route, Gérard Barbezant pousse sa 125 cm<sup>3</sup> sur le sol mélangé de sable et de pierres, en cherchant ses amis.

Il interroge ceux qui sont déjà au repos pour savoir où se trouve la voiture de Trossat et Brievins, ses deux compagnons du groupe sponsorisé par le fabricant des voitures miniatures Majorette. « Un prototype jaune », explique-t-il, aux vagues formes humaines qu'il rencontre le long de sa progression. Petit mais robuste, cet homme de trente-neuf ans est un habitué du Dakar. Lui qui adore piloter des 125 cm<sup>3</sup> se lance pour la troisième fois dans l'aventure avec le même enthousiasme. Cet informaticien, ancien athlète du Racing Club de France, espère ne pas être contraint d'abandonner comme l'an dernier lorsqu'un camion l'avait serré d'un peu trop près. Passionné par l'Afrique, il a participé à l'information de plusieurs ministères en Côte d'Ivoire, il croit au rôle du Paris-Dakar. Il parle de son soutien à la fondation Belavine ou des pompes qui vont être installées par le « Pari du cœur ». « C'est du concret, lance-t-il, les pompes seront réellement installées. Cela n'a rien à voir avec des opérations dont on ne voit pas où va l'argent. » Ses ardeurs de militant du tiers-monde s'interrompent lorsqu'il retrouve ses compagnons. Avec eux, il évoque la route qu'ils ont parcourue. Ils lui parlent de ces gamins qui, à la sortie d'Alger, s'amusaient à jeter des cailloux avant le passage des véhicules.

## Sous le ciel étoilé

Un incident rare. Les enfants ne sont pas plus nombreux que les adultes à se déplacer pour voir passer les véhicules bardés de publicité du rallye. Une légère indifférence, seulement rompie par les chauffeurs de taxi et les patrons d'hôtel qui guettent concurrents et accompagnateurs avec des tarifs un peu spéciaux.

An bivouac, les modestes, qui ne possèdent pas une riche écurie pour leur offrir le gîte et le couvert dans la ville la plus proche, s'organisent. Lampe frontale sur la tête, ils déplient leur sac de couchage ou commencent la queue autour des camions d'Africarion. Là, derrière des cordes tendues entre deux énormes engins, des hommes et des femmes vêtus de bleu s'affairent à préparer le repas. Au menu ce samedi soir : pouce, morceaux de dinde accompagnés de céleri, fruits au sirop, et gare aux imprévus qui ne se sont pas munis du véritable équipement de scout ! Au Dakar, il faut tout prévoir, le tapis de sol et le duvet épais aussi bien que les bouillons pour les oreilles. Car les nuits sont fraîches et sonores sur la caravane. Le bruit des générateurs des cuisines paraît souvent deux comparé au tintement des clés, voire des marteaux, des techniciens nocturnes. Et puis, il y a les retardar-

rière Balestrieri, qui s'est adjugé la première place, il n'en est pas de même pour les autos. Le Finlandais Ari Vatanen sur Peugeot 205, retardé par des crevaisons, termine à 38 minutes du vainqueur, son compagnon, le Kenyan Shaka Mbatia.

taires, ceux qui, par suite d'erreurs mécaniques ou plus simplement par erreur de navigation, n'ont pu rejoindre le camp avant 2 heures du matin. Ceux-là, tous phares allumés, s'alignent entre les tentes, les motos et les corps endormis.

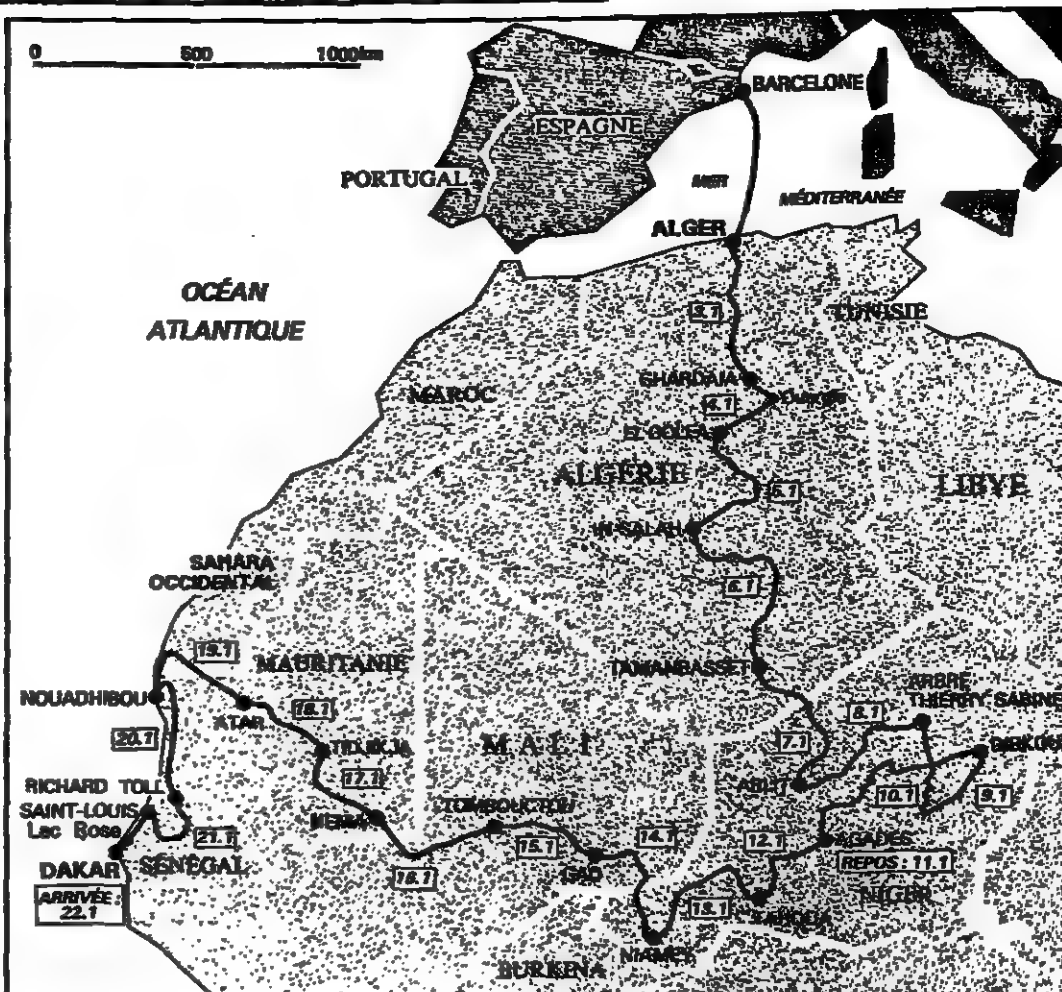
Léger sommeil sous le ciel étoilé, et le vent très froid qui glace les membres. Court sommeil brutallement interrompu par la voix amplifiée de Patrick Verdoy, le coordinateur, qui annonce la tenue du premier briefing à 5 heures. Travers, engoncé dans de gros anoraks, les concurrents écoutent les consignes de René Metz, le directeur de la course, en tendant leur gamelle vers les grands bords de café fumant. « Allez doucement, conseille l'ancien. Attention au kilomètre 82, il y a un embranchement à la piste qu'il ne faut pas emprunter. » Des pilotes prennent des notes, d'autres utilisent des magnétophones, et tout le monde écoute en silence les recommandations des organisateurs. Oui, ils pensent à s'équiper de duvet, car maintenant ils connaissent la morsure des nuits, ou ils éviteront de sortir des traces imprimées dans le sable, ou enfin ils feront bien attention au pipe-line qui, un moment, longe la piste.

Sages recommandations à la veille de la première épreuve spéciale disputée dimanche 4 janvier entre Ouargla et El Goléa.

Tous semblaient avoir écouté les avertissements, et pourtant bien peu sont arrivés sans encombre au terme des 256 kilomètres de cette spéciale. « J'ai pas crevé, je ne me suis pas perdu, c'est le principal », affirme Hubert Aurio, huitième. « J'ai roulé calmes », déclarait avec son accent trévisan Gaston Rahier, en précisant toutefois qu'il avait voulu « seulement à 160 kilomètres-heure » et qu'il avait même « levé le pied », lorsqu'une pierre avait endommagé sa pédale de frein. Cyril Neveu lui non plus n'avait pas voulu « faire l'imbécile » et s'était méfié des pierres cachées sous le sable.

Les automobiles ont aussi été à rude épreuve. Ari Vatanen, sur sa Peugeot 205 turbo, a terminé la spéciale assez loin de son camarade d'écurie Patrick Zaniroli. « Il y avait beaucoup de motos et une dizaine d'arrêts sur la piste lorsque nous sommes passés ». La première véritable épreuve du Paris-Dakar semble avoir opéré un premier tri chez les concurrents. Et pourtant le désert et les spéciales ne font que commencer.

SERGE BOLLOCH.



## VOILE : la Coupe de l'America

## Le choc des dollars australiens

Après New-Zealand et Stars-and-Stripes qui s'étaient qualifiés vendredi 2 janvier pour la finale de la Coupe Louis-Vuitton des challengers qui débutera le 13, Kookaburra III a gagné sa place en finale de la Coupe des défenseurs de la Coupe de l'America disputée à partir du 14 en battant Kookaburra II dimanche 4 janvier.

FREMANVILLE  
de notre envoyé spécial

Homme d'affaires avisé, Alan Bond ne se doutait pas que le plus dur et le plus coûteux ne serait pas de gagner la Coupe de l'America, mais de la défendre. Alors que la conquête de cette coupe lui avait coûté 16 millions de dollars (95 millions de francs) pour ses quatre campagnes de 1974, 1977, 1980 et 1983, il a déjà dû investir 18 millions de dollars australiens (80 millions de francs) et a annoncé le 2 janvier qu'il lui manquait encore 6 millions pour boucler son budget.

Longtemps, Alan Bond a survécu en craignant que son équipe ne soit désavantagée par un manque de préparation par rapport au challenger obligé de disputer d'impitoyables régates de sélection avec le Coupe Louis-Vuitton. Ainsi, avait-il aidé financièrement un autre défi, South Australia dont le bateau avait été conçu par Ben Lexcen et les voiles par Tom Schanackenberg. Il ne se doutait pas alors que le plus grand danger pour lui viendrait de son propre club, le Yacht-Club Royal de Perth, avec un dernier défi lancé par un autre milliardaire local, Kevin Perry.

Si on l'en croit, ce dernier aurait d'abord agi pour aider Bond. « Lorsque Alan est revenu de Newport, raconte-t-il, il se disait rassuré à l'idée de ne pas pouvoir défendre la coupe convenablement, par manque de compétition, si son équipe n'était pas poussée jusqu'à ses limites. J'étais justement en train de travailler sur le plan de développement de mes entreprises pour les deux prochaines années. J'ai demandé à l'un de mes directeurs combien nous pourrions consacrer à une campagne pour la coupe. »

Il m'a dit 4 millions de dollars (18 millions de francs par an). J'ai dit oui car je pensais que cela pouvait être un bon investissement. Quatre ans plus tard, Kevin Perry a largement dépassé son budget prévisionnel puisqu'il aurait, dit-on, dépensé 26 millions de dollars australiens (117 millions de francs) pour contrearrer les ambitions et les plans d'Alan Bond. Les deux quinquagénaires qui n'ont en commun que leur fortune et leur origine modeste — Bond a débuté comme peintre d'enseignes commerciales et Perry comme menuisier — ont, semble-t-il, décidé de régler leur différend et leur rivalité sur ce petit bras d'océan indien large de 15 miles entre Fremantle et l'île de Rottnest.

Homme discret mais soucieux de sa personne au point de s'être fait

faire des implants pour masquer un début de calvitie, Kevin Perry aurait été agacé par la réussite très tapageuse de son grand rival en affaires. Alors que le commanditaire des Kookaburra fait fructifier sa fortune dans cette province d'Australie occidentale et passe toutes ses vacances en famille à Tottum, Alan Bond ne cesse plus de parcourir le monde avec un Boeing 727 aménagé avec climatisation et salon de travail.

Tout à tour photographié avec Ronald Reagan, Jean-Paul II et, tout récemment, avec Corazon Aquino, il ne cache rien à la presse de ses derniers investissements ou des éléments de son train de vie.

Ainsi, vient-il de s'attaquer au marché chinois en acquérant 20 % des actions pour les recherches pétrolières au large de l'île d'Hainan et en implantant une grande brasserie à Shenyang.

Une troisième  
Rolls Royce

Pour Noël, il a acheté une troisième Rolls Royce Silver Spur avec place à cocktails, réfrigérateur et table pique-nique pour son épouse Ellen, qui ne disposait jusqu'ici que d'un cabriolet Mercedes immatriculé WA 38 (Bond est arrivé en Western Australia en 1938).

Avec leurs invités, ils pourront suivre les régates de la Coupe de l'America sur leur nouveau yacht Southern-Australia III avec piste d'atterrissage pour hélicoptère construit au Japon pour 28 millions de dollars (126 millions de francs) ou depuis la terrasse de la suite Australia II au dix-septième étage de l'hôtel Observation City édifié pour 85 millions de dollars (380 millions de francs) à Scarborough Beach. Après de tels investissements, le pire affront pour lui serait, bien sûr, que Australia IV ne soit pas le bateau qualifié pour défendre la Coupe.

Le message était bien résonné après les deux rounds-robin où les deux Kookaburra de son grand rival devançaient au classement ses deux propres bateaux Australia III et IV. Pour concentrer tous ses efforts financiers et ceux de son équipe sur son dernier 12 mètres II, Alan Bond avait alors pris la décision de retirer de la compétition Australia III avec lequel il avait remporté le championnat du monde quelques mois plus tôt.

Mais malgré l'expérience d'un équipage comprenant six vainqueurs de la Coupe de l'America 1983 dont Colin Beashel promu du poste de régulier de grand voile à celui de barreur et skipper, Australia IV n'a toujours pas manifesté de supériorité par rapport aux Kookaburra.

Pour sa campagne, Kevin Perry avait fait appel à y a trois ans à Ian Murray, qui avait participé à la phase préliminaire de la dernière Coupe avec Sydney, un douze mètres II de Sydney.

Surenchère  
de milliardaire

Après son élimination, il avait même offert ses services à Alan Bond pour permettre à Australia II de faire des régates d'entraînement. Homme orchestre du défi des Kookaburra où il cumule les fonctions de directeur, co-architecte des bateaux, skipper et barreur, Ian Murray a choisi de faire un effort tout particulier pour développer l'informaticien et l'électronicien de bord.

Pour mettre au point ce programme, il a fait appel à deux étrangers. Chris Todter, un Américain, travaillait sur des systèmes de guidage de missiles à Southfield (Michigan). « J'aimais la technologie mais pas la finalité de mon travail », dit-il. Derek Clark, un ingénieur anglais en physique nucléaire, avait déjà collaboré avec le défi britannique Victory 83. Avec les fonds du défi, ils ont créé un « centre des sciences et technologies marines » à l'Institut de technologie d'Australie occidentale où ils bénéficient du concours de cinq élèves-ingénieurs qui ont choisi ces recherches pour leur thèse.

As dire de John Bertrand, le skipper victorieux de la dernière Coupe de l'America, le système d'assistance à la navigation de Kookaburra III serait le plus élaboré de toute la flotte des challengers et défenseurs présents à Fremantle. Mais s'il s'agit du meilleur marché.

Dans leur surenchère, Alan Bond et Kevin Perry ont très largement dépassé les budgets de milliardaires qu'ils s'étaient assignés. Le premier de 6 millions de dollars australiens et le second de 15 ou 16 millions de dollars.

C'est ce qui a incité Alan Bond à lancer vendredi 2 janvier une vigoureuse attaque contre... le Yacht Club Royal de Perth qu'il accuse de profiter de la Coupe de l'America pour se constituer un petit trésor. Il estime surtout que les droits de télévision et de marketing — plus de 3 millions de dollars (13,5 millions de francs) — seraient plus utiles aux deux défis pour accentuer encore les essais de matériels et les recherches avant cette coupe qui s'annonce périlleuse contre le challenger américain ou néo-zélandais.

GÉRARD ALBOUY.

## HANDBALL : équipe de France

## Le DTN explose

« Si l'on ne me donne pas les moyens de préparer sérieusement l'équipe de France d'ici aux championnats du monde de 1989-1990 et à long terme les JO de 1992, je donnerai ma démission », Directeur technique national depuis septembre 1985, Jean Férrière ne s'arrête pas. Après le match calamiteux perdu par les handballeurs français devant un club hongrois au cours du tournoi de Mulhouse, ce week-end, il a rappelé que la Fédération française de handball avait proposé il y a un mois aux meilleurs clubs français de prendre les internationaux français en stage à temps complet pendant dix-huit mois, à l'exemple de ce qui a été fait pour les volleyeurs.

Devant le refus des présidents de club de céder leurs joueurs, le DTN a indiqué qu'il avait l'intention de repartir à la charge. « Ce match contre le club hongrois a été très mauvais, et il révèle parfaitement le niveau du handball dans les clubs. »

## SKI ALPIN : la Coupe du monde

## Prénom, Camilla

La Suède avait déjà Jonas Nilsson, champion du monde en titre de slalom. Elle a maintenant Camille Nilsson, qui a offert la première victoire de son histoire au ski féminin suédois, dimanche 4 janvier, à Merblor (Yougoslavie). Il n'existe aucun lien de parenté entre les deux. Juste un dénominateur commun : le talent.

L'école suédoise de slalom avait fait merveille chez les messieurs dans la lignée du grand légendaire Stenmark. Mais, face aux quatre-vingt-dix victoires de l'équipe masculine, ces demoiselles faisant figure de parents pauvres, Camille Nilsson, dix-neuf ans, originaire d'Östersund, n'avait obtenu que quelques succès en Coupe d'Europe et deux places d'honneur en Coupe du monde.

Cheveux courts, yeux clairs, bouille ronde et souriante, elle se vantait que son heure viendrait. Et elle est venue dimanche, à Merblor. La Suédoise réussissait le meilleur temps de la première manche, devant les Suissesses Vreni Schneider et Corinne Schmidhauser, puis remportait celle de la seconde avec un sang-froid, un aplomb, une maîtrise de soi dont les deux championnes helvétiques ne la croyaient pas capable.

Les jumelles d'origine polonaise, Malgorzata et Dorota Talik-Migora, respectivement huitième et neuvième ont encore été les seules Françaises à se bien comporter.

La déroute française fut encore plus nette à Laax (Suisse) dans la descente masculine. Jean-François Rey, ex classé trente-troisième, a pris de trois secondes, du vainqueur, le Suisse Franz Heinzer.

## LES RÉSULTATS

## Automobilisme

Rallye Paris-Dakar  
Trottoir étape  
spéciale Ouargla-El Goléa

## AUTOS

1. Mbatia-Doughty (Ken. Peugeot 205 T16), à 1 h 3 min 16 s de pénalité ; 2. De Silva-Olivo (Mitsubishi Fajero), à 3 min 16 s ; 3. Cowan-Syer (GB. Mitsubishi Fajero), à 5 min 22 s. Classement général. — 1. Mbatia-Doughty (Ken. Peugeot 205 T16), à 1 h 13 min 51 s de pénalité ; 2. De Silva-Olivo (Mitsubishi Fajero), à 3 min 16 s ; 3. Cowan-Syer (GB. Mitsubishi Fajero), à 5 min 16 s.

## MOTOS

1. Andrea Balestrieri (It.-Honda), les 259 km en 2 h 27 min 21 s ; 2. Ploco (It.-Yamaha), à 2 min 15 s ; 3. Bocca (Yamaha) et Mias (Esp.-Yamaha), à 3 min 43 s.

Classement général. — 1. Balestrieri (It.-Honda), en 2 h 39 min 34 s ; 2. Ploco (It.-Yamaha), à 1 h 36 min ; 3. Mias (Esp.-Yamaha), à 2 min 13 s.

## Basket-Ball

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division  
(demi-finale, septième tour aller)

Antibes b. RCF Paris 109-108  
Villeneuve b. Orléans 96-95  
Limoges b. Tours 99-89

Moscou b. Mulhouse 109-96  
Lorient b. Châlons 121-96  
Saint-Etienne b. Vichy 90-84

Classement. — 1. Limoges, 21 pts ; 2. Orléans, Monaco RCF Paris, 19 ; 3. Antibes, Villeneuve, 15 ; 7. Lorient, 14 ; 8. Tours, 11 ; 9. Vichy, 10 ; 10.

## Hockey sur glace

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

France Volants b. Chamonix, 6-4 ; Gap b. Viry-Essonne, 9-5 ; Rouen et Grenoble, 5-5 ; Amiens b. Briançon, 9-3 ; Mont-Blanc b. Villars-de-Lans, 7-1. Classement. — 1. Mont-Blanc, 45 pts ; 2. France Volants, 30 ; 3. Gap, 28.

## Jeu à XIII

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Carcassonne b. XIII Catalan 10-7  
Le Pontet b. Toulouse 12-10  
Lézignan b. Rodez 12-10  
Saint-Estève b. Carpentras 38-6  
Saint-Gaudens b. Albi 30-12  
Villeneuve b. Avignon 18-16

Classement. — 1. Saint-Estève, Villeneuve, 35 pts ; 3. Carcassonne, 34.

Le trois-quarts centre carcassonnais Jean-François Daré, trente-deux ans, blessé sur un plaquage régulier au cours de la rencontre Carcassonne-XIII Catalan, a dû être hospitalisé dans un coma profond.

## Rugby

## COUPE DES PROVINCES

(demi-finale)

A Agen : Avignon-Ille-de-France-Limousin b. Côte Basque : 23-16.

A Perpignan : Pyrénées b. Alpes-Drôme-Ardèche-Lyonnais : 18-15.

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division  
Match au retour

Antibes, Villeneuve, 15 ; 7. Lorient, 14 ; 8. Tours, 11 ; 9. Vichy, 10 ; 10.

\*Agen b. Pau 31-15



# Le Monde CADRES

Groupe industriel français de renommée internationale, nous cherchons pour notre siège social à Lyon,

## un jeune chargé de missions à la direction des ressources humaines

Venez prendre en charge des études concrètes portant notamment sur l'amélioration de la communication interne et participer à la mise en route du plan d'informatisation du service du personnel de notre siège social. Vous contribuerez également au bon travail de notre service.

De formation supérieure (I.E.P., E.S.C. + un 3<sup>ème</sup> cycle en marketing ou communication...), vous débutez votre carrière en mettant à notre service votre talent rédactionnel et votre rigueur dans le travail.

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE, vous remercie de lui écrire (réf. 1220 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7, RUE SERVIENT 69003 LYON  
PARIS GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTec

## Bien que cette annonce n'engage que vous, elle risque fort d'en engager d'autres...

### Responsable de recrutement

Premier groupe alimentaire français BSN se bat au 1<sup>er</sup> rang pour développer ses parts de marché, accroître ses capacités financières, élargir ses compétences en mobilisant ses ressources humaines autour d'un projet commun.

Aujourd'hui plus que jamais le recrutement et la gestion des cadres est une des clés de notre réussite.

Avec beaucoup de professionnalisme l'équipe intervient pour l'ensemble des sociétés du groupe pour rechercher à l'extérieur et sélectionner les meilleurs candidats mais également valoriser les potentiels internes du groupe.

En toute autonomie, vous analyserez avec le service demandeur ses besoins, vous définirez les moyens

de votre recherche et mettez tout en oeuvre jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Vous êtes bien sûr diplômé d'études supérieures et maîtrisez les techniques de recrutement, et vos 3 années d'expérience vous ont permis de travailler à l'étranger ou de recruter pour l'international (anglais courant et seconde langue souhaitée). Cette mission est pour vous l'opportunité d'élargir votre univers de compétences. Prêt à vous investir et à vous remettre en cause, vous intégrez une équipe animée par la passion de son métier et une perpétuelle envie de progresser. La richesse des contacts que vous développez dans cette mission vous ouvre de nombreuses portes pour construire votre carrière dans un groupe leader. Engagez avec nous l'avenir de BSN !



BSN Groupe, 35 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43 000 personnes dont 3000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 11 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

## Avec la RECHERCHE, nous préparons notre AVENIR... et le VÔTRE

Pour vous y aider, nous consacrons de très importants moyens à la Recherche. C'est ce qui explique, entre autres, notre croissance et notre réussite. Un de nos centres d'intérêts actuels est le Synthèse de PEPTIDES. Notre Unité de Fabrication et nos Laboratoires sont opérationnels sous peu, les équipes se mettent en place et certains choix de matériels sont en attente de décisions, les vôtres. Nous souhaitons confier notre Laboratoire de Synthèse et notre Laboratoire Analytique à DEUX CHIMIQUES CONFIRMÉS.

### Responsable laboratoire synthèse

Agé d'au moins 35 ans, vous avez déjà une expérience de la Synthèse organique dans le domaine des PEPTIDES. Vous souhaitez à présent donner une nouvelle dimension à votre carrière en créant votre propre équipe de recherche.

Nous vous offrons à l'un comme à l'autre l'opportunité de rejoindre un des plus grands Groupes Industriels français qui vous donnera les moyens de développer votre goût de la Recherche et vos qualités d'animateur. Didier LESJOUR et Christiane CHARBONNE, nos Consultants, attendent votre résumé de carrière, sous la référence choisie, et restent à votre entière disposition si vous souhaitez de plus amples informations au (1) 47.34.16.15.

### Responsable laboratoire analytique contrôle

Vous souhaitez, après 5 à 10 ans d'expérience en Laboratoire, rejoindre une équipe qui vous attend pour le guider dans vos travaux sur les PEPTIDES. Au-delà de vos missions d'analyses de contrôle, d'est donc à vos qualités de leader que nous faisons appel.

Nous vous offrons à l'un comme à l'autre l'opportunité de rejoindre un des plus grands Groupes Industriels français qui vous donnera les moyens de développer votre goût de la Recherche et vos qualités d'animateur. Didier LESJOUR et Christiane CHARBONNE, nos Consultants, attendent votre résumé de carrière, sous la référence choisie, et restent à votre entière disposition si vous souhaitez de plus amples informations au (1) 47.34.16.15.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## Chefs de projet

### Instrumentation/Mesures

La filiale française d'un groupe international, agissant dans un secteur où l'innovation technologique et la notion de fiabilité sont primordiales (instrumentation/mesures), recherche deux nouveaux Chefs de Projet pour son service de développement électronique.

La fonction au contenu technique évident (amélioration et recherche de nouveaux produits) est riche par sa diversité : en effet, elle suppose l'animation et le contrôle d'une équipe, mais aussi de nombreuses relations avec les clients, les fournisseurs, les achats, les méthodes, le labo, la fabrication... Enfin elle est complète puisqu'elle engage des défis techniques, des budgets, des délais.

Quant à vous, Ingénieur Electronicien, à vos connaissances en microprocesseurs (Nec, Motorola 6805...) ainsi qu'en électronique analogique, linéaire... vous ajoutez une expérience qui vous a permis d'approcher les problèmes d'industrialisation (machines, process, technologie...).

Le contexte international suppose une bonne connaissance de l'anglais.

Postes situés à Paris.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui faire parvenir votre candidature sous référence CP 131 M, 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.



MEMBRE DE SYNTec

## Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

...sans avoir pu encore véritablement l'essayer. Sensibilité aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez utile - être bien fait et contacté - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourrez vous intégrer pleinement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, (s/réf. 3998) à Avel, 27 rue Talbot 75009 Paris.

Très attachée à sa politique de valorisation des Ressources Humaines, 3M France recherche pour son Siège Social à Cergy

## Assistant au responsable des études et rémunérations

Au sein de la Division des Ressources Humaines, vous participerez, dans le cadre de l'extension de l'informatisation de ses activités, à l'étude et à la réalisation de nouveaux projets :

- Développement de nouvelles méthodes de gestion du personnel.
- Analyses des fonctions et de leurs activités.
- Etudes prévisionnelles de structures et des systèmes de rémunération.

Jeune diplômé de formation supérieure économique, sociale ou gestion (type Grande Ecole ou 3<sup>e</sup> Cycle), vous maîtrisez l'outil informatique (programmation sur micro et dialogues avec les systèmes centraux) et possédez un bon niveau d'anglais. Votre sens pratique, votre esprit d'analyse et votre intérêt marqué pour les Etudes et les Hommes seront vos atouts pour réussir dans cette fonction et évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, avec préférences, sous la référence 54/MG à Monique GENOT - 3M FRANCE, Bd de l'Oléa, 95000 Cergy Cedex



Organisme professionnel national - 3000 adhérents  
Centre de Paris, recherche un :

## Professionnel de la formation

- Expérience de l'entreprise.
- Pratique des filières Education Nationale.
- Connaissance ASFO/FAF.

Votre rôle dans notre équipe :

- Assurer l'information et le conseil des Chefs d'entreprises.
- Identifier et évaluer les besoins présents et futurs de la profession.
- Elaborer, définir et proposer les moyens à mettre en place dans le cadre d'une stratégie.
- Gérer les fonds collectés (taxe d'apprentissage et fonds décaissés).

Si vous avez plusieurs années d'expérience, une formation supérieure, des qualités relationnelles et de rigueur, merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et prétentions à notre conseil INFRAPLAN, 83, Boulevard Raspail, 75006 Paris, sous la référence CFI/1 M.

MEMBRE DE SYNTec

**INFRAPLAN**  
Paris/Barcelone

## Développer de nouveaux produits pour le béton armé

### INGENIEUR T.P.

#### ATTIRE PAR LE MARKETING

Cette Société, filiale d'un grand groupe industriel français, fabrique et commercialise des produits destinés à l'armature du béton. Elle recherche, pour son Service Marketing-Recherche, un ingénieur béton armé.

Rattaché au directeur du service, il est chargé de développer de nouveaux produits et d'améliorer les produits et procédés existants en les adaptant aux besoins du marché (Utilisation d'un micro-ordinateur performant). Il doit en faire la promotion auprès des prescripteurs, maîtres d'ouvrages et utilisateurs. Il représente aussi la société auprès des organismes techniques et professionnels.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur T.P. de 27 ans minimum, ayant de solides connaissances en béton armé. Il a acquis une expérience d'environ 3 ans dans le service Structures ou Etudes de prix d'une grosse entreprise du Bâtiment.

Déplacements fréquents et de courte durée.

Poste basé en Région Est.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/2027 A à :

**EGOR S.A.**

8, rue de Béri - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

PARIS stop... LYON stop...  
Prochainement NANTES stop...

Mais aujourd'hui c'est BARCELONE que nous inaugurons stop...

Accompagnons cette information de nos vœux de prospérité pour 1987 stop...



**Jean-Claude Maurice S.A.**  
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

(1) 42.69.49.79



## Le Monde CADRES

### CONSULTANTS Externes ou Internes... La synthèse PERSONNEL-ORGANISATION...

L'entrée en force des Techniques de COMMUNICATION, en fait la liaison Informatique-Télécoms, va profondément transformer, dans les années qui viennent, le « PANORAMA DE L'EMPLOI » de ce secteur professionnel. A DOMINANTE FINANCIÈRE, S'appuyant sur l'existant ne suffit plus ! Il faut CREER, INNOVER, INVENTER, CONSTRUIRE, pour que la technologie, produite par l'homme, ne rende pas les tâches nouvelles qu'elle engendre : incompréhensibles, inopérantes, et répulsives... pour le PLUS GRAND NOMBRE. VASTE CHANTIER... que le VÔTRE ! En qualité d'

### Organisateur-conseil

vous serez, auprès du chef du Service du Personnel et des Affaires Sociales, détenteur d'une information très « amont », concernant l'évolution des activités décidée par le Management, et sauriez, par votre potentiel général (et Grandes Ecoles), votre créativité, et vos qualités d'entrepreneur, combiner les données de l'environnement et celles de votre milieu pour assurer une « traduction » intelligente et pragmatique des besoins apparents et sous-jacents.

Vous possédez un esprit de synthèse PEU COURANT, un réel talent de « metteur en onde ».

Bref, comme le diraient les sportifs : la GRANDE CLASSE ! Au plaisir de vous rencontrer.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence VOR/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### Directeur général adjoint

#### Haut Languedoc

Le Président d'un groupe de PM (120 MF. de C.A. en 86), spécialisé dans l'imprimerie, recherche son directeur général adjoint.

Il est chargé de diriger l'administration, les finances, la comptabilité, le juridique et la gestion du personnel de l'entreprise. Il est également responsable de l'animation et de la motivation des équipes et plus particulièrement de l'encadrement. Il est membre de droit du Conseil de Direction et, à ce titre, il participe aux principales décisions concernant la société en matière d'actions commerciales et de production. Il peut être amené à prendre en direct la direction commerciale d'une des sociétés du groupe. Ce poste est conçu dans le cadre d'un système précis de délégation et d'une complémentarité avec les responsabilités propres au Président.

Le candidat recherché a une expérience d'animation et de direction commerciale. Il a des compétences en gestion et en administration. Une expérience de direction analogue serait la plus appropriée pour ce poste. La rémunération sera déterminée en fonction de l'expérience et comportera ultérieurement un intéressement aux résultats. Le poste est basé dans une petite ville du Haut Languedoc.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite à André COFFIN, sous références ED26/M, SEMA-SELECTION, 5, rue Saint-Hermite, 13008 MARSEILLE.

ISM SEMA-SELECTION  
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

### Conseil aux entreprises

Un organisme de formation solidement implanté dans toute la France recherche son

#### DIRECTEUR DE RESEAU

Responsable de l'action des conseillers : prospection, diagnostic des besoins, proposition d'actions, financement.

C'est un véritable manager : il possède l'expérience de l'animation d'équipes de haut niveau ; il sait gérer, contrôler.

Il connaît les activités de formation.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 610 006 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris  
PHILLYON-HENRI-MAN

1987  
PARIS  
10, rue de Louvois  
75002 PARIS  
Tél : 42.56.92.03

Notre groupe de sociétés de services,  
leader dans son secteur  
(180 M.F. chiffre d'affaires,  
350 personnes)

recherche son

#### DIRECTEUR FINANCIER

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure, il animera une équipe de 10 personnes et assurera la responsabilité des relations financières avec les partenaires de l'entreprise.

Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 8 247 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montcey, Paris-7.

L'UNION NATIONALE DES  
ASSOCIATIONS DE PARENTS  
D'ENFANTS INADAPTES (UNAPEI)

recherche, pour son siège situé à Paris-18,

#### L'ASSISTANT(E) du responsable de la formation

Il(elle) contribuera à l'organisation administrative, au développement du service, à la conception des programmes et à la mise en place d'un réseau de formateurs. Une bonne expérience dans le domaine de la formation est requise. Le goût des contacts, du dynamisme et de solides connaissances en matière d'animation seront des atouts supplémentaires.

Envoyez C.V. + photo à UNAPEI, 15, rue Coyseux, 75018 PARIS, sous réf. PG 1.

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS  
4 milliards F. + (45% à l'Etranger)  
30 usines dont 8 à l'Etranger

BÉNÉFICIAIRE ET EN EXPANSION SUR SES AXES STRATÉGIQUES  
Produits industriels et Grand Public  
RENFORCE SON ÉQUIPE DE D.R.S. en préparant son renouvellement  
partiel à intervenir dans les 2 à 6 ans à venir et  
RECRUTE pour son Siège à PARIS  
rattaché directement au Directeur des R.S.  
du Groupe dans le cadre d'une petite équipe, un

### RESPONSABLE Relations sociales

IL AURA RAPIDEMENT SES DOMAINES PROPRES  
● FONCTION PERSONNEL complète (terrain) pour certaines Usines ●  
COORDINATION en FRANCE ENTRE PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS  
PLUS IMPORTANTS et DANS LES ETS et FILIALES A L'ÉTRANGER ●  
La FORMATION au niveau du Groupe : aide et conseils aux Directeurs  
d'activités.

Poste voulu évolutif

#### Professionnel des Relations sociales

- MOINS DE QUARANTE ANS (nécessité de la pyramide des âges)
- FORMATION SUPÉRIEURE : Ecole de Gestion, d'Ingénieur ou Universitaire, préf. avec spécialisation Personnel
- ANGLAIS FLUIDE (indispensable) + si poss. Allemand
- EXPÉRIENCE (environ 10 ans) DE LA FONCTION PERSONNEL DANS L'INDUSTRIE (la été en Usine). Connaissances FORMATION et utilisation MICRO-INFORMATIQUE très appréciées

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8554

SC sélection conseil  
98, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

### Vittel La vitalité du 1<sup>er</sup> mondial de l'eau minérale

Dans le cadre du développement de nos installations, nous renforçons notre capacité de production et de distribution des énergies. Nous procédons simultanément à l'amélioration et à l'extension des Réseaux Fluides Divers et Produits. Nous souhaitons enrichir notre équipe en intégrant un jeune

#### INGÉNIEUR THERMICIEN

Vous souhaitez débiter votre carrière en tant que Chef de Projet. Nous vous accueillons directement aux côtés du Directeur de notre Bureau d'Etudes et vous confions la prise en charge, dans votre spécialité, de tous ces vastes projets. Par vos études de fond sur ces problèmes et par l'apport de vos connaissances spécifiques, vous participerez étroitement à la mise en place d'une technologie ainsi qu'à la constitution d'un savoir-faire, qui situent déjà notre Société à la pointe de la profession, notamment en ce qui concerne la GPAO, l'automatisation et l'informatisation du process.

Notre Groupe offre de larges possibilités d'évolution à un ingénieur à fort potentiel.

Ce poste est, bien sûr, à pourvoir à Vittel. Nous prenons en charge votre déménagement si nécessaire.

Monsieur Koehner vous recevra à Paris et vous donnera toutes informations. Adressez votre dossier de candidature au CPA, sous réf. 46 M 359, 3, rue de Liège 75009 PARIS.



MEMBRE DE SYNTHE

### Responsable de Projet

Nous vous proposons de développer en France un nouveau concept de Centres de Loisirs axés sur les hautes technologies : aéronautique et robotique.

Vous aurez pour mission de concevoir et d'élaborer l'ensemble du cahier des charges concernant ces centres.

Au plan technique, vous procéderez au choix des équipements, vous assurerez les négociations avec les fournisseurs, vous gèrerez un budget important au plan pédagogique, vous coordonnerez et superviserez la définition des programmes de formation et d'entraînement.

Pour réussir, vous devrez être diplômé d'une grande école d'ingénieur (Centrale - Arts et Métiers - Supélec Smp. Adro).

Vous avez une première expérience en tant que Chef de Projet ou de Produit dans le domaine de l'aéronautique ou robotique.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et vous désirez mettre en œuvre votre mentalité de créateur et de développeur.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre à Claude Jacquemin sous référence 510/M.

CURSUS CONSEIL

26, rue Croix des Petits Champs 75001 Paris.

MERCURI URVAL  
(19 filiales Europe, Etats-Unis)

### AUJOURD'HUI A LYON

Immeuble Le Primat,  
194, rue Garibaldi, 69427 Lyon cedex 03,  
Tél. : 78 60 74 70

Elisabeth FAURE, Gilles PEILLET,  
Philippe STREMMEL

Mercuri Urval

مكتبة الامم المتحدة



**Le Monde**  
**CADRES**

Technologie de pointe  
**Chef de zone export HF**

Prendre en charge et développer la commercialisation de composants électroniques sur les principaux marchés d'exportation :  
- conduire les négociations avec les clients importants ;  
- intervenir en support des filiales commerciales et des réseaux de distribution ;  
- assurer le suivi et recueillir les informations indispensables pour une meilleure adaptation des options stratégiques de la société.  
C'est la mission que vous propose cette société leader dans son domaine (3000 personnes, 1 milliard de F de CA dont 50 % à l'export), filiale d'un puissant groupe international.  
Diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique, âgé de 28 ans minimum vous justifiez d'une expérience de la vente à l'export dans un domaine connexe.  
Dynamique, autonome et disponible, vous souhaitez vous investir dans un challenge au sein d'un environnement évolutif et performant.  
La pratique de l'anglais et de l'allemand est impérative.  
Merci d'envoyer votre CV complet + lettre manuscrite, sous réf. M.522 A, à Monsieur Etienne Simonet, OC Conseil, 34, Bd Haussmann, 75009 Paris, à qui nous avons confié cette mission.

**OC conseil**  
Ressources Humaines  
PARIS - LYON

**ingénieur grande école généraliste**

Une société d'INGÉNIEURIE et RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT spécialisée dans l'industrie sucrière souhaite intégrer à son équipe un

**INGENIEUR DE PROJETS**

ISSU d'une grande école - ECP, MINES, ISI, A et M, ENSIA, INSA, IIAA exclusivement -, il a de préférence une première expérience en industrie (ou tout au moins des stages significatifs) - il possède une bonne maîtrise de l'anglais ; de bonnes connaissances en allemand seront très appréciées.

Il participera à des projets d'investissement et d'amélioration des processus dans les domaines du GÉNIE CHIMIQUE, de l'ÉNERGETIQUE et de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et en suivra la réalisation.

Un développement de carrière vers des postes d'encadrement en production sera possible.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 2492-M, seront traitées en toute discrétion par

**adjourlin** CONSEILS DE DIRECTION  
42, AV. ALBACHLOMBARD  
92015 ANTOINET

**MEDIATOR**

Conseil en ressources humaines et réinsertion professionnelle, nous cherchons pour Paris (siège), pour Lyon, Lille et Strasbourg), un

**CONSULTANT, H-F**

L'OUT-PLACEMENT (ou réinsertion) s'affirme pour les Dirigeants d'entreprise et notamment les D.R.H., comme un outil de gestion et un moyen éprouvé permettant d'aider leurs cadres concernés à la mobilité.

Pour exercer notre métier, nous vous demandons : un sens scrupuleux du service à l'autrui, de la persévérance, du talent pour le conseil, le goût et la capacité de faire réussir les autres - sans compter le sens commercial voulu pour contribuer au développement de notre société. Nous vous sollicitons une culture managériale éprouvée par au moins 10 ans d'expérience en entreprise.

L'OUT-PLACEMENT de qualité devient le besoin des entreprises. Venez exercer ce beau métier avec nous.

Envoyez-nous : MEDIATOR - Charles KABLE,  
120, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

centre  
**inffo**

**RESPONSABLE DU SERVICE PROMOTION - DIFFUSION**

- Gestion commerciale informatisée des produits et services (12.000 clients), suivi de la clientèle.
- Routages, mailings promotionnels.

Expérience d'encadrement exigée  
Connaissances souhaitées en informatique de gestion

Candidature avec C.V. à adresser à :  
Monsieur le Directeur du Centre INFFO  
Tour Europe-Cedex 07  
92080 PARIS-LA DÉFENSE

Etre ou ne pas Etre ...  
dans le Conseil ou dans l'Entreprise ?

c'est LA question que peut se poser sérieusement après 1 à 3 années d'expérience un jeune

**CHEF de PROJETS ORGANISATION**

diplômé (e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et/ou de Gestion.

Nous sommes une très importante Société Industrielle : plus de 10000 personnes, 8 divisions, plus de 50 centres de profit ...

Notre Département Organisation intervient donc dans les domaines les plus variés pour analyser, écrire les règles de fonctionnement, rédiger les procédures, tout ceci en liaison étroite avec notre service informatique. Nos domaines privilégiés sont : production, recherche, commerce, gestion, logistique ...

Nous recherchons pour compléter notre équipe : un diplômé d'une très bonne Grande Ecole (Ingénieurs et/ou Gestion), ayant de 1 à 3 ans d'expérience d'organisation acquise dans une société de conseil ou un groupe industriel. Etre intervenu en production serait un plus mais n'est pas indispensable.

Merci d'adresser sous référence M/103/BC votre CV et votre rémunération actuelle à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

**chp CABINET Henri PHILIPPE**  
186 boulevard Haussmann - 75008 Paris



Définir et faire appliquer... la règle du jeu...

Dans le cadre de la création d'un nouveau marché : celui des OPTIONS NEGOCIABLES, LA CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE implante une S.A., filiale à 100 %, pour laquelle nous recherchons :

**1 Contrôleur senior**

qui, à la tête de six Contrôleurs, sera le garant de l'aspect réglementaire et contractuel du marché. Jeune ESC possédant une première expérience d'environ trois ans dans un groupe bancaire dans cette spécialité, nous vous proposons un élargissement de vos responsabilités dans un cadre que vous « façonnerez à votre image », après en avoir défini les contours... (Réf. V/CG/LM)

**2 Contrôleurs**

qui, sous la responsabilité du Contrôleur senior, effectueront des missions d'audit et d'assistance auprès des différentes CHARGES D'AGENTS DE CHANGE pour que les « règles du jeu » soient comprises et appliquées. (Réf. V/TR/LM)

Nous attendons des DUT, option Techniques de Commercialisation, ou Finances-Compta, si la personnalité est ouverte, directe, positive. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre dossier sous la référence choisie.



**Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Exploitant bancaire auprès des grandes entreprises**

Paris. Une Banque parisienne en fort développement, filiale d'un des premiers Groupes bancaires français, recherche un(e) exploitant(e) "Grandes Entreprises". Il aura en charge la responsabilité directe d'un portefeuille de grandes entreprises à gérer et à développer avec une large autonomie.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, il bénéficie d'une expérience de 2 à 5 ans des relations bancaires avec les entreprises, qui lui a permis d'acquies une bonne connaissance des techniques bancaires, et notamment des nouveaux produits (opérations de marchés, produits financiers, etc.). Une première approche bancaire des grandes entreprises serait un atout appréciable. Très à l'aise dans les relations commerciales, il a de réelles aptitudes à la négociation et le désir de progresser dans un environnement évolutif.

Merci d'adresser votre C.V., accompagné d'une lettre manuscrite et précisant vos prétentions, sous la référence G008/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.



**SEMA-SELECTION**  
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.

**Concevez les camions bennes de l'an 2000.**

Nous sommes le groupe SITA, leader européen de la collecte des déchets solides (10 000 personnes, CA 2 milliards de F). La maîtrise de notre croissance exceptionnelle nous impose une ambitieuse restructuration qui se traduira par une augmentation de notre effectif. Une de nos filiales (190 personnes, 120 M HT de CA), en outre de constitution par le rattachement de trois sociétés, fabrique l'ensemble du matériel nécessaire à notre type d'activité et le commercialise à l'extérieur du groupe, en France comme à l'étranger.

Pourquoi ne pas venir en diriger le Bureau d'Etudes ? Animant une petite équipe, votre travail sera passionnant. Rattaché au P.D.G., en étroite liaison avec la Fabrication, les Commerciaux France et Export ou les Bureaux d'Etudes Etrangers, vous étudierez les nouveaux besoins du marché, ferez évoluer les matériels actuels (bennes, conteneurs, appareils divers de voirie...) et concevrez les moyens de collecte de l'avenir. A terme, vous pourrez en place un système D.A.C.I.A.O.

Ce qui nous plaît chez vous : votre formation d'ingénieur et votre expérience de 5 ans minimum qui vous permettent de mettre en avant de solides connaissances théoriques et pratiques en mécanique, électricité, électronique, hydraulique et automatisme. Nous ne négligeons pas, bien sûr, votre très bonne maîtrise de l'anglais. Avant de venir régler votre planche à dessin, envoyez vite un CV et une lettre manuscrite aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 622 751 M. Ils vous dévoileront les possibilités d'évolution au sein de notre groupe.



**Sirca**

Membre de Syntec

**Ingénieur-Formation**

**SONY.**

Hier, le transistor et le circuit intégré... Aujourd'hui, le microprocesseur, ses interfaces et ses logiciels d'asservissement... La technicité et la complexité sans cesse croissantes de l'audio-visuel demandent une formation et un recyclage constants tant pour les techniciens que pour les vendeurs. Aussi, notre Service

Après-Vente leur propose-t-il des stages techniques. Nous souhaitons aujourd'hui étoffer notre équipe formation et recherchons un ingénieur en électronique pour prendre en charge ces sessions, cours théoriques et pratiques sur nos produits grand-public. Nous recherchons un homme, ou une femme, jeune, diplômé d'une Ecole d'Électronique ou d'un troisième cycle universitaire, ayant une première expérience terrain, même courte, et possédant, bien sûr, de réelles qualités de pédagogue. Ce poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France auprès des stations techniques ou des revendeurs, ainsi qu'en Belgique pour des réunions européennes, ou même au Japon. L'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 866.86 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



**Chantal Baudron. s.a.**

MEMBRE DE SYNTec



## Le Monde CADRES

### Prévoir, pour mieux gérer... notre « architecture de communication »...

Nous sommes l'un des premiers groupes industriels français. Nous développons puissamment nos systèmes informatiques et bureautiques, dans le cadre d'une architecture décentralisée, fédérée par un grand réseau. Dans cette optique, notre réseau s'étend et change de nature : au-delà du télétraitement, il devient une infrastructure générale de communication. C'est pourquoi nous attendons beaucoup de notre

### Manager réseau S.N.A.

pour améliorer et sécuriser l'existant (2 gros centres IBM, 90 sites reliés, 2 000 terminaux) et préparer l'avenir (multiplication des connexions hétérogènes, bureautique, EDI, ...).

Un poste clé directement rattaché au Directeur de la Production, combinant la prospective, la technique et la direction opérationnelle d'une équipe, au service des utilisateurs.

Vous avez une expérience réussie dans la gestion d'un réseau et vous souhaitez, à présent, CHANGER d'ECHELLE et mettre en valeur vos qualités personnelles : ouverture d'esprit, capacité de dialogue avec des « clients », sens des réalisations concrètes et capacités d'animation d'une équipe technique. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence VMR/LM.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

### ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.

M 51 A à GROUPE SYSECA,  
Direction du Personnel,  
315, Boulevard de la Colonne,  
92213 SAINT-CLOUD  
CEDEX



SYSECA  
(300 MF de  
CA, 900 collaborateurs dont  
65% d'ingénieurs) est  
une Société de services  
et d'ingénierie informatique,  
partenaire d'un groupe  
industriel de très internationale.

### ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Avec 2 000 collaborateurs, une implantation en France et à l'étranger - groupe industriel français important - nous recherchons dans le cadre de notre expansion un :

Diplômé d'une Ecole de Gestion (ou équivalent) ou titulaire d'un DECS, à 35 ans environ, vous êtes avant tout un homme de chiffres et votre expérience recouvre tous les problèmes administratifs : paie-informatisée, gestion, législation sociale.

Vous mettez à profit vos connaissances informatiques en participant à la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle, outil qui vous permettra de renforcer et d'optimiser votre action, notamment dans les domaines techniques tels que les statistiques, les bilans sociaux.

Après une période d'intégration, outre vos qualités administratives et comptables, vous saurez mettre en valeur vos qualités d'homme de terrain et de communication afin de représenter notre groupe au cours de conférences et de vous déplacer ponctuellement dans nos différentes unités.

Votre rémunération immédiatement motivante, évoluera en rapport avec votre prise progressive de responsabilités.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo exigée et prêt.), à réf. 44577/LN, à



Communiqué

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Branche française de l'un des leaders de l'édition internationale, nous recherchons à Paris un

### Assistant Chef de Produit

Notre département VPC est en plein développement. Directement rattaché à son Directeur Marketing, vous participerez à l'élaboration et au suivi des budgets, des campagnes publicitaires; vous exploiterez nos fichiers et serez responsable des mailings; vous analyserez les résultats.

De formation commerciale supérieure et parlant anglais obligatoirement, vous avez une première expérience acquise de préférence dans le marketing direct, en tous cas dans la VPC.

Très motivé pour vous investir à fond dans un environnement européen et pour évoluer dans notre groupe, nous vous remercions d'écrire sous réf. 601/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.



### jeune informaticien, devenez journaliste technique de ...



premier journal français dans son secteur professionnel et publication d'un groupe de presse dont le C.A. a dépassé 3 milliards de francs en 1986.

Avec notre conseiller technique, vous suivez l'actualité informatique tant en matière d'équipements que de logiciels et assistez à la plupart des grands salons français et étrangers. Vous rédigez les dossiers de synthèse répondant aux besoins d'information technique de nos lecteurs, en faisant appel aux professionnels de l'informatique avec lesquels vous êtes en contact permanent.

Vous êtes âgé(e) de 26 ans minimum, diplômé(e) de l'enseignement supérieur et vous avez travaillé, pendant au moins deux ans, dans un environnement de grands ordinateurs IBM. Vous connaissez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/386.21 à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION  
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



### Groupe Bancaire Alsace

recrute

- INGÉNIEUR RÉSEAU
- INGÉNIEUR SYSTÈME MVS

Les candidatures avec C.V. détaillé et prétentions sont à adresser sous réf. 5 251 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montmartre, 75007 PARIS.

### INSTITUT DE L'ENFANT

Société d'études spécialisées auprès des enfants et des adolescents, investissant avec des fabricants, des distributeurs, des agences et des administrations.

RECHERCHE

### DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES

ayant une solide expérience des différentes techniques d'enquêtes quantitatives, de leur analyse et de leur contact avec le client.

I.E.D. 352, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

### Cabinet CONSULTANTS

recherche

### INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

2 à 5 ans d'exp., minimum (Sens des concepts humains, rigueur, adaptation, autonomie) ayant des connaissances en ORGANISATION, GESTION, COMPTABILITÉ, INFORMATIQUE pour missions de Conseil, d'ingénierie.

Boite avec C.V. et photo à : Guy SAFRATI CONSEIL, 42, bd de Sébastopol 75005 Paris.

### Groupe Japonais Leader Mondial de l'Autosradio Directeur d'Usine Adjoint

La filiale de ce Groupe a ouvert récemment son usine européenne (160 personnes aujourd'hui) à NANCY. En 2 ans, la Production a triplé et les perspectives de développement sont telles qu'elles appellent un renforcement de la Direction opérationnelle de l'Usine.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur d'Usine japonais, vous aurez à diriger, animer, gérer et contrôler une Production grande série d'autosradios et d'enceintes acoustiques de très haut de gamme, faisant appel à l'électronique de pointe. L'Usine est dotée de moyens de Production et d'outils très sophistiqués.

Vous êtes Ingénieur Electronicien diplômé d'une grande Ecole (A & M, ECP, Supélec, ENSEA...), vous avez 30/35 ans, et après une expérience Fabrication/GPAO acquise dans une industrie similaire, vous souhaitez accéder à une fonction aussi opérationnelle mais plus large. Aptitude au management et indispensable maîtrise de l'anglais seront parmi les atouts de votre évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence M59312 à Nicole Le Breuilly, TEG

TEG  
113, rue de  
l'Université  
75007  
PARIS



EVREUX

EVREUX - 50 000 habitants - dans l'EURE - 460 000 habitants  
LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE recherche pour son Département DEVELOPPEMENT

### RESPONSABLE MARKETING H/F

qui assurera deux fonctions principales :

1. Fonction ETUDES MARKETING  
• Supervision des études de suivi du marché. • Réalisation des travaux annuels de préparation du plan Marketing et de fixation des objectifs. • Réalisation d'études ponctuelles. • Réalisation d'études de fond prévues au Plan Marketing.

2. Fonction ACTIONS MARKETING  
• Lancement et suivi des actions marketing, en particulier marketing direct. • Assistance logistique de conseil aux Responsables de Segments.

Ce poste conviendrait à un candidat de Formation Supérieure (SUP de CO, Maîtrise Sciences Eco) ayant une expérience bancaire et/ou marketing direct de 2 ou 3 ans.

Rémunération à définir selon la formation et l'expérience.

Adresser candidature manuscrite avec CV, photo et prétentions à : M. le Chef de Département du Personnel - CRAM de l'EURE - 5, rue de la Rochette - 27004 EVREUX Cedex.

UNE CARRIERE DANS LE BON SENS

### DIRECTEUR GENERAL

NOUS

Un leader de la distribution, de la vente et du transport de denrées périssables, partenaire des GMS Région Parisienne.

VOUS

Un professionnel de haut niveau de la filière agro-alimentaire.

La preuve de vos qualités de négociateur et de meneur d'hommes est faite.

Votre capacité à la gestion est justifiée.

Les décideurs du commerce moderne vous connaissent.

L'organisation et un certain souci du détail seront une chance supplémentaire de réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 1261 à

Emplois et Entreprises  
11, rue Victor Hugo 75002 Paris

مكتبة الأمل



**Le Monde**  
**CADRES**

# FINAREF

Société financière du GROUPE REDOUTE, créée, au sein de son département financier et juridique, un poste de :

## Juriste

- Garantir le respect des dispositions légales et réglementaires dans les activités des différents services dans les domaines tels que le crédit aux particuliers, la gestion de fichiers informatisés, le droit des affaires...
  - Assurer la défense des intérêts de la société dans les relations contractuelles.
  - Apporter un ensemble de prestations d'études et de conseil juridique auprès des départements (contentieux, contrats, documents commerciaux...).
  - Contribuer à la représentation de la société auprès des organisations professionnelles.
- Telles sont les finalités principales de ce poste qui sera confié à un jeune professionnel diplômé d'une maîtrise de droit privé au minimum (option Droit des Affaires) avec une expérience d'environ 3 ans au sein d'un cabinet spécialisé ou d'une entreprise. Cette fonction a pour but de développer au sein d'un établissement financier la pointe dans son domaine d'activités lui permettant d'exercer ses talents avec autonomie dans un contexte relationnel de qualité. Ce poste est situé dans la Métropole Nord.
- Merci d'adresser un dossier complet (C.V. + photo + prétentions) sous réf. 3388/LM à Hervé ADAMSKI qui nous conseillera dans cette recherche et qui réservera le meilleur accueil à votre candidature.

**HAY Managers** 50, bd Gai-de-Gaulle 59100 ROUBAIX



## Jeunes DUT !.. des responsabilités immédiates...

LA CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE ne se contente pas de gérer les marchés existants... elle en crée de nouveaux ! Après le lancement du MATIF, voici venu le temps des **OPTIONS NEGOCIABLES** ! Venez mettre votre enthousiasme et votre potentiel au service de la CONSTRUCTION de cette nouvelle filiale. AU COEUR DE L'ECONOMIE, vous participerez à l'installation et au développement d'un nouveau marché financier. De nombreux postes sont à pourvoir, pour lesquels nous vous donnerons toutes précisions. Sachez seulement que vous bénéficierez de formations spécifiques pour que votre adaptation soit réussie. Nous attendons :

### 3 Chefs de groupe

qui assureront la COTATION, c'est-à-dire l'ajustement de l'offre et de la demande. Un profil plutôt commercial, donc où les qualités de sang-froid, de rapidité et d'efficacité sont primordiales. (Réf. V/GR/LM)

### 1 Contrôleur du marché

qui sera l'« arbitre » de celui-ci et permettra que la cotation s'effectue dans de bonnes conditions. Il faut posséder, en quelque sorte, l'« œil du maître ». (Réf. V/CM/LM)

### 2 Contrôleurs de compensation

qui auront un rôle plus « administratif » puisqu'ils contrôleront les positions des différents intervenants. (Réf. V/PE/LM)

Pour les postes de Chefs de groupe et celui de Contrôleur du marché, nous souhaiterions que vous ayez une première expérience professionnelle, à caractère commercial à dominante financière, si possible, et une formation « Techniques de Commercialisation ». Pour les Contrôleurs de compensation, une orientation finance-compta serait appréciée. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre dossier sous la réf. choisie (qui pourra être précisée après entretien).



**Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## Diriger la création, pourquoi pas vous ?

Nous avons une marque prestigieuse et nous sommes l'un des leaders du sportswear (chiffre d'affaires 1 milliard de francs). Pour franchir une nouvelle étape, nous devons continuer à créer des modèles qui séduisent notre clientèle et affirmer notre style sur le plan international. C'est la fonction du Directeur des Collections que nous recherchons. Rattaché à la Direction Générale, il anime toutes nos équipes de création et les stylistes extérieurs. Il est en relations constantes avec le marketing et la production. Personnalité ouverte aux tendances de la mode et des marchés, sensible au produit, il guide la création. Pour nous, cet homme rare peut être jeune ou moins jeune. Il est créateur et gestionnaire, styliste peut-être, ou professionnel du marketing ou des achats soit dans le textile soit dans d'autres produits, de marque ou de luxe. Et pourquoi pas décorateur, architecte... Si vous vous sentez le talent nécessaire, l'énergie, le goût de créer et d'animer, écrivez aux Consultants de Sirca, 64 rue la Boétie - 75008 Paris sous référence J 638 332 M



**Sirca**

Membre de Syntec

## Développement électronique Ingénieurs projet

La filiale française d'un groupe international, agissant dans un secteur où l'innovation technologique et la notion de fiabilité sont primordiales (instrumentation/mesures), recherche deux Ingénieurs Projet pour son service de développement électronique. Ils participent à l'amélioration de produits existants ou/et à la conception de nouveaux produits (développement de logiciels sur microprocesseurs). Ils sont ponctuellement en relation avec leurs partenaires naturels : clients, fournisseurs, bureau d'études... Les moyens leur sont donnés pour exprimer toute leur mesure et leur créativité.

Ces postes peuvent intéresser de jeunes Ingénieurs Electroniciens bénéficiant d'une première expérience et connaissant les logiciels microprocesseurs, les circuits spécifiques linéaires.

Lieu de travail : Paris.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence DE 132 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

## Juriste contentieux d'entreprises

Diplômé (e) d'une Grande Ecole ou d'Université dans le domaine juridique. Il ou elle justifie d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de dossiers de pré-contentieux et contentieux d'entreprise. Ses compétences en législation de la faillite (réalisation de gages, nantissements de matériels, négociations avec les administrateurs judiciaires, les mandataires liquidateurs, les notaires, etc.) le ou la rendront immédiatement opérationnel (le) au sein du service juridique d'un important établissement spécialisé dans le financement des investissements industriels. Poste très autonome, basé aux Champs Elysées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5095 à DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

## DIRECTEUR (TRICE) D'OFFICE DE TOURISME

(structure intercommunale)

MISSIONS : information, animation, développement de produits touristiques et de la politique de congrès, promotion, direction du personnel

Qualification et rémunération définies par la grille de la Fédération Nationale

Adresser les candidatures à Monsieur le Président de l'Office de Tourisme Place Jules-Ferry 56100 LORIENT pour le 19 janvier 1987, au plus tard.

**SEYME INFORMATIQUE** Tél. (16) 42-82-90-05

urgence

**TECHNICO-COMMERCIAL**

Connaissances en télécommunications (Télécom + informatique) Expérience requise.

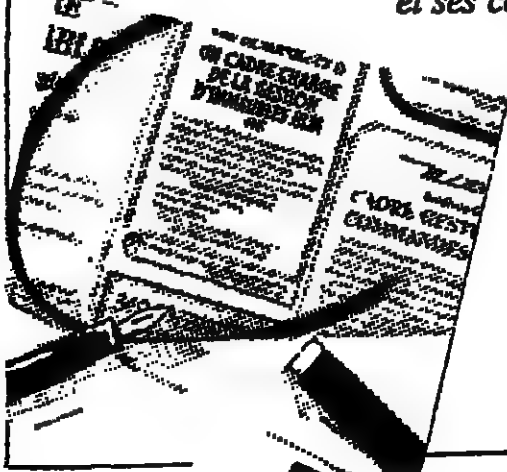
**VARAY LABORIX** MATÉRIEL DE RADIOLOGIE

RECHERCHE JEUNES REPRÉSENTANTS dynamiques pour tous secteurs

Téléphone : 46-80-67-03.

## Pierre Ch. Lichau

et ses collaborateurs vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année nouvelle.



Pierre Lichau S.A. au capital de 4.106.200 F 10, rue de Louvois 75002 PARIS Tél. : (1) 42.60.33.44 Téléc. : 215 058 F



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS 48.28.40.40

**MEILLEURS VOEUX POUR 1987**

**Jonction**



## Le Monde CADRES

### Export technique

Nous sommes un groupe français renommé dans le domaine des machines automatiques de conditionnement. Nos atouts : un savoir-faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique et un puissant dynamisme commercial, en particulier à l'export. Nous recherchons un

#### RESPONSABLE EXPORT

pour lui confier le développement et la mise au point de notre clientèle "Groupes Industriels". Compte tenu de notre activité, sa mission comporte une grande part de relations publiques. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il est fortement motivé pour une vente très technique à l'échelon international. Il a su démontrer lors d'une première expérience réussie, sa capacité à négocier des contrats importants à haut niveau. L'anglais courant est indispensable et la pratique d'une deuxième langue souhaitable. Poste basé à 150 km à l'ouest de Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 612 050 M (à mentionner sur l'enveloppe).



**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue du Bac - 75007 Paris

### ingénieur débutant

H/F

Recherché par Institution financière française en rapide expansion, située à Paris, ayant des bureaux dans plusieurs grandes villes en France et aux Etats-Unis.

Dans un premier temps, il (elle) apprendra notre métier en faisant la programmation sur IBM 43XX. Formation assurée par nos soins. Ensuite il (elle) aura la possibilité de continuer à suivre la filière informatique ou de s'orienter vers une carrière de marketing, commerciale, administrative ou de gestionnaire de portefeuille.

Anglais indispensables.

Merci d'envoyer votre C.V., sous référence 5266-M à Marnières, qui transmettra.

**Marnières**

1, rue d'Hauteville - 75010 Paris

### Important Groupe Industriel et Commercial

recherche

pour assurer le contrôle de gestion de certaines de ses filiales

#### 1 CONTROLEUR DE GESTION ADJOINT (H-F.)

pour un poste basé au siège social, en banlieue nord de Paris.

Le candidat retenu sera au minimum titulaire du BTS de comptabilité (DECS souhaité) et aura une expérience de la fonction de deux à cinq ans avec une bonne connaissance de la consolidation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous n° 8.250 M LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montesson, Paris-7.

### Fromageries BEL

IMPLANTEES dans 95 pays, chiffre d'affaires en 85 de 4,7 milliards de francs en forte expansion, et leader sur ses segments de marché recrutent pour leur Division BEL FRANCE.

#### Chef du service études

Sous l'autorité du responsable du Département Marketing vous serez chargé(e) en collaboration avec les chefs de produits de la mise au point et du suivi des études qualitatives et quantitatives, des panels, de la mise en place et du suivi d'outils informatiques de traitement des données Marketing. Vous serez également en relation avec les autres divisions du Groupe. Vous possédez une expérience en société d'études ou au sein du service études d'un monoclaur.

Envoyer CV, photo et prêt. à Fromageries BEL, Service du Personnel, 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.



CONTESSE

### L'Assemblée Nationale

recrute par Concours

#### 1 SECRÉTAIRE DES DÉBATS

Chargé de l'analyse des débats parlementaires.

- Emploi de haut niveau ;
- Rémunération en conséquence ;
- Licence ou diplôme équivalent exigé.

Détails d'information : Samedi 17 janvier 1987 - 11 heures 101, rue de l'Université, 75007 Paris.

Clauses de inscription : Vendredi 5 février 1987

Séances de préparation facultatives : Samedi 24 et 31 janvier 1987 à 9 h 30, 101, rue de l'Université, 75007 Paris.

Pour tous renseignements, s'adresser au Service du personnel de l'Assemblée Nationale, 233, bd St-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-97-87/87-07.

### CONTROLEUR DE GESTION

Pour développer importante agence de communication

Vous avez environ 30 ans, deux à trois ans d'expérience et une solide formation comptable, le dynamisme et le caractère pour vous associer à une équipe de managers désireux d'investir dans des PME de communication, la rigueur du gestionnaire et l'esprit d'entreprise.

Diplômé Ecole commerciale et anglais souhaités. Disponibilité rapide.

Envoyez-nous votre C.V., vos présentations et une description de vos ambitions.

**RHC**

2, rue du Parc, 92300 Levallois.

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons

quelques

**PERSONNES DE CARACTÈRE**

possédant après stage d'immersion une expérience de 10 000 à 15 000 F mensuel.

Nous leur offrons :

- Une formation complète.

- Une activité permanente.

- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo à :

112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à candidats ayant fait :

- SORT de bonnes études ;

- SORT le preuve de leur personnalité.

CLASSES PRÉPARATOIRES

1/2 HEURE PARIS recherche

**PROFESSEURS**

**MATHÉMATIQUES**

**PHYS.-MECA**

**Français/PHILO.**

Tél. MATIN POUR R-V. 01-42-97-87-07.

Acquisition personnelle pour travailleurs immigrés, recherche pour nos foyers

**3 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS**

**5 CHEFS DE CENTRE**

Gestion internationale.

L'engagement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Env. C.V. délé. lettre manuscrite et photo ainsi que présentation à :

16, rue du Pâtre, 75004 Paris.

Cabinet expertise comptable en forte croissance, 17<sup>e</sup> recherche

#### 1) ADJUTEUR

environ 3 ans d'expérience en cabinet international pour missions d'audit en France et à l'étranger.

Langues : anglais et français. Possibilité d'évolution de carrière.

Adresser C.V. manuscrit photo et présentations à :

J.R. 122, bd Malesherbes 75017 Paris.

#### 2) COLLABORATEUR N 4

Adresser C.V. manuscrit photo et présentations à :

J.R. 122, bd Malesherbes 75017 Paris.

### INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE PROJETS TRÈS VALORISANTS

**INGÉNIEURS BULL**

SYSTEMES BULL DPS 6 - DPS 7 - DPS 8 PROJETS TRÈS VALORISANTS

Importants projets de développement et de qualification

**CHEFS DE PROJET BULL DPS 7 - DPS 8**

Ayant de la « bouteille à Lappe » d'initiation et d'inspiration aboutissant à des solutions fiables. Pour encadrer une équipe d'ingénieurs

**INGÉNIEURS SYSTÈME**

Pour développement de MONITEURS TEMPS RÉEL.

Expériences UNIX-C-85000

**INGÉNIEURS RÉSEAUX**

PROJETS TRÈS VALORISANTS

**INGÉNIEURS PROCESS**

Projet de simulation

**SEL 32, CONCEPT (BOUL)**

**CHEF DE SERVICE**

Ingénieur Grandes Ecoles

Pour Direction d'équipe Projets de réseaux, de Systèmes

Monitor et de qualifications. Salaire 350.000 F/an.

28, rue Daubenton, 5<sup>e</sup> Téléphone : 42-37-99-22.

Société de conseil d'entreprise et de formation permanente recherche en statut salarié à temps complet ou en statut libéré à temps partiel important 2. D'expérience de 5 ans minimum.

POSTE A :

**FORMATION AUX RELATIONS HUMAINES**

POSTE B :

**FORMATION EN CONSEIL EN GESTION DE PERSONNEL**

Diplômes universitaires en sciences humaines absolument requis et expérience 5 ans minimum.

Envoyez C.V., photo et présentations sous référence 117440 à :

PIERRE LICHAU S.A., 10, rue de la Vallée, Paris-20, 9<sup>e</sup> arr.

**BANQUE SUD INGENIEURS**

- Aérodynamique

- Turbo machines

- Combustion thermique

- Mécanique

pour étude ou analyse de projets informatiques.

Formation école d'ingénieurs. Expérience souhaitée : 1 à 2 ans.

Se présenter Quai 94, rue Saint-Lazare, Paris-8<sup>e</sup> escalier D, rez-de-chaussée.

Tél. : 42-95-39-74.

**secrétaires**

Cabinet expertise comptable en forte croissance, 17<sup>e</sup> arr.

**SECRÉTAIRE CONFIRMÉE**

TRAITEMENT DE TEXTES

Adresser C.V. manuscrit photo et présentations à :

J.R. 122, bd Malesherbes 75017 Paris.

### Développer des produits RPA et Résidences Services...

#### DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Le Groupe BOUYGUES, nous appartenons à la Division BOUYGUES IMMOBILIER, premier promoteur régional. Aujourd'hui, nous lançons notre activité de RPA et différents produits de Résidence Services, pour lesquels un financement spécifique a été mis en place.

Le responsable que nous recherchons prendra en charge l'ensemble du développement de ces produits : recherche des emplacements, montage des opérations en étroite coordination avec notre Direction Générale et nos Directeurs Régionaux.

Vous possédez une bonne connaissance du marché parisien au niveau foncier ainsi qu'une expérience significative dans ce type de montage. Nous vous offrons de valoriser votre professionnalisme dans une filiale en plein essor du premier Groupe mondial de BTP.

Philippe THELIEZ vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle) à BATH - 42, rue de Bellevue - 91200 BOULOGNE BILLANCOURT.

H/F PARIS



UN CONSTRUCTEUR SOLIDE

### INGENIEUR COMMERCIAL INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CAO - DAO

ECONOCOM CAD - CAM recherche des talents commerciaux pour son agence de TOULOUSE.

Vous intéressez-vous aux PME ? Vous aimez les entreprises industrielles et commerciales ? Vous êtes un technicien de haut niveau dans ces domaines ?

Vous souhaitez à l'action commerciale, véritable partenaire de l'industriel commercial, vous êtes l'ingénieur privilégié des entreprises.

Ensemble, vous apporterez les solutions techniques et financières les mieux adaptées aux différents besoins de vos clients.

Ecrire à ECONOCOM CAD - CAM, 14, rue Pergolotti, 16 PARIS. Joindre CV + photo.



ECONOCOM

XAO CAD-CAM

### UN CHALLENGE PASSIONNANT...

Important Groupe de négoce international recherche

#### JEUNE DIRECTEUR

pour une nouvelle société aux U.S.A. (Miami-Floride)

Il en assurera le démarrage et, ensuite, en poursuivra le développement en pouvant avoir une forte implication personnelle dans l'affaire.

Il bénéficiera d'une très large autonomie lui permettant de mettre en valeur son dynamisme, son esprit d'entreprise, son potentiel créatif.

De formation supérieure (Ecole de Commerce complétée si possible d'un M.B.A.), il aura une première expérience significative d'un poste opérationnel en Import/Export aux U.S.A. où il aura déjà séjourné.

32 ans environ. Anglais exigé. Espagnol souhaité.

Adresser CV détaillé à réf. 872/01M à FRANCE CADRES 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

FRANCE CADRES

### VILLE DE VALENCE (Drôme)

RECRUTE

**DIRECTEUR DE LA POLICE MUNICIPALE**

PAR VOIE DE DETACHEMENT OU RECRUTEMENT DIRECT

**MISSIONS**

\* ENCADREMENT DU PERSONNEL ET COORDINATION DES MISSIONS.

\* CONTRÔLE DE L'ACTIVITE DES AGENTS.

\* FORMATION ELEMENTAIRE DES AGENTS.

\* ANIMATION ET COORDINATION DES ACTIVITES DU CONSEIL COMMUNAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE.

CE POSTE S'ADRESSE A UN

PROFESSEUR :

\* OFFICIER DE GENDARMERIE.

\* OFFICIER DE PAIX.

DÉBUTER DE FOURNIR SA CARTE D'IDENTITE AU SIVOM D'ACTIVITE TERRITORIALE

ADRESSER CANDIDATURE AVEC C.V. + PHOTO A LA DIRECTION DU PERSONNEL - MAIRIE

28021 VALENCE AVANT LE 14 JANVIER 1987.

La Confédération Générale des SOOP crée le poste de

**RESPONSABLE INFORMATIQUE**

La mission :

coordonner l'exploitation (un IBM 36 au siège et des PC décentralisés), faire évoluer la configuration du système, gérer et développer les "produits", au service des adhérents : 1500 PMI regroupées en Unions Régionales.

Le poste :

fonctionnel, rattaché au Directeur de la Politique industrielle.

La candidat :

école supérieure de commerce ou de gestion avec spécialisation informatique, 2 ans d'expérience de préférence en SSII.

Ecrire à Brigitte PRISSARD sous réf. 788 M

plein emploi

10, rue du Mail 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.







UNIVERS DE  
LA GESTION

## Directeur Financier

Filiale récente d'un groupe britannique, cette société réalise un CA de 100 MF (130 pers.) dont 80% à l'export. Leader dans la fabrication et la vente d'équipements de conditionnement, les perspectives de développement sont importantes.

Rattaché au Directeur Général, le Directeur Financier supervise un service largement informatisé de 10 personnes, il assure le reporting anglo-saxon, développe la comptabilité industrielle, assure la comptabilité française. Il prend en charge la trésorerie, les relations bancaires et le personnel. Enfin, dans le cadre du développement, il conseille la Direction Générale dans les opérations financières engageant la société.

A 30 ans environ, de formation supérieure comptable et financière, vous possédez déjà une expérience similaire acquise dans un contexte industriel anglo-saxon. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles perspectives de développement existent au sein du groupe.

Poste situé en Grande Banlieue (78).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. M59801 à TEG.

TEG  
113 rue de  
l'Université,  
75007  
PARIS.

AUDIT ET  
ORGANISATION  
CHARGE DE MISSIONS

Nous sommes un cabinet d'audit et de conseil en organisation. Paris 9<sup>e</sup>.

Petite structure très performante notre développement nous engage à recruter un chargé de missions d'excellent niveau, connaissant bien les mécanismes de gestion de l'entreprise, ayant le DECS et une expérience minimum de 3 ans en audit/organisation.

Des missions d'audit opérationnel, de commissariat aux comptes et consolidation vous seront confiées. En fonction de vos compétences une ouverture sur l'international, l'organisation et l'audit informatique vous sera proposée. Il est de toute façon indispensable de pratiquer l'informatique au moins comme utilisateur averti. Pour nous rencontrer, adressez votre candidature, photo et prétentions sous réf. 2824 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

## Berthier Division Internationale Paris

## Jeune Contrôleur Budgétaire H/F

Rattaché à la Direction de la division, il aura la responsabilité de recueillir auprès des différents départements, sociétés ou filiales, les éléments nécessaires à l'établissement du reporting et à l'analyse des résultats.

Son contrôle portera également sur le planning des programmes d'approvisionnement de la Division.

Expérience réussie de 5 ans minimum à un poste de contrôleur budgétaire dans un environnement international exigé. Connaissance de la comptabilité anglo-saxonne appréciée.

Formation supérieure option finances-comptabilité et connaissance de l'anglais indispensables.

Le candidat devra faire preuve de rigueur, d'initiative, de dynamisme et être disponible pour voyager. La rémunération sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 26002M à Danilèle Chapuis.

MRI conseil/13, rue Madeleine Michéls 92522 Neuilly.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
recherche d'URGENCE  
• Personnel avec connaissances :

- BACK OFFICE
- OPERATEURS
- SERVICES TITRES
- Bourses françaises et étrangères
- Sloovian
- EMPLOYES DE BANQUE
- CAP - BP 1 et 2
- Crédit
- NEGOCIATEURS

Expérience minimum de 1 an souhaitée.  
Nombreux postes à pourvoir.

Se présenter de 10h30 à 18h30  
Société ERIC SOUTOU  
21 avenue de l'Opéra 75001 PARIS  
Métro Pyramides.

EXON  
CHEMICALS  
JEUNE DIPLOME  
Grande école de gestion

La Société Française EXON-CHEMICAL (nouvelle dénomination d'ESSO CHIMIE), qui emploie 1200 personnes dont 300 cadres, recherche pour son siège à La Défense un jeune contrôleur de gestion.

Au sein de la Division Polymères, il sera chargé de la préparation et de l'analyse des résultats financiers et commerciaux, et assurera la liaison dans ce domaine avec EXON-CHEMICAL INTERNATIONAL à Bruxelles. Il effectuera aussi diverses études économiques. A moyen terme, il pourra poursuivre une carrière dans le groupe en France ou à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Grande École de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, Dauphine) débutant, ayant de solides connaissances en informatique et maîtrisant parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11507 BX à :

EGOR S.A.  
8, rue de Bani - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIUM DEUTSCHLAND ESPANA GRECE BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## BUIIONI

recherche

RESPONSABLE DU  
CREDIT-CONTENTIEUX CLIENTS

Pour ses pôles d'activité plats cuisinés en conserve, produits secs.

Ceci dans le cadre du départ en retraite du titulaire actuel.

Vous avez obligatoirement une expérience réussie (et vérifiable) de la fonction au sein d'une entreprise importante et performante.

Vous êtes capable de gérer très efficacement les incidents de paiement tout en maintenant de bonnes relations avec les clients.

Une bonne formation de base est exigée (minimum BAC + 2) et des déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo récente à BUIIONI FRANCE - Direction des Ressources Humaines 76, rue Garibaldi, 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Leader mondial en contrôle de procédés  
industriels recherche un

## Chargé d'affaires

Prendre en charge la gestion et le développement d'importants projets industriels.

Assurer les relations avec les clients et l'usine.

Analyser les points clés en termes techniques, financiers, humains et planning.

Assister et coordonner les différents services intervenant dans la réalisation des projets.

C'est la mission que vous propose cette importante Société, leader en systèmes sophistiqués de régulation et en contrôle de process en milieu industriel (pétrochimie...).

De formation ingénieur ou équivalent, vous êtes spécialisé en informatique de process, automatismes et vous justifiez d'une expérience opérationnelle de 3 ans minimum acquise en milieu industriel.

Le poste est basé en proche banlieue Ouest.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 684 T, à Christian Hollevoet - OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil  
Ressources humaines

PARIS LYON

CAISSE NATIONALE DE  
CREDIT AGRICOLE

La Direction de l'immobilier et du Tourisme, recherche pour ses filiales,

## Ingénieur informaticien

Il (elle) sera chargé(e) de participer à l'étude et à la réalisation de logiciels et devra dialoguer avec aisance avec les divers utilisateurs. Il (elle) devra bien maîtriser le BASIC et le système d'exploitation PICK sur matériel INTERTECHNIQUE.

Sa formation devra être impérativement la MIAGE et sera complétée par deux années d'expérience en informatique de gestion. Les connaissances en gestion et en comptabilité constitueront un des éléments déterminants.

Adressez votre lettre avec C.V. détaillé, photo et rémunération à la C.N.C.A. Service Gestion des Personnes, réf. G.V.01.02, 75710 PARIS BRUNY.

## Honeywell

recherche

CONTROLEUR DE  
GESTION INDUSTRIELLE

pour sa filiale  
COMETA à GRENOBLE (100 personnes)

qui développe, fabrique et commercialise des produits électroniques de haute technologie.

Dépendant du Directeur de l'unité concernée, la mission sera notamment de définir, mettre en place et assurer le suivi d'une comptabilité analytique de production en liaison avec les différents services de la

Société et le Siège du Groupe en France.

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 4 à 5 ans en milieu industriel, aimer le travail en équipe et être motivé par le résultat de son action personnelle.

Maîtrisant la pratique de l'anglais, il devra justifier d'un potentiel lui permettant une évolution de carrière dans le Groupe.

Les candidatures sont à adresser à M. le Directeur Administratif et Financier

Honeywell 4, av. Ampère, 78391 Boile-d'Arcy Cedex.

ESC ou Maîtrise  
avec DECS,  
stagiaire ou collaborateur  
de cabinet d'expertise

La clientèle :  
Entreprise du secteur tertiaire à implantation nationale, 1000 salariés, C.A. : 2,5 Md de F.

Au siège, Direction Financière de 40 personnes assurant la centralisation (à partir de centres de saisie régionaux) et le contrôle.

La fonction :  
A la fois de technique comptable, d'animation hiérarchique et de réflexion sur les procédures.

L'évolution :  
Au sein de la DF ou dans une autre société du groupe.

Ecrire sous réf. 784 M à Alain SARTON

plein emploi  
10, rue du Mail 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.

SOREFI  
POITOU-CHARENTES

JEUNE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE RÉGIONALE EN PLEINE EXPANSION

Créer et organiser  
notre département gestion des prêts

Telle est la mission que nous confierons à un jeune cadre (25-30 ans) de formation supérieure économique, ayant quelques années d'expérience de gestion de crédit bancaire. Ses compétences comptables et informatiques seront appréciées. Poste à pourvoir à notre siège à Poitiers.

Au sein de l'équipe Direction de l'organisation, vous assurerez notamment la gestion administrative et comptable des produits de crédit à l'aide d'un outil informatique simple et performant.

Vous participerez à la création, conception et mise en œuvre de nos produits de crédit en les adaptant aux contraintes informatiques et à un marché évolutif, en collaboration avec la Direction du développement.

Vous aurez de plus, des fonctions d'assistance et de formation auprès des établissements de notre réseau. Nous apprécions vos qualités de rigueur, d'organisation et de contact.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à notre Comité, Edith Giacchini : CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 26 M 267.

MEMBRE DE SYNTES

SERVICE COMPTABLE ET FISCAL  
D'UN IMPORTANT GROUPE  
INDUSTRIEL RECHERCHE SON N°2

Vous êtes chargé, en relation avec le Directeur du Service Comptable et Fiscal, de l'ensemble de la comptabilité des deux filiales d'un Groupe industriel important. Elaborer pour ces deux sociétés le bilan, le compte de résultats et ses annexes, les déclarations fiscales, la consolidation des comptes ; encadrer une équipe d'une dizaine de personnes ; entretenir des relations avec nos différents services constitueront les responsabilités du professionnel de la fonction comptable qui saura rapidement faire ses preuves à ce poste clé.

Manager, responsable, rigoureux, vous possédez en plus d'une formation supérieure et du DECS, une expérience de cinq à dix années en tant que Chef Comptable d'une société industrielle.

Pour ce poste basé à Paris, les perspectives d'évolution au sein du Groupe sont réelles.

Votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) est à adresser sous référence 2933 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



UNIVERS DE  
LA GESTION

## CONSEILLER FINANCIER

Une IMPORTANTE FEDERATION PROFESSIONNELLE, spécialisée dans l'accès à la propriété, recrute un

Il aura pour mission :

- d'assurer les relations avec les organismes adhérents,
- de participer à la mise au point des procédures de fonctionnement d'une structure spécifique sous les 2 aspects de refinancement et de prêt direct.

Une formation supérieure en finance, complétée par une expérience professionnelle dans le secteur bancaire sont nécessaires.

Une forte capacité d'initiative couplée à des qualités de négociateur seront des éléments importants pour une bonne réussite de ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 5017 M, (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

L'un des premiers groupes industriels  
français implanté mondialement

## Chef du service financement

Vous serez la charge des opérations de financement du Groupe à moyen et long terme et la responsabilité du financement des exportations : plans de financement, mise en place de gestion de crédits et d'emprunts, montage de financements spéciaux, coordination des opérations de financement réalisées par les filiales.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) âgé de 30 à 35 ans et vous disposez d'une solide expérience professionnelle acquise au sein d'une Direction Financière d'entreprise ou d'une Banque.

Vous possédez une bonne connaissance des techniques de financement et de la trésorerie.

Vous avez un esprit d'entrepreneur avec des qualités de rigueur, d'innovation et de contact.

Pour ce poste basé au Siège Social à PARIS une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous offrons aux candidats de valeur de larges possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet avec photo en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 1115 C, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

OC conseil

Ressources humaines

Notre Compagnie, spécialisée dans les technologies informatiques de pointe, recherche un ANALYSTE FINANCIER, spécialisé dans le domaine industriel.

Rattaché à la Direction Financière il sera chargé d'assister le département ACHATS, et d'assurer la liaison entre les services fonctionnels et opérationnels.

Il aura aussi à :

- fournir une aide aux décisions économiques ;
- apprécier les risques et opportunités liées au volume des achats ;
- mettre en place un tableau de bord.

Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau : • âgé de 30 à 40 ans • Grande Ecole (Ingénieur ou de Gestion) • expérience réussie en milieu industriel (ex : production ou achat) • forte motivation sur les coûts • ayant des qualités de rigueur et de dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 5094 à l'agence DESSEIN 16 rue du Louvre, 75001 Paris qui transmettra.

## analyste financier

## Contrôle de gestion haut niveau...

Nous sommes un des premiers groupes français dans le domaine agro-alimentaire, de taille européenne (4 M.C.A. - 1 800 personnes). L'innovation permanente dans tous les domaines fait partie de nos priorités. Elle implique un grand niveau de qualité et de compétence.

En relation étroite avec la Direction Administrative et Financière et le Comité de Direction, vous serez l'interlocuteur privilégié des 9 unités et filiales du Groupe au niveau du tableau de bord central « gestion » (analyse des performances par rapport aux prévisions, consolidation des plans des sociétés, études spécifiques...). Aidé de deux cadres dans votre mission et de plusieurs assistants dans les filiales, vous travaillerez en équipe avec les services financiers et comptables du Groupe.

De formation supérieure (type ESSEC option gestion) vous avez environ 5 ans d'expérience acquise dans une société à dominante commerciale et/ou industrielle. Polyvalent dans vos connaissances, rigoureux, à la fois proche du terrain et homme de dialogue, vous pourrez vous réaliser dans des fonctions passionnantes dans un contexte évolutif.

Rémunération motivante. Lieu d'activité : Paris-Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6849/A, à notre Conseil Christian LOUVRIER - CAPFOR PARIS - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS, qui vous garantit toute discrétion.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE  
ANGERS - ALGER/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIMES - QUIMPER

## LES NOUVEAUX ESPACES

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Propulsion Liquide et Espace située à Vernon (Eure - 27)

## SON RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

qui aura pour missions la préparation du compte d'exploitation analytique, le suivi des écarts et leur régularisation ainsi que le contrôle des traitements informatiques.

Formation supérieure (DECS et/ou Ecole de Gestion) et première expérience d'environ 5 ans en entreprise industrielle nécessaires.

Vous voudrez bien adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. 374/86 à SNECMA Département Encadrement - 2, boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

GRUPE  
SNECMA

CONTRESE TELEMATIQUE : 03 36 14 01 00 CODE : CONTES

MATRA TRANSPORT, au sein de sa DIVISION EQUIPEMENT conçoit et réalise des systèmes de pilotage automatique de méro.

Nous recherchons : (H/F)

## Comptable Trésorerie et Immobilisations

Dans un cadre fortement informatisé, il aura pour mission essentielle : • en trésorerie, d'enregistrer les écritures, effectuer les rapprochements bancaires (banques françaises et étrangères) • de mettre en place le nouveau système informatique de gestion des immobilisations et d'exploiter l'inventaire réalisé en 1986.

RMA

## Contrôleur de Gestion de Projets

Rattaché à la structure financière, il sera membre des groupes projets au sein desquels il exercera son activité, essentiellement : • prévisions : budgets, plans, résultats à fin d'affaire, • contrôle : analyse des recettes et coûts des projets, tableaux de bord, dossiers de clôture, contrôle dynamique des dépenses et encaissements, • administration : analyse des contrats, dossiers contentieux, comptes de groupement, négociation des procédures de gestion.

RMB

BTS, DUT ou équivalent requis avec 2 à 4 ans d'expérience professionnelle.

La réussite dans ces postes peut entraîner une évolution rapide vers d'autres missions.

Postes à pourvoir au BOURGET (93) mais transférables à terme ailleurs en région parisienne (proche banlieue).

Merci d'adresser lettre, photo, CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Chef du Personnel - MATRA TRANSPORT - 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET



**MATRA TRANSPORT**

Le Groupe SG2, spécialisé dans le Conseil et l'ingénierie informatique, recherche au sein de sa Direction Administrative, son

## RESPONSABLE ACHATS ET FACTURATION

Diplômé en gestion (école de commerce, IUT, BTS), 2 à 5 ans d'expérience, votre mission consistera à :

- Optimiser les procédures administratives,
- mettre en place un outil de suivi (micro ordinateur)
- assurer le lien avec les fournisseurs et les filiales.

Si vous êtes intéressé, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence DVM01 à :

SG2 GESTION  
12-14, av. Vion-Whitcomb - 75016 PARIS

## LA CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

- 1 800 personnes dont 380 cadres - se définit comme la Banque Centrale d'un Groupe solide : le Groupe des Banques Populaires.

Le Service des Sociétés, c'est :

- en 1983 : la gestion de 14 SICAV et 106 FCP,
- en 1986 : 47 SICAV et 180 FCP.

Dans le cadre de ce développement, nous recrutons plusieurs

## Responsables

## SICAV - FCP

VOTRE MISSION : encadrer une équipe de 5 personnes environ pour organiser et animer la bonne gestion de ces produits financiers.



Titulaire d'un BTS comptabilité, d'un DUT ou d'un Brevet professionnel de banque, vous possédez une expérience réussie de quelques années dans une fonction similaire.

Si vous désirez vous investir aujourd'hui dans une mission variée où vos qualités d'animateur seront essentielles, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. 4494/LM, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## Compta, contrôle de gestion, trésorerie...

Nous avons regroupé ces aspects principaux de la Gestion et des Finances sous un titre, celui de **CONTROLEUR FINANCIER**.

Vous, vous donnez à cette fonction sa vraie dimension opérationnelle : vous coordonnez les activités des services compta (clients, fournisseurs), reporting-trésorerie... concevez et développez de nouvelles procédures, veillez à la qualité de l'information et au respect des délais.

Mais surtout, homme de terrain et de contacts, vous assistez les directeurs et contrôleurs budgétaires des usines et vous animez votre équipe : une quinzaine de collaborateurs auxquels vous apportez conseils et appui.

Vous l'avez compris, vous tenez auprès de notre Directeur Financier, un rôle clé. Vous y avez été préparé par une expérience de plusieurs années dans le secteur industriel (c'est primordial) et par une formation de base solide : Bac + 4 et DECS (si possible).

Pour vous, l'enjeu est à la mesure de nos objectifs : nous sommes, avec 700 personnes et 400 MF de C.A., le leader Français d'équipements spécifiques destinés aux entreprises, administrations et commerces... et notre croissance est rapide.

Alors, adressez vite votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. FF 1230 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTREC







# Le Monde ECONOMIE

UN AN APRÈS L'ADHÉSION A LA CEE

## L'Espagne aiguillonnée

Madrid

**L**ES Espagnols semblent décidément avoir une vision cyclothymique de l'Europe. Après s'être enthousiasmés à l'unisson en chantant les mérites politiques de l'adhésion à la CEE, les voilà maintenant qui se désolent devant ses conséquences économiques !

En 1985, l'Espagne n'avait vu dans l'intégration à la Communauté européenne que l'« entrée dans le club des démocraties ». En 1986, elle a commencé à prendre conscience du prix qu'elle suppose. Ce fut d'abord, durant les premiers mois, la psychose de la hausse des prix : l'introduction de la TVA, rendue obligatoire par l'adhésion, provoqua, pour le seul mois de janvier, une inflation de 2,8 %.

Cette première frayeur passée, et l'inflation apparemment ramené à son rythme d'antan, les Espagnols ont découvert un nouveau sujet de tourment : le spectaculaire déséquilibre de leurs échanges commerciaux avec le reste de la Communauté. Les Cassandre qui affirmaient que les chefs d'entreprise espagnols n'étaient pas prêts à lutter à armes égales avec leurs concurrents avaient-ils donc raison ?

« Ce n'est pas l'Espagne qui est entrée dans la Communauté, mais bien la Communauté qui entre massivement en Espagne », souligne, avec une ironie douloureuse, le président du patronat catalan, M. Alfredo Molinas. Les chiffres, effectivement, semblent sans appel. Durant les dix premiers mois de 1986, les exportations espagnoles vers la CEE n'ont augmenté (en pesetas) que de 6 % tandis que les importations, elles, se sont accrues de 30 % par rapport à la même période de 1985. Pour trente-cinq produits, la hausse est de plus de 40 %. Le taux de couverture est aussi brusquement revenu de 115 à 99 %.

L'Espagne a perdu du terrain commercial par rapport à la plupart des autres pays de la CEE. Ses importations ont notamment augmenté de 52 % en provenance d'Italie, de 49 % en provenance de Belgique, tandis que ses ventes ne progressaient sensiblement que vers les petits pays qui constituent pour elle des marchés normaux, comme la Grèce ou le Danemark.

Les achats de l'Espagne à la CEE ont augmenté, pour les engrais, de 69 %, pour les automobiles, de 98 %, pour les lames d'acier, de 98 % et, pour les

En augmentant massivement les investissements, les chefs d'entreprise contre-attaquent.

vétements, de 189 %. La baisse concerne tout autant les produits agricoles — l'Espagne se trouve dorénavant liée par la préférence communautaire dans ce domaine — que les biens d'équipement ou de consommation.

Le patronat se lamente de perdre ainsi une part croissante de son propre marché face à l'« invasion étrangère ». Du côté du gouvernement, on s'efforce de calmer les esprits. « La hausse des importations n'est pas aussi catastrophique qu'il y paraît, affirme un des principaux responsables du ministère de l'économie. Elle est en partie liée à un phénomène conjoncturel : notre pays entre désormais dans les circuits de distribution internationaux. Les entreprises étrangères veulent y prendre position pour conquérir leur segment de marché, et elles n'hésitent pas pour cela à pratiquer des prix à la limite du dumping ».

Nombre de facteurs se sont, il est vrai, conjugués pour expliquer la mauvaise performance commerciale de l'Espagne face à ses nouveaux associés européens.

Si la balance commerciale s'est détériorée, la balance des règlements courants, grâce au tourisme notamment, reste, elle, largement excédentaire, ce qui a renforcé la position de la peseta. Impossible donc, dans ces conditions, de recourir à la dévaluation pour élargir les exportations, alors que l'inflation espagnole reste pourtant supérieure de 6 points en moyenne à celle de ses concurrents européens.

### Reprise aidée

La hausse des importations est en outre liée à la reprise de l'économie espagnole. Suite à plusieurs années de bénéfices, les entreprises, après avoir d'abord assaini leur situation financière, ont retrouvé en 1986 le chemin de l'investissement : la formation brute de capital fixe devrait avoir augmenté de 8 % à 9 %, un taux sans précédent depuis près de vingt ans. Comme le souligne M. José Luis Corón, président de la commission économique de la Confédération patronale, « les chefs d'entreprise espagnols ont massivement importé des biens d'équipement pour moderniser leurs installations, afin de faire face à la nouvelle concurrence européenne ».

A la relance de l'investissement s'est ajoutée celle de la demande privée : + 3,5 % en 1986. Après plusieurs années de stagnation, les consommateurs ont bénéficié d'une légère reprise de leur pouvoir d'achat, et se sont, eux aussi, tournés vers les biens venus de l'étranger. Comme le résume un diplomate occidental en poste à Madrid, l'« exceptionnelle sensibilité du secteur extérieur espagnol, face aux fluctuations de la conjoncture intérieure, s'est une fois de plus manifestée ».

S'ils contribuent à nuancer les analyses, ces phénomènes

conjoncturels, toutefois, ne changent rien au problème de fond : celui de la compétitivité des entreprises espagnoles. Après avoir vécu durant un demi-siècle dans le cocon d'une économie protégée, le patronat au sud des Pyrénées se retrouve désormais exposé aux rudes vents de la libre concurrence.

Les barrières douanières ont commencé à s'abaisser (10 % en 1986), les contingents sont progressivement élargis, les aides fiscales à l'exportation, souvent déguisées, disparaissent. « L'entrée dans la CEE n'a pas eu pour conséquence une perte de compétitivité, mais la mise en évidence de l'absence de compétitivité qui caractérise traditionnellement le chef d'entreprise espagnol », souligne, dans un éditorial, le quotidien madrilène *El País*.

Une thèse que l'on s'applique évidemment à réfuter du côté patronal. « On ne peut nous demander de courir librement comme nos concurrents tout en nous maintenant une jambe attachée à l'arbre », affirme M. Corón. Qu'est-ce qui défavorise donc, à les entendre, les patrons espagnols face à leurs concurrents ? « Nos coûts, répond-on à l'unisson au siège de la Confédération patronale. Nos

cotisations à la Sécurité sociale sont plus onéreuses, nos frais énergétiques sont plus élevés, et, en outre, notre marché du travail est bien plus rigide que celui de nos voisins. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, nous ne pourrions pas lutter à armes égales dans le club européen ».

Les syndicats, comme il était à prévoir, ne sont pas de cet avis. « Le patronat parle du poids des cotisations sociales, qui sont effectivement plus élevées en Espagne. Mais il passe sous silence le fait que ses coûts salariaux restent parmi les plus bas d'Europe, ou que l'augmentation de la productivité et des bénéfices des entreprises a été spectaculaire ces dernières années », souligne M. José María Zufaur, dirigeant de la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs).

Et de poursuivre : « On ne peut pas dire non plus que la législation sur l'emploi est trop rigide, et qu'elle empêche les entreprises de licencier, alors que 93 % des demandes de licenciement présentées durant ces six dernières années ont été approuvées ».

THÉRIY MALINIAK.  
(Lire la suite page 34.)



### LES PREMIÈRES LEÇONS D'UNE GRÈVE

Comment concilier compétitivité et service public ?

Quand déclin syndical rime avec spontanéisme social

**L**A « révolution culturelle » de la SNCF, prônée par M. Jacques Douffaigne, n'aura pas lieu. Le retrait de la grille au mérite, après deux semaines de grève des cheminots, risque d'interdire, et pour longtemps, les réformes du même type dans les chemins de fer, mais aussi dans les autres services publics comme la RATP, l'EDF ou les PTT.

L'alignement souhaité dans les entreprises d'Etat sur les critères de gestion du privé est repoussé. Le gouvernement n'aura réussi qu'à conforter ce qu'il n'avait cessé de dénoncer comme le frein principal à la modernisation : le statut « privilégié » des agents.

S'il est encore trop tôt pour tirer toutes les leçons de ce conflit, il apparaît néanmoins que deux erreurs ont été commises, sur la forme et sur le fond, à propos de ce que peuvent et doivent être les services publics à l'aube de l'an 2000.

L'erreur de forme s'est produite dans les discours électoraux. Pour mieux combattre la gauche, la droite l'a assimilée à l'étatisme, synonyme, à ses yeux, de lourdeurs, d'impôts de toutes sortes et de déficits croissants. Alors même que la plupart des entreprises nationales redressent singulièrement leurs comptes depuis 1984 (Thomson, Rhône-Poulenc... mais aussi la SNCF), les attaques n'ont pas cessé parce que seul l'objectif politique comptait.

Pour « redresser le pays », il fallait donc mener une politique de moins d'Etat, privatiser les entreprises du secteur concurren-

La SNCF doit donner à ses salariés plus de responsabilités. De même, les syndicats ont à coller davantage aux aspirations de la base.

tiel (industries et banques), réduire, sinon abandonner, les monopoles, c'est-à-dire démanteler les secteurs publics non concurrentiels (transports, énergie, communications). Cette concurrence devait « naturellement » conduire les entreprises publiques à s'adapter aux nouvelles conditions, en particulier à cesser les corporatismes et les avantages acquis de leurs agents. Il fut ainsi question de divers projets nés dans la tête des libéraux les plus durs, visant à démanteler les « monstres », soit en plusieurs compagnies régionales (EDF), soit en sociétés multiples attelées à des fonctions techniques et commerciales spécialisées (SNCF), soit même de les privatiser en tout ou partie (télécommunications).

En définitive, la plate-forme RPR-UDF privilégia la privatisation de soixante-cinq entreprises du secteur concurrentiel et ne retint pour la déréglementation qu'un programme, sinon anodin, du moins limité. Dans les transports, par exemple, il ne fut plus question que de rétablir les « conditions normales » de concurrence entre la SNCF et la route, formule bien vague, surtout destinée à satisfaire le lobby des transporteurs routiers.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 32.)

**L**ES syndicats n'ont vraiment pas de chance. Depuis des mois — et même des années, si l'on se souvient du projet de « grève générale » caressé par M. Henri Krawczyk dès le mois de décembre 1984, — la CGT tente de créer les conditions d'une « contre-offensive » du monde du travail. Mais, à l'exception du 21 octobre dernier dans le secteur public, ses mots d'ordre n'ont jusqu'à présent rencontré que bien peu d'écho.

Capitalisant tout ce qui alimente le mécontentement des salariés, les centrales auraient pu espérer s'engouffrer dans la brèche ouverte par un mouvement étudiant qui avait montré qu'il était possible de faire rouler un gouvernement. L'occasion se présentait enfin d'une belle revanche pour des syndicats, qui, depuis 1973, ont été dans l'incapacité de faire changer, sur des points essentiels, la politique des gouvernements qui se sont succédés, à l'exception du retrait, en juin 1980, d'une proposition de loi d'un député RPR sur la Sécurité sociale et de l'abandon simultané d'un projet de création d'un ticket modérateur d'ordre public.

Après avoir vibré avec les défenseurs de l'école privée en 1984 et les étudiants à l'automne 1986, la rue allait-elle revenir aux syndicats ? Ceux-ci ne pouvaient-ils pas miser sur une impopularité

du gouvernement Chirac auprès des salariés, impopularité renforcée par des gestes « clientélistes » en faveur des médecins et des agriculteurs, et sur un regain de confiance de l'opinion attesté par un sondage publié par *L'Express* le 19 décembre (le *Monde* du 21-22 décembre) ?

Las ! Un mouvement social est bel et bien né, le 18 décembre, à la SNCF, huit jours après la fin des manifestations étudiantes, et il a rapidement pris une ampleur considérable. Mais si les syndicats seraient peut-être les artisans de son éventuelle extension à l'ensemble du secteur public — la CGT s'y efforçant déjà aujourd'hui à EGF et dans les arsenaux, voire aux PTT, — ils n'ont pas été à l'origine de la grève des cheminots. Ils ne l'ont même pas vue venir. Pis, ils n'ont pas davantage réussi, le déclenchement passé, à en reprendre le contrôle ou, comme on dit classiquement, à le canaliser. Confrontés à leur propre déclin, les syndicats doivent en outre faire face au spontanéisme social.

Dans un pays largement sous-syndicalisé — où le taux de syndicalisation est plus proche de 15 % que de 20 %, — les entreprises publiques apparaissent pourtant comme les dernières grandes forteresses syndicales. La fonction publique est nettement plus syndiquée que le secteur privé, et des entreprises comme EGF ou la RATP sont le contraire de déserts syndicaux.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 32.)

### Modernisation

« L'ADHÉSION à la CEE, c'est pour nous un changement historique qui met fin à trois siècles d'isolement. Alors, soyons prêts à en payer le prix, et ne nous laissons pas abattre par les difficultés conjoncturelles. » Le secrétaire d'Etat espagnol à la Communauté, M. Pedro Solbes, se veut optimiste.

Si l'impact de l'adhésion a été réel pour son pays, tout est resté, considère-t-il, dans les limites prévues. La détérioration des échanges commerciaux ? « L'augmentation de nos importations est avant tout le signe que notre industrie se modernise, que nos industriels cherchent à l'étranger l'équipement qui leur permettra d'être compétitifs. »

M. Solbes reconnaît que, dans beaucoup d'entreprises, cette rénovation technologique se traduira sans doute par une réduction de main-d'œuvre. « Mais on ne peut avoir une vue statique du problème. L'intégration de l'Espagne à l'Europe insufflera aussi un nouveau dynamisme à de nombreux secteurs. Rien ne permet d'affirmer

que l'adhésion se traduira globalement par davantage de licenciements que de créations d'emplois. Ce qui est probable, c'est que les services absorberont une partie du trop-plein de main-d'œuvre venu de l'industrie, et que l'adhésion accélérera la tertiarisation de notre économie. »

Le secrétaire d'Etat pense que l'Espagne aura tendance à se concentrer, au sein de la CEE, sur les secteurs à forte composante de main-d'œuvre spécialisée. « Mais il faut davantage parler de compétitivité en termes d'entreprises que de secteurs. »

« A cet égard, souligne-t-il, l'effet le plus positif de l'adhésion sera sans doute de permettre enfin, après trois cents ans d'économie fermée, une rationalisation de l'allocation des ressources dans notre industrie. Les entreprises qui subsisteront seront celles qui répondront à la logique économique. C'est à la corollaire obligé de l'internationalisation de notre économie. »

Th.M.



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

### Apprendre le management

en 16 mois à l'ISA

Un programme de 3<sup>e</sup> cycle concentrant le meilleur du Centre HEC-ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 110 professeurs spécialisés, 3000 cas, 102 ordinateurs et terminaux... Un enseignement par groupes compacts et motivés. Le sceau d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1200 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier, tests et entretien. Critères : diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, compétente et motivée.

### Réunions d'information

Réunions d'information le mardi 13 janvier et le jeudi 12 février 1987, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1<sup>er</sup> étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris (8<sup>e</sup>), métro Franklin-Roosevelt. Renseignements : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-74-10, ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## LES PREMIÈRES LEÇONS D'UNE GRÈVE

## Comment concilier compétitivité et service public ?

(Lire la suite page 31.)

Mais qu'importe, le mal était fait : les agents n'ont retenu du « moins d'État » que la menace. M. Jacques Chirac, siôt arrivé à Matignon, était suspecté d'arrière-pensées destructrices. Quand M. Douffiaques lance ainsi, en août dernier, dans nos colonnes, « discutons des statuts » (le Monde du 7 août), il suscite les premiers mouvements des cheminots. Dans les PIT, pour éviter un conflit dur comme celui des postes de 1974, M. Chirac a dû aller jusqu'à interdire à son ministre, M. Gérard Longuet, d'évoquer ces fameux statuts.

La porte s'était refermée, les discours avaient renforcé les tabous. Taxés de « privilégiés », de « planqués de la guerre économique », les agents se sont sentis attaqués dans leur métier et déniés, alors que d'autres catégories sociales étaient choyées. La sensibilité portée à vie, il a suffi d'une étincelle. Comme pour les universités où le projet Devaquet était loin d'être celui d'un libéral ultra, la grille d'avancement proposée à la SNCF restait modérée; elle ne faisait qu'introduire le critère du mérite, au côté de celui de l'ancienneté. Mais cela a suffi pour déclencher un conflit généralisé d'une détermination aussi farouche qu'il était inattendu.

## Alignement

Reste le fond, celui de la modernisation des services publics par son alignement sur les règles du jeu en vigueur dans le privé. Le projet n'est pas récent, puisque cette politique de libéralisation remonte en fait... au gouvernement de Georges Pompidou. Elle a été justifiée dans un rapport de M. Simon Nora sur les entreprises publiques paru en avril 1967 et, pour la SNCF, précisé peu après par le ministre des transports, M. Jean Chamant.

L'État acceptait à cette époque de desserrer les contraintes de service public du chemin de fer, autorisant plus facilement les fermetures des petites lignes déficitaires. En échange, la SNCF disposait d'une plus grande autonomie tarifaire (apparition des suppléments trains express) et devait retrouver son équilibre financier.

Vingt ans après, l'objectif économique est pour le moins manqué. « Aux termes des contrats de programme successifs, ce sont toujours les équilibres financiers qui sont poursuivis, explique M. Georges Ribell (1). Mais ils ne sont jamais atteints du fait des mesures gouvernementales de stabilisation des prix et de la récession du trafic ferroviaire, étroitement liée à celle du mouvement économique général, et à cause du poids croissant des charges financières. Le remboursement des emprunts souscrits à l'étranger en dollars n'arrange rien la situation de la SNCF, largement tributaire de multiples facteurs exogènes, politiques et économiques. Sa marge d'autonomie était de fait très réduite. »

L'État continue en effet de maintenir l'économie de l'entreprise dans un véritable corset. Les obligations de service public demeurent nombreuses. Prix, salaires, investissements, emplois sont décidés dans le détail par les ministères. Le gouvernement Chirac, qui pourtant fait de la libération des prix une vertu cardinale, ne libère pas ceux des services publics de peur que l'inflation ne dérape. Au total, le retard pris par l'évolution des tarifs SNCF par rapport à l'inflation pendant cette vingtaine d'années atteindrait 25 %. Comment dans ces conditions parler d'entreprise autonome ?

Les scories sociales ne sont pas moins pesantes. Parallèlement à la politique de libéralisation décidée en 1967, les fonctions et

grades furent adaptés à une structure elle-même modifiée pour laisser place aux critères de compétitivité. L'objectif était de réduire le nombre de filières de métier et de promouvoir la polyvalence, c'est-à-dire ce qu'on appelle aujourd'hui la souplesse. Or l'échec à cet égard est également patent.

La SNCF reste encore aujourd'hui étroitement soumise à des règlements établis et surveillés par une hiérarchie tatillonne, c'est-à-dire à un mode de socialisation élaboré autrefois pour des recrues d'origine rurale. Le régime s'apparente plus à l'armée qu'à celui d'une entreprise commerciale. La politique sociale ne correspond, sur nombre de ses aspects, ni à sa nouvelle mission ni aux mentalités de la France d'aujourd'hui. En témoignent le découragement des nouvelles recrues, leur déception devant la désresponsabilisation et les archaïsmes, et en définitive le

taux élevé des démissions (45 % des agents à l'essai entre 1980 et 1982). L'horizon des salariés est bouché, tantôt par les cloisonnements internes entre les métiers, tantôt, et plus simplement, par l'absence de possibilités de promotion : la SNCF a perdu huit mille emplois en 1986 et en perdra encore autant cette année.

## Immobilisme

Le TGV, avec son trafic exclusivement voyageurs et n'assurant des liaisons qu'à longue distance, avec une tarification spéciale et des contraintes de service public très limitées, a permis de reprendre de zéro la conception d'ensemble tant pour la technique que pour les fonctions et les qualifications. L'automatisation y a été poussée, l'entretien des rames centralisé et la rémunération des agents plus élevée. Mais le TGV constitue encore un système à part.

Organisation technique, structure sociale et marge de manœuvre sont intimement liés et doivent se moderniser de concert. Considérer que les déficits chroniques ne proviennent que du statut « privilégié » des agents relève d'une simplification facile : elle évite aux cadres-ingénieurs de la direction de s'interroger sur leur vision mécaniste des rapports sociaux; elle permet au discours politique de dénoncer à bon compte les gâchis de l'étatisme, mais elle est fautive et dangereuse. Aujourd'hui, l'immobilisme menace.

Débloquer la situation ne sera pas facile sans révision d'ensemble. Il faudra à la direction admettre que gérer une entreprise de deux cent vingt mille salariés sur le mode privé se décline d'abord de façon positive. Motivation, responsabilisation et formation du personnel sont essentielles dans des entreprises de cette taille.

A l'État aussi de repenser son rôle : accorder d'abord une autonomie économique et pas seulement sociale (gérer les conflits) à l'entreprise; définir ensuite ce qu'il entend préserver dans les services publics et reconnaître que la politique de déreglementation a aussi ses défauts.

Aux États-Unis, la suppression des contrôles dans les transports aériens aboutit à la constitution de monopoles privés. Après une période de baisse, les prix remontent, tandis que la sécurité et la ponctualité du service se sont dégradées. N'est-il pas temps de retrouver quelques vertus au modèle public et de les reconnaître ?

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Les Cheminots, par Georges Ribell. Éditions La Découverte. Références n° 18, 32, 50 F.

## Quand déclin syndical rime avec spontanéisme social

(Lire la suite page 31.)

C'est cependant dans une de ces forteresses, la SNCF, où les syndicats ont une large audience et syndiquent de 25 à 30 % du personnel, que le spontanéisme social s'est donné libre cours. Il aura suffi — après une grève des services de réservation — que quelques agents de conduite de Paris-Nord adhèrent à la proposition de grève illimitée d'un de leurs jeunes collègues de trente et un ans pour qu'un tract, diffusé à partir du 8 décembre, de dépôt en dépôt, constitue l'étincelle de la plus grande grève qu'ait connue la SNCF depuis 1968 (le Monde du 25 décembre). La base avait donné le la. Les syndicats n'avaient plus qu'à soutenir et accompagner. Difficilement.

Ensuite, le mouvement aurait pu redevenir rapidement traditionnel. Après tout, les grandes actions sociales viennent plus souvent de la « base » que des syndicats eux-mêmes. Mais il a vu se mettre en place, dans la foulée de ses initiateurs « inorganisés », plusieurs « coordinations », regroupant, à la manière des étudiants, des syndicats et des non-syndiqués. Créée à Paris-Sud-Ouest et animée par un idéologue d'extrême gauche, M. Daniel Vitry, la « Coordination nationale intercatégorielle des cheminots » a été jusqu'à demander à participer à part entière aux négociations avec la direction de la SNCF.

Constituée à Paris-Nord et affirmant représenter trente-deux dépôts, la « Coordination nationale des cheminots de grève des agents de conduite » a préféré ne pas se substituer aux syndicats mais entend conserver la maîtrise du mouvement. On a ainsi vu les syndicats, à l'issue de leur négociation de la Saint-Sylvestre avec la direction, éviter de se prononcer clairement sur l'issue du conflit, par peur des réactions de la base.

Derrière ce spontanéisme de la base et ces structures parallèles, il y a de surcroît une certaine méfiance devant les méthodes d'action des syndicats. « Si les syndicats sont aujourd'hui nos partenaires, explique un cheminot de Grenoble, le mouvement est parti de la base et reste conduit par elle. S'ils avaient repris en main notre action, j'aurais cessé la grève. » Et un agent de conduite de Paris-Nord justifie sa détermination par « un ras-le-bol des grèves presse-bouton de vingt-quatre heures dans la désunion qui ne permettent pas d'obtenir de réelles négociations sur les différents problèmes posés dans l'entreprise ».

Timidement, et encore à la marge, des « groupes » de salariés tentent de manoeuvrer en dehors des syndicats. Ainsi, un « groupe d'ouvriers de différents secteurs » de la région parisienne a-t-il essayé — en vain — de s'adresser à une « coordination » de cheminots pour lancer « un appel à la solidarité active de tous les ouvriers » de cette région pour « une intégration dans la lutte et son élargissement »...

## 1947 plus que 1968

L'histoire bégaierait-elle ? Le mouvement des cheminots a évidemment une filiation avec celui des étudiants. Mais l'apparition des « coordinations » fait davantage penser aux événements de 1947 qu'à ceux de mai 1968. Lorsqu'en avril 1947 — le 23 exactement — des grèves éclatèrent à Renault-Billancourt, donnant naissance à la plus importante vague de conflits de la IV<sup>e</sup> République et provoquant d'abord le renvoi des ministres communistes par Ramadier, puis la création de FO, les ouvriers arrêtaient leur travail de leur propre chef et contre l'avis de la CGT. Le « comité de grève » dut imposer la poursuite de la grève avant que la CGT puis le PC ne soutiennent les revendications.

La CGT, qui était alors une force considérable, sut cependant retrouver la maîtrise du mouvement. Elle favorisa son extension au point qu'en novembre on comptait deux millions de grévistes. Mais elle prit soin, au grand dam des minoritaires des groupes FO, de consulter sur les lieux de travail l'ensemble des salariés, syndiqués ou non à la CGT, sur leurs revendications. Si un « comité central de grève » finit par assurer la coordination du mouvement au quotidien, il était composé par les vingt fédérations ouvrières à direction communiste de la centrale de Benoît Frachon...

La jeune confédération FO sut tirer les leçons de 1947. Lorsque, en août 1953, Joseph Laniel, ce président du conseil dont François Mauriac avait qualifié l'équipe de « dictature à tête de bœuf », voulut promouvoir un nouveau statut des fonctionnaires (avec recul de l'âge de la retraite et modification de la durée des carrières), il se heurta, en pleine période de congés, à une petite grève « presse-bouton » des fonctionnaires. Mais les postiers FO de Bordeaux réussirent à lancer aussitôt une grève illimitée dans les postes, qui déborda rapidement avec le concours de la CGT et de la CFTC en s'étendant au secteur

public et en atteignant le secteur privé au point que, le 15 août, on comptait quatre millions de grévistes.

Ni M. Chirac ni M. Douffiaques ne sont dans la situation de Joseph Laniel; mais on peut se demander si un syndicat aurait aujourd'hui la capacité de lancer un tel mouvement, avec le concours d'autres syndicats, alors qu'après plus de deux semaines de grève à la SNCF, les cheminots demeurent les seuls à ce jour à être engagés dans une grève illimitée.

## Redoutable défi

Les syndicats se trouvent ainsi confrontés aujourd'hui à un redoutable défi. Jusqu'à présent, la masse des non-syndiqués était plutôt considérée comme une population dont le patronat — public ou privé — essayait, par des méthodes plus ou moins élaborées, d'obtenir l'adhésion ou la neutralité bienveillante. Le calcul s'avérait parfois faux, car au-delà des syndicats, les syndicats ont aussi des sympathisants qui agissent avec eux. Mais voilà qu'à la SNCF, entreprise plutôt bien syndiquée, des « coordinations » donnent une leçon d'action sociale aux syndicats.

M. Edmond Maire ne peut se contenter de reconnaître, dans le Matin du 31 décembre, « la complémentarité des rôles entre organisations syndicales et mouvement social », en écrivant (à propos des étudiants...) « Quand apparaît sur la scène publique un mouvement social d'ampleur, porteur d'émancipation et ayant la volonté de s'auto-organiser, les syndicalistes autogestionnaires que nous sommes ne peuvent que se réjouir, sans regretter ni rougir de ne pas être à la source de ce mouvement ni d'être confondus avec lui. »

La CGT ne peut pas davantage se borner à décaler en touche en faisant la distinction entre les dirigeants « suspects... » — des « coordinations » et ceux qui sont dedans, les seconds n'aspérant qu'à plus de démocratie dans leurs syndicats, ce qui ne peut se comprendre que pour les... non-cégistes. Le problème révéle par le déclin syndical et accentué tant par le mouvement étudiant que par l'origine du mouvement des

cheminots est que les syndicats ne donnent pas à l'opinion une image satisfaisante d'eux-mêmes. Le sondage de Liaisons sociales montrait déjà que 51 % des salariés estiment que ces organisations ne traduisent pas bien leurs aspirations...

La perception des syndicats n'est guère meilleure chez les jeunes. Déjà, en juin 1985, le magazine des cadres de l'UGICT-CGT, Options, avait publié un sondage de la SOFRES auprès de 780 jeunes diplômés. Pour 58 % de ces futurs cadres, faire du syndicalisme apparaissait « plutôt inutile car leurs problèmes peuvent pratiquement tous se régler par négociation individuelle ». Et pourtant ils jugeaient le syndicalisme positif et nécessaire !

Une enquête qui va être publiée prochainement par les cadres de l'UCC-CFDT aboutit à des conclusions similaires. Ce sont donc pas les syndicats eux-mêmes qui sont en question, mais la grève des cheminots les met une fois encore à la question. Ne doivent-ils pas revoir leur rôle pour éviter d'être court-circuités, ignorés ou au mieux condamnés à suivre ?

Il y a au moins deux points qui devront être revus d'urgence si les syndicats veulent tirer les leçons de ce spontanéisme social et tenter d'enrayer leur propre déclin. D'abord leurs façons de saisir les revendications : loin d'être unifiantes ou uniformes pour des populations hétérogènes, elles doivent coller au plus près des aspirations des salariés, dans toute leur diversité. Ils ne veulent pas qu'on leur parle maintenant du pouvoir d'achat quand ils craignent avant tout l'introduction du mérite dans une grille salariale.

En second lieu, la pratique de la démocratie syndicale est indéniablement à améliorer pour éviter que trop souvent des délégués syndicaux se transforment en fonctionnaires, à mille lieues des préoccupations immédiates de leurs mandataires. Il y a là une réflexion à mener sur les consultations du personnel, voire les pratiques du référendum... De beaux thèmes de débat pour la CFDT qui réunit, du 5 au 9 janvier, à Bierville, son bureau national sur... l'adaptation du syndicalisme !

MICHEL NOBLECOURT.

## THE FRENCH MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

Restons Français. L'ICN est la seule grande école de commerce de France de statut universitaire. Les Prépa, DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2<sup>e</sup> année) doivent présenter le concours national de cet Institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-tarain intégral et l'envergure internationale de l'ICN.

Soyons Internationaux. L'ICN est la seule grande école de commerce de France qui offre ces quatre filières de spécialisation : Commerce-Marketing, Finance-Comptabilité (14 UN/16 à la MSTCF), Gestion des Systèmes d'Information et Affaires Internationales (avec la possibilité d'obtenir gratuitement un MBA pendant la scolarité ICN).

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

ICN

POUR MEILLEUR CONNAÎTRE L'ICN

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél \_\_\_\_\_

ICN : 4, rue de la Ravinelle - Case cit. n° 120. 54037 NANCY CEDEX-Tél : 83.35.22.52

\* dans gratuite. \*\* dans 30 villes.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

AVIATION :  
LE PILOTE QUI VOIT L'INVISIBLE

SCIENCE & VIE

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique/permanence télé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



BIBLIOGRAPHIES

# Histoire monétaire de la France

LES économistes français contemporains ont eu souvent tendance à délaisser le domaine de l'histoire monétaire et financière, dans lequel se sont illustrés d'éminents historiens venus des facultés de lettres. Depuis quelques années cependant, les travaux historiques en provenance d'économistes se sont multipliés, avec parfois le désir de s'inspirer pour la France de la monumentale *Histoire monétaire des États-Unis 1867-1960* présentée par M. Friedman et A. Schwartz (1963), ou de l'ouvrage controversé des mêmes auteurs en 1982 sur les *Tendances monétaires aux États-Unis et au Royaume-Uni 1867-1975*.

Le livre écrit par un économiste de banque (Michel Lutfalla) et un expert de la Banque de France (Jean-Pierre Patat) (1) propose une histoire monétaire de la France sur la période 1897-1973 (avec une référence rapide aux mutations récentes), qui intègre étroitement l'analyse monétaire, un impressionnant effort de collecte de données et de construction de séries (de masse monétaire, de vitesse de circulation de la monnaie, etc.) et une bonne connaissance de l'histoire économique. A la différence de M. Friedman et A. Schwartz, les auteurs ne s'appuient pas ici sur un modèle bien spécifique qui serait appliqué aux différentes sous-périodes, ni ne tranchent le débat toujours ouvert du sens de la causalité entre la monnaie d'un côté, les prix et l'activité économique de l'autre.

## Classicisme

Plutôt qu'un modèle, est mise en œuvre une méthode d'analyse consistant à disséquer l'histoire monétaire à partir de concepts employés par la Banque de France, depuis longtemps pour certains (l'étude des contreparties de la masse monétaire, peu prise aux États-Unis, joue traditionnellement un rôle central chez nous), plus récemment pour d'autres (exemple du « crédit interne net », qui regroupe les sources internes de la création monétaire). La référence constante à la démarche utilisée par la Banque centrale crée sans aucun doute l'unité de l'interprétation proposée. Elle suscite peut-être, en certains endroits, une impression de classicisme.

L'histoire monétaire de la France depuis la fin du dix-neuvième siècle est abordée grâce à un découpage chronologique qui fait apparaître quelques grands axes. Il est séduisant de centrer l'attention sur les poids respectifs de l'intermédiation financière et des marchés de capitaux. Ceux-ci, il faut le rappeler, ont joué un rôle essentiel dans le financement de l'économie française au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Jusqu'en 1914, la croissance de la masse monétaire est ralentie grâce aux émissions de titres financiers. Par la suite, et surtout à partir des années 50, la crise du marché financier, due pour partie au niveau bas, souvent négatif, des taux d'intérêt réels, doit être rapprochée de la vive progression des agrégats monétaires. A cer-

tains moments, l'immobilier s'interpose dans les choix entre épargne liquide et titres financiers.

Depuis 1980, nous sommes entrés dans un nouveau « cycle » de croissance du marché financier. Le recul historique à l'avantage ici de nous inciter à la prudence face à l'essor des marchés de capitaux, de la « désintermédiation », etc. : il s'agit sans doute là non pas d'une tendance irréversible, mais du moment d'un cycle susceptible, en cas de retournement brutal des anticipations de taux d'intérêt, de laisser la place à des retours en arrière.

L'ouvrage fournit des précisions intéressantes sur le comportement des Français à l'égard des différentes formes de monnaie. Les guerres, les crises de confiance dans le domaine politique ou économique (exemple des faillites bancaires au début des années 30), ont provoqué d'amples retours vers l'or ou la détention de billets, et l'économie française n'a rattrapé ses principaux partenaires en matière de monnaie scripturale qu'à partir des années 60.

L'Etat, on s'en doute, est le principal acteur de cette histoire monétaire, à travers des influences multiples : rôle souvent primordial des déficits publics et de leur financement monétaire dans la progression de la masse monétaire ; volonté du Trésor d'en limiter les effets par une politique de « circuit » permettant de récupérer sous forme d'épargne les liquidités supplémentaires injectées ; impulsion de l'Etat dans le domaine des innovations financières et des transformations structurelles (cas, parmi bien d'autres, des réformes de 1966-1967, ou de l'encouragement à la « transformation », par les banques, de ressources à court terme en emplois à moyen ou long terme).

Même si l'économie française est peu ouverte jusqu'à la fin des années 50, la contrainte externe se manifeste sur l'ensemble de la période. Elle concerne aussi bien la dépendance des taux d'intérêt français vis-à-vis des taux étrangers que la destruction ou la création de monnaie dues aux mouvements de capitaux. Le contrôle des changes a permis d'atténuer certaines interdépendances, sans les supprimer.

## Deux leçons

L'histoire monétaire, même si elle ne se répète pas, suscite certaines leçons. Parmi celles qui sont proposées, deux sont spécialement éclairantes. D'abord, l'augmentation du taux de liquidité de l'économie (croissance de la masse monétaire plus rapide que celle du PIB nominal) doit être surveillée parce qu'elle est souvent synonyme de regain d'inflation pour les périodes à venir (les liquidités accumulées étant susceptibles d'alimenter, après activation, une hausse des prix). Un long cortège de phases de « reconstitution d'encaissements » et de périodes de « fuite devant la monnaie » rythme l'expérience monétaire française.

Ensuite, l'incidence des mouvements de la masse monétaire sur les prix et l'activité en volume dépend largement des circonstances. Dans certains cas, la politique monétaire exerce un effet rapide sur la production et l'emploi. Dans d'autres situations, l'effet porte principalement sur les prix. Une interprétation de l'histoire monétaire française à partir de la notion, plus suggérée qu'explicitée, de « crédibilité » de la politique apporte un éclairage intéressant qui relie les anticipations et la confiance.

L'appareil statistique présenté est impressionnant. On peut bien sûr discuter certains aspects de l'analyse. Est-il assuré que l'excès de « transformation » par les banques a alimenté le processus inflationniste ? Faut-il donner un rôle aussi central à la coupure de 1939, alors que 1936 marque le début d'une longue période de soumission de la monnaie et du taux de change aux exigences de la sphère réelle ?

Faut-il pour l'essentiel s'arrêter en 1973 alors que le rapide processus d'innovation et de dérégulation financière, évoqué en conclusion, bouleverse les structures et autorise le passage à la régulation par les taux d'intérêt à partir de 1987 ? Il n'en reste pas moins que nous tenons là un ouvrage qui devrait constituer le point de départ de nombreuses investigations.

CHRISTIAN DE BOISSIEU,  
professeur à l'université Paris-I.

(1) *Histoire monétaire de la France au vingtième siècle*, préface de Robert Raymond. Economica, 292 p., 235 F.

# La guerre de l'export

EXISTE-T-IL une politique qui soit de nature à redresser le commerce extérieur ? On en a souvent douté, désespérant des effets que peuvent avoir les aides spécifiques à l'exportation. Tout se règle par le jeu des décisions macro-économiques, estiment bon nombre d'experts : diminuez la consommation intérieure, et vous réduirez les importations ; améliorez la compétitivité de vos prix, et vous gagnerez à l'exportation.

François David ne nie pas l'influence de la conjoncture sur les échanges commerciaux. Mais cet expert (hier responsable à la direction des relations économiques extérieures, aujourd'hui directeur de cabinet de Michel Noir, ministre du commerce extérieur) sait qu'il existe bien d'autres moyens d'action pour gagner « la guerre de l'export » (1), si l'on veut échapper aux seuls aléas de la demande mondiale et ne pas tabler sur une simple différence de croissance. Ces moyens, il les définit en partant d'une analyse précise et claire de la position de la France — et de ses évolutions — dans les relations internationales.

Il n'hésite pas, au passage, à écarter certaines idées toutes faites, comme celle qui consiste à laisser entendre que la France vend ses produits surtout aux pays en développement, alors qu'elle en vend pour près de 70 % aux pays industrialisés. Il y a certes un calcul marginal que François David omet de signaler, car c'est sur les

30 % restants que se font nos excédents. En ce sens, la restriction de la demande en provenance des pays de l'OPEP et des pays en développement a pesé lourd dans la balance...

Toutefois, l'auteur reste tout à son projet, dont on ne s'étonnera pas, compte tenu de ses fonctions, d'en trouver plus que des reflets dans la politique gouvernementale. Son analyse de la répartition géographique de nos échanges est à la fois originale et suffisamment pertinente (graphiques à l'appui) pour qu'on se rallie à son objectif de voir la France s'acharner prioritairement à redresser les déséquilibres qu'elle connaît avec ses principaux partenaires (la RFA, l'Italie, les Pays-Bas, etc.). Il s'agit pour lui de savoir regrouper ses forces pour les mener sur les bons terrains.

## Satisfaction

Comment y parvenir ? C'est là qu'entre en jeu l'idée d'une politique appropriée. Il s'agit d'abord d'une politique d'ensemble, que l'auteur a la satisfaction de voir se mettre en place aujourd'hui : la libération des prix et du contrôle des changes, la réduction des prélèvements publics, la flexibilité de l'emploi sont autant de mesures qui doivent permettre aux entreprises de trouver le souffle nécessaire pour affronter la concurrence extérieure. Cela suffira-t-il à les rendre exportatrices ?

Oui, si on les y aide un peu par des comportements qui ne sont

pas que subsidiaires. Autant que l'amélioration des encouragements à l'exportation ou qu'une incitation à l'investissement à l'étranger, François David considère qu'il faut savoir obtenir de nos partenaires des compensations (au cas où ils ne penseraient pas eux-mêmes à nous les offrir) et que les intérêts de la France dans les négociations commerciales multilatérales doivent être soigneusement défendus.

Combatif, mais libéral s'il en est, l'auteur plaide pour l'ouverture des frontières, écartant toute idée de protectionnisme, et juge fallacieux le recours à certaines facilités comme la « dévaluation de combat ». Reste que cette *Guerre de l'export* ne peut être menée et gagnée que par les entreprises.

« La France a les exportateurs qu'elle mérite », déclare suavement François David. Car s'il décerne des lauriers à celles qui savent se battre, il n'ignore pas les faiblesses du plus grand nombre en personnel qualifié ou en savoir-faire, et sait que nos plus gros défauts tiennent dans notre incapacité à offrir des produits adaptés et à en assurer la commercialisation — sans parler, bien sûr, du service après-vente. Mais de cela un homme, fût-il directeur d'une administration ou même ministre, n'a pas la maîtrise.

FRANÇOIS SIMON.

(1) *La Guerre de l'export*, J.-C. Larité, 232 pages, 99 francs.

## PREMIER AVIS D'ENQUÊTE

Le Préfet,  
Commissaire de la République  
du département des Alpes-Maritimes,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

informe le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes d'EZE, de la TRINITÉ et de LA TURBIE en exécution de l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1986.

à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique avec étude d'impact d'une opération entrant dans le champ d'application de la loi du 12 juillet 1983, portant sur le projet de création de la bretelle de MONACO avec :

— enquête parcellaire ;  
— modification du plan d'occupation des sols de la commune d'EZE.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquêtes seront déposés à la Mairie d'EZE

du 26 janvier 1987 au 27 février 1987 inclusivement, afin que chacun puisse en prendre connaissance de :

9 h à 12 h et de 14 h à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquêtes mis à la disposition du public, ou adressées par écrit au maire ou aux commissaires-enquêteurs qui les joindront aux registres.

Une commission d'enquête composée de trois membres :

— M. JEHANNO André, ingénieur en chef des travaux publics de la France d'outre-mer, en retraite, président,

— M. REYNARD Jean-Jacques, ingénieur agricole, expert agricole et foncier près les tribunaux de NICE et la Cour d'Appel d'AIIX,

— M. DALLOT Fernand, géomètre au cadastre en retraite,

se tiendra à la disposition du public à la mairie d'EZE, les 23, 26 et 27 février 1987, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Copies des registres d'enquêtes et des conclusions de la commission d'enquête seront déposées aux mairies respectives ci-dessus désignées et à la préfecture des ALPES-MARITIMES (direction de l'administration générale — bureau de l'urbanisme et des opérations foncières) où toute personne physique ou morale intéressée pourra en demander communication.

Nice, le 29 déc. 1986

Le préfet,  
commissaire de la République  
du département des Alpes-Maritimes  
signé : JEAN-PIERRE PENZA.

# les atouts pour gagner.

■ Le programme international :  
ESLSCA plus MBA en 3 ans.

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines, tout étudiant « reçu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministre de l'Éducation.

\* Pace University (New York), University of Connecticut (Storrs), Université d'Ottawa (Ottawa).  
Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

eslsca :

1986 : 37 ans d'expérience, 4 500 anciens élèves, 3 200 candidats au concours, 240 admis, 1 600 offres d'emploi.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougeatville 75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59

■ Une pédagogie intégrée  
à la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur et homme d'actions, décideur et homme de dialogue. Une coopération permanente, entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprise, 106 cours, de « vrais stages », garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche (140 000 francs par an).

■ Une vie associative  
et culturelle intense :

Paris est le campus de l'ESLSCA. Les contacts sont directs avec les responsables économiques, politiques sociaux. À travers 48 associations et activités, chaque étudiant gère « son projet ». Car si la culture est essentielle à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir entreprendre ».





## La chronique de Paul Fabra

SANS toutefois pousser trop loin l'argument, parce que cela est impossible dans la société française telle qu'elle est, le gouvernement a bien essayé, au début de la grève, de retirer son épi du jeu en feignant de prétendre qu'après tout les salaires des cheminots, la grille à travers laquelle ils seraient dans l'avenir distribués, ainsi que les conditions de travail, tout cela c'était l'affaire d'une entreprise qui s'appelle la SNCF.

Outre l'aspect tactique évident d'une telle interprétation du conflit — éviter à Jacques Douffignies le sort malheureux qu'avait connu, quelques semaines auparavant, Alain Devaquet, — il était tant de donner un commencement de démonstration à chaud, si l'on peut dire, des changements auxquels la nouvelle majorité est censée aspirer. La politique des pouvoirs publics ne vise-t-elle pas, en affranchissant l'économie française des contraintes étatiques qui pèsent sur elle, à rapprocher les règles de fonctionnement de celles qui sont en vigueur dans les grands pays libéraux ?

Or une épreuve de force comme celle à laquelle nous assistons actuellement, après tant d'autres, est presque inimaginable aux États-Unis par exemple. Non pas que n'y éclatent jamais des affrontements durs et prolongés entre les salariés et leurs employeurs. Mais il est tout à fait exceptionnel que le pouvoir politique soit directement impliqué et décide d'intervenir. Le président Reagan l'avait bien fait en licenciant douze mille contrôleurs aériens en août 1981. L'enjeu était toutefois différent, puisque leur grève, selon la loi américaine, était illégale.

En guise de bilan de l'action qu'il a menée depuis neuf mois, et comme pour effacer la mauvaise

Impression créée par le reculade devant les étudiants, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, Edouard Balladur, avait, le 16 décembre dernier, présenté à la presse un document intitulé *Vers la liberté*, retraçant les réformes introduites en 1986, dont certaines vont effectivement plus loin que toutes celles qui ont été décidées dans le même sens depuis, disons, le plan Pinay-Rueff de la fin 1958, première expérience d'envie, couronnée d'un certain succès, visant à libéraliser l'économie française. Parmi ces mesures de rupture avec le passé, figure la suppression des ordonnances de 1945, dont Raymond Barre n'avait pas encore osé, en 1978, demander l'abolition au Parlement, bien qu'il en ait suspendu l'application en rétablissant la liberté des prix.

Mais il est une liberté, peut-être encore plus caractéristique d'une économie de marché. C'est celle de l'établissement des salaires. Une telle économie peut, tant bien que mal, s'accommoder de contrôles plus ou moins applicables et appliqués des prix. Elle est complètement dénuée de et perd son principal avantage, aux yeux de millions de gens, si la fixation de leur salaire est elle aussi confiée à la discrétion du pouvoir politique.

C'est pourquoi, dès le début de l'année 1980, une loi devait restaurer le principe de la libre négociation des rémunérations entre travailleurs et employeurs. Pour Jacques Rueff, sans doute le plus important économiste libéral que la France ait connu depuis deux générations avec Maurice Allais, cette liberté-là était, de toute évidence, la contrepartie indispensable de la liberté des prix.

## Un respect religieux

Mieux encore, les deux faisaient tout un dans son esprit.

« J'inspirais, disait-il, si j'avais la responsabilité de la conduite de la politique économique, un respect religieux pour les conventions collectives. » Je ne l'ai jamais entendu employer cet adjectif en matière économique pour autre chose que le contrat de travail. C'est qu'il s'agissait pour lui de la clé de l'équilibre. Pas de plein emploi possible si les salaires, tous les salaires, ne sont pas placés sous le régime de la liberté contractuelle.

Cependant, la liberté pour les prix et les salaires, on a tendance à l'oublier trop facilement, ne veut que sous un certain nombre de conditions exigeantes. Dans l'*Épître aux dirigistes* qu'il publia pour la première fois en 1947 pour détourner ses contemporains d'adopter les fausses solutions pluri-méthodiques, Jacques Rueff écrit qu'il sera (...) indispensable de maintenir, pendant la période d'adaptation [sous-entendu pour sortir de l'économie de pénurie] — qu'il faudra faire aussi courte que possible — le contrôle des traitements et salaires et, de ce fait, de différer jusqu'au rétablissement de la stabilité des prix le retour nécessaire à des conventions collectives librement débattues.

Cette restriction peut paraître extrêmement sévère. Elle semble de nature à apporter aux partisans d'une politique des revenus — antithèse de toute politique libérale digne de ce nom — un appui inattendu. S'il avait fallu attendre que soit instaurée durablement la stabilité des prix, la dirimance des salaires dans la plupart des pays, et notam-

ment en France, n'aurait pas encore cessé d'être de mise.

Sans entrer ici dans un débat théorique, je ferai remarquer que les arguments sous-jacents à l'exigence posée dans la phrase reproduite ci-dessus peuvent aider à expliquer les paradoxes, les dangers et les contradictions inhérentes à l'actuelle situation française qu'on peut résumer par l'asymétrie suivante : d'un côté, liberté totale rendue aux prix et, de l'autre, stricte politique salariale pour le secteur public, présentée comme indispensable pour convaincre employeurs et salariés du secteur privé d'user avec sagesse de leur liberté contractuelle. Pourquoi, s'il estime que les contraintes du marché seront suffisantes pour assurer la discipline des prix sans recourir au contrôle, le gouvernement n'étend-il pas le même pari optimiste au domaine des salaires, se croyant au contraire obligé à leur propos de dicter sa loi à l'ensemble du secteur qui dépend de lui ?

Une première réponse, simple, à cette question est l'importance du secteur public : environ six millions de salariés auxquels il convient, en l'occurrence, d'ajouter les huit cent mille à un million de travailleurs payés au SMIC, c'est-à-dire à un salaire fixé également par voie d'autorité. Quand un salarié sur trois environ voit le niveau de sa rémunération dépendre directement du gouvernement, l'effet de contagion peut effectivement être pris au sérieux. Mais il est une autre raison plus fondamentale pour expliquer, sans nécessairement la justifier entièrement, l'attitude rigide du pouvoir.

La logique de la liberté rendue aux salaires est que les partenaires sociaux ne pourront plus conclure arbitrairement. Les salaires seront déterminés en fin de compte par les possibilités financières des firmes qui les paient. Mais que vaut ce facteur de discipline quand l'entreprise en question est d'entrée de jeu au rouge, comme c'est notamment le cas pour plusieurs grands établissements publics dont la SNCF ? Où s'arrête le dérapage tolérable quand, dès le début, les comptes ne sont pas équilibrés ?

« Il n'est pas question que la SNCF puisse se considérer en dehors de la fonction publique », dit un haut fonctionnaire. Soutenir le contraire est en effet artificiel. Si l'entreprise elle-même ne renferme pas son propre mécanisme d'autorégulation, elle ne peut que coïler à l'État dont elle est un démembrement.

La question de savoir si la politique menée par l'État est supportable par le corps social auquel elle s'applique n'en reste pas moins entière. Il ne suffit pas de rappeler que le personnel roulant, le plus acharné à poursuivre la grève, est composé d'hommes qui travaillent trente-trois heures par semaine, dont dix-huit de conduite, parcourant en moyenne 30 000 kilomètres par an (alors que les routiers parcourent plus de 100 000 kilomètres), qui prennent leur retraite à cinquante ans, pour convaincre que les intéressés sont des privilégiés. Ce sont eux souvent qui subissent le plus durement les conséquences de la chute du trafic.

Une expérience constante a montré qu'une politique des salaires ne peut pas être indéfiniment poursuivie sans risque d'explosion (celle qui est actuellement en cours en France a commencé au printemps 1982). Peut-on réclamer des cheminots (et des agents d'autres entreprises publiques) d'augmenter leur rendement sans leur offrir des compensations ?

## L'Espagne aiguillonnée

(Lire la suite page 31.)

« D'ailleurs, si les règles du jeu imposées au patronat sont aussi redoutables, pourquoi les entreprises étrangères se bousculent-elles pour entrer dans notre pays ? » En 1986, et pour la troisième année consécutive, les investissements étrangers en Espagne ont fortement augmenté : + 47 % pour les onze premiers mois.

L'adhésion à la CEE a ainsi relancé un débat traditionnel, mais qui est aujourd'hui, plus que jamais, d'actualité : le patronat espagnol est-il victime, face à ses concurrents, de l'intervention-

nisme paralysant de l'État ? Ou s'est-il au contraire trop longtemps habitué à vivre des aides de l'État ? Un débat devenu d'ailleurs aujourd'hui au sud des Pyrénées plus politique qu'économique.

« Ce qui est sûr, en tout cas, observe un expert économique étranger, c'est que le patronat espagnol n'est pas défavorisé par rapport à ses concurrents européens, si l'on tient compte de l'ensemble des charges auxquelles il est soumis. Bien au contraire. Mais en insistant sur les thèmes de sécurité sociale ou de flexibilisation du marché de l'emploi, il évite de parler de know-how, de niveau technologique, de capacité d'organisation, de management. Il évite de par-

ler, en fait, de ses véritables défis. »

Des défis que certains chefs d'entreprise semblent pourtant vouloir relever : la croissance spectaculaire de l'investissement montre que nombre d'entre eux sont décidés à passer à la contre-attaque. Tout porte à croire, à cet égard, que l'adhésion à la CEE provoquera une rénovation accélérée au sein du monde des entreprises.

Rénovation de personnel, d'abord, avec l'effacement progressif de tous ceux qui s'étaient habitués à vivre de la protection de l'administration. Mais rénovation, aussi, de la production. « Maintenant que les chasses gardées ont disparu, un redéploiement s'impose, pour l'entreprise espagnole, sur une nouvelle base :

celle de la sélectivité, souligne un homme d'affaires étranger. Fini de produire n'importe quoi à n'importe quel prix : il faut désormais dégager les créneaux qui s'offrent à l'Espagne dans le cadre européen. »

Des créneaux qui se définiront aussi, au-delà des frontières. « L'Espagne a commencé à entrer dans le commerce entre multinationales, observe M. Ceron. Et son paysage industriel de demain dépendra beaucoup du rôle productif que les multinationales lui assigneront dans le futur. » Autant de considérations planétaires nouvelles pour un pays resté longtemps frileusement replié sur lui-même. En entrant dans la CEE, l'Espagne est aussi entrée véritablement dans le monde !

THIERRY MALINIAK.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE DU ZAIRE**

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

**AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE DE KATENDE**

**LOT 1 : TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL**

**1. OBJET ET FINANCEMENT**

Le conseil exécutif de la République du Zaïre, en qualité de maître d'ouvrage, et la Société nationale d'électricité (S.N.E.L.), en qualité de maître d'œuvre, bénéficient d'un financement du groupe de la Banque africaine de développement (BAD/FAD) pour l'exécution des travaux de génie civil relatifs à l'aménagement hydro-électrique de Katende, d'une puissance de 11,4 MW - Hauteur de chute 7 mètres.

Le projet comprend les composantes suivantes :

- Génie civil ;
- Équipements hydro-mécaniques ;
- Turbines et alternateurs ;
- Équipements électro-mécaniques ;
- Ponts et lignes ;
- Réseau de distribution.

Le présent marché concerne le génie civil (lot 1). Les autres composantes feront l'objet d'un appel d'offres ultérieur.

L'acquisition des biens et services de ce marché sera effectuée en accord avec les principes de base de compétition internationale tels que préconisés par le groupe de la Banque africaine de développement.

Le marché comprend les ouvrages suivants :

- Seuil déversant ;
- Prise d'eau et canal d'amenée avec ouvrage de dégrèvement ;
- Centrale et canal de restitution ;
- Digues de fermeture des bras latéraux ;
- Maisons d'habitation ;
- Travaux de génie civil relatifs aux ponts et lignes ;
- Bâtiment administratif.

**2. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ou groupement de personnes justifiant des références techniques et financières suffisantes et ressortissant d'un État membre de la Banque africaine de développement ou d'un pays participant au Fonds africain de développement.

**3. CONSULTATION ET ACQUISITION DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 12 janvier 1987 auprès de la Société nationale d'électricité, direction de l'équipement, avenue de la Justice, NR 2381, BP 500, KINSHASA 1, République du Zaïre, téléphone 32535 - 30548, télex 21347 ou chez Tractebel Electrol Engineering, rue de la Loi, NR 75 A 1040 BRUXELLES, Belgique, téléphone (02) 234-49-62 (M. Ligny). Télex 64860, contre paiement d'une somme de 400 USD par marché remboursable.

**4. LIEU ET DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES**

Les offres rédigées en langue française devront parvenir en quatre exemplaires (un original et trois copies) par envoi recommandé avec accusé de réception ou être remis à l'adresse de la Société nationale d'électricité, direction de l'équipement, au plus tard le 4 mars 1987 à 15 heures GMT (16 heures locales).

**5. OUVERTURE DES OFFRES**

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le 5 mars 1987 à 8 heures GMT (9 heures locales) au siège social de la Société nationale d'électricité à Kinshasa.

**6. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Les soumissionnaires resteront liés par les termes de leurs offres pendant cent quatre-vingt jours à compter de la date ultime de la remise des offres.

## Les finances publiques espagnoles

La Revue française des finances publiques consacre son dernier numéro de 1986 à l'Espagne. Des spécialistes espagnols — universitaires, hauts fonctionnaires, responsables politiques — analysent les différents aspects politiques, juridiques, budgétaires et fiscaux des finances publiques de leur pays.

Ainsi M. Enrique Fuentes Quintana, ancien vice-premier ministre et ministre des finances, dresse un tableau, fort complet et clair, du déficit et de l'endettement de l'Espagne, dont la part des dépenses publiques dans le PIB est passée de 26,6 % en 1977 à 40,5 % en 1985. Pour sa part, dans un avant-propos, M. Manuel Marín, vice-président de la Commission des Communautés européennes, aborde les répercussions sur les finances publiques espagnoles de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

\* Revue française des finances publiques, n° 16, 80 F, LGDJ, 26, rue Soufflot, 75005 Paris.

● Précision. — Dans les « Notes de lecture » d'Alfred Sauvy parues dans « Le Monde économie » du 9 décembre, un seul auteur, Danielle Chaboud-Richter, avait été cité pour l'ouvrage *Espace et temps de travail domestique*. Il ne faut pas oublier les deux autres : Dominique Fougeyrolles-Schwebel et Françoise Sonthonnaz, qui ne figuraient pas faute d'espace.

## LE TRICENTENAIRE DE LULLY

Avec « Atys », Lully a inventé la tragédie lyrique. Louis XIV aimait cet opéra au point d'en faire son œuvre fétiche. L'Opéra de Paris a décidé de faire revivre le Grand Siècle en nommant Jean-Marie Villégier et William Christie maîtres d'œuvre. Carlo Maria Giulini vient diriger Bruckner avec l'Orchestre de Paris. Il explique son passage de l'opéra au symphonique. Il se souvient des débuts de Maria Callas. Le Monde de la Musique poursuit son exploration de la vie musicale. Bordeaux est sur la sellette. Balanchine a révolutionné l'image de la femme dans la chorégraphie moderne. Le Monde de la Musique lui rend hommage. Depuis 1982, le Monde de la Musique a testé quantité de pianos droits et de pianos à queue en vente sur le marché. Les meilleurs, rien que les meilleurs dans le numéro de janvier !

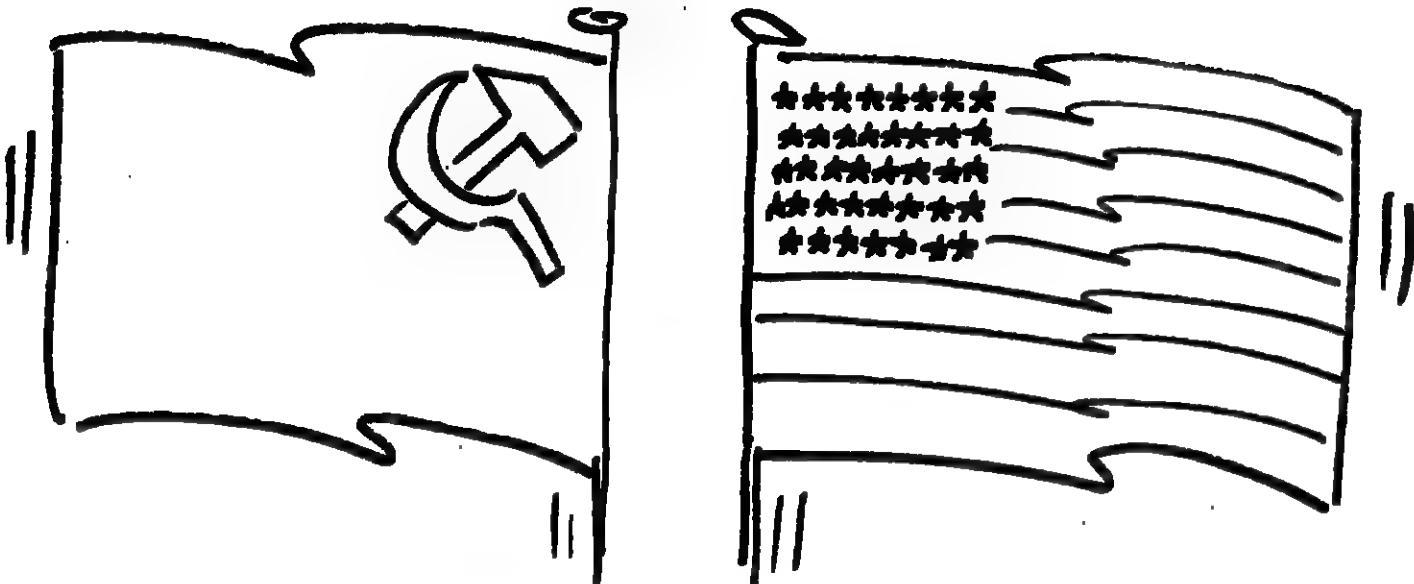
Le Monde de la Musique  
de janvier. 24 F. Chez  
votre marchand de journaux.





WANG

ÇA



### Comment les faire communiquer ?

Si les grands de ce monde intégraient les systèmes de communication Wang dans leurs négociations, ils feraient un grand pas vers la paix et la simplicité des échanges. Quand un ordinateur Wang rencontre un ordinateur IBM c'est l'entente parfaite, il aime aussi rencontrer Bull, Burroughs, Sperry, NCR. L'Aéroport de Paris, Chargeurs Réunis, la Chase Manhattan Bank, le Crédit Agricole, l'Unédic l'ont vérifié. En prenant Wang, l'entreprise protège son investissement informatique d'origine et peut continuer à se développer. Chaque fois, Wang rend l'opération transparente pour l'utilisateur final. Chaque écran communique sous SNA\*,...\* et/ou WSN\*. Il traite toutes les applications informatiques en place et les nouvelles: celles de «Département», ainsi que telex, télécopie et vidéotex, sans oublier traitement de texte et messagerie. Wang assure aussi le monitorat et le contrôle central de réseau. Si vous recherchez de telles solutions, pensez à ces quatre mots simples: Avec Wang ça marche.



Appelez le 48.97.06.06 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyn Mayard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 78/80, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

WANG

AVEC

MARCHE

\*SNA: marque déposée IBM. - ... Autres protocoles d'autres constructeurs. - \*WSN: Wang Systems Networking.



# Economie

L'évolution des conflits sociaux dans le secteur public

## La situation reste très confuse à la SNCF

A l'issue du week-end, la situation demeure toujours confuse à la SNCF, où, cependant, la circulation a paru s'améliorer, mais souvent grâce à des interventions de la police pour libérer des voies ou des gares occupées.

Une guerre d'annonces a continué entre la direction, d'un côté, les syndicats et les grévistes de l'autre. M. Yves Chenel, directeur de la communication à la SNCF, a fait état, dimanche 4 janvier, d'un « mouvement de retour à la normale », dû à la fois à des votes de reprise et à des reprises individuelles. Inversement, la coordination « inter-catégorielle » d'Ivry affirmait qu'« un petit nombre de non-grévistes ne suffisait pas à faire redémarrer la SNCF » et appelait à la poursuite du mouvement.

Ainsi, la direction a annoncé dimanche des votes de la reprise du travail dans treize dépôts sur quatre-vingt-quatre au cours du week-end. Pérignon (Dijon), Conflans-Jarvis (Nancy), Tergnier (Saint-Quentin), Châlons-sur-Marne (Marne) et Agen (Lot-et-Garonne), après ceux de Hausbergen (Strasbourg), Rennes, Calmont-Challandray (Haute-Marne), Molon (Reims), Bialville (Nancy), ainsi qu'aux annexes d'Alain (Aisne), Chaumont (Haute-Marne) et Troyes (Aube). En revanche, la CFDT estimait que sur les soixante-dix dépôts dont elle avait connaissance, quatre seulement (Rennes, Dijon, Hausbergen,

Conflans-Jarvis) avaient voté la reprise. De son côté, la FGAAC ne concédait que dix votes en faveur de la reprise.

Il est vrai que dans certains dépôts des mouvements contradictoires ont pu se produire : ainsi à Rennes, après qu'un vote en assemblée générale ait décidé samedi matin la reprise du travail pour ce lundi 5 janvier, par cent trente et une voix contre quatre-vingt-neuf, la section CGT (majoritaire dans le dépôt), dimanche après-midi, se prononçait pour la grève par quarante-trois voix contre six et cinq abstentions, et annonçait son intention de mettre en place des piquets de grève. En même temps, les conducteurs et les agents de trains réunis de leur côté se prononçaient pour la reprise par cinquante-cinq voix contre quinze. En revanche, à Strasbourg-Hausbergen, la reprise du travail a été confirmée, malgré, semble-t-il, les efforts de la CGT. D'autre part, ces dépôts sont d'égale importance, ce qui peut expliquer les différences d'appréciation. Dans presque tous les dépôts importants, sauf Rennes et Pérignon, les votes intervenus ont reconduit la grève pour vingt-quatre heures.

En ce qui concerne les reprises individuelles, les syndicats s'efforcent, ce lundi matin, d'en atténuer la portée. Mais ils reconnaissent qu'un « effritement » se manifeste un peu partout, parmi les sédentaires, entrés les derniers dans la grève, le mouvement tendant à revenir à son noyau dur initial, les conducteurs, en premier lieu, et plus généralement les roulants.

D'autre part, la volonté de la CGT d'élargir le mouvement à l'ensemble du secteur public (voire au-delà) provoque un certain embarras chez les syndicalistes : plusieurs organisations craignent, en effet, d'être débordées et de se trouver « embarquées » dans des revendications éloignées de celles qu'elles souhaitent présenter. Après FO, qui, implicitement, souhaitait la reprise à la veille du week-end, la FGAAC indique prudemment ce lundi que, « n'ayant pas appelé à la grève, elle n'a pas à se prononcer sur la reprise du travail ». Sur le terrain, ses militants se contentent d'« informer » sur le retrait de la grille et sur les concessions obtenues en matière de conditions de travail, certains responsables estimant que l'on a obtenu plus au cours des derniers jours qu'au cours des deux dernières années.

Du côté de la CFDT, on maintient la décision de poursuivre la grève, mais on ne souhaite pas non plus que celle-ci soit perdue dans un mouvement global, qui quitterait le terrain social pour, en fait, s'engager sur celui de la contestation de la politique du gouvernement.

Le trafic semble s'être un peu développé au cours du week-end, avec une circulation de l'ordre de 40 % de la normale dimanche sur les grandes lignes, en particulier sur le Sud-Est : la direction a notamment mis l'accent sur le retour des vacanciers des sports d'hiver. Au total, une centaine de trains ont circulé au départ de Paris et autant en direction de Paris. Plus significative paraît avoir été la réapparition de

liaisons régionales, par exemple en Auvergne, ou de transversales, par exemple de Lyon vers Nantes.

Mais, pour assurer cette circulation, il a fallu fréquemment faire appel à l'intervention de la police ou des CRS. Ainsi les forces de l'ordre sont-elles intervenues samedi et dimanche pour dégager les voies à Nevers, pour le passage du Paris-Clermont-Ferrand, à Dieppe, à Saint-Gervais - La Fayette (Haute-Savoie), à Grenoble, à Valence, à Annemasse, à Nice, à Paris-Nord ou à Belfort, ce qui n'a pas empêché le retard de nombreux trains. D'autre part, les forces de l'ordre ont fait évacuer plusieurs dépôts ou des gares occupés par des grévistes, comme à Brest, Quimper, Morlaix en Bretagne, ou ce lundi matin à Marseille-Blancarde, ainsi qu'à Mantes-la-Jolie (Yvelines), afin de faire sortir des rames.

Pour ce lundi, la direction a prévu encore 40 % du service normal pour les grandes lignes au départ de Paris, un train sur quatre pour les relations entre les grandes villes de province, mais un nombre normal de TGV sur Paris-Lyon, Paris-Genève, Paris-Lausanne, la Bourgogne et la Savoie, un TGV sur deux vers la Méditerranée.

Mais cette amélioration du trafic peut-être durer sans une reprise réelle du travail par les conducteurs ? Selon les syndicats, en effet, l'augmentation constatée est en partie temporaire, les trains en circulation étant souvent conduits par l'encadrement.

## La CGT organise une coordination des mouvements dès le 6 janvier

Alors qu'elle est entrée, le lundi 5 janvier, dans son dix-neuvième jour, la grève à la SNCF va-t-elle faire tache d'huile sur l'ensemble du secteur public et nationalisé ? Tel sera l'enjeu essentiel de la première semaine sociale de 1987. La CGT fait en tout cas tout son possible pour parvenir à un tel résultat.

Déjà à la RATP, elle a déposé des préavis de grève pour tous les jours de la semaine - avec un point d'orgue, mardi, où elle bénéficiera du renfort des syndicats CFDT et autonome traction, - et elle appelle pour mardi à des grèves à EGF (reconductible de 24 heures en 24 heures) et chez les dockers. Dans les arsenaux, des mots d'ordre de grève sont lancés à partir de lundi par la CGT et la CFDT, à partir de mercredi par FO.

La CGT recherche donc clairement une globalisation de l'action contre la politique économique et sociale du gouvernement. Avant même de connaître les résultats des « consultations » des adhérents organisées lundi dans les entreprises publiques et nationalisées, le bureau confédéral et ses fédérations du secteur public et nationalisé de la CGT ont décidé d'« organiser la coordination des actions en cours ou en préparation pour le 6 janvier 1987 », en appelant les salariés de ces secteurs à « participer à des manifestations départementales ou régionales » avec le soutien des travailleurs et des usagers.

A Paris, une manifestation aura lieu mardi à 11 heures de la gare Montparnasse à la place du Châtelet.

Dans un article publié par l'« Humanité » de lundi et intitulé... « Lève-toi et marche » - M. Henri Krasucki estime que « ce qui est en route, c'est un mouvement revendicatif d'une force rare ». « Ce que les manifs ont révélé, écrit le secrétaire général de la CGT, pourquoi les cheminots ne le pourraient-ils pas, en déjouant toutes les manœuvres et toutes les démissions ? Et pourquoi dans l'importe quelle autre entreprise, branche du secteur public ou du secteur privé, ne le pourraient-ils pas ? ». Critiquant « le gouvernement, la direction (de la SNCF), les médias et plusieurs organisations syndicales » qui « ont tout fait pour les isoler, les diviser, dévoyer leur action et les faire renoncer », M. Krasucki proclame que la CGT « ne faillira jamais ».

Il lance donc un appel à l'action qui vaut pour tous les secteurs, toutes les catégories professionnelles et... « pour tous les problèmes sociaux et économiques ». M. Krasucki annonce aussi que « la CGT entend d'organiser une immense marche pour l'emploi de tous les exclus avec tous les autres travailleurs dans les régions pour aboutir à Paris, dans une prochaine période ». Cette nouvelle manifestation pourrait coïncider avec le défilé prévu à Paris sur la Sécurité sociale le dimanche 25 janvier.

Cette volonté de globalisation de la CGT suscite des réticences hors de sa sphère d'influence. Parmi les cheminots, certains ne veulent pas se retrouver « noyés » dans un vaste mouvement du public qui ferait disparaître la spécificité de leurs revendications, qui touchent plus les conditions de travail que les salaires. C'est ainsi que les deux « coordinations » nationales n'ont pas appelé à se joindre aux manifestations du 6 janvier de la CGT. Du côté des autres syndicats, les réticences sont encore plus nettes.

La CFDT voudrait éviter de se trouver entraînée dans un mouvement global qui l'ambiguerait à un affrontement politique direct avec le gouvernement. Si elle sera présente dans les grèves à la RATP et dans les arsenaux et n'exclut pas de faire de même à EGF, suivant les résultats de la négociation salariale de mardi, elle presse le gouvernement de réouvrir les discussions à la SNCF, afin de régler ce conflit au plus vite, en lui faisant porter à l'avance la responsabilité d'un élargissement des grèves.

Lundi matin sur RTL, M. Edmond Maire a, de nouveau, accusé le gouvernement de recourir à « l'épouvantail du PC et de la CGT » pour bloquer « toute avancée » à la SNCF et « brandir un étendard politique pour échapper aux problèmes sociaux ». « Il cherche à faire passer le rouleau compresseur d'une normalisation sociale sur les cheminots, alors que des solutions existent et qu'elles ne coûtent pas cher ».

Quand à M. André Bergeron, il se montre encore plus inquiet devant un emballement de la « machine » sociale qu'il redoute depuis des années. Dimanche, il a tenté de faire partager son inquiétude à MM. Chirac et Balladur qui l'ont reçu pendant une heure à l'Hôtel de Ville. L'élargissement se profile davantage que l'apaisement.

M. M.

### Trois propositions du PC

Sous le titre « Pour une nouvelle dynamique de la SNCF », l'« Humanité » de dimanche 4 janvier a publié un article de M. Philippe Herzog, économiste et membre du bureau politique du PCF, qui présente les propositions des communistes pour la société nationale. Notant que la SNCF est « écorchée par les frais financiers », qui représentent, selon lui, « 11 milliards de francs par an », M. Herzog affirme qu'« une partie de la dette doit être transformée en prêts participatifs bonifiés faiblement rémunérés » et qu'« une taxation spécifique des compagnies d'assurances, de la grande distribution et des grandes entreprises apporterait des ressources ».

En second lieu, l'économiste du PCF souligne que « la SNCF doit accroître ses débouchés » en visant « les trafics différenciés des marchandises, les grands flux des transports régionaux et internationaux, les dessertes portuaires ». Ce développement nécessite, notamment, de « coopérer avec la route ».

Enfin, M. Herzog estime que « la SNCF doit être profondément démocratisée grâce à la révalorisation des droits des cheminots, de leurs conseils d'atelier et de service, des comités d'établissement et d'entreprise, grâce aussi à la participation des usagers et des élus avec une décentralisation réelle ».

« Dire que les revendications salariales des cheminots menacent le franc, conclut M. Herzog, partant des « nouveaux critères de gestion », c'est une sinistrose plaisante », non sans s'être élevé contre « la politique de dégradation de l'emploi et des conditions de travail, accélérée depuis 1982 », qui « débouche sur un profond déclin de l'économie française ».

### Le représentant des usagers appelle à la reprise

M. Jean Sivadrière, administrateur de la SNCF et représentant des usagers-voyageurs, appelle, dans un communiqué, à la reprise du travail et demande une réunion exceptionnelle du conseil d'administration.

« La grève de la SNCF », écrit-il, « place ses usagers dans des situations difficiles et souvent même insupportables. Je déplore que la direction générale de l'entreprise n'ait pas perçu le mécontentement profond des cheminots et qu'elle ait refusé aussi longtemps des négociations sérieuses ».

Aujourd'hui, cependant, les grévistes ont obtenu des résultats tangibles, et les problèmes encore en suspens ne pourront être réglés que par des discussions qui prendront du temps. Dans ces conditions, le trafic doit reprendre au plus vite. Une poursuite de la grève accentuerait les pertes déjà catastrophiques subies par la SNCF et mettrait en péril l'emploi des cheminots en aggravant la concurrence routière et aérienne. Quant aux voyageurs, dont les droits ont été et sont souvent bafoués, ils subiraient encore plus la grève une fois terminée, les conséquences de l'affaiblissement financier de la SNCF.

« Le conflit doit maintenant se régler au sein de la SNCF à l'écart des préoccupations partisans. C'est pourquoi je renouvelle ma demande, formulée dès le début de la crise, d'une réunion exceptionnelle du conseil d'administration de la SNCF à qui il revient de prendre le dossier en main et de rétablir un climat de dialogue au sein de l'entreprise ».

### Des retours de neige sans histoires

## Chambéry ou la grève tranquille

CHAMBERY de notre envoyé spécial

A quelques détails près, une bien banale journée de chemin de fer. Un « rush » traditionnel de fin de vacances, un retour de la neige plutôt joyeux avec ses bousculades de skieurs nostalgiques du téléphérique et ses bandes de jeunes qui mettent 800 kilomètres de rail à se séparer en chemin.

Un dimanche comme quelques autres en haute saison pour la petite gare de Chambéry, bruyamment envahie par des centaines d'indiens bigarés, descendus, planches à la main, de leur montagne, et puis rendus sans regrets à ses somnolentes provinciales.

Mais, de grève, point. Aucune tension et, sur le chemin du retour, entre Chambéry et Paris, aucun arrêt pour cause de barrage. Les « roulants » en colère délogés la veille de leur dépôt par la grève une fois terminée, restent invisibles toute la journée. Grévistes inutiles, délogés de leur « outil de travail », grévistes délaissés parce que, ce dimanche, la SNCF s'est débrouillée sans eux.

L'un des conducteurs a bien tenté d'écarter des skieurs bronzés les quatre TGV prévus ce 4 janvier pour Paris « étaient être conduits sans garantie de sécurité » par des pilotes anonymes, il fallait rentrer. Les vacances avaient fini. Ces TGV orange s'étaient arrêtés en gare par des heures avaient un air bien rassurant.

Finalement, la seule attraction de cette journée de retour sans problème, la seule véritable anomalie dans le décor, ce furent ces gendarmes mobiles noirs nous des usagers de la SNCF. Des forces de l'ordre souriantes, occupées entre deux patrouilles le long des voies à canaliser la foule, à renseigner les voyageurs, même à convaincre des étudiants que leur corps ne devait pas être confondu avec les CRS ou les « voitures » de la préfecture de police de Paris. « Des brutes », confia un sous-officier à la job blonde qui partageait son sandwich. Mine de rien, peut-être inconsciemment, une belle opération de relations publiques destinée, elle, à adoucir la mémoire d'une autre grève.

Vue de la gare de Chambéry, une journée bien ordinaire. Découverte pour les photographes de presse venus immortaliser les affres d'un plan ORSEC et

repartis bredouilles par le même TGV.

L'« Opération Palomar » avait été mise en place par les autorités préfectorales et la SNCF. Opération réussie, c'est-à-dire, en termes médiatiques, l'intégrité des skieurs envoyés au petit jour dans les stations de ski ou les villes secondaires ont drainé de demi-heure en demi-heure vers la gare les vagues de vacanciers. Quand un TGV était plein, on maintenait par radio les cars à leur point de départ ou à bonne distance pour ne pas engorger Chambéry. Une colonie de vacances a ainsi gagné une demi-journée supplémentaire de ski, assurée d'attraper le train de 15 h 55. En cinq TGV et quelques rames transversales, la SNCF est parvenue sans difficulté à vider, ce dimanche, les vallées alpines de leur population saisonnière.

L'explication ? Les prévisions, attisées par la tension de la grève, avaient été trop alarmistes ; on avait oublié que bon nombre de fanatiques de la neige avaient gagné la montagne en voiture, persuadés, dès le 23 décembre, que « le mouvement allait durer ». D'autres parlaient sur le pourcentage de la grève après ce week-end et attendaient la rentrée scolaire - mardi 6 janvier pour la région parisienne - pour revenir. D'autres, encore, avaient préféré perdre une journée de soleil et s'en aller plus tôt.

Une journée ferroviaire bien ordinaire à tout prendre, très marquée tout de même par le contrôle hexagonal. Depuis Chambéry, aucun Parisien n'a connu de véritable difficulté, mais la SNCF s'est montrée moins efficace pour ceux qui avaient la mauvaise idée de chercher depuis la Tarantaise à gagner Toulouse ou La Havre. Ces skieurs-là étaient pris aux changements de cars, à l'attente dans d'autres gares et à une nuit de voyage.

Un transport malgré tout moins mouvementé que l'aventure vécue par cette famille corse partie vers le Bord-deux et qui, bloquée à Lyon, avait préféré rejoindre l'Italie par les Alpes et Modane plutôt que par Paris. Dans le buffet bondé de la gare de Chambéry, entre des bagages et des skis, elle était bien la seule à trouver la plénitude saine et à respirer la France, « pays toujours en grève ».

PHILIPPE BOGGIO.

Les routiers et le transport des marchandises... Pour éviter les ruptures d'approvisionnement des usines, des magasins et des grandes surfaces, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) fait savoir que les transporteurs routiers sont prêts à répondre à toutes demandes supplémentaires d'acheminement de marchandises et

de colis. « Une liaison a déjà été établie au niveau national avec la CGPME, la CNPF et l'Assemblée permanente des présidents de chambres de commerce. Le relais est assuré à l'échelon local par les chambres syndicales de transporteurs routiers implantées dans tous les départements », indique la FNTR.

### A TRAVERS LES ENTREPRISES

## Siemens acquiert un distributeur aux Etats-Unis

Le groupe ouest-allemand Siemens va acquérir la totalité des actifs du distributeur américain de matériels de télécommunications Telecom Plus International. Siemens en possède déjà 35 %. Alignant les exercices déficitaires, Telecom Plus estime ne plus pouvoir survivre face à la concurrence du fait de sa taille insuffisante. La transaction coûtera 165 millions de dollars à Siemens.

### IBM exposera finalement au SICOB

IBM participera finalement au SICOB de printemps, cédant à l'« amicale pression » de ses agents distributeurs. Il y a quelques jours, l'entreprise avait annoncé qu'elle n'exposerait pas ses matériels au prochain salon, qui se tiendra le 6 avril à Villepinte-Paris-Nord. En définitive, devant la réaction plus vive que prévu de ses agents, la firme présentera sa gamme de mini-ordinateurs sur un stand plus petit que celui du précédent SICOB de septembre (570 mètres carrés au lieu de 800).

### Himont, n° 1 mondial du polypropylène bientôt à Wall Street

Himont, premier producteur mondial de polypropylène, avec une capacité installée de 1,3 million de

tonnes, va faire son entrée à Wall Street. Le groupe a décidé d'employer la procédure d'offre publique de vente. Il émettra 12,5 millions d'actions nouvelles à un prix restant encore à définir. Le dossier a été déposé auprès de la Securities and Exchange Commission - SEC (COB américain).

De création assez récente (novembre 1983), Himont réunit les actifs détenus dans le polypropylène en Europe et aux Etats-Unis par la firme chimique italienne Montedison et l'américaine Hercules, qui possèdent chacune 50 % de la société. Son siège est installé à Wilmington (Delaware). Après l'introduction de ses titres (20 % du total) au New York Exchange, ses deux principaux actionnaires ne détiendront plus chacun que 40 % de son capital. Ultérieurement, Himont envisage d'accroître le nombre d'actions réservées au public (35 % du capital).

## Un groupe de travail pour régler le contentieux franco-allemand sur le vidéotexte

Les ministres ouest-allemand et français des P et T ont décidé de créer un groupe de travail pour tenter de régler le contentieux entre les deux pays sur les terminaux vidéotexte minitel et BTX. Il devra remettre des propositions en mai prochain. D'ici là, la France va demander le gel de la plainte déposée contre la RFA auprès de la Commission européenne accusant ce pays d'empêcher la vente de terminaux français outre-Rhin.

Depuis deux ans, la procédure d'homologation des minitels bute sur un refus de la Bundespost, qui s'appuie sur une norme technique pour empêcher l'entrée du matériel français (moins cher) en RFA.

La constitution de ce groupe de travail semble marquer un dégel des relations franco-allemandes dans le secteur des télécommunications, dont l'un des épisodes les plus épineux reste la cession de l'entreprise française CGCT, convoitée entre autres par l'allemand Siemens.

**AU SOMMAIRE DE JANVIER**

**Le Monde des PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Jeux d'enfants
- Bilan philatélique de l'année 1986
- Les 100 ans du Carré Marigny
- Trois non-émis de la Réunion.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux



## Economie

et dans la marine marchande

### Signes de reprise du travail chez les marins

L'accord signé le samedi matin 3 janvier entre le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec, et les syndicats de marins et d'officiers a très sensiblement détendu l'atmosphère sur le front de la marine marchande, mais, ce lundi 5 janvier, il n'avait pas totalement mis un terme au conflit commencé il y a près d'un mois.

Ce n'est qu'en début de semaine, en effet, que les marins des ports de la côte atlantique et de Dieppe devaient se prononcer sur la reprise du travail. A Marseille, la situation s'était débloquée, sauf à Fos. Un peu partout, les marins demandent aux employeurs le paiement des jours de grève.

Commentant l'accord du 3 janvier, M. Guellec a déclaré qu'il croyait pouvoir « compter sur la loyauté de ses partenaires »

pour le faire appliquer », et il a précisé que le plan du 2 octobre, tel qu'il a été explicité aux syndicats et aux armateurs, « s'appliquera sans retard ». Le ministre avait fait des concessions sur les questions de couverture sociale en cas d'accident du travail et de maladie, et sur l'indemnité de nourriture prévue dans les conventions collectives; il avait également donné l'assurance que la révision des dispositions les plus obsolètes du code de travail maritime n'interviendrait pas avant 1988.

Sur la question-clé du pavillon des Kerguelen (dix-neuf navires actuellement), défendue par les armateurs, toute immatriculation nouvelle est suspendue tant que le Conseil d'Etat ne se sera pas prononcé sur le projet de décret actuellement en cours d'examen.

M. Claude Abraham, vice-président du Comité central des armateurs, a fait état de son « soulagement de voir se terminer un conflit complètement disproportionné », mais a indiqué que les armateurs étaient, en général, hostiles à la revendication de la CGT de payer les jours de grève. Les dockers CGT, pour leur part, ont décidé de se mettre en grève le 6 janvier, dans tous les ports, pour vingt-quatre heures.

Mais, au Havre, un accord paritaire a été conclu entre employeurs et dockers qui prévoit, sur 1987 et 1988, cinq cents départs de dockers, avec garantie de rémunération jusqu'à la retraite et amélioration de la productivité des opérations de manutention.

F. Gr.

### Fos, foyer de contestation

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Normalisation à l'Est, jusqu'au boutisme à l'Ouest: à Marseille, les marins se sont divisés sur la conduite à tenir après l'accord du 3 janvier.

Dans les bassins Est, la reprise du travail a été votée, à une large majorité, par les équipages de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) et ceux des remorqueurs.

Dans les bassins Ouest, à Fos-sur-Mer, les salariés de deux sociétés de remorquage, sur trois, ont décidé, en revanche, de poursuivre leur mouvement faute d'un accord avec leurs employeurs sur le paiement des jours de grève et à cause de problèmes locaux d'effectifs.

La consultation des marins de la SNCM n'a été qu'une simple formalité. « Nous avons empêché le mauvais coup que l'on voulait porter à notre statut », s'est félicité M. Paul Moracchini, secrétaire général des

marins CGT. Dès le dimanche 4 janvier le trafic de passagers et de marchandises a repris entre le continent et la Corse avec une traversée supplémentaire du *Liberté*, habituellement affecté aux liaisons avec l'Afrique du Nord.

A la SNCM on précisait que les syndicats n'avaient pas demandé l'indemnisation des jours de grève mais qu'un accord était intervenu pour le versement d'une avance remboursable aux marins représentant 50 % des salaires perdus.

Fos reste un foyer de contestation. Un remorqueur sur huit seulement a travaillé pendant le week-end dans les bassins Ouest.

Les armateurs exigent la reprise du travail comme préalable à toute discussion et ont rendu compte de la situation à la direction des affaires maritimes. Ils ont chiffré à 8 millions de francs leurs pertes financières, sur l'ensemble des bassins de Marseille-Fos, en vingt-six jours de conflit.

GUY PORTE.

## REPÈRES

### Banques

Nombre record de faillites aux Etats-Unis

Cent trente-huit banques américaines ont fait faillite en 1986, un nombre record depuis la grande dépression des années 30, indique l'agence fédérale assurant les dépôts bancaires (FDIC). En outre, 1484 banques, soit un institut de crédit américain sur dix, sont sur la liste des banques « à problèmes » nécessitant un contrôle. La plupart des faillites bancaires se sont produites dans les Etats agricoles ou producteurs de pétrole, sévèrement touchés par la chute des cours. La Texas a ainsi enregistré 28 faillites suivies par l'Oklahoma avec 16 banqueroutes, le Kansas (14), l'Iowa (10) et le Missouri (9). La dégradation a été persistante depuis 1981 année durant laquelle 10 établissements avaient fait faillite. Ce chiffre est monté à 42 en 1982, 49 en 1983, 79 en 1984 et 120 en 1985.

### Marchés financiers

La Bourse de Pékin ouvre ses portes

Pour la première fois, depuis l'arrivée au pouvoir des communistes en Chine, une bourse des valeurs et des devises a ouvert ses portes, le vendredi 3 janvier à Pékin. Présenté par le *Peking Daily* comme le « coup

d'envoi de la réforme » pour 1987, cet événement a attiré de nombreux curieux. L'agence Chine nouvelle, pour sa part, précise que quatorze banques et institutions financières, dont l'agence pékinoise de la Banque de Chine industrielle et commerciale ont participé aux premières transactions. Ces dernières avaient atteint 550 millions de yuans (147 millions de dollars) durant les deux premières heures d'activité. Avant celui de Pékin, deux marchés boursiers avaient été ouverts à Shenyang et Shanghai, jadis le principal centre financier d'Asie. Quant à la première banque commerciale de Chine populaire, elle sera créée cette année.

### TVA

Introduction en Grèce

Comme elle s'y était engagée auprès de la Communauté européenne, dont elle est membre depuis 1981, la Grèce a introduit la taxe à la valeur ajoutée (TVA) en remplacement des vingt-cinq taxes indirectes existantes. Théoriquement applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier, les trois taux retenus, 6 % pour les produits alimentaires, 18 % pour les produits courants et 38 % pour les produits de luxe, ne feront sentir leurs effets qu'à compter du 1<sup>er</sup> février. C'est à cette date que prendra fin la période de trois mois de gel des prix décidée pour tenter de limiter le dérapage inflationniste dû à ce nouveau type de fiscalité. L'inflation, de 25 % en 1985, a été ramenée à 17 % en 1986 et, selon le projet de budget, devrait être limitée à 10 % cette année.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# Merci

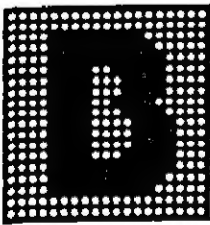
pour votre contribution au succès remporté par l'Offre Publique d'Echange présentée pour Aéroports De Paris par la Banque Nationale de Paris.

Plus de 77 % des titres ont été présentés à l'échange: c'est un record.

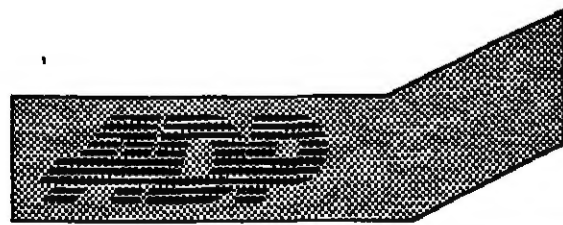
En échangeant vos obligations ADP 14,60% novembre 1980 et 17,40% novembre 1981 contre des obligations nouvelles, vous avez choisi de bénéficier:

- d'une plus-value immédiate en capital
- d'un meilleur rendement net
- d'une durée de vie garantie de votre placement

Plus que jamais ADP est déterminé à donner des ailes à vos placements.



BANQUE NATIONALE DE PARIS



Aéroports De Paris

### Les Kerguelen au bout du monde

Les îles Kerguelen, perdues au sud de l'Océan indien, constituent un archipel fort original. Comprendant trois cents îles, elles couvrent environ 7000 kilomètres carrés (soit presque la superficie de la Corse), dont 5000 kilomètres carrés pour la seule Grande-Terre.

La littoral des Kerguelen est envahi d'algues gigantesques, les *Macrocystis pyrifera*. Celle-ci, dont la longueur peut dépasser 50 mètres, sont groupées en bancs épais, si dangereux pour la navigation qu'elles sont portées sur les cartes marines.

La latitude des Kerguelen, un peu au sud du quarantième parallèle Sud, est presque la même que celle qu'occupe Rouen dans l'hémisphère Nord, mais le climat n'a rien de normand: l'archipel est balayé par des tempêtes qui se succèdent tout au long de l'année, et, sans être très froid, le climat est très humide, même en été, ce qui permet l'existence de glaciers permanents.

Le statut des Kerguelen est lui aussi très particulier. L'archipel constitue l'un des quatre districts du territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (1). Et, comme toutes les TAAF, les Kerguelen sont habitées constamment, mais la population, d'une soixantaine d'hommes pendant l'hiver austral et de plus de cent hommes et (quelques) femmes pendant l'été, est renouvelée entièrement chaque année.

Les Kerguelen sont loin de tout, à 3 900 kilomètres de l'Afrique et à 4 100 kilomètres de l'Australie; elles ne recèlent aucune richesse minière. Toutefois, les eaux qui les entourent sont très poissonneuses (2).

Mais leur situation géographique leur confère une grande importance scientifique. La seule activité de l'archipel est donc la recherche (météorologie, magnétisme, aurores polaires, rayons cosmiques, activité solaire, ionosphère, sismologie, géologie, biologie marine et terrestre, etc.).

Les TAAF sont placées sous l'autorité d'un administrateur supérieur assisté d'un conseil consultatif. La mission de la recherche du territoire est confiée par un comité scientifique. Pour les programmes scientifiques internationaux, il existe un Comité national français des recherches antarctiques (CNFRA), émanation de l'Académie des sciences. Le territoire a été créé le 6 août 1955 pour remplir une triple mission: souveraineté, recherche et logistique.

YVONNE REBEYROL

- (1) Les autres districts sont les îles Crozet, l'île d'Amsterdam, l'île Saint-Paul et la terre Adélie.
- (2) Les Soviétiques pêchent chaque année, sous contrôle français et moyennant paiement de redevances, quelques dizaines de milliers de tonnes de poissons dans la zone économique exclusive des Kerguelen.



## Economie

## La RFA devrait être amenée à réévaluer le deutschemark

(Suite de la première page.)

Tout ce processus, destiné en principe à calmer une surchauffe économique et une réurgence de l'inflation, inexistante pour l'instant dans notre pays, prend totalement à contrepied la politique de ce gouvernement comme celle du précédent, au moment même où la désinflation porte ses fruits et où la croissance demeure plutôt molle. Ajoutons que jamais en France les taux réels, hors inflation, n'ont été si élevés au béné-

fice, certes, des prêteurs mais surtout au détriment des emprunteurs, pris en tenaille entre un coût de crédit historiquement onéreux et une stagnation, voire une régression des pouvoirs d'achat. La situation actuelle, véritable non sens économique, ne peut donc se perpétuer.

Une question seulement : cette faiblesse du franc est-elle générale ? Pas du tout. Notre monnaie se revalorise par rapport à la livre sterling, à la lire italienne et même au yen

japonais dont le cours, à Paris, a reperdu 7 % sur son plus haut niveau de l'été dernier.

En fait, et une fois de plus, le franc fléchit uniquement vis-à-vis du mark allemand. Sans doute les deux devises forment-elles un couple orageux, avec douze changements de parité en un peu moins de trente ans, tous à l'avantage du mark et tous provoqués par de meilleures performances de l'économie allemande : inflation faible, industrie forte, exportations continuellement excédentaires et balance des paiements très positive, à de rares exceptions près. En regard, l'économie française a souffert longtemps d'une inflation très vive, désastreuse pour ses coûts de production et d'une balance commerciale le plus souvent négative, parfois très lourdement, sans oublier depuis 1981 un déficit non moins lourd de sa balance des paiements qui a contraint la France à s'endetter sensiblement à l'étranger.

Or, depuis la mise en route du plan d'austérité du printemps 1983, et grâce à la baisse des prix du pétrole, ces graves handicaps se sont atténués. Le taux d'inflation français est revenu à un peu plus de 2 % par an. Pour la première fois depuis trente ans, la balance commerciale est équilibrée et la balance des paiements est même devenue excédentaire de 20 milliards de francs en 1986. De plus, le 6 avril dernier, à Ootmarsum aux Pays-Bas, le franc a été dévalué de 3 % et le mark réévalué de 3 %, ce qui a élevé de 6 % le cours de la devise allemande à Paris. Cet ajustement, compte tenu des taux d'intérêt plus élevés en France qu'en Allemagne, a provoqué un formidable afflux de capitaux étrangers sur la place de Paris, pour 70 milliards de francs environ, et a même contraint la Banque de France à soutenir le mark, en vendant des francs pendant tout le printemps.

Huit mois seulement après Ootmarsum tout a changé : les capitaux étrangers fuient la France et le mark, quittant son cours plancher, s'approche dangereusement de son cours plafond, la Banque de France devant cette fois-ci soutenir le franc

en vendant des marks. Que s'est-il donc passé ?

Certes, en dépit du succès de la désinflation en France, l'écart est encore de trois points avec la RFA où les prix de détail ont diminué de 1 % en 1986. Mais, contrairement aux années précédentes, en 1986 les salaires auront progressé plus vite en Allemagne qu'en France et, au printemps prochain, les coûts de production des deux pays se retrouveront à parité. Il faut donc chercher ailleurs les raisons d'une dégradation si rapide, alors que la dévaluation de mars 1983 avait assuré trois ans de stabilité.

Tout d'abord notre grand voisin d'outre-Rhin affiche des performances insolentes, une balance commerciale et une balance des paiements excédentaires respectivement de plus de 350 milliards et de 200 milliards de francs. Ensuite, depuis le début de l'été, le recul du dollar s'est accentué et lorsque le dollar baisse d'autres devises montent, notamment le yen et le deutschemark. Or, depuis le début de novembre, le Japon et les Etats-Unis ayant stabilisé leur parité, la spéculation se reporte massivement sur le deutschemark.

Enfin, pour ne rien arranger, la Banque fédérale d'Allemagne a énergiquement refusé de faire baisser ses taux, comme l'a fait à trois reprises cette année la Banque du Japon et comme lui demandent instamment les Etats-Unis. Elle a même entrepris de les faire monter quelque peu afin de freiner la croissance de la masse monétaire occidentale, jugée trop rapide, ce qui attire encore davantage les capitaux et, disons-le en passant, contribue à gonfler encore cette masse.

## 40 milliards de déficit commercial

La conjugaison de tous ces éléments a eu pour effet inimmuable de propulser vers le haut un deutschemark plus fort que jamais, trop fort pour des monnaies moins vigoureuses, comme la couronne danoise, le franc belge et le franc français. Les premières tensions au sein du système monétaire européen sont apparues dès le début de l'automne, la Banque de France ayant dû intervenir vigoureusement en septembre puis en octobre pour freiner la montée du mark. Maintenant la poursuite de la baisse du dollar, après une stabilisation temporaire, accroît encore les tensions, d'autant plus vives que sur les marchés des changes tout le monde joue maintenant un réajustement du SME après le 25 janvier prochain, c'est-à-dire après l'expiration des élections législatives allemandes qui jusqu'à présent bloquent toutes les décisions.

En bonne logique ce réajustement devrait se traduire par une réévaluation du mark, monnaie dont la surpuissance est en passe de faire craquer le SME si les parités actuelles sont maintenues : c'est la loi du système. On comprend que la France, estimant ne pas avoir démerité, ne veuille ni dévaluer sa monnaie ni élever ses taux, d'autant que sa masse monétaire ne dérape pas. On peut ajouter que, l'été dernier, son déficit commercial avec la RFA a augmenté de 40 %, à plus de 40 milliards de francs : c'est le plus gros excédent allemand sur un seul pays. Sans doute le gonflement des achats français de biens d'équipement en Allemagne y a contribué, mais la facture s'alourdit dangereusement et une réévaluation du mark aurait pour effet de rendre les exportations germaniques moins compétitives sur notre pays. Le chancelier Kohl s'y serait résigné, mais pour ce faire il devra vaincre l'opposition des industriels allemands, très satisfaits de leurs performances sur le marché français, mais il bénéficiera sans doute de l'appui de la Banque fédérale d'Allemagne. Celle-ci, par souci d'orthodoxie financière et pour lutter contre toute réurgence de l'inflation, préférera une réévaluation vertueuse de sa monnaie à un abaissement de ses taux d'intérêt, qu'elle jugerait laxiste.

De toute façon, l'affrontement de la France et de l'Allemagne risque d'être sévère. A Paris, on envisage de mettre Bonn devant ses responsabilités et, comme l'a déclaré la semaine dernière M. Balladur, de « prendre toutes les mesures pour défendre le franc, sans en exclure aucune », y compris la menace de laisser filer le franc, ce qui reviendrait à se mettre provisoirement en congé du SME.

FRANÇOIS RENARD.

## Marchés financiers

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 24 déc.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	412 033
dont :	
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	116 587
ECU	76 069
Avances au Fonds de stabilisation des changes	20 389
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 344
dont :	
Concours au Trésor public	26 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	173 945
dont :	
Effets escomptés	71 437
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉDÉRAL	70 301
5) DIVERS	11 207
Total	707 430

PASSIF	Au 24 déc.
1) BILLETTS EN CIRCULATION	218 908
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 388
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	48 484
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	112 867
dont :	
Comptes courants des établissements soumis à la constitution de réserves	82 354
5) ECU A LIVRER AU FÉDÉRAL	70 680
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	10 148
Total	707 430

## CHANGES

Dollar : 6,36 F ↑

Après son vif repli de la semaine précédente, le dollar s'est légèrement redressé lundi, dans la crainte d'interventions des banques centrales. Au sein du SME, les tensions se sont un peu relâchées, le deutschemark revenant au-dessous de 3,31 F à Paris.

FRANCFORT	2 janv.	5 janv.
Dollar (en DM)	1,998	1,928
TOKYO	2 janv.	5 janv.
Dollar (en yen)	158,50	159,60
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (5 janv.)	8 3/4-9 %	
New-York (2 janv.)	6 1/2 %	

## INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)  
31 déc. (1) 2 janv.  
Valeurs françaises... 149,98  
Valeurs étrangères... 132,68  
(1) Base 100 : 31 déc. 1985  
Cote des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général... 397,98 392

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

31 déc. 2 janv.

Industrielles... 1885,55 1927,31

LONDRES

(Index - Financial Times)

31 déc. 2 janv.

Industrielles... 1313,9 1324,2

Mines d'or... 283,9 284,1

Fonds d'Etat... 83,52 84,76

TOKYO

2 janv. 5 janv.

Nikkei... Cms -

Indice général... Cms -

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 janvier

Nombre de contrats : 10 937

COURS	ÉCARTS		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	104,35	104,30	104,40
Précédent	105,55	105,50	105,55

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**SACILOR CÈDE DAVUM A SES CADRES.** - Dans le cadre du restructuration de ses activités dans la sidérurgie, Sacilor a décidé de revendre sa filiale Davum Commerce International aux cadres de cette société. Ces derniers prendront progressivement le contrôle de l'entreprise par le biais de la société de capital-risque Elyse Investissements.

Davum ne réalise que 22 % de son chiffre d'affaires dans la vente d'acier, son activité d'exportation aussi bien dans les ventes d'équipements pour le BTP que dans le

négoce de biens de grande consommation. L'équilibre des comptes est escompté pour 1987. L'objectif des dirigeants est d'introduire les actions au second marché.

**INGENICO : TROIS GRATUITES POUR SEPT.** - La Compagnie industrielle et financière d'ingénierie Ingénico va distribuer trois actions gratuites pour sept anciennes, qui seront créées le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Le capital sera porté de 10,07 à 14,38 millions de francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CDME

COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 23 décembre 1986 sous la présidence de M. Bernard Clere.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice de CDMÉ clos le 30 septembre 1986 qui dégagent un bénéfice net de 39,59 MF et décidé la distribution d'un dividende de 22 F (+ 11 F d'avoir fiscal) mis en paiement à partir du 26 décembre 1986.

L'assemblée générale a également renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Dominique Chastillon et de M. Jacques Gerten et désigné comme nouvel administrateur, pour une durée de six années, M. Nicolas Lebon.

## AUGMENTATION DE CAPITAL

## LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

porte son capital social de 100 millions à 154 millions de francs

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue au siège social, 21, avenue George-V, le 16 décembre 1986, sous la présidence de M. Charles Delamar.

Elle a décidé de porter le capital social de 100 millions de francs à 154 millions par une émission d'actions réservée aux quatre institutions suivantes :

- Les Assurances générales de France (AGF) ; l'Association de prévoyance interprofessionnelle des cadres et ingénieurs de la région lyonnaise (APICIL) ; la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) ; la Caisse centrale des mutuelles agricoles (CCMA).

Ces quatre institutions détiendront désormais environ 9 % du capital aux côtés des anciens actionnaires dont les principaux sont :

- La Banque arabe internationale d'investissement (BAII) ; diverses mutuelles agricoles ; la Mutuelle d'assurance artisanale de France (MAAF).

Cet élargissement et cette augmentation du capital donneront à la BAC des moyens supplémentaires pour développer ses activités de marché.

Au cours de la réunion, M. Sarkis Bodolan, vice-président-directeur général, a fait part à l'assemblée des bons résultats de l'année qui vient de se terminer.

Rappelons qu'à la fin de l'année 1985, le bénéfice net a été de 27 millions de francs, il a déclaré que ceux de l'exercice 1986 devraient enregistrer une augmentation d'environ 100 %.

This announcement appears as a matter of record only

Remy &amp; ASSOCIÉS

REMY FINANCE B.V.

FRF 300,000,000

Guaranteed Floating Rate Notes due 1993  
with an option to convert the floating rate  
into a 8 1/8% fixed rate

such Notes being unconditionally and irrevocably guaranteed  
by

REMY &amp; ASSOCIÉS S.A.

Issue Price: 100%

Société Générale

Crédit Commercial de France

S.G. Warburg Securities  
Banque Nationale de Paris  
Bank of Tokyo International Limited  
Chase Investment Bank Limited  
Crédit Agricole  
Crédit Suisse First Boston Limited  
Samuel Montagu & Co. Limited  
Sumitomo Finance International  
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Banque Indosuez  
BankAmerica Capital Markets Group  
Caisse des Dépôts et Consignations  
Commerzbank Aktiengesellschaft  
Crédit Lyonnais  
Kleinwort, Benson Limited  
Morgan Stanley International  
Swiss Bank Corporation International Limited

DECEMBER 1986

## EMMANUEL CARRÈRE

La moustache

roman 186 pages - 69 F



"Nous sommes pris dans une machine  
interne, jusqu'à l'horreur absolue."  
Michèle Bernstein - Libération

P.O.L.



## BOURSE DE PARIS

## 2 JANVIER

**Cours relevé  
à 17 h 33**

[illegible]

## Comptant

**(selection)**

[illegible]

## Second marché

(affection)

[illegible]**SICAV** (collection)

2/1

[illegible]

## Droits et bons

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

VALEURS			COURS		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
	Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL		préc.	2/1	Achat	Vente		préc.	2/1	
Attribution			Euro-Unité (5 1)		6 455	6 348	0 050	6 650	Or fin (50 en barre)	81700	82500	
			ECU		8 872	8 859			Or fin (en lingot)	82000	82800	
			Atlaguon (100 DM)		330 320	331 200	330 320	338 800	Pièce Kewpina (20 16)	831	848	
Air Liquide	88 10		Atlaguon (100 DM)		18 868	18 836	227 270	230 300	Pièce Kewpina (20 16)	369		
Canico	226	228	Atlaguon (100 DM)		228 170	229 170	228 170	230 300	Pièce Kewpina (20 16)	834		
Café, Poudre Poudre	250		Atlaguon (100 DM)		87 480	87 480	82 800	85 000	Pièce Kewpina (20 16)	876		
Premier Nickel	265		Atlaguon (100 DM)		85 960	86 700	83 000	85 000	Souverain	813	816	
Total	640		Atlaguon (100 DM)		9 486	9 486	9 100	9 800	Pièce de 20 dollars	2180	2200	
			Atlaguon (100 DM)		4 236	4 236	3 800	4 000	Pièce de 10 dollars	1470	1570	
			Atlaguon (100 DM)		336 550	336 550	363	403	Pièce de 10 dollars	988		
			Atlaguon (100 DM)		94 800	94 800	91 800	97	Pièce de 10 dollars	3186	3206	
			Atlaguon (100 DM)		47 050	47 050	46 300	47 650	Pièce de 10 dollars	500		
			Atlaguon (100 DM)		4 676	4 676	4 680	4 680	Or London	380 80	380 80	
			Atlaguon (100 DM)		4 401	4 401	4 382	4 382	Or Zurich	391	391	
			Atlaguon (100 DM)		4 670	4 687	4 480	4 480	Or Hongkong	380 55	403 63	
			Atlaguon (100 DM)		4 030	4 016	3 910	4 040	Argent London	2 27		
<b>MINITEL</b>												
La gestion en direct de votre portefeuille personnel												
36.15 Tapes LEMONNE puis ROUSSE												

**MINITEL**

La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel  
36.15 Tapet LEMONDE puis MOURSE

pagro-indust. ....	704 68	720 91	Maria J. ....	821 70	821 70
pagro-inter ..... 611 31	611 31	594 86	Melch-Chilgitters ..... 421 46	403	
pagro-J ..... 50312 40	50312 40		Munzelle Urm S&L .... 158 83	140	

[illegible]

- : coupon détaché
- : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- : prix précédent
- ★ : marché continu.



ÉTRANGER	POLITIQUE	CULTURE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Tension entre Israël et Liban. 3 La reconquête du nord du Tchad par les forces de M. Hissène Habré. 4 RFA : à trois semaines des législatives, M. Kohl appelle au « redressement moral ». 6 Chine : la contestation étudiante.	8 Les répercussions politiques du conflit de la SNCF : l'UDF s'interroge de nouveau sur la cohabitation. — M. Valéry Giscard d'Estaing : pas de libéralisme économique sans conscience sociale.	14 Musique : Heinrich Schütz, le génie cent ans avant Bach. 14-15 Cinéma : les Japonais à Beaubourg. 15 Arts : Picasso en « Parade ». 16 Communication : la radio du vice-président syrien commence à émettre sur la FM parisienne.	12 L'UNEF-ID voit grand. — A Toulouse, deux ressortissants jordaniens sont sous le coup d'une mesure d'expulsion. <b>SPORTS</b> 20 Automobilisme : le rallye Paris-Dakar. — Voile : la Coupe de l'America.	36-37 Les conflits sociaux : situation confuse à la SNCF : signes de reprise du travail chez les marins. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 17 Annonces classées ..... 21 à 30 Cartes ..... 17 Météorologie ..... 17 Mots croisés ..... 17 Loto, Loto sportif ..... 17-18 Spectacles ..... 18

## La situation dans les transports

## Légère reprise sur le réseau banlieue de la SNCF

Dans la banlieue parisienne, en début de matinée, selon la direction de la SNCF, le service était assuré à raison de 2 trains sur 3 sur les réseaux gare de l'Est, gare de Lyon et gare Montparnasse, 1 sur 2 gare d'Austerlitz et sur la ligne C du RER, 2 sur 5 à Saint-Lazare et 1 sur 5 gare du Nord.

D'autre part, des transports de complément par autocars ont été mis en place en Ile-de-France par les communes et la préfecture de région : en particulier des lignes existantes ont été renforcées et prolongées jusqu'à des gares de métro

et du RER. Selon la préfecture, on peut avoir des informations sur ces lignes en appelant les centres d'informations téléphoniques suivants : pour la Seine-Saint-Denis, le 48.95.60.60 (postes 548.20 et 567.75) et le 39.55.75.75 ; pour le Val-de-Marne le 48.98.91.70 ; pour l'Essonne le 36.65.75.75 et le 43.46.14.14 ; pour la Seine-et-Marne le 64.30.50.50 et, de 20 heures à 7 heures, les 64.09.41.74 et 75 ; pour les Yvelines les 39.55.00.02 et 39.55.75.75 ; pour le Val-d'Oise le 30.30.92.60.

## Suspense à la RATP

Les perturbations du trafic de la RATP étaient minimales le 5 janvier, dans l'attente des résultats des négociations qui se poursuivaient entre la direction et les syndicats. Malgré les prévisions de grève déposées par la CGT et la CFDT, le trafic du RER était normal dans la matinée celui du métro était assuré à 95 % et les bus circulaient à 87 %.

Les négociations se poursuivaient à deux niveaux. Avec l'ensemble des syndicats les discussions reprenaient dans l'après-midi sur la question des augmentations de la masse salariale en 1987. La direction, qui a porté de

2,7 à 2,9 % sa proposition de hausse, ne semble pas en mesure d'aller au-delà. Avec le syndicat autonome des conducteurs, les contacts au sujet d'un reclassement hiérarchique devraient être encore débouchés sur un constat d'échec. Une assemblée générale des conducteurs autonomes se prononcera, lundi à 20 h 30, sur le maintien du préavis de grève déposé pour le 6 janvier et reconductible.

Si la CGT, la CFDT et les autres syndicats maintiennent leurs mots d'ordre, les transports en commun parisiens devraient connaître mardi une quasi-paralysie.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 5 janvier

## Vif redressement

Minée par les conflits sociaux la semaine écoulée, la Bourse de Paris s'est très vigoureusement redressée lundi au cours de la session matinale.

Initialement en progrès de 1,14 %, l'indice des valeurs mobilières a clôturé une hausse de 1,83 %.

Avance de SGE, Club Méditerranée, Sanofi Easo, J.-Lefebvre, Compagnie bancaire, Facom, Bouygues, Peugeot (de 2,3 % à 4,5 %). Les baisses ont été à peu près inexistantes (Eurocom, Simco, Merlin).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Première cote	Dernier cours
Accor	472	478	482
Agropar	2050	2070	2080
Alcatel	180	185	188
Banque Paribas	1940	1960	1970
Bouygues	2380	2400	2410
Bouygues	1180	1200	1210
B.P.A.	4280	4320	4350
Carrefour	2640	2660	2680
Chambre de Commerce	1512	1540	1580
Club Méditerranée	680	685	690
Club Méditerranée	2310	2320	2330
Cofinor	1407	1405	1410
Elf (S.A.)	1242	1245	1245
Elf-Aquitaine	214	215	216
Elf-Paris	3250	3260	3270
Elf-Total	1250	1255	1260
Elf-Total	2484	2490	2510
Elf-Total	1570	1575	1580
Elf-Total	2310	2320	2330
Elf-Total	1020	1025	1030
Elf-Total	3780	3800	3850
Elf-Total	1250	1255	1260
Elf-Total	1018	1025	1030
Elf-Total	1181	1170	1178
Elf-Total	726	730	732
Elf-Total	774	780	780
Elf-Total	3100	3120	3120
Elf-Total	1545	1550	1560
Elf-Total	401	401	401
Elf-Total	2278	2280	2280
Elf-Total	515	525	530

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## NEUROLOGIE :

VOIR FONCTIONNER  
LE CERVEAU EN DIRECT!

SCIENCE & VIE

## URSS

## Un article de la « Pravda » sur la génétique

## « Mensonges » en 1948, vérité en 1987

Moscou (AFP). — La Pravda s'est attaquée, le dimanche 4 janvier, à la politique stalinienne en matière scientifique, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'académicien Nikolaï Dobouline, l'un des chefs de file de la génétique soviétique, disgracié par le dictateur et réhabilité par Nikita Krouchtchev.

Dans une interview au quotidien du PC soviétique, l'académicien Dobouline évoque ainsi « la triste et célèbre session de l'Académie agricole d'URSS qui, en août 1948, avait proclamé que la génétique était un enseignement mensonger et métaphysique ».

Le journal rend hommage à Nikolaï Dobouline pour avoir, à cette époque, « observé une attitude réellement scientifique », malgré le coup d'arrêt donné à une science soviétique en plein essor. C'est surtout grâce à lui, note-t-il, que l'URSS a pu, à partir de 1956, combler son retard dans le domaine de la génétique.

L'article de la Pravda est une condamnation implicite des théories de Trofim Lysenko, le généticien « officiel » de Staline, qui s'opposait à la théorie du gène en tant que support invariable de l'hérédité et affirmait l'influence prédominante du milieu sur l'évolution des espèces.

Les enseignements de Lysenko ont été dénoncés à plusieurs reprises depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1985.

En mai dernier, le journaliste Alexandre Adjanov, gendre de Nikita Krouchtchev, s'était livré, dans la Komсомолская Pravda, à un réquisitoire en règle contre la politique stalinienne dans le domaine scientifique. Il rappelait comment Staline se débarrassait des détracteurs de Lysenko et citait les paroles « terribles » de ce dernier :

« En Union soviétique, ce ne sont pas des hommes qui naissent, mais des organismes. Les hommes, c'est

## Deux survivants dans la catastrophe aérienne d'Abidjan

Les sauveteurs ont relevé deux survivants, un Brésilien et un Ivoirien, dans les débris du Boeing 707 de la compagnie brésilienne Varig qui s'est écrasé, le samedi 3 janvier, près d'Abidjan (Côte-d'Ivoire). Il y avait à bord de l'appareil cinquante et un passagers et membres d'équipage, dont trois Français. Le dernier message reçu par la tour de contrôle de l'aéroport d'Abidjan venait de décoller était le suivant : « Réacteur en feu. Coupez moteur et procédez aux vidanges des réservoirs avant de nous poser à Abidjan ».

D'autre part, un avion militaire espagnol s'était abîmé en mer, le 2 janvier, près de Bata (Guinée équatoriale). Le bilan publié à Madrid fait état de quinze morts.

## VENDREDI 9 JANVIER

## Le Monde PLAISANCE



Supplément magazine en couleurs avec la collaboration de LOILES

Gratuit avec le Monde

Vendredi 9 janvier 1987 samedi 10 janvier

## Sur le vif

## Cache-cache

Ce qu'ils peuvent être faux jetons, nos politiciens, c'est pas croyable ! Ils arrêtent pas de faire des cachotteries, de monter des coups derrière notre dos, et après ils ont le culot de jouer les innocents, les enfants de chœur. Vous avez vu, hier, M. Valéry au micro de « RTL-le Monde » ? Ouais, le bail de l'Elysée va être réduit à cinq ou six ans, va y avoir un référendum, je vous le dis, j'ai même plus loin, je vous l'annonce, c'est comme si c'était fait.

Qui c'est qui lui a dit ? Son petit doigt. Il en aurait pas causé avec mon Mimi, des fois ? Jamais de la vie. Alors, de quoi, ils ont parlé pendant l'inauguration du musée d'Orsay ? Ils étaient là, les plasticiens, les architectes, les sautes de bras, les bras dessous, ils rient sous cape de la fureur de ce pauvre Chirac obligé de leur fier le train en roulement son train.

Mon Mimi ! Non mais vous avez vu la queue qu'il tire, mon Jacques ? Vous retournez pas tout de suite. Faites semblant d'admirer le Monet, là, à gauche, et regardez du coin de l'œil, je vous jure, ça vaut mille.

M. Valéry : C'est bien fait pour sa pomme. Ce lui apprendra à avoir voté contre moi en 1981 ! Tiens, à propos, c'est toujours d'accord, vous soutien-

chez ma candidature à la tête des États-Unis d'Europe ?

Mon Mimi : Pas de problème, mon cher président, c'est comme si c'était fait. Simplement, en échange, un petit service : la prochaine fois que vous passiez à la radio ou à la télé, vous réclamez un référendum réduisant la durée de mon prochain mandat. Vous comprenez, remplacez pour sept ans à mon âge...

M. Valéry : Ça vous fait combien déjà, monsieur le Président ? Soixante-dix ans ? Vous en paraissiez bien deux de moins.

Mon Mimi : Ouais, mais quand même, c'est plus sûr.

M. Valéry : Comptez sur moi. Et si les journalistes me demandent comment vous obtiendrez l'accord de votre Jacques, parce qu'enfin faut sa signature, c'est marqué dans la Constitution ?

Mon Mimi : C'est arrangé. Je lui en ai touché deux mots à la sortie du dernier conseil des ministres. Donnant donnant. Je reste à l'Elysée et je le garde à Matignon. C'est sa seule chance d'y rester. Si Rocard me pique ma place, il perd la sienne aussi sec. Michel a déjà pris langue avec le gros Raymond. Un petit déjeuner secret chez Simone. Mais n'en parlez à personne !

CLAUDE SARHAUTE.

**LA TIRELLE**  
SOLDES ANNUELS  
à tous nos rayons  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél : 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

**PRÊT À EMPORTER**  
12,  
rue de la Chaise - M<sup>e</sup> Bac  
LUXUEUX SIÈGES CUR  
CHESTERFIELD CUR  
Carpets, tapis, bibliothèques  
à collection, toujours sur mesure.  
— 25 %  
Sur collection PANGIER 1986

## Comment réussir aujourd'hui

Hier encore, quand on disait de quel-  
qu'un : Il a réussi, on ne visait que sa réussite sociale ou professionnelle. En clair, cela signifiait simplement qu'il était parvenu à gagner beaucoup d'argent. Personne ne cherchait à savoir s'il était, en plus, heureux et bien dans sa peau. Tant mieux d'ailleurs, car on aurait alors pu voir se défaire plus d'une réputation. Que de vies perdues à rechercher seulement des moyens, en oubliant les vrais buts !

Aujourd'hui, les choses vont un peu mieux, heureusement. Les vraies valeurs reprennent le dessus. Et quand on pense réussite personnelle, on pense moins à paraître, qu'à mieux être vraiment. C'est dire qu'un homme qui a réussi, vit en plein accord avec ce qu'il est réellement ; sa richesse est intérieure. Et lorsqu'on le côtoie, on est frappé par sa présence, son originalité, son ouverture d'esprit, son ouverture aux autres. C'est un homme vrai, vivant en accord avec lui-même, avec son temps. Bien sûr, en plus, il gagne bien sa vie, mais ceci est la conséquence de cela et non l'inverse.

Pour réussir aujourd'hui, il faut apprendre à se connaître. Il faut savoir développer et exploiter ses dons, ses désirs, ses rêves. Et c'est là que la Méthode W.R. Borg peut vous servir efficacement. Elle vous apprend à affiner vos perceptions pour mieux sentir les choses et les gens qui vous entourent. Elle vous aide à vouloir et à obtenir ce dont vous avez vraiment envie (et ce n'est pas aussi simple qu'on le croit !). Aimer ce que vous aimez véritablement. A être ce que vous voulez être en réalité. Elle vous permet d'acquiescer la spontanéité et le naturel qui font que vous vous trouvez à l'aise partout : confiant en vous-même, libre de vos choix, libre de réussir votre vie comme vous l'entendez. En un mot : heureux.

La Méthode W.R. Borg est facile à assimiler, simple à appliquer. Ses résultats se remarquent vite. Vous progresserez chaque jour d'une manière étonnante. Elle est enfin particulièrement efficace car elle a le mérite de traiter individuellement chaque cas particulier. En voulez-vous la preuve ? Nous tenons à votre disposition des milliers de témoignages. Saisissez au vol cette chance qui vous est offerte aujourd'hui, et découvrez les Lois Éternelles du Succès !

Un petit livre précieux qui déterminera votre vraie réussite. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 925 - 6, place St-Pierre - 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 925 - 6, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès » de W.R. Borg.

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

C.P. .... Ville .....

Age ..... Profession .....

Aucun démarcheur ne vous rendra visite